



CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°11 - SESSION EXTRAORDINAIRE 2013-2014

Aide financière pour études supérieures	p. 380	Sommaire des séances publiques n°s32 et 33	p. 411	32 ^e séance	Jeudi 10 juillet 2014
École de la 2 ^e Chance	p. 378	Table analytique des séances publiques 2013-2014	p. 412	33 ^e séance	Mercredi 16 juillet 2014
Code de conduite des députés	p. 405	Sommaire des questions parlementaires	p. Q131		

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter



Un code de conduite pour les députés

Au cours de la dernière séance publique de la session extraordinaire 2013-2014, la Chambre des Députés s'est dotée d'un code de déontologie pour les députés. 58 députés ont voté pour ce changement du Règlement de la Chambre, les deux députés de la sensibilité déi Lénk ayant voté contre, considérant que les dispositions du texte n'allaient pas assez loin.

Le code de conduite qui entrera en vigueur en octobre prochain introduit un certain nombre de règles et de normes déontologiques. L'objectif du texte est de guider les députés dans leur comportement face à d'éventuels conflits d'intérêts. Concrètement, le texte qui s'inspire largement du code de conduite du Parlement européen prévoit:

- une déclaration plus stricte des intérêts financiers et des revenus des députés,
- des règles pour les cadeaux et les invitations aux voyages,
- une panoplie de sanctions et
- la création d'un comité consultatif.

Entretien avec M. Alex Bodry, Président de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Qu'est-ce que le code de conduite changera pour les députés?

«Ce code de conduite est un pas important vers plus de transparence. Pour la première fois, nous disposons d'un ensemble de règles et de normes déontologiques qui devraient guider les députés dans leur comportement face à d'éventuels conflits d'intérêts par exemple.»

Le texte prévoit une déclaration des revenus plus stricte et chiffrée. Le député deviendra-t-il de plus en plus transparent?

«L'objectif du code de déontologie n'est pas d'informer sur le patrimoine d'un député, mais de donner les moyens aux citoyens de pouvoir juger jusqu'à quel point l'élu est libre dans ses décisions. Cependant, il faut considérer qu'à la différence d'un ministre ou d'un bourgmestre, le député ne prend pas de décisions individuelles, mais participe aux décisions collectives.»

Les députés devront détailler tous leurs revenus issus d'une activité professionnelle, d'un poste au sein d'un conseil d'administration ou d'une intervention lors d'une conférence. Le patrimoine ou les revenus des membres de la

famille resteront confidentiels. Ils pourraient pourtant influencer un député lors d'un vote.

«Nous avons longuement discuté de la question. Elle nous a confrontés à plusieurs problématiques. Comment gérer la question des biens communs? A-t-on le droit d'obliger la sœur d'un député à rendre publique sa fortune? Finalement, nous avons conclu que ces dispositions créeraient davantage de problèmes qu'elles n'en résoudraient et nous avons mis le focus sur la responsabilité individuelle du député et non sur son entourage.»

En 2011, l'*«affaire Livange»* a conduit à un large consensus concernant la nécessité d'établir des règles déontologiques claires, notamment en ce qui concerne les cadeaux et invitations aux voyages. Comment cette question a-t-elle été réglée?

«Le code de conduite introduit le principe interdisant au député d'accepter tout cadeau d'une valeur supérieure à 150 euros et offert en relation avec sa fonction. Il interdit également toute prise en charge des frais de voyage par un tiers, sauf par une institution internationale comme un parlement étranger par exemple.»

La règle semble claire, mais en réalité, on peut imaginer bon nombre de cas où il sera difficile de faire la part des choses.

«Tout à fait. Si mon meilleur ami me fait un cadeau, mais qu'il est en même temps le patron d'une grande entreprise, c'est à moi de juger s'il me fait ce cadeau en tant qu'ami ou s'il a l'intention d'influencer le député que je suis.»

Le texte reprend dans les grandes lignes le code de conduite du Parlement européen. Pourquoi ne pas prévoir des dispositions spécifiquement luxembourgeoises?

«Un argument important était de dire que tous les députés du Luxembourg, y compris les six eurodéputés, suivront ainsi les mêmes règles et devront rendre public les mêmes informations.»

Le Parlement européen s'est doté d'un registre de transparence dans lequel les lobbyistes sont accrédités. Les députés luxembourgeois n'ont pas jugé opportun d'introduire un tel registre. Pourquoi?

«Au Luxembourg personne ne s'inscrirait dans un registre officiel, même si des groupes d'intérêt existent évidemment et qu'ils cherchent activement le contact avec les députés. Comment y



M. Alex Bodry répond aux questions de Mme Sarah Brock de l'administration parlementaire.

faire face? Il faut garder les groupes d'intérêt en dehors de la Chambre. S'il y a prise d'influence, il faut la rendre publique. Un député qui prend individuellement contact avec un groupe d'intérêt au cours du processus législatif sera désormais obligé de le signaler pour que sa rencontre soit mentionnée dans le rapport sur un projet de loi.»

Le code de conduite prévoit des sanctions. Leur caractère semble plutôt dissuasif.

«Une panoplie de sanctions permettra de donner des réponses proportionnées à une infraction. Si un député oublie par négligence de mentionner un revenu, il recevra un avertissement non public. Pour une infraction plus grave, un député

peut recevoir un blâme public et se voir exclu d'une commission ou d'une délégation ou ne plus avoir le droit d'être nommé rapporteur d'un projet de loi. La décision revient au Président de la Chambre.»

En cas de doute, le Président de la Chambre et tous les députés pourront s'adresser à un comité consultatif. Qui y siégera?

«Le comité devra se composer de trois personnes de divers horizons, nommées pour la période d'une législature. Il devra y avoir un juriste, un déontologue ou philosophe et un ancien député qui connaît les problématiques spécifiques liées au mandat de député.»

Conférence européenne des Présidents de Parlement à Oslo



M. Mars Di Bartolomeo à la Conférence des Presidents de Parlement à Oslo ©Kilian Munch/Storting

Le Président de la Chambre des Députés Mars Di Bartolomeo a participé à la Conférence européenne des Présidents de Parlement des 47 États membres du Conseil de l'Europe qui s'est tenue à Oslo les 11 et 12 septembre 2014. La première Conférence de Présidents de Parlement s'est tenue en 1975. Les conférences, qui ont lieu tous les deux ans, sont organisées alternativement à Strasbourg et dans la capitale d'un État membre du Conseil de l'Europe. Elle se tenait cette année au Storting, à l'invitation de celui-ci, alors que la Norvège célèbre le 200e anniversaire de sa Constitution.

La députée luxembourgeoise Anne Brasseur, présidente de l'APCE, a présidé avec M. Olemic Thommessen, Président du Storting, les débats.

Lors de cette conférence organisée par le Storting (Parlement norvégien) et l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), 59 Présidents de Parlement ont pu discuter sans contrainte les trois sujets à l'ordre du jour, à savoir «Droits et libertés constitutionnels fondamentaux - participation, confiance et débat public», «Démocratie, souveraineté et sécurité en Europe» et «Majorité et opposition - trouver un équilibre en démocratie».

Lors des discussions, le Président de la Chambre des Députés a souligné que les règles de la démocratie ne sont jamais figées, qu'elles évoluent et font régulièrement l'objet d'innovations qui ne peuvent réussir que si le soussujet constitutionnel des États est robuste, c'est-à-dire se fonde sur les principes et les conventions du Conseil de l'Europe.

Lors de sa prise de parole au sujet du thème «Majorité et opposition - trouver un équilibre en démocratie», le Président a insisté sur le fait qu'en démocratie il faut que les minorités puissent faire entendre leurs voix sans que pour autant on n'aboutisse à une dictature ni de la majorité ni des minorités.

Avant de terminer son discours il s'est permis de faire un ricochet quant au thème «Démocratie, souveraineté et sécurité en Europe» pour inviter, après avoir entendu le discours du Premier Vice-Président de la Douma d'État de Russie, M. Ivan Melnikov, et celui du Président du Verkhovna Rada de l'Ukraine, M. Oleksandr Turchynov, les deux interlocuteurs de profiter de la conférence pour relancer la diplomatie parlementaire dans l'intérêt d'une désescalade de la situation en Ukraine.



Il y a 100 ans, le Luxembourg a été occupé



M. Mars Di Bartolomeo (à droite) a assisté à la cérémonie de commémoration du centenaire du début de l'occupation allemande du Luxembourg.

Le samedi 2 août 2014, le pays a commémoré le centenaire du début de l'occupation allemande du Grand-Duché de Luxembourg qui allait se poursuivre pendant quatre ans durant la Première Guerre mondiale.

Le 1^{er} août 1914, vers 19.00 heures, les premiers soldats allemands entrèrent sur le territoire luxembourgeois

par le nord, près de Troisvierges. Le 2 août, le pays fut entièrement envahi.

En mémoire de cet événement, les sirènes d'alarme ont retenti le samedi 2 août 2014 de 14.58 à 15.00 heures dans tout le pays.

S.A.R. le Grand-Duc héritier a ensuite déposé une couronne de fleurs

au Monument du souvenir (Gëlle Fra) sur la place de la Constitution, en présence du Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, du Premier Ministre, M. Xavier Bettel, de la Secrétaire d'Etat à la Défense, Mme Francine Closener, et de plusieurs représentants allemands, français et belges de la Grande Région.

La Chambre à la veille de la «Grande Guerre»

Au moment de l'invasion allemande, la Chambre des Députés se trouvait dans une situation exceptionnelle. D'un côté, elle devait reconstituer ses organes après les élections du mois de juin 1914, de l'autre, des troupes allemandes avaient fait irruption sur le territoire du Grand-Duché avec l'intention d'y rester.

«C'était un véritable coup de foudre», a expliqué le Ministre d'Etat de l'époque, M. Paul Eyschen, dans un discours adressé aux députés le 3 août 1914, au lendemain de l'invasion. «J'espère que le pays ne sera pas incendié par ce coup de foudre et je fais des voeux pour que l'Europe échappe au grand danger qui le menace et que cet orage ne détruise pas la civilisation de l'Europe qui a coûté tant de travail. Car si nous avons une guerre européenne, la civilisation reculera de cinquante ans.»

Le compte rendu de la séance à la Chambre retrace surtout le discours de M. Eyschen. Les députés ont souhaité avoir des explications et informations sur les récents événements de la part d'un Ministre d'Etat visiblement dépassé par les événements. Les soldats allemands avaient fait une première irruption à la gare de Troisvierges le 1^{er} août 1914, pour se retirer ensuite et revenir le 2 pour envahir tout le pays. La veille des discussions à la Chambre, le Premier Ministre avait protesté auprès des responsables allemands contre cette violation de la neutralité du Luxembourg. Les députés se sont ralliés à ses propos: «La Chambre, après avoir entendu les déclarations de M. le Ministre d'Etat, s'associe aux protestations qu'il a notifiées au Gouvernement allemand.»

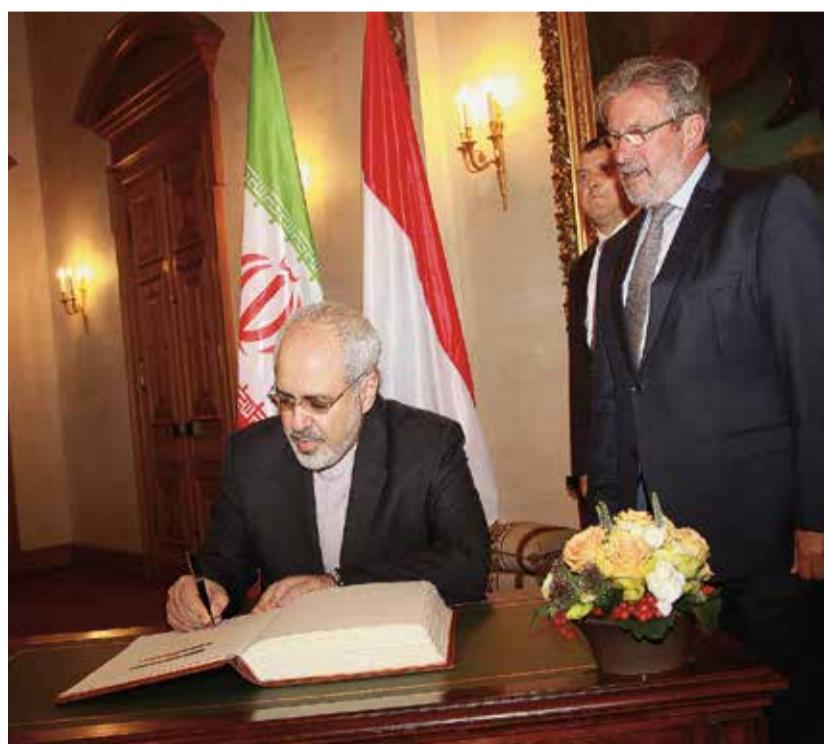
Le premier souci des députés: la population manque de vivres

Le ravitaillement en vivres et biens de première nécessité a constitué le souci primordial des hommes politiques de l'époque. Car la population a vite ressenti les conséquences de l'invasion: la nourriture se faisait de plus en plus rare et chère. «Vous savez alors que les pays qui nous entourent ont fermé les frontières pour l'exportation vers le Grand-Duché. Pour éviter que le pays ne fût privé de vivres, nous avions pris la même mesure.», a expliqué le Ministre d'Etat aux députés. «Nous nous sommes adressés à droite et à gauche pour qu'on fasse une exception en faveur du Luxembourg, mais nous n'avons pas réussi.», a-t-il poursuivi. «La Belgique a répondu qu'elle ne pouvait pas faire davantage pour le Luxembourg, alors pourtant que le port d'Anvers est celui qui nous fournit toujours.»

Les députés ont surtout pensé aux plus démunis. «Je voulais encore prier le Gouvernement de tâcher que les populations ouvrières soient pourvues de vivres pendant tout ce temps, car il n'y a plus rien.», a remarqué le député socialiste Michel Welter au cours du débat au parlement. «Surtout les pauvres», a ajouté le député Adolphe Schmit.

La séance extraordinaire fut finalement interrompue. Les députés se sont de nouveau réunis le 10 novembre 1914 pour la session 1914-1915. Entre-temps le pays avait souffert les premiers bombardements et l'Empereur Guillaume II avait rendu visite à la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde. Malgré l'occupation militaire et le manque de vivres entre 1914 et 1918, le fonctionnement des institutions était nettement moins affecté que pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Le dialogue est primordial



M. Mohammad Javad Zarif signe le Livre d'or de la Chambre en présence de M. Mars Di Bartolomeo.

Dans le cadre de la visite de travail du Ministre des Affaires étrangères de la République islamique d'Iran, M. Mohammad Javad Zarif, à Luxembourg le 2 septembre 2014, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a reçu le chef de la diplomatie iranienne pour une entrevue.

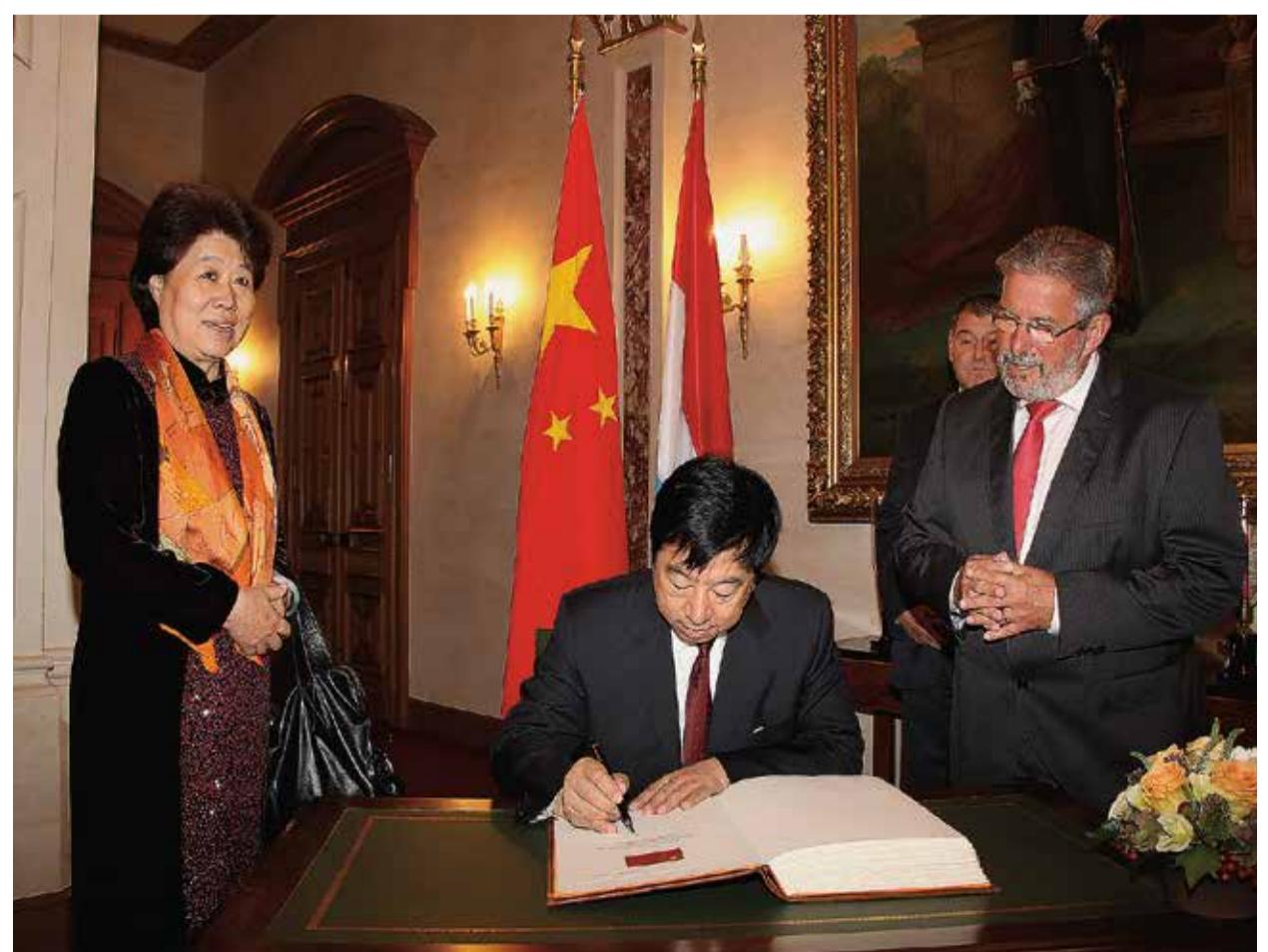
«Même s'il peut y avoir des divergences de vues, le dialogue est primordial», a remarqué M. Di Bartolomeo, constat largement partagé par son hôte iranien. Lors de l'entretien, auquel participait également M. Marc Angel, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Di Bartolomeo a tenu à souligner la

question des droits de l'Homme en Iran. M. Mohammed Javad Zarif lui a répondu qu'à ses yeux, la meilleure protection des droits de l'Homme vient toujours de l'intérieur d'un pays tout en se félicitant de la très grande participation des citoyens iraniens aux dernières élections présidentielles de 2013, le taux de participation ayant été de 73%.

Les diverses crises secouant à l'heure actuelle le Moyen-Orient ont également figuré à l'ordre du jour des discussions entre les deux hommes politiques. Finalement, le Président de la Chambre s'est exprimé en faveur d'un renforcement du dialogue entre les parlements iranien et luxembourgeois.

Visite d'une délégation chinoise à la Chambre

Une délégation du Comité permanent de l'Assemblée populaire de la Province chinoise du Liaoning a été reçue à la Chambre des Députés le mercredi 3 septembre. Après une entrevue avec le Président, M. Mars Di Bartolomeo, la délégation a eu un échange de vues avec des représentants du Bureau et de la Commission de l'Économie.



La délégation chinoise était conduite par M. Tong Zhiwu.

M. Di Bartolomeo a souligné les opportunités d'une meilleure coopération politique et économique entre le Luxembourg et les régions chinoises comme le Liaoning. Cette province de 43 millions d'habitants, située dans le nord-est de la Chine à la frontière avec la Corée du Nord, se caractérise par une forte activité industrielle, notamment dans le secteur de l'automobile. La province cherche de nouveaux partenaires pour développer davantage la recherche et l'innovation. Les représentants chinois ont profité de leur déplacement pour promouvoir les attraits touristiques de leur province auprès du public luxembourgeois.



Mme Anne Brasseur rencontre le Président de la Douma d'État russe



Mme Anne Brasseur et M. Sergueï Narychkine

La Présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Mme Anne Brasseur, a rencontré début septembre à Paris le Président de la Douma d'État russe, M. Sergueï Narychkine, en présence des chefs des groupes politiques de l'Assemblée.

Tout en rappelant que l'Assemblée avait décidé en juin 2014 de

suspendre le droit de vote de la délégation russe à l'APCE et non leur droit de participation, la Présidente de l'APCE a qualifié cette rencontre au plus haut niveau «d'étape importante dans les relations» entre l'Assemblée parlementaire et ses interlocuteurs russes.

Visite du Ministre de l'Économie du Burkina Faso

«Nous sommes vraiment satisfaits de la coopération avec le Luxembourg», a déclaré le Ministre de l'Économie et des Finances burkinabé, M. Lucien Marie Noël Bembamba, reçu à la Chambre des Députés à l'occasion d'une visite de travail au Luxembourg le lundi 8 septembre. Le Burkina Faso est un des neuf pays partenaires de coopération du Grand-Duché. 14 ONG luxembourgeoises gèrent une cinquantaine

de projets dans ce pays d'Afrique de l'Ouest. Le partenariat entre les deux pays a été renforcé pour les années 2013 à 2015 par de nouveaux projets concernant l'éducation et les technologies de l'information et de la communication (TIC).

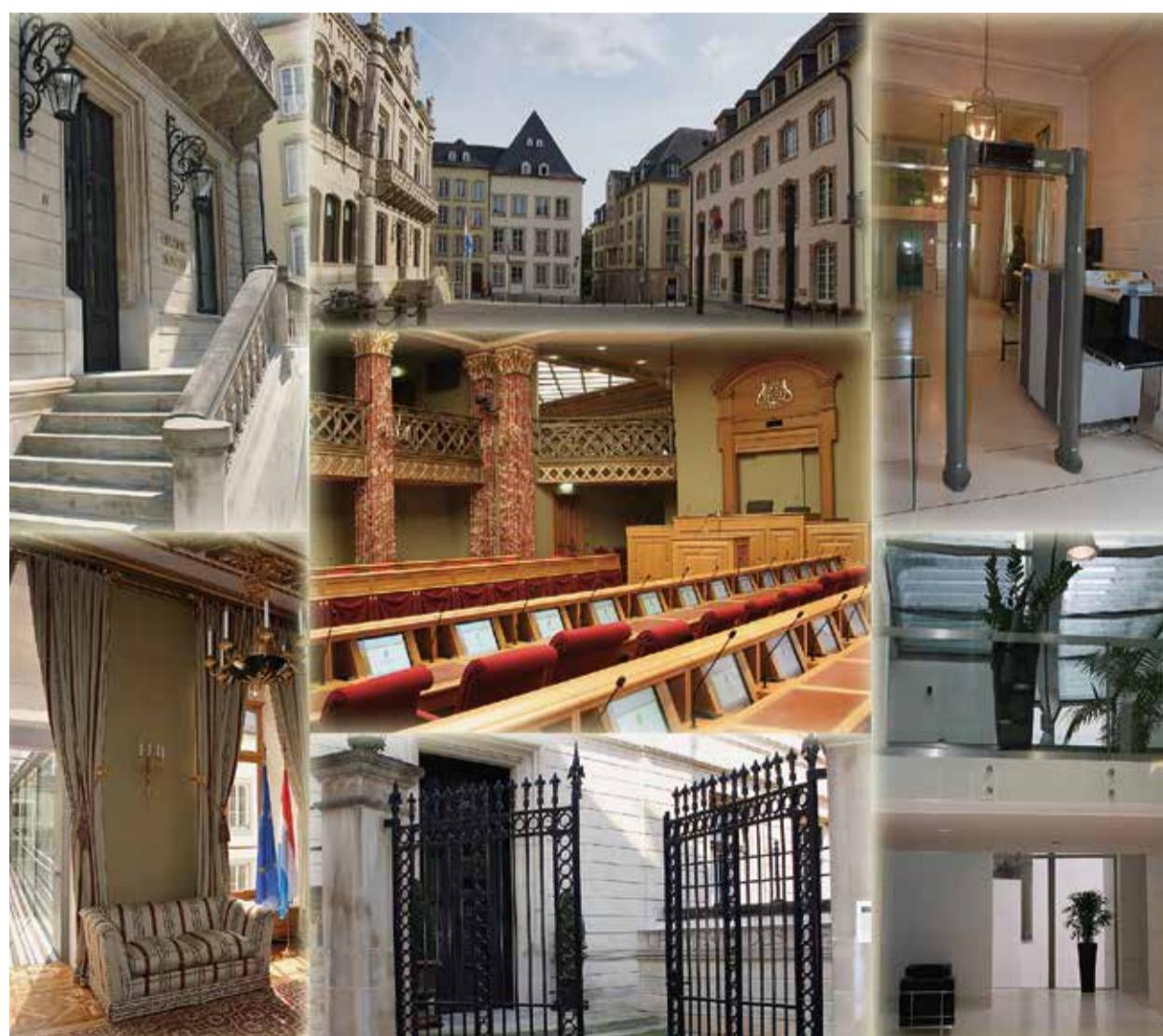
M. Bembamba et sa délégation ont eu une entrevue avec des membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de

la Défense, de la Coopération et de l'Immigration. Des sujets d'actualité ont dominé les échanges entre le ministre burkinabé et les députés. Les élus se sont ainsi renseignés sur le risque d'émergence de mouvements islamistes au Burkina Faso. Les répercussions du conflit dans le pays voisin, le Mali, et les risques engendrés par l'épidémie d'Ebola - qui ne touche pas le Burkina Faso pour l'instant - ont également été évoqués.



L'administration parlementaire se présente

Le Service Achats, Gestion des biens et bâtiments et Sécurité



Le Service Achats, Gestion des biens et bâtiments et Sécurité, composé de trois fonctionnaires, s'occupe de la centralisation des achats de biens et de services dont la Chambre des Députés a besoin pour

son fonctionnement journalier en accord avec la politique d'achats qui vise à mettre à disposition de l'institution les biens et services adéquats au meilleur prix en conformité avec les lois et règlements sur la

comptabilité de l'État et les marchés publics.

Ces biens et services couvrent une palette étendue de produits tels que les équipements de bureau des collaborateurs de l'administration des Bâtiments publics dans le contexte de ses attributions et responsa-

mentaire, les consommables bureautiques, équipements et services de téléphonie et de télécommunications, d'impression, services de nettoyage et de jardinage, etc. Le service répond aussi à des besoins plus spécifiques découlant des attributions de la Chambre des Députés en tant qu'organe législatif tels que ceux liés au support du travail en commission et en séance publique des députés couvrant des domaines aussi variés que certains équipements spécialisés, des produits et services d'expertise respectivement tout autre matériel ou service pour lequel un besoin spécifique naît dans le contexte des travaux de l'institution et pour lesquels il passe régulièrement commande auprès de ses fournisseurs et partenaires.

Une partie non négligeable des tâches du service concerne dans ce contexte aussi les travaux du Service des Relations internationales en collaboration avec lequel le Service Achats, Gestion des biens et bâtiments et Sécurité couvre les aspects d'hébergement, de restauration, d'interprétation, de transports et de visites des délégations parlementaires et autres visiteurs étrangers.

Une activité connexe du service est constituée par l'aspect de gestion et de maintenance des bâtiments administratifs de la Chambre des Députés, à savoir l'Hôtel de la Chambre ainsi que les bâtiments Printz/Richard et la maison Wiltheim.

Cette activité couvre notamment les aspects de maintenance régulière des structures et équipements électriques, sanitaires, de chauffage et de climatisation, téléphoniques et autres en collaboration en tant qu'exploitant avec l'Administration des Bâtiments publics dans le contexte de ses attributions et responsa-

bilités dans le domaine des bâtiments publics.

Dans ce cadre le service coordonne, organise et surveille notamment l'application de toutes les mesures et dispositions légales relatives à la sécurité dans la fonction publique se voulant exemplaire dans ce domaine également. C'est dans ce contexte qu'un système intégré et informatisé de gestion des alarmes a été installé en vue de garantir une réactivité optimale et de protéger au mieux les localités ainsi que les élus, les collaborateurs de l'administration parlementaire de même que les visiteurs contre des incidents liés aux risques du feu, d'intrusions ou autres calamités.

Par ailleurs le service coordonne et transpose, en collaboration avec la direction et les services concernés, les mesures de sécurité relatives à l'accès aux bâtiments de la Chambre des Députés des personnes physiques, députés, collaborateurs, fournisseurs et visiteurs, y compris - le cas échéant avec les forces de l'ordre - les mesures de sécurité, d'escorte et de protection des délégations internationales et visiteurs étrangers conformément aux profils de risques établis pour ces personnes.

Finalement le service s'occupe également de la gestion des biens de la Chambre des Députés en maintenant à jour des inventaires périodiques des biens mis à sa disposition ou acquis au fil des années pour des postes aussi variés tels qu'équipements et mobilier de bureau, équipements techniques voire œuvres d'art visant à la fois la traçabilité des biens mais aussi l'adéquation des biens et moyens techniques dont dispose l'administration pour l'exécution de ses attributions.



Un athlète et son projet



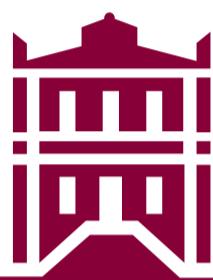
M. Yannick Lieners et M. Mars Di Bartolomeo

Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, vient d'avoir une entrevue avec l'auteur du projet «Plooschter», le triathlète Yannick Lieners. À 26 ans, ce jeune athlète, atteint d'une leucémie depuis début 2014, se bat avec succès contre sa maladie et s'investit parallèlement dans le domaine de la sensibilisation.

Son «Plooschter Projet» incite notamment les nouveaux donneurs de moelle osseuse à partager leur expérience sur Facebook. «Il faut davantage informer et sensibiliser les gens, briser des tabous. Par nos actions, le nombre de personnes qui

ont été registrées en tant que donneurs potentiels de cellules souches a fortement augmenté», a confirmé M. Lieners.

Son engagement et son optimisme ont impressionné le Président de la Chambre des Députés. M. Di Bartolomeo a félicité Yannick Lieners et encouragé le jeune sportif à continuer son combat et ses efforts de sensibilisation. Les deux interlocuteurs se sont exprimés en faveur d'une coopération accrue entre les différents acteurs qui œuvrent dans le domaine du don de sang, d'organes, de moelle osseuse ou de rétine.



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°11 • SESSION EXTRAORDINAIRE 2013 - 2014

Chambres professionnelles à base élective

6703 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective

Le présent projet de loi a comme principal objectif de régler les difficultés qui sont survenues à la suite d'un arrêt de la Cour administrative du 19 décembre 2013 [Affaire Association des Professeurs de l'Enseignement secondaire et supérieur (APESS) asbl c/ État en présence de la Confédération générale de la Fonction publique (CGFP) asbl, n°32.864C] au niveau de la représentation des fonctionnaires de la carrière supérieure à la Chambre des fonctionnaires et employés publics.

L'objet du présent projet de loi n'est pas de régler la situation créée par l'arrêt de la Cour administrative du 19 décembre 2013 dans l'immédiat mais de la fixer pour les prochaines élections dont les opérations débuteront déjà en octobre 2014, ce qui explique également l'urgence qui commande le présent projet de loi.

Il est remarqué dans ce contexte qu'une modification législative est nécessaire même si la Cour administrative avait recommandé de régler le problème dans un premier temps par une modification du règlement grand-ducal du 17 janvier 1984, soit que cette modification soit confectionnée de telle façon à ce qu'elle aboutisse à envisager spécialement le cas qui

se présente lorsque le troisième siège ne peut pas être attribué au candidat d'une liste parce que celui-ci est issu de la même administration que les deux autres candidats, mais qu'il ne peut pas non plus être attribué à aucun autre membre de la liste sur laquelle figure le candidat écarté parce que cette liste ne comprend que des candidats qui sont issus de la même administration que le candidat écarté, soit qu'elle ait pour objet un réagencement des catégories afin de mieux tenir compte de la représentation des différents corps électoraux.

Or, aucune de ces deux solutions n'est satisfaisante alors que les dispositions réglementaires préconisées risquent de se heurter tout simplement à la loi, la première à l'article 43ter, alinéa 5 de la loi du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective et la seconde à l'article 43ter, alinéa 2 de la même loi qui, quant à lui, fixe le nombre de mandats à attribuer par catégorie. En effet, d'après les enseignements dont le Gouvernement dispose aujourd'hui, il voit mal comment un règlement grand-ducal pourrait changer le nombre des mandats à attribuer par catégorie alors que ce nombre est fixé par la loi.

Enfin, le présent texte s'est fixé comme double impératif d'assurer une répartition équitable des sièges dans la carrière supérieure par administration et celui de faire jouer pleinement la représentation proportionnelle et d'éviter ainsi toute altération qui pourrait affecter ce système au détriment d'une liste entière. Cet objectif pourra être atteint en

créant deux catégories distinctes au niveau de la carrière supérieure, l'une réservée aux fonctionnaires de l'enseignement et l'autre aux fonctionnaires administratifs.

Si on ne veut pas augmenter le nombre de mandats à la Chambre des fonctionnaires et employés publics, une telle répartition pourrait se faire en réservant deux sièges à la nouvelle catégorie prévue pour les fonctionnaires de l'enseignement secondaire, secondaire technique, supérieur et universitaire et un siège à la catégorie des fonctionnaires de la carrière supérieure des autres administrations. Cette répartition suivrait un rapport entre les fonctionnaires des deux catégories de deux à un et se justifierait donc également au vu des

fonctionnaires qui sont représentés par les deux nouvelles catégories.

En effet, d'après les chiffres dont dispose le Gouvernement et qui comprennent les fonctionnaires actifs dans la carrière supérieure au 1.1.2010 et au 1.1.2014 (s'y ajoutent évidemment les retraités pour lesquels on peut toutefois supposer que le rapport est plus ou moins le même), les fonctionnaires de la carrière supérieure de l'enseignement représentent à quelques dizaines d'agents près le double des agents de la carrière supérieure administrative en 2010. Ce rapport s'est encore creusé au profit des fonctionnaires de l'enseignement si l'on se réfère aux chiffres de 2014.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 01.07.2014

Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative
(Président: M. Yves Cruchten):

03.07.2014 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'Etat

07.07.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

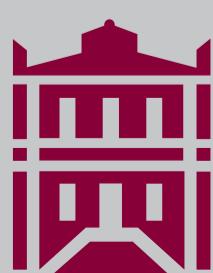
Vote en séance publique: 16.07.2014

■ L'actualité parlementaire sur www.chd.lu

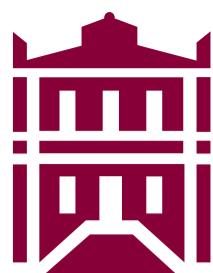
■ Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.

■ La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.

■ L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
■ Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
■ De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.



d'Chamber online op
www.chd.lu



SÉANCE 32

JEUDI,
10 JUILLET 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. le Président

2. 6400 - Projet de loi portant:

- mise en œuvre de certaines dispositions du règlement (UE) n°1214/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2011 sur le transport transfrontalier professionnel d'euros en espèces par la route entre États membres dans la zone euro, et
- modification de la loi du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance

- Rapport de la Commission juridique: Mme Simone Beissel

- Discussion générale: M. Gilles Roth (M. Justin Turpel intervient), M. Franz Fayot, Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser

- Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

3. 6629 - Projet de loi modifiant la loi du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2^e Chance

- Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Lex Delles

- Discussion générale: Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Claude Haagen, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Justin Turpel

- Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

4. 6670 - Projet de loi concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

- Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace: Mme Simone Beissel (M. Fernand Kartheiser intervient)

- Discussion générale: Mme Martine Hansen (Mme Nancy Arendt intervient) (dépôt de 11 amendements), M. Eugène Berger (Mme Martine Hansen - fait personnel; M. Claude Wiseler, M. Marc Spautz, Mme Martine Hansen et Mme Octavie Modert interviennent), Mme Taina Boffering (Mme Martine Hansen intervient), M. Claude Adam (dépôt d'une motion), M. Roy Reding (question de M. Claude Adam, intervention de M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche), M. Justin Turpel (interventions de M. Claude Adam, Mme Viviane Loschetter, M. Eugène Berger et M. Alexander Krieps) (dépôt d'une motion et de 8 amendements; retire sa motion), M. Claude Adam (fait personnel)

- Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (M. Marc Spautz et Mme Martine Hansen interviennent)

- Amendements 1 à 19: M. le Président, M. Claude Wiseler

- Votes sur les amendements 1 à 19 (rejetés)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

- Motion 1: M. le Président, M. Gast Gibéryen, M. Claude Wiseler

- Vote sur la motion 1 (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Félix Braz, Mme Lydia Mutsch et M. Claude Meisch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.10 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. le Président**.- Ech maachen d'Sëtzung op, mat der Entschärellegung fir dee liichte Retard. D'Presidentekonferenz war an der Mëttesstonn nach zesummen. Dat ass also d'Ur-saach, firwat dass d'Presidenten e bësse méi spéit komm sinn. Merci fir Äert Versteesde-mech.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Félix Braz**, Ministre de la Justice.- Neen, Här President.

► **M. le Président**.- Merci, Här Justizminister. Da géife mer an eisem Ordre du jour virufueren. Eischte Projet de Mëtteg ass de Projet de loi 6400, e Reglement iwwert de professionelle Geldtransport zwëschen EU-Länner. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht, an d'Wuert huet elo direkt, wann den Här Gibéryen de Wee fräi mécht, d'Rapportrice, d'Madame Simone Beissel.

Madame Beissel, Dir hutt d'Wuert.

- modification de la loi du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance

Rapport de la Commission juridique

► **Mme Simone Beissel** (DP), rapportrice.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, leif Kolleginnen a Kolleegen, beim Projet 6400 geet et drëm, fir d'Dispositioune vun dem europäesche Reglement vum 16. November 2011 iwwert de professionelle grenziwwerschreidenden Transport vun den Euroen op de Stroossem am Euroraum a Lëtzebuerger Ge-setzgebung émzesetzen. Doniewent geet et drëm, fir d'Gesetz vum 12. November 2002 haut diskutéieren an unhuelen, fir dass mer eis Situations regulariséieren.

Zur Prozedur: Dëse Projet de loi gouf den 22. Oktober (veuillez lire: den 22. Februar) 2012 vum zoustännege Justizminister déposéiert. Duerno hate mer Ávise vun enger Serie vu Chambres professionnelles, vun der Chambre des Salariés an der Chambre de Commerce de 27. Mäerz respektiv de 4. Mee 2012, an den Avis vum Statsrot vum 2. Juli 2013. De Statsrot hat e puer Oppositions formelles formuléiert, dofir ass dee ganzen Text erëm eng Kéier an d'Commission juridique komm.

Den 22. Januar dëst Joer sinn eng Serie vun Amendementer zum Projet de loi ugeholl ginn an de Statsrot huet den 11. Mäerz 2014 en Avis complémentaire positif eraginn. Den 18. Dezember 2013 hat d'Kommissioun mech als Rapporteur genannt. Wéi mer mat den Aarbechten an der Kommissioun, déi ganz kompliziéiert waren, well et ass en extrem kompliziéierten Text, fäerdegen waren, do hu mer den 2. Juli 2014 de Rapport ugeholl. Souwält zur Prozedur.

Wat sinn elo de Kontext an de But vun dësem Projet de loi? Dir wësst, wéi mer den Euro ageféiert hunn an dem Euroraum, mä och zu Lëtzebuerg, hat dat net némnen Inzidenzen op eiser aller Privatliewen, mä et huet och haaptsächlich mat sech bruecht, dass d'Finanzinstituter an och de Commerce, déi grouss Distributiounen, sech hu missen organiséieren, fir eben émmer Euroen an Espècen a genügender Quantitéit zur Verfügung ze hunn. An den Transport vum Boergeld huet op den europäesche Stroossem iwwert d'Lännegrenze säit därf Zäit immens zougeholl, wat fir alle-guerden d'Länner, déi an der Eurozon sinn, grouss Erausfuerderungen duerstellt.

De Moment gëtt et nach a ville Memberstaten, déi awer an der Eurozon sinn, ganz verschidde Législationen, an dat huet déi ganz Saach extrem verkompliziéiert. Et war mat Momenter net méiglech, quitte dass de Principe de libre circulation besteet, fir d'Euroen iwwert d'Grenzen ze kréien an dohinner ze acheminéieren, wou se sollten ukommen.

Doniewent ass dann och, well eben déi diskordant national Législatione geherrscht hunn, gesot ginn: De Principe vun der libre Prestation de service, wat jo awer ee vun de Grondprinzipie vun Europa ass, konnt och net garantéiert gi mat deenen diskordante Législationen.

Et geet drëm, dass déi concernéiert Instituter an notamment de Commerce, déi grouss Distributiounen, d'Méiglechkeet kréien, bei deenen Entreprises, déi hinnen déi bescht Konditiounen ubidden, déi hinnen déi bescht Services ubidden, Kontrakter ze maachen, an dat och grenziwwerschreidend. Et geet och drëm, dass déiselwecht Instituter sech kenne bei der geografesch am beschte lokaliséierter Succursale vun iergendengen Banque centrale nationale approvisionnéieren oder awer dass se hi Centres de traitement d'argent vun den Entreprises können ufroen, dat heescht benotzen, och wann déi op därf anerer Säit vun der Grenz lieien.

E puer Länner, an dozou gehéiert Lëtzebuerg och, kréien hir Euroen net op hiren nationalen Territoire gemaach, mä op därf anerer Säit vun der Grenz. Dir wësst, dass eis Mënzen an Holland gemaach ginn, eis Schäiner gi vun enger bekannter däitscher Fabrick hiergestallt. Dat ass jo an enger Hisiicht och gutt, well dann hunn d'Spëtzbouwe manner Loscht, fir hei zu Lëtzebuerg déi berühmt "planche à billets" ze kréien. Mä dat bréngt alles mat sech, dass mer mussen déi Euroen acheminéieren, fir dass se à bon port ukommen. Dofir ass d'Iddi gewiescht, dass soll eng eenheetlech Regelung vun dem professionelle Geldtransport a Krafft trieden an all de Länner vun dem Euroraum.

Dat europäesch Reglement iwwert de professionelle grenziwwerschreidende Stroossemtransport vun Euroboergel zwëschen de Memberstaten aus dem Euroraum dréit all deene Considératiounen a Schwierigkeiten Rechnung an dofir ass gesot ginn, mir setzen Artikelen an dat bestehend Gesetz vum 2012 (veuillez lire: vun 2002) a mir kompletteieren dat och.

Mir sinn hei an enger extraer Situation juridique. Wéi Der all wësst, ass normalerweis en europäesch Reglement d'application directe. Mä mir sinn hei vis-à-vis vun engem europäesche Reglement, dat et den Nationalstaten iwwerléiss, bestémmert Optiounen an Entscheidungen ze huelen, wéi se d'Matière organiséieren. Dofir musse mer de Projet de loi 6400 haut diskutéieren an unhuelen, fir dass mer eis Situations regulariséieren.

Ee vun de grosse Problemer, déi mer hunn, dee ganz wichteg ass, dat ass de System vun den europäesche Lizenzen, déi d'Uerdnung d'Konditiounen vun der Transportfirmaen net anhält, da spille d'penal Dispositioune vum Artikel 30 vum Gesetz vun den Activités privées de gardiennage et de surveillance. Et sinn also Strofe virgesinn, well et ass wierklich e kompliziéierte Secteur, an il faut faire de l'ordre dans la boutique. Et kann net sinn, dass ee sech net un déi Bestëmmungen do hält, am Interesse vun der Sécherheet.

Här President, zesummaaend kann ee soen, dass dëst en Text ass, deen endlech Uerdnung mécht an de Législationen zwëschen de Länner, déi ebe grenziwwerschreidenden Transport vu Geld maachen, sougutt vu Schäiner wéi vu Mënzen. An ech mengen, dat ass am Interesse vun därf ganzer Saach. Mir brauchen Euroen, mir brauchen Euroen, déi a gudden Zoustand sinn. Well Dir wësst, dass déi Euroen och émmer, wéi mer soen „gewäsch a gestreckt“ sinn, wa se bei eis deelweis och aus den Automate kommen. Et ass wichteg, dass déiselwecht Législationen an de Länner vum Euroraum besteet. An dofir ass dëse Projet de loi wierklich e positiven Akzent op dem Wee vun enger Unicitéit an deem ganze Secteur.

Ech wëll nach, well et e ganz kompliziéierte Projet war, en häerzleche Merci soen un den Här Laurent Besch vun der Justizkommissioun, awer och un ons Jongen aus der Fraktioun, de Jean



SÉANCE 32

JEUDI, 10 JUILLET 2014

Lammar an de Jeff Feller, déi sech geplot hunn, fir duerch Euroen, Waffen, Permisen an esou weider duerchzkommen, fir dass mer lech haut de Mëttel relativ schnell, nodeem mer ugefangen hunn 2014, dësen Text kënne presentiéieren.

Wéi gesot, Merci fir Äert Nolauschteren, an ech bréngt bien entendu den Accord vun der DP-Fraktiou.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och der Rapportrice, mat der Feststellung, dass mer eng Rei vu Leit am Sall hunn, deenen hir Stëmm och wa se flüstere bis hei uewen héierbar ass, also a fortiori och d'rapportrice oder de Riedner stiert. Also, wann ech gelift, e bësse méi lues. An et huet elo direkt de Gilles Roth d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen der Rapportrice, dem Simone Beissel, Merci fir hire schriftlechen an awer och hiren anschauliche mëndleche Rapport. Si huet dat énnerstrach: Dëse Projet geet engersäits ém d'Sécherheet vun dem Bierger, anersäits geet en awer och ém d'Fräiheit, déi grenziwwerschreidend Fräiheit vun de Geldtransporter.

An de Projet ass fir eis Banken- a Finanzplatz wichteg, mä en ass awer och wichteg fir d'Grande-surfaceen. Well ech wier eigentlech gären drifwuer informéiert, wéi vill boert Geld de leschte Samschdeg eleng an de Grande-surfaceen - ech soen - "gebraucht" gouf.

An duerfir, mengen ech, huet dee Projet de loi hei eng praktesch Inzidenz, well d'Madame Beissel huet mat Recht énnerstrach, dass mir déi Euroen eigentlech net vu Lëtzebuerg auskréien, mä dass mer se mussen aus dem Ausland huelen. An den Transport vu Geld, dat bedeit émmer e Sécherheitsrisiko, an duerfir énnerstéte mir och ausdrécklech als CSV, dass dat europäesch Reglement hei am Detail eigentlech déi grenziwwerschreidend Geldtransporter regelt.

Dat Reglement erlaabt eigentlech de Lëtzebuerger Banken an och de Geschäftsleit, fir hir Euroen transportéieren ze loessen, soit von inneneschen, mä och vun auslännesche Geldtransporter, an émgedréit kennen awer och déi Geldtransporter, déi zu Lëtzebuerg établiert sinn - ech nennen elo keng Nimm -, och Transporter maachen an dem noe Grenzgebitt.

Doriwwer eraus énnerstéte mir, dass nach émmer - an dat schéngt mer dee wichtigsten Aspekt ze sinn -, wann e Geldtransport gemaach gëtt, dat fir de Waffegebrauch vun deene Leit, déideen Transport maachen, dass do émmer muss eng Autorisation vun dem Lëtzebuerger Justizminister sinn. Dat ass eppes, wat wichteg ass. Dat heescht, dass net énner Konditiounen, déi mir net géife kennen, hei Leit, déi keng Formatioun hunn, respektiv Waffe géifen op deem Transport gebraucht ginn, déi net au préalable vun dem Lëtzebuerger Justizminister erlaabt wiere ginn.

En zweete Punkt, deen och wichteg ass fir déi intern Sécherheit, dat ass, dass all Kéiers, wann esou e grenziwwerschreidenden Transport gemaach gëtt vu Gélder, souwuel de Justizminister wéi och eis Police grand-ducale muss dorriwwer informéiert sinn. An ech mengen, an der Praxis gesät ee samschdes oft, wa bei groussen Akafszentren do Geldtransporter gemaach ginn, dass do souguer de Polizeihelikopter vun der Police dat och aus der Loft iwwerwaacht.

Et ass also esou, dass trotz deem europäesch Reglement hei d'Souveränitéitsrechter vu Lëtzebuerg an engem sensibelen Domän wéi deem vun dem Waffegebrauch, mä och vun dem Transport vu Gélder, gewahrt sinn.

D'Madame Beissel huet virdrun énnerstrach, dass et e bëssen e juristesches Casse-tête war, fir mat dem Statsrot eens ze ginn, wéi een dann dat Reglement net émsetzt a Lëtzebuerger Recht, well et ass jo direkt applicabel, mä wéi een déi zousätzlech Bestëmmungen, déi mer an eiser nationaler Gesetzgebung musse maachen, wéi een déi sollt aféieren. An et ass eigentlech interessant gewiescht, dass de Conseil d'État nach eng Kéier drop higewisen huet, well et sech hei jo ém d'Regulation vun engem Profession handelt, dass mer op Basis vum Artikel 11 Paragraph 6 vun eiser Verfassung dat alles mussen iwwer e Gesetz regelen, wat et natierlich méi schwéier mécht, fir déi Bestëmmungen an eis nationaler Gesetzgebung anzeféieren.

Déi Bestëmmung vun der Verfassung huet awer duerchaus hire Senn, am positive Senn, well déi Bestëmmunge kloer am Gesetz musse festgeluecht ginn an anersäits déi Restriktiounen, déi de Geldtransporter operluecht ginn, net eleng kennen vun der Exekutiv iwwert de Wee vun engem Reglement gemaach ginn.

Dëse Projet bedeit, wéi gesot, e Plus u Sécherheet. Duerfir stëmmt d'CSV selbstverständliche dësem Projet zou.

Zum Ofschloss, Dir Dammen an Dir Hären, hätt ech nach zwou Froen un de Justizminister. Déi betreffen eigentlech dat Reglement, wat schonns zénter Enn 2012 de facto am interne Recht applicabel ass. Nämlech do gesät den Artikel 25 e sougenannten "comité du transport" vir, dee sollt all Joers zesummekommen an eng Evaluation vun deem Reglement, vun deene Bestëmmunge vun deem Reglement maachen - ob do schonn éischt Konklusiounen sinn. Well an deem Reglement jo festgeluecht gëtt, énner wat fir enge Konditiounen Geldtransporter gemaach ginn, zum Beispill an enger ganzer Voiture blindée, wou net némme d'Kabin, mä och hinnen - ech soen - den "Wuerraum" blindéiert ass. Oder wann eng Kabin eleng blindéiert ass, da mussen eigentlech déi Transporter vu Fongen, déi gemaach ginn, da mussen déi sougenannten "neutraliséierte Billjeeën" énnerleien. Dat heescht, dass déi sech direkt opléisen, wat och e Plus u Sécherheet ass fir déi Leit, déi den Transport maachen.

Eng zweet Fro, Här Justizminister - ech verstinn, Dir musst dat bei Åre Leit nofroen, mä Dir hutt jo nach Zäit -, eng zweet Fro, déi awer och net onwichteg ass, dat ass déi: D'Reglement gesät vir, dass ee kann onugekennet Kontrolle maachen, wann esou Geldtransporter gemaach ginn, vun den Autoritéiten aus - ob däi reglementéisseg bei eis gemaach ginn, well, ech mengen, mat deem Reglement jo méi auslännesch Firmaen och op lëtzebuergeschem Territoire verkéieren.

Dann eng lescht Suggestioun, déi mir awer als CSV-Fraktiou énnerstéten, dat ass folgend: D'Chambre de Commerce, also d'Handelskummer, déi huet gefrot, dass ee sollt en Texte coordonné maache vum Gesetz vun 2002 iwwert de sougenannten "gardiennage" mat de Réglements grand-ducaux, déi do zur Applikation sinn, a mir géifen eigentlech déi Fuerderung vun der Handelskummer och am Term vun der Lisibilitéit vun eiser Gesetzgebung énnerstéten. Ech mengen, eng Version coordonné vu verschiddene Gesetzer, dat soll net némme am Justizberäich, mä besonnesch am Justizberäich spiller, well fir déi Leit - an ech gesinn de Guy Arendt, ouni dass en en Interessekonflikt hätt als Affekot ...

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Här Turpel, hutt Der gutt nogelauscht? Well hie muss och d'Gesetzer liesen...

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).**- ...wat dat ass?

► **M. Gilles Roth (CSV).**- D'Affekote wëssen, dass et oft schwierig ass, fir déi lescht Versioun vun engem Gesetz, déi en vigueur ass, richteg novezollzeien. An ech mengen, duerfir sollt een op de Wee goen, fir esou wäit wéi méiglech an der Lëtzebuerger Justizministère informéiert ginn, dass esou e grenziwwerschreidenden Transport vun Euroen énnerwee ass. Dat muss émmer zu Lëtzebuerg deklaréiert ginn.

Dat gesot, Här President, ginn ech selbstverständlich d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktiou zu dësem Gesetzesprojet an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Ech gesinn, ech hunn eng Minutt an 30 Sekonen ze laang geschwatt.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Roth. Dir waart mat zwou Minute gemellt.

► **Une voix.**- Aha!

► **M. le Président.**- Kee Problem! Den Här Franz Fayot huet d'Wuert.

► **M. Franz Fayot (LSAP).**- Här President, ech géif der Madame Beissel gäre villmoos Merci soe fir hire ganz gudde Rapport an ech géif och den Accord gi vun der LSAP-Fraktiou zu dësem Projet de loi.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Fayot. D'Madame Loschetter huet d'Wuert.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Här President, mir soen och der Rapportrice Merci fir hire mëndlechen a schriftleche Rapport a ginn d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktiou.

► **M. le Président.**- Merci der Madame Loschetter. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo, Merci, Här President. Och vun eiser Sait aus e Merci un d'Madame Beissel fir de Rapport. Mir si mat dem Fong d'accord, mir stëmmen dat heite gär mat, mir hu just natierlich déi Bemerkungen, déi ech awer wéll maachen.

D'Éischt ass: Wann et vun Ufank u kloer ass, datt mer hei musse legislativ täteg ginn, firwat ass dann eis Regierung, wéi dat do am Conseil

diskutéiert ginn ass, mat op de Wee vun engem europäesch Reglement gaangen amplaz vun enger Direktiv? An och wa mer hei e Reglement hunn, wat dann eben esou Matière regéiert, ass eis Iwwerzeugung, datt dat eng "mauvaise technique législative" um europäesch Niveau ass, wou mer gesinn, datt émmer méi Vermëschunge bestinn téschent deem, wat der Direktiv virbehalen ass, an deem, wat duerch Reglement soll kënne geregelt ginn.

Dat awer gesot, stëmme mer dat heite mat Villmools Merci.

► **M. le Président.**- Merci. Da si mer um Enn vun der Diskussioun an d'Regierung huet d'Wuert.

(*Interruption*)

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Et ass u mir?

► **M. le Président.**- D'Regierung huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Merci, Här President. Fir d'Éischt wéll ech der Madame Beissel Merci soe fir hire mëndleche Rapport an och hire schriftleche Rapport.

Et ass effektiv en Text, bei deem et e bësse méi schwierig war, aus engem Reglement, wat jo eigentlech directement applicable ass, och döduerch, well et ganz prezis ass... Dat heite wéll ech och dofir, och wéi den Här Roth, net eng Émsetzung nennen, mä eigentlech ass et eng Upassung vun eisem Gesetz un d'Reglement. Wa mer et esou duerstellen, mengen ech, erkläre mer méi genee, wat et ass.

Et ass eng noutwendeg Upassung gewiescht vun eisem Gesetz aus enger Rei vu Grënn: Éischtens emol ass et drëms gaangen, fir och kloer festzeschreiwen an d'Gesetz, wien déi zoustänneg Autorité compétente ass, fir déi europäesch Lizenzen auszestellen, awer och, fir de Port d'armes vun den auslännesche Convoyeur, wa se iwwert d'Grenz op Lëtzebuerg kommen, auszestellen. D'éi Kompetenzen hunn am Gesetz müssen niddergeschriwwen ginn, fir dass de Justizministère oder de Justizminister, fir et méi richteg ze soen, déi Kompetenz och huet.

Et ass och drëms gaangen anzeschreiwen, wien déi zoustänneg a kompetent Autoritéit ass, déi au préalable muss informéiert ginn. Well émmer dann, wann en Transport transfrontalier gemaach gëtt, muss och hei zu Lëtzebuerg de Justizministère informéiert ginn, dass esou e grenziwwerschreidenden Transport vun Euroen énnerwee ass. Dat muss émmer zu Lëtzebuerg deklaréiert ginn.

Dann ass et och drëms gaangen, déi technesch Modalitéitéit festzeleeën. D'éi musste respektéiert ginn am Kader vun deenen doten Transporter, ob et e komplett blindéierte Fourgon ass oder e Fourgon, vun deem némme d'Kabin blindéiert ass, an dann awer och mat engem System, fir Schäiner am Fall vun engem méiglechen Iwwerfall kennen ze makuléieren, also Flecken op déi Schäiner ze kréien, fir dass se a) net méi brauchbar sinn an och b) kennen identifiziéiert ginn, dass se eben aus esou engem Iwwerfall géifen hierkommen.

Des Weideren huet müssen an d'Gesetz age-schriwwen ginn, dass fir déi Leit, déi e Port d'armes hunn, wa se op Lëtzebuerg komme grenziwwerschreidend, dass och do de lëtzebuerger Justizministère kompetent ass fir d'Iwwerwaachung vun hire Schéisskompetenzen. Also, si kréien net némme eemoleg de Schäin ausgestallt, mä am Kader - an dat huet den Här Roth ganz richteg gesot - vun eiser Souveränitéit kenne mir dann och d'Kompetenzen, déi si am Schéissen hunn, selwer iwwerwaachen, well mir jo och de Permis mussen ausstellen. Mir mussen eis also do net verlossen op Permis, déi an engem anere Land ausgestallt gi wieren, an op méi oder manner verlässlech Kontrolle vun deene Schéisskompetenzen. Och do hu mer elo eng Base légale, fir déi le cas échéant kennen ze iwwerpréieren.

Mir sinn och déi national Instanz fir mat eisen auslännesche Partner ze kommunizéieren an deem heite Beräich. Och do hu mer d'Base léale elo geschafen, fir den Échange téschent den Autorités nationales compétentes kenne virzehuelen.

Mir hinn awer och dann am Gesetz elo Sanktioun stoen, déi mer virdrun net haten, fir deen heite spezifische Fall. Dat si souwuel d'administrativer, wann ee sech net un d'Reglement 1214 géif halen, wuelverstanen déi auslännesch Entreprises, déi hei zu Lëtzebuerg aktiv wieren, awer mir kennen och penal Sanktiounen verhängen, wa sech net géif un eis Reglementation gehale ginn. Dat sinn der, déi souwuel Prisonsstrofe virgesi vun aacht Deeg bis zu engem Joer an awer och Geldstrofe vun 251 Euro bis hin zu 250.000 Euro.

Et ass virdru gesot ginn, dass dat e Secteur wier, dee sech géif no uewen entwéckelen, dat ass richteg. Allerdéngs ass et e Phenomeen, deen zu Lëtzebuerg awer relativ limitéiert ass. Et gëtt am Moment zu Lëtzebuerg zwou Firmaen, déi kënne a Fro kommen, déi éligibel sinn, fir esou eng Lizenz unzefroen, méi net. A si mengen och, dass dat, wat vu Volumen hei entsteet, en fait net esou grouss ass fir si. Si schwätze vun engem Prozentpunkt, vun 1% vun hirem Chiffre d'affaires, dee kint duerch dës Lëgislatioun beträff ginn. Et ass also kee Phenomeen, deen inexistent ass, mä par rapport zu de Lëtzebuerger Entreprise ass et awer éischter e marginale Phenomeen, dee mer hei diskutéieren.

De Règlement grand-ducal, un deem gëtt och geschafft. Mir hinn e leschten Avis complémentaire elo vum Statsrot kritt virun e puer Wochen, virun dräi Wochen ongeférer. D'Regierung wäert elo probéieren, de Règlement grand-ducal, deen heizou gehéiert, och ganz séier färdig ze maachen, a mir probéieren dann och, souwuel d'Gesetz wéi de Règlement grand-ducal zum selwechten Zäitpunkt a Krafft trieden ze loessen. Da wären déi zwee de façons concomitante en vigueur. Dat wär sécher, mengen ech, vun der Technik hier gutt geschafft.

Dann huet nach den Här Roth zwou Froe gestallt an eng Suggestioun gemaach. Zu senger Suggestioun, fir eng Version coordonnée ze maachen, wat jo och de Wunsch ass vun der Chambre de Commerce: Déi huelen ech gären entgéint. Ech kann lech net versprechen, dass mer et wäerte maachen a wéi séier. Mä ech fannen et och e legitimme Wunsch an eng verstänneg Iddi an déi huelen mer ganz gäre mat op.

Zu deenen zwou prezise Froen, déi Der gestallt huet vun deem Comité du transport: Menges Wéssens ass dee schonn zesummekomm, e puer mol souguer. Ech weess näischt vu Konklusiounen, déi se gezunn hätten. Mir kruten op jidde Fall och keng schriftlech matgedeelt. Mä ech weess, dass et de Comité gëtt. En huet dräi, véiermol, menges Wéssens, scho getaagt.

Zu de Kontrollen: Ob déi gemaach ginn, dat muss ech dann an engem anere Ministère nofroen. Déi ginn net vun eisem Haus selwer gemaach, déi Kontrollen. Ech kann lech déi Froe gären an enger nächster Commission juridique beantwerten. Do sinn aner Instanze beim Stat, déi déi Kontrollen do effectuéieren. An ech froen dat gären no a soen lech Bescheid.

A Merci och fir d'Zoustëmmung zum Gesetz.

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Braz. Mir kintinen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6400 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6400 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

De Projet de loi 6400 ass mat 60 Stëmmen ugeholle.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly Kae, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;



SÉANCE 32

JEUDI, 10 JUILLET 2014

setz iwwert d'École de la 2^e Chance. D'Riedel ass nom Basismodell festgeluecht an d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Lex Delles.

Här Delles, Dir hutt d'Wuert.

3. 6629 - Projet de loi modifiant la loi du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2^e Chance

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

► **M. Lex Delles (DP), rapporteur.**- Merci villmools. Här President, leif Kolleginnen a Kollegen, am Kader vum Débat iwwert d'Afierung vun enger Schoul vun der zweeter Chance den 30. Abrëll 2009 hei am Haus hu verschidde Riedner drop higewisen, dass et kee gutt Zeeche fir e Bildungssystem wier, wann esou eng Schoul misst geschafe ginn. D'Ursache vum Échec an dem Décrochage scolaire misste besser ugepaakt ginn, fir dass esou eng Schoul eigentlech net neideg wier.

Dës Aussoe ware sécherlech richteg, mä rich teg ass awer och, dass d'École de la 2^e Chance an deene leschte Jore gewisen huet, dass si eng Platz an eisem Schoulsystem huet an dass si eng exzellent Aarbecht leeschte.

Erlaibt mer duerfir, dass ech op dëser Platz de Responsabele vun der Schoul, den Enseignanter an de Formateure fir hiert Engagement an hir gutt Aarbecht beim Opbau an am Alldag félicitéieren.

Här President, ech kommen dann zum Projet de loi selwer. E puer Wieder zu der legislativer Prozedur: Den Text gouf de 5. Dezember 2013 nach vun der viregter Éducatiounsmistes, der Madame Delvaux-Stehres, déposéiert.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

De 5. Februar vun dësem Joer huet d'Éducatiounskommissioun mech zum Rapporteur vum Projet de loi designéiert. De Statsrot huet sain Avis de 25. Februar respektiv sain Avis complémentaire den 3. Juni ofginn.

A sengem éischten Avis huet de Conseil d'État dräi Oppositions formelles formuléiert. Dës hu sech mat der Fro vun der Applikatioun vum Artikel 23 vun der Constitution, deen d'Organisatioun vun der Schoul regelt, respektiv mat der Mise en vigueur vu verschidde Modifikatiounen beschäftegt. D'Kommissioun huet de Remarqué vum Statsrot Rechnung gedroen an de Projet de loi entsprechend amendéiert, sou dass de Statsrot a sengem zweeten Avis gréng Luucht fir den Text konnt ginn. Avise vun de Chambres professionnelles louche keng vir. Schlussendlech ass de Rapport den 2. Juli bis op eng Abstentious quasi eestëmmeg vun der Éducatiounskommissioun ugeholl ginn.

Madame Presidentin, grad wéi a villen, anere Beräicher vum Liewen ass et och an der Éducatioun gutt, wann no enger gewëssener Zäit de Bilan vun enger Saach gezu gëtt, fir ze kucken, wat gutt fonctionnéiert a wat vläicht manner gutt leeft. Esou ass et och bei der École de la 2^e Chance de Fall, déi elo zénter e puer Joer operationell ass an, wéi scho gesot, zu engem integralen a wichtige Bestanddeel vum Schoul-system ginn ass.

Wat sinn déi wichtigst Ännernungen am Vertrag zum ursprünglechen Text vun 2009? Ma, op dëser Platz ass et ganz wichtig ze énnersträichen, dass d'Philosophie vun der École de la 2^e Chance mat dësem Projet deelweis chan géiert.

Wann et bei der Afierung vun dëser Schoul nach haapsächlich drëm gaangen ass, fir d'Décrocheuren erëm an den Educationussystem ze reintegréieren, esou geet et elo bei dësem Projet no der Analys vun der Aarbecht, déi zénter 2009 do geleescht gëtt, drëm, deene beträffene Jugendlechen eng Qualifikatioun ze verschaffen, dést mat der Méiglechkeet, déi Formatioun och an der École de la 2^e Chance kenne färdeg ze maachen.

Esou gëtt dee maximalen Alter vun de Schüler vun der Schoul vu 24 op 30 Joer eropgesat. Dëst ass virun allem drop zréckzeféieren, dass d'Mesuren, déi d'Bekämpfung vum Jugendchômage als Zil hunn, sech u Jonker bis 30 Joer richten. Duerfir ass et logesch, dës Dispositioun deementsprechend ze adaptéieren. Och sollen an Zukunft d'Primo-arrivante besser an d'Formatioun vun der École de la 2^e Chance agebonne ginn, andeem si net méi à part enseignéiert ginn, mä a Formatioun mat engem adaptéierte Régime linguistique agebonne ginn.

D'Limitatioun, dass ee sech némme fir zwee Joer an der École de la 2^e Chance kann aschrei-

wen, gëtt opgehuewen. Dat wëll net heeschen, dass ee während e puer Joer muss an der Schoul ageschriwwen sinn. Et gi jo och Jonker, déi némme fir ee Semester ageschriwwen sinn. D'Durée vun den Aschreibungen hänkt also vum Projet de formation vun deene Jonken of.

D'Bulletinen an d'Diplomer ginn un den nationale System vun der Zertifikatioun ugepasst. D'Modalitéité vun den Épreuven, vun den Exame ginn déiselwecht wéi fir Schüler an der Berufsausbildung an der regulärer Schoul.

D'Experienc vun deene leschte Joren huet och gewisen, dass de Portfolio vum Schüler net esou gutt als Evaluatiounsinstrument gëegeent ass, mä éischer eng Roll spilt am Kader vum Ausschaffe vum Projet professionnel. E Relevé vun de Kompetenzen als Complément zum Bulletin soll duerfir an Zukunft vun der Schoul ausgestallt ginn.

D'Lësch vun de Fächer, déi vun der Schoul ugebuede ginn, gëtt ém d'Naturwissenschaften an d'Sozialwissenschaften erwidert. D'Prime de formation gëtt duerch de virleidenen Text ofgeschafft. D'Aide à la formation fir mannerjähreg Apprenantë soll an Zukunft vum CPOS géréiert ginn.

Wat d'Indemnités de formation fir déi volljähreg Apprenanten ugeet, esou bleiwen dës bestoen. Si ginn awer selbstverständliche un déi scho genannt Modifikatiounen am Kader vum Eropsetze vun der Alterslimite op 30 Joer deementsprechend ugepasst.

Well an der Schoul vun der 2^e Chance e grousse Wäert op den Encadrement an déi perséinlech Betreuung vun deem eenzelne Schüler geluecht gëtt, soll an Zukunft dee Schüler, deem sain Taux d'absence bei méi wéi 10% vun den obligatoresche Stonne läit, net méi d'Méiglechkeet hunn, fir seng Ausbildung kenne weiderzeféieren. Speziell Ausnahme kenne vum Direkter fir Schüler mat spezifische Besoinen accordéiert ginn.

Mat dësen Adaptatiounen passe mer, wéi scho gesot, de Kader vun der Schoul de Réalitéen um Terrain un. D'Schoul brauch dës Ännungen, fir och an Zukunft kenne gutt ze funktio néieren.

Zum Schluss, Madame Presidentin, wëll ech och nach e puer Mercie lassginn: E Merci un d'Kolleginnen an d'Kollegen aus der Éducatiounskommissioun fir déi gutt Zesummenarbeit am Kader vun dësem Projet. E Merci awer och un d'Sekretärin vun der Kommissioun, d'Christiane Huberty, fir hir Mataarbecht an natierlech och dem Här Modert. A schlussendlech e Merci un lech allegueren, well Der mer nogelauschtet hutt.

Dës Mercien an dëst alles gesot, wëll ech natierlech och den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet bréngen.

► Plusieurs voix.- Très bien!

► **Mme la Présidente.**- Merci dem Här Delles fir sain interessante Rapport. Als éisch Riedner ruffen ech elo hei op d'Tribün: d'Madame Françoise Hetto-Gaasch.

Discussion générale

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).**- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt fir unzefänken dem Rapporteur e ganz häerzleche Merci soe fir sái komplette schriftelechen an och mëndleche Rapport. Ech wëll och net op all déi Neierungen agoen. Hien huet dat ganz gutt gemaach. Mä ech wéilt e puer allgemeng Bemerkunge maachen an och dem Minister e puer Froe stellen.

Wann ech mer déi rezent Chifferen iwwert den Décrochage scolaire ukucken, da stellen ech fest, dass esou eng École de la 2^e Chance méi wéi jee hir Daseinsberechtigung huet. Mä si muss awer och eng reell Chance sinn. An duerfir ass et kruzial, wéi ee Choix vu verschidde Ausbildungs- a Berufsméiglechkeiten dës Schoul dann iwwerhaapt ubitt, an dat op allen Niveauen.

D'École de la 2^e Chance muss nieft der Lycées an der professioneller Ausbildung eng complémentaire Offer duerstellen an dierf net zur Konkurrenz ginn. Ganz besonnesch, wa mer vu Léierplaze schwätzen, ass et net gutt, grad an deene Beruffer auszubilden, wou schonn eng Offer op allen Niveaue besteet, och fir Erwusener, an domadder déi souwéisou rar geséite Léierplazen ze accaparéieren.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt op dëser Platz dem Minister eng Partie Froe stellen. Zénter dräi Joer fonctionnéiert elo dës Schoul. An haut solle mer dann iwwer éisch Adaptatiounen ofstëmmen, Adaptatiounen, déi sech opgrond vun Erfahrungswärter erginn hunn.

An duerfir meng éisch Fro: Här Minister, ginn Erfahrungswärter duer? Misst een do net eng richtig Évaluatioun maachen? Misst net eng

Etüd vum Aarbeitsmaart gemaach ginn, fir ze wëssen, ob mer dann elo an déi richteg Richtung histeieren? Oder ass dat Ganzt éischer aus dem Bauchgefill eraus, dass dës Adaptatiounen entstane sinn?

Mech géif och interesséieren, ob allegueren d'Schüler, déi eng Demande maachen, fir an d'École de la 2^e Chance ze kommen, ugeholl ginn a wat iwwerhaapt d'Admissiounskritéare sinn.

Da wëll ech d'Fro stellen, ob d'Offer vun de Formatiounen, déi d'École de la 2^e Chance ubitt, och geneem mam Aarbeitsmaart ofgestëmmt ass an och deem entsprécht, wat den Aarbeitsmaart réellement braucht.

Wann ech bedenken, dass mer jonk Fraen an osteuropäesch Länner rekruitéiere ginn, fir Leit am Alter doheem ze betreien, da froen ech mech: Majo, wéisou bilde mir net selver esou Leit aus, déi en plus den Avantage hätten, dass se wéinstens eng vun deenen dräi offizielle Sprooche géife schwätzen?

Mir brauchen och masseg Leit am Spidolsweise, déi do kéinten eng Hand mat upaken, an zwar op allen Niveauen. Offréiert d'École de la 2^e Chance dorobber eng Antwort?

Wéi gesäit et aus mat Formatiounen fir d'Restauratioun, wou mer leider vill ze dacks müssen op auslännesch Main d'œuvre zréckgräffen? A wéi gesäit et aus mat Leit, déi mer géifen ausbilde fir de Logistiksektor? E Secteur, deen eisem Wirtschaftsminister jo esou um Häierz läit.

Dann, Madame Presidentin, geet hei Rieds iwwer eng Reduktioun vun den Entscheidungen, déi déi jonk Leit solle kréien. Mä mir gi jo awer hin, mir setzen d'Alterslimite, fir eranzekommen, vu 24 op 30 Joer erop. Da ginn ech awer dovunner aus, dass do eng Partie Leit dobäi sinn, déi vläicht musse schonn e Loyer bezuelen. Wéi sollen déi deen dann an Zukunft finanzéieren, wa se an d'Schoul ginn? Wat ass do virgesinn?

Da gi mer hin a mir setzen d'Zuel vun den „Apprenant“, wéi se hei am Gesetzestext heesschen, vun 300 op 350 erop. Dat ass eng Hause vu bal 17%. Mir erweideren d'Offer vun de Formatiounsméiglechkeiten. Da stellen ech d'Fro: Brauch een dann net och méi Personal? Och do ass keng Fiche financière virgesinn.

Da meng lescht Fro, Här Minister: Ongefier 20% vun de Schüler hunn och an der École de la 2^e Chance hier! Gléck net fonnt. Wourunner läit dat? Gouf do eng Analys gemaach? A wéi gedenkt Dir dogéint virzegoen?

Voilà, Madame Presidentin, dat war et fir mäin Deel. Ech si ganz gespaant op dem Minister seng Äntwerten. Ech soen lech allegueren Merci fir d'Nolaschtern.

Ech bréngen och heimaddir den Accord vun der CSV-Fraktioun, well mir fannen d'Iddi vun enger École de la 2^e Chance jo gutt, wa se dann eng reell zweet Chance ass.

Merci.

► Plusieurs voix.- Très bien!

► **Mme la Présidente.**- Merci, Madame Hetto, fir Är konstruktiv Interventioun. Elo ass et um Här Deputéierte Claude Haagen.

► **M. Claude Haagen (LSAP).**- Madame Presidentin, déi technesch an déi prozedural Detailler vun dësem Projet de loi iwwert d'École de la 2^e Chance, déi iwwregens e Succès ass, si scho vun deenen zwee Virriedner presentéiert ginn, esou datt ech dat elo net méi am Detail wäert maachen. Ech géif awer vun der Geleéenheit profitéieren, fir dem Rapporteur, dem honarabelen Deputéierte Lex Delles, Merci ze soe fir sain ausfierleche schriftelechen a mëndleche Rapport.

Dëse Projet de loi, dee jo bekanntlech ènnert der viregter Éducatiounsmistes, der Madame Delvaux, déposéiert ginn ass, ass an der Haaptessenz e Projet de loi, deen d'Offerte vun der Formatioun erweideren an dee besonnesch, an dat ass schonn ugeschwat ginn, sech ém de Phenomeen vun de Schoulofbriecher wäert këmmeren.

Am Allgemeine kann ee feststellen, dat eng Persoun, déi eng unerkannte Qualifikatioun oder en Diplom huet, vill méi grouss Chancen huet, fir um Aarbeitsmaart eng Plaz ze fanne, wéi Leit ouni Qualifikatioun oder Diplom dat hunn. D'Persounen, un déi sech dëse Projet de loi riicht, ginn am Artikel 2, wéi gesot, genannt. Et sinn dëst Leit, déi erëm sollen op eng Formation initiale oder eng Formation des adultes orientéiert ginn, Persounen, déi hire schoulesche Parcours mat engem unerkannte Certificat oder Diplom ofschléissen, a Persounen, déi eng spezifesch Erwussesbildung ofschléissen, déi en Zougang zum Héichschoulstudium oder déi en Educateursdiplom kréien.

Am Allgemeine kann ee feststellen, dat eng Persoun, déi eng unerkannte Qualifikatioun oder en Diplom huet, vill méi grouss Chancen huet, fir um Aarbeitsmaart eng Plaz ze fanne, wéi Leit ouni Qualifikatioun oder Diplom dat hunn. D'Persounen, un déi sech dëse Projet de loi riicht, ginn am Artikel 2, wéi gesot, genannt. Et sinn dëst Leit, déi erëm sollen op eng Formation initiale oder eng Formation des adultes orientéiert ginn, Persounen, déi hire schoulesche Parcours mat engem unerkannte Certificat oder Diplom ofschléissen, a Persounen, déi eng spezifesch Erwussesbildung ofschléissen, déi en Zougang zum Héichschoulstudium oder déi en Educateursdiplom kréien.

Ech wollt op e puer Remarquen hei agoen, déi scho gesot gi sinn an déi oft am Kontext vun

der Schoul vun der zweeter Chance opgeworf ginn. D'Meenung, déi besteet, dat d'Beruffer, déi an der École de la 2^e Chance ugebuede ginn, anere Schüler géifen Ausbildungsplazen ewechhuelen, wëll ech awer gär ganz staark relativéieren. Dat steet iwwregens och am Commentaire vun dësem Projet de loi. An der École de la 2^e Chance geet et menges Wëssens drëm, fir Persounen, Schüler, Erwuessen eng zweet, eng nei Chance ze ginn, an net de Beruffer. Och huet sech an deene leschte Jore gewisen, datt dës Schüler allegueren eng Ausbildungspalz fonnt hunn.

Madame Presidentin, zum Schluss géif ech awer nach gär soen, datt mer mat dësem Projet de loi iwwert d'École de la 2^e Chance d'Diplomer net bradéieren, mä datt déi Diplomer mat anere Schoule gläichgestalt ginn.

Duerfir géif ech och gär vun der Geleéenheit profitéieren, fir jiddwerengem, den Éducateuren, de Professeren an och de Beamten aus de Ministären, déi sech ém d'École de la 2^e Chance beméien, Merci ze soe fir hiert Engagement an deem heiten Dossier.

Dat gesot, sinn ech vrou, datt Der mer nogelauschtert hutt, an ech géif zu dësem wichtige Projet och den Accord vun der LSAP-Fraktioun bréngen.

Merci.

► **Mme la Présidente.**- Villmools Merci dem Här Haagen. Als nächsten ageschriwwene Riedner ruffen ech den Här Claude Adam op d'Tribün.

► **M. Claude Adam (d'éi gréng).**- Merci, Madame Presidentin. Léif Kolleginnen a Kollegen, fir d'Éisch wëll ech dem Rapporteur Merci soe fir säi flotten an ausfeierleche mëndlechen a schrifteleche Rapport. Et ass och net u mir, fir dem Minister virzegräffen an Äntwerten op Froen ze ginn, déi d'Riednerin vun der CSV gestalt huet. Ech kommen awer net derlaanscht, well ech mech mam Sujet e bësselche beschäftegt hunn, an an deem, wat ech elo zielen, do sinn dann eng Rei Saachen, wou een awer trotzdem schonn e puer Äntwerten op esou Fro kritt.

Mat dësem Gesetz passe mer den urspréngleche Projet vun der École de la 2^e Chance der Réalitéit un. Déi ursprénglech Iddi: „Mir huele Schüler, déi décrochéiert hunn, a maache se an ee bis zwee Joer fit fir eng Regelschoul“, déi funktionéiert leider net émmer. Vill Schüler an der École de la 2^e Chance hunn 22, 23 Joer, an et ass net einfach, dës Jugendlech ze intégréieren. Op enger Quatrième zum Beispill hund d'Schüler 15, 16, 17 Joer.

Eng weider Ursach, firwat d'Angebot erweider gouf an d'Zäit, déi e Schüler kann an der École de la 2^e Chance méi laang bleiwen: Déi Schüler, déi hu meeschters décrochéiert, net, well se net intelligent genuch waren, mä well se mat der Institution Schoul net eens gi sinn. An d'Ursaachen dofir si villfälteg: sozial Kompetenzen, déi feelen, sozial Problemer, familiär, finanziell, psychologesch Problemer.

An der École de la 2^e Chance gëtt direkt re



SÉANCE 32

JEUDI, 10 JUILLET 2014

Et gëtt natierlech, an d'Madame Hetto huet et ugeschwat, a leider och Échechen an der École de la 2^e Chance. Am heefegste sinn Absencen d'Ursaach vum Échec. 10% Absencé waren eigentlech émmer de Maximum, deen toleréiert war, an elo kritt dëse Maximum eng legal Basis. Et ass engersäits ganz schwéier, Schoul ze halen, wann d'Absencen héich sinn. Dat kann all Enseignant soen. De Grupp wiesselt oft; d'Schüler, déi vill feelen, kréie Lacunen. Mä an der École de la 2^e Chance spiltt awer och d'Logik vum Aarbeitsmaart. Dái jonk Erwuessen an der Schoul ginn och als Erwuessener behandelt. Kee Patron erlaabt heefegt an onmotivéert Feelen.

E groussen Deel vum Décrochage an der École de la 2^e Chance berout drop, datt d'Schüler et net faerdegebréngs, regelméisseg an d'Schoul ze kommen. An eng weider Ursaaich fir d'Anhale vun der Präsenzflicht ass de Fait, datt vill Schüler eng Aide à la formation kréien. Esou vill och zur Finanzéierung: Ech hu mer soe gelooss, datt dat ronn 30% vun de Schüler wieren. An dat ass eng gutt Saach an eng sénnvoll Saach. Dái soll awer och net mëssbraucht ginn. An duerfir gëtt och d'Anwesenheitsflicht esou streng geregt.

Schüler, déi gréisser psychologesch Problemer oder Verhalensproblemer hunn, riskéieren och an der École de la 2^e Chance oft en Échec. Schüler, déi zum Beispill spillsüchtig sinn, depressiv sinn, déi Drogoproblemer hunn, missen eigentlech hir zweet Chance - a fir muncher ass et och schonn eng drëtt oder véiert Chance - mat enger Therapie ufänken. An do stéisst d'Schoul un hir Grenzen. An der Schoul Therapien organiséieren, dat geet leider net.

Eis École de la 2^e Chance énnersteet dem Ministère de l'Éducation nationale a funktionéiert och wéi eng normal Schoul. Duerfir wëllt dës Schoul och zertifiziéiere wéi all aner Schoul. An hei bréngt de Projet de loi och eng Rei Upasungen.

Selbstverständlech ass awer och de Gedanke vun enger Insertioun an eng aner Schoul oder an e Beruff och nach émmer e Bestanddeel vun der École de la 2^e Chance.

A fir ofzeschléissen, Madame Presidentin: Natierlech wier et schéin, wann ee keng esou eng Schoul géif brauchen. An den Här Delles hat dat och ugeschwat, dat hate mer schonn 2009 e puermol gesot. Et muss een awer wëssen, Här Delles: 2009 hate mer grad just en neit Schoulgesetz gestëmmt, do ware mer och vläicht nach e bëssen optimistesch - méi optimistesch.

Mir stellen haut fest, datt d'Realitéit eis ganz kloer seet: Mir hunn Décrocheuren, mir brauchen eng École de la 2^e Chance. Mir stelle fest als Gréng, datt do gutt Aarbecht gemaach gëtt. Kanner léieren aneschers wéi Teenager an Teenager léieren aneschers wéi Erwussesner. Trotzdem: Empathie fir de Schüler, Tutorat, Équipe pédagogique a curriculaire, méi Présenz vun den Enseignants, dat sinn Erfahrungen aus der École de la 2^e Chance, déi fir all Schoul a fir all Schoulsystem gëllen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren, an nach e leschte Punkt: Wéi ech d'Diskusioun, déi mer 2009 haten, nogeleg hunn, do war och ugeschwat ginn, datt et net schlecht wier, vu déi Situations, aus däi vill vun deene Schüler kommen, ob et net géif Senn maachen, fir och en Internat am Zesummenhang mat der École de la 2^e Chance an d'Gespréich ze bréngen.

Duerfir vläicht meng Fro, och méi allgemeng: Wéi sti mer do, wa mer sozial Problemer feststellen? Do wier en Internat fir munch Schüler eng Hëlfel. Vläicht och an deem heite Kader dann nach déi Fro un den Här Minister.

Merci fir Är Opnierksamkeet a Merci fir Är Toleranz, Madame Presidentin, wat d'Zäit ubelaangt.

(**M. Mars Di Bartolomeo** reprend la présidence.)

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **Mme Viviane Loschetter** (dái gréng).- Excellente!

► **M. le Président**.- Merci der Madame Presidentin a Merci dem Claude Adam. An als Nächsten huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'ADR, wéi all déi aner Parteien heibannen, énnerstëtzt de Prinzip vun enger École de la 2^e Chance. A mir soen och dem Här Delles Merci fir dee Rapport, deen en eis présentiert huet.

Et si vläicht just e puer Kommentare vun eiser Säit: Eíschtens sollte mer ufänken, fir ze verhénneren, datt d'Kanner, déi Jugendlech d'Schoul ofbriechen. Ech mengen, dat ass eng Tâche, wou Schoulpolitik kann agräifen, fir eng gutt Orientéierung ze maachen a priori, fir ze kucken, well mir hu jo Etüden, wéi den Décro-

chage scolaire fonctionnéiert. Wa Leit e puermol redoubléieren a grouss Retarde cumuléieren, si se sécher méi exposéiert wéi anerer. Mir wëssen och, datt d'Neuvième pratique an d'Dixième professionnelle déi Klasse sinn, wou tendenziell am meeschten däi Fall geschéien. Also kënne mer scho politesch op jidde Fall eng Rei Aktiounen énnerhuelen, fir ze verhénneren, datt et esou wäit kënnt an déi Jonk d'Schoul ofbriechen.

A leschter Zäit an och duerch déi Reformen, déi onglécklech Schoulreformen, déi mer awer ivwert déi lescht Jore gesinn hunn, ass et awer esou, datt mer och müssen oppassen, datt mer net och nach strukturell Ursaaichen an eisem Schoulsystem hunn, déi de Schoulofbroch weider verstärken.

Mir hunn zum Beispill de Beweis...

Ech weess net, Här President, ech wëll och eigentlech mat der Regierung schwätzen, mä den Här Meisch, dee lauschtert gewéinlech net no.

(**Brouhaha**)

Jo, mä gutt. Also, op jidde Fall hu mer eng Rei vu strukturellen Ursaaichen, fir eis Suergen ze maachen. Mir wëssen, datt dee moduläre System net fonctionnéiert am Enseignement professionnel. Dat ass eng ganz schlémme Situation, wou vläicht och einfach duerch den Alter an duerch déi Problemer, déi déi Schüler dann hunn, se och eventuell an e Schoulofbroch erakommen. A mir hunn elo héieren ivwert d'Chambre de Commerce an d'CLC a leschter Zäit e Constat, dee mir och émmer erém gemaach hunn, deen awer hei politesch némme vun der ADR virbruecht gëtt, dat ass, datt déi Schüler op enger Neuvième eigentlech net méi genuch wëssen, fir ivwerhaapt an eng Léier eranzekommen. Dat sinn déi Réalitéiten, mat deene mer konfrontéiert sinn. An natierlech dréit dat och derzou bái, datt de Risiko vum Schoulofbroch klémmt.

An dësem spezielle Projet... Ma dat hänkt och domat zesummen, ech hunn hei den originalen Text vun dem Projet de loi vun der Madame Delvaux matbruecht, fir vläicht nach eng Kéier ze rappeléieren, wéi déi Terminologie an deene leschte Jore war, wa mir ivwer Schoulreforme geschwatt hunn. Dat ass e Verbiage, et ass komplett huell!

Zum Beispill: «C'est à partir de compétences formelles, non formelles ou informelles que la formation à l'École est construite en apportant de nouvelles compétences spécifiques et transversales. (...) l'approche par compétences (savoirs, savoir-faire, savoir-être)». Et ass du Verbiage, cela ne veut rien dire! Awer et ass op esou Prinzipien, datt eigentlech déi Schoulreformen an deene leschte Joren ugepaakt gi sinn. An esou si se och ginn, eigentlech, an zu-laaschte vun de Kanner, oder eng Bürokratie, déi am urspréngleche Projet de loi hei stéet, déi net novezollzéien ass. Et si fénnef Joer, datt ech an der Schoulkommissiou sätzen, an no fénnef Joer Schoulkommissiou kann ech mech nach émmer némme wonnen ivver esou Texter wéi: «(...) le projet d'établissement qui devra être inscrit à un plan de développement scolaire élaboré par la Cellule de Développement scolaire et agréé par le conseil d'éducation de l'École de la 2^e Chance.» Lauter Verbiage!

D'Resultat ass, datt eise Schoulsystem hei am Land an engem ganz, ganz schlechten Zoustand ass. Mir hätte besser, op einfach Prinzipien zréckzkommen, novollzeibar Prinzipie vu Qualitéit a Leeschtung, déi eise Schüler géife laangfristeg am meeschten hëlfelen. Hei wësse mer eigentlech net, wat mer stëmmen.

Mir hunn de Problem vun de Primo-arrivants, déi als Kategorie erausgeholl ginn. Da steet an den Texter och eppes, wat den Här Minister eis vläicht kann erklären, mat de Primo-arrivants: «Ils vont faire partie directement des formations à régime linguistique spécifique organisées à l'École.» Mir wëssen awer net, wéi dee Régime spécifique ausgeséit. Dréit en zur Integratioun bái? Wéi ass et mam Lëtzebuer-geschen als Langue véhiculaire an der École de la 2^e Chance? Dat wësse mer net. Här Minister, Dir kënnt eis dat vläicht soen.

A mir wëssen och net, wat se da schlussendlech léieren. Hei den Här Delles an aner Intervenanten hunn zwar widderholl, datt d'Zertifikatioun, datt d'Niveauen, d'Prüfungen, d'Programmer am Prinzip d'selwecht si wéi an deenen anere Schoulen, gläichzäitig soe mer awer, datt mer iwver eng Voie vun Arrêtée kënnen Ausnahme maache bei de Programmer, bei de Promotiounskritären, bei der Grille horaire, wat zum Deel praktesch wuel néideg ass, fir e bëssen Enseignement à la carte kënnen ze réalisieren an de Leit beschtméiglech ze hëlfelen. Op däi anerer Säit heescht et awer och, datt mer eigentlech net wëssen, wat mer hei stëmmen. Mir stëmmen e grousse Pak a mir wëssen net, wat herno konkret do dran ass.

Dat alles gesot, wëlle mer och énnerstëtzen, wat d'Madame Hetto scho virdru gesot huet: Mir musse kucken, datt mer Beruffer hei ausbilden, déi op eisem Aarbeitsmaart gebraucht ginn. Mir hu Beruffer wéi an der Fleeg, wéi an der Logistik, do si mer komplett mat der Madame Hetto d'accord, wou hei kéinte konkret Bäitrag gelesen ginn ivwert déi Programmer, wou mer och Aarbeitsplazien hei am Land ze offréieren hunn, déi mer dann op eisem nationalen Aarbeitsmarché och kënne befriddegen. An déi Richtung musse mer goen.

A mir musse vläicht och eng Kéier ivwerleeën, an dat ass e bësse méi laangfristeg oder mëttelfristeg, déi Pläng, déi d'Regierung eis présenteert huet, fir vläicht déi École de la 2^e Chance an enger Colocatioun mam Lycée militaire ze gesinn, do hu mer och Zweifel. An et wär vläicht interessant vum Här Minister ze gesinn, ob do d'Regierung weidergeduecht huet oder ob déi Iddi nach émmer besteet, fir d'École de la 2^e Chance an de Lycée militaire zesummenzebréngs, wat jo awer u sech zwou verschidde Saache sinn.

Ech soen lech Merci.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Très bien!

► **M. le Président**.- Als Nächsten huet den Här Turpel d'Wuert.

► **M. Justin Turpel** (dái Lénk).- Merci, Här President. Ech mengen, d'École de la 2^e Chance ass eng wichteg Institution, déi scho ville Leit gehollef huet effektiv, erém en Diplom ze kréien, dee se virdrun net konnte kréien, well se eben an der Schoul opgehalen hunn.

Ech erlabe mer, drun ze erënneren, datt d'Gesetz vun 2009, d'Initiativ fir d'École de la 2^e Chance, zréckgaangen ass op eng Initiativ vum René Kollwelter, LSAP-Deputéierten, deen awer an der Zwëschenzäit aus der Partei ausgeschloss ginn ass, well e sech erlaabt huet, fir eng Léscht ze énnerschreiwe vun deene Lénke bei de Wahlen.

(**Brouhaha et interruptions**)

► **Une voix**.- Hei, schwätz zum Sujet!

► **M. Justin Turpel** (dái Lénk).- Wéisou esou nervös?

(**Interruptions**)

Ech wëll...

► **M. le Président**.- Adresséiert lech un d'Chamber, Här Turpel.

► **M. Justin Turpel** (dái Lénk).- Wa verschidde Leit sech berouegt hunn, da fueren ech gäre virun.

► **M. le Président**.- Dir hutt jo och probéiert ze provozéieren, Här Turpel.

► **M. Justin Turpel** (dái Lénk).- Wat den Interessekonflikt ugeet, do mengen ech, musse mer méi seriö diwwer schwätzten, well ech mengen, do wier et...

(**Interruptions**)

...do wier et gutt, wann een emol géif liesen, wat de GRECO géif soen. Mä dorobber komme mer jo d'nächst Woch zréck.

Ech wëll am Zesummenhang vun däi Diskusioun hei awer och all deene Leit Merci soen, déi an däi Schoul do schaffen, se koordinéieren an eng wichteg Aarbecht maachen.

Mir énnerstëtzen déi Ännérungen, déi hei geommaach ginn, notamment déi zwou wesentlech Ännérungen, wat d'Limite d'âge ass, fir déi vu 24 op 30 eropzeseten, a mir énnerstëtzen och déi Definitioun vun de Missioune vun den Schoulkommissioune a vun den Décrocheuren, déi hei méi preziséiert gëtt.

Ech mengen, et ass och wichtig, op eng Rei Saachen zréckzkommen, déi hei opgeworf gi sinn, nämlech d'Problemer an der Schoul, an däi normaler Schoul, fir se elo emol esou ze nennen, déi zum Ofbroch féieren. Ech mengen, dat huet awer náscht direkt ze di mat der École de la 2^e Chance, well si fánkt dat op, wat virdru geschéit ass. A mir wäerten och op déi Diskusioun zréckkommen, siest et an der Interpellatioun, déi ech gefrot hunn ivwert d'Formation continue, siest et an der Diskusioun ivwert d'Lycéesreform, siest et am Bilan vun der Grondschoul, wou dat sécherlech eng vun de wesentlechen Diskussiounen wäert ginn, wou do d'Schwierigkeiten lieien. Et sinn och aner Froen opgeworf ginn ivwert d'Diplomer an den Aarbeitsmaart, op déi mer och wäerten zréckkommen.

Ech wëll nach eng zusätzlech Fro opwerfen, an dat ass déi vun der Situations vum Personal. Wann ech richteg informéiert sinn, hu mer an der École de la 2^e Chance eng Rei Schoulmeeschteren, eng Rei Proffen an e ganze Koup Chargé-de-courses, a vun deene Chargé-de-courses och nach eng ganz Rei mat engem Contrat à durée déterminée. Mir wiere vrou, och wann de Minister dat haut elo net aus dem Stegreif ka maachen, wa mer eng Kéier kéint.

zréckkommen op d'Situatioun vun deene Leit, well ech mengen, datt et scho wichteg wier, datt een och d'Situatioun vun deene Leit géif kucken, fir déi ze qualifizéieren, weider ze qualifizéieren, wou et méiglech ass opgrond vun hirer Erfahrung a vun hirer Ausbildung, fir deenen en CDI ze ginn, déi en CDI kenne kréien, a fir ze kucken, datt een esou vill wéi méiglech qualifizéiert Personal, och Proffen a Schoulmeeschteren, an déi Schoul do hëlt fir déi wichteg Aarbecht, déi se hunn.

Dat gesot, géife mir dee Projet do stëmmen an ech soen lech Merci fir Äert opmiersamt Nolauschteren.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- An domat ass d'Diskusioun ofgeschloss an den Erzéiungsminister huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir nennen dës Schoul „École de la 2^e Chance“, an am Term läit et schonn dran: Et ass eng Chance, mä et ass keng Garantie. Wann een do eraként a vun däi Chance ka profitéieren, dann heescht et, se ze notzen, dann heescht et, sech drun ze ginn, sech un d'Spillerregeln ze halen, wéi zum Beispill déi eng, déi de Métteteg e puermol hei erwähnt ginn ass: dohinner ze goen an net duerch Absencen ze glänzen.

An eng Rei vu Froestellungen hu mech e bës-sen awer drun erënnert, wéi wann ee géif mengen, dat doten, dat wär elo déi Boîte, déi sämtlech Problemer kíent leisen, an all déi Schüler, déi op iergendengen anerer Schoul, an iergendengen anerer Formationen Problemer haften, déi géifen déi Schoul mat engem Diplom verlossen an all hir Problemer wäre geléist. Dat ass sécher net, dat kann net den Usproch vun däi Schoul sinn. Virun allem net dann, wa mer op däi anerer Säit awer och gären eng qualitatív wärtvoll Ausbildung hätte mat Diplomer, déi equivalent sinn zu all deenen anerer Diplomer, déi mer hei am Land verdeelen.

Ech denken eischt, datt dat heiten eng Schoul ass, déi eng vu villen Antwerten ass op déi Heterogenitéit, déi mer an eiser Schuler-schaft hunn, déi mer an eiser Population hunn, duerch déi mer Schuler hunn, déi mat ganz énnerschiddele Viraussetzungen, mat énnerschiddele Liewensleef an d'Schoul kommen a fir déi mer och énnerschiddele Parcours musse kennen ubidden.

Dat sinn déi ganz traditionell Parcoursen, déi mer an eisen - téschent Guillemeten - „traditionelle Schoulen“ ubidden, an dat kann dann eben och dee Parcours sinn, dee mer an der École de la 2^e Chance ubidden, an däi mer énnerschiddele Offeren hunn, an däi mer énnerschiddele Weeër och vläicht do zouloos-sen, an däi mer mat énnerschiddele Apparaten och kënne schaffen, fir richteg a valabel Antwerten op ganz spezifesch Problematiken heiansdo kennen ze fannen.

Wat sinn déi ganz spezifesch Problematiken? Nun, dat sinn déi énnerschiddele Sproochekenntnisser. Dat ass d'Fro: Wéini sinn ech an d'Land komm? Dat ass d'Fro



SÉANCE 32

JEUDI, 10 JUILLET 2014

Bon, wat natierlech wichteg ass, an och dat ass de Mëttel hei vu bal jiddwerengem gesot ginn, dat ass, datt mer Formatiounen ubidden, déi gebraucht ginn. An ech mengen, datt d'Schoul dat mécht, datt mer scho kucken: Wou kënne mer spezifesch mat deenen Instrumenter, déi d'École de la 2^e Chance huet, Leit do ofhuelen, wou se sinn, an dohinner bréngen, wou se um Aarbeitsmaart gebraucht ginn?

Mir hate kuerz eng Diskussion an der Kommissioun zum Beispill iwwert d'Éducateurs en cours d'emploi, bei deene mer mierken, datt mer do eng ganz staark Demande hunn, well et e Secteur ass, deen enorm ausgewäit ginn ass iwwert déi lescht Joren a sécherlech och nach gëtt an deenen nächste Joren, vun der Kannerbetreuung bis zur Altenbetreuung, vu behënnerte Matmënschen an esou weider, a wou mer eigentlech an der initialer Ausbildung net nokommen, déi Leit auszubilden. An et ginn der awer ganz vill, déi och ouni initial Ausbildung an deem Secteur täte waren an do sécherlech iwwert deen dote Wee en cours d'emploi eng Formatioun kënne maachen. Do denken ech wierklech, datt d'École de la 2^e Chance gutt outilléiert ass, fir esou e Qualifikatiounswee unzebidden.

D'Fleeg ass oft hei ugefüert ginn. An nach eng Kéier - fir ze soen, datt een net alles muss d'selwecht maachen -, mir denken do éischter, datt mer iwwert de Wee vun der Formation des adultes kënne fueren, fir zum Beispill Aide-soignanteén an Aide-soignantes auszubilden, well dat eis vum Gesetzesarsenal éischter d'Méiglechkeet gëtt, fir d'Leit do ofzehuelen a se dohinner ze kréien, wou se gebraucht ginn, esou datt mer also net onbedéngt dat iwwert d'École de la 2^e Chance géife maachen, mä iwwer eise Service am Ministère vun der Formation des adults.

Et sinn nach eng Rei vu méi prezise Froe gestallt ginn, Här President. Ech probéieren esou gutt et geet, dorobber ze äntwerten. Bon, ob mer hei aus rengem Bauchgeföll eraus eppes maachen, mengen ech sécherlech net. Mir hunn déi Schoul elo véier Joer an hirem Exercice erlief. Do sinn Erfahrung gesammelt ginn. Et ass gekuckt ginn, wat den initialen Usproch an d'Virstellung an der Theorie waren, wéi dat sollt fonctionnéieren, a mir hu festgestallt, wéi et an der Praxis funktionnéiert huet. Do huet sech jo eng gewësse Praxis och agebiergert, an dat heiten äntwert jo eigentlech dorobber a baséiert eigentlech déi Praxis, déi sech agebiergert huet, elo op en zolidd legaal Fundament, esou datt ech scho mengen, datt et opgrond vun den Erfahrungen ass, datt eng Rei vun Adaptatiounen hei gemaach goufen.

Déi Etüd, déi misst gemaach ginn an déi zum Deel och gemaach gëtt, ka sech sécherlech net némme bezéien op d'École de la 2^e Chance, mä do musse mer dee ganzen Aarbeitsmaart kucken. Mir mussen aner Schoule mat kucken, aner schoulesch Offere mat kucken. Mir mussen och kucken, wat am Grenzgebitt geschitt. Esou isoléiert kann een dat sécherlech net maachen, well soss géif een e verfälscht Bild kréien.

Et ass och gefrot ginn, firwat mer déi Entscheidungen erofgesat hunn. Ech denken, dat muss een an engem Kontext gesinn, deen nach e bësse méi breit och ass: Mir hu vill Mesuren, déi och elo zum Beispill bei der Garantie pour la jeunesse solle gräifen, do hu mer eenzel Entscheidungen. Dat si Mesuren, déi sinn historesch gewuess, an et ass eigentlech ni gekuckt ginn, wéi mer de finanziellen Ureiz do wëlle setzen. An et ass mer opgefall, datt eigentlech de finanziellen Ureiz heiansdo am gréissen ass bei deene Mesuren, déi am wäitste vun der Normalitéit - losse mer soen - ewech sinn.

Ech denken, datt dat net richteg ass, datt dat net onbedéngt déi richteg Approche ass. Duerfir soll een all déi Indemnitéiten och eng Kéier kucken, vun de Beschäftegungsmaßnahmen iwwert dat, wat mer beim Service volontaire vum SNJ ginn, iwwert déi heiten Indemnitéiten, iwwert dat, wat een am Léiervertrag ka kréien, iwwert dat, wat een an der Formation des adults ka kréien. Alles dat schéngt mer besser ze guidéieren, wa mer et och kohärent halen an do deene méi ginn, déi probéieren, awer an den normalste Wee erém eranzekommen.

D'Fro nom Personal ass och gestallt ginn. Si ass hei net mat geléist ginn an désem Projet de loi. Et ass awer evident, wann d'Formatioun ausgebaut gëtt iwwert déi nächst Joren, datt dann och deementsprechend Personal muss bëikommen, éducatiiv Personal souwisou, an natierlech och dat, wat encadréiert an der Schoul, och nach do derbäi. Woubäi mer hei musse wëssen: Mir sinn an engem relativ klenger

Struktur, déi awer e Staff brauch, fir dat Gebai och einfach technesch, logistesch kenne fonctionnéieren ze dinn. An do hu mer nach e gewëssen Nohuelbedarf ze leeschten.

D'Fro vum Internat ass opgeworf ginn. Ech denken, datt mer déi Fro och net némme sollte bezéien op d'École de la 2^e Chance. Mir mieren, datt mer geziilt Ufroen hu fir Internater, an och sécherlech a Relatioun mat d'r Zilgrupp, déi mer mat der École de la 2^e Chance ganz kloer viséieren. Do brauche mer nach méi Capacitéit. Mir müssen awer och kucken, wéi mer den Encadrement do maachen, wou den Emplacement richtege ass. An ech denken net, datt et sennvoll wär, fir den Internat direkt un d'École de la 2^e Chance ze rattachéieren, mä mir sollten awer kucken, datt mer Konneksiounen hunn, datt et méiglech ass, Internat an École de la 2^e Chance sennvoll mateneen ze verbannen.

Gradesou musse mer eis d'Fro stellen nom Site, wou d'Schoul haut ass. Mir wëssen, datt dat net definitiv ass, datt mer a provisoiresche Raimlechkeete sinn. Den Emplacement schéngt mer gutt ze sinn. Wann et also méiglech wär, op d'r doter Plaz och definitiv eng Kéier eppes ze schafen, definitiv Raimlechkeete fir d'École de la 2^e Chance mat de Méiglechkeiten, dat och iwwert déi nächst Joren nach auszubauen, da sollte mer eis och a relativ noer Zukunft dorunner kënne ginn.

D'Fro sinn och gestallt ginn: Wéi ass et mam Décrochage? Wéi kënne mer e besser nach verhënneren? Ech mengen och do, datt mer keng Schoul kënne kréien, déi honnert Prozent vum Décrochage verhënner. Ech wéll aus enger Etüd zitiéieren, déi eis viru Kuerzem am Ministère virgestalt gout, déi sot, datt quasi 50% vun deene Schüler, déi décrochéieren, och e psychesche Problem hunn. Dat heescht, datt d'Schoul mat hire Methoden an der Schoul eigentlech net alles kann erreichen an datt ganz oft op anere Gebidder, op aneren Terraine Problemer leien, déi musse mat gekuckt ginn, bei deenen och aner Acteure musse mat'helfen, an datt mer eigentlech ee Problem musse léisien, ier mer dee schoulesche Problem iwwerhaapt kënne gutt a richteg ugoen.

Mir hu jo Strukturen, déi géint den Décrochage virgin. Ech denken un d'Action locale pour jeunes, mat d'r mer ganz fréi wëllen interneéieren. Mir mussen do sécherlech d'Frühwarnsystem nach besser ausbauen, fir och deen, deen ènnert de Risque fält, fir ze décrochéieren, éischter dann nach un d'Schoul ze rattachéieren, wann en nach an der Schoul ass. Dat fält nämlech vill méi einfach, wéi en duerno erém eng Kéier ausserhalb vun der Schoul sichen ze goen an an d'Schoul eran ze integréieren.

Da wéll ech och nach rappeléieren, well och déi Fro opgeworf ginn ass: De Lycée militaire hu mer jo kloer net rattachéiert un d'École de la 2^e Chance. De Projet de loi, deen elo um Instanzewee ass, deen hei an der Chamber läit, gesäit en eegestännege Lycée militaire vir. Mir wëssen awer, datt déi Aufgabe, déi do ze bewältegen ass als Aufgabe vum Lycée militaire, fir deene Leit, déi de Militär gemaach hunn, duerno eng zweet Méiglechkeet vu Formatioun kënne ze ginn, fir datt se no hirem Service militaire besser kënne an den Aarbeitsmaart intégréiert ginn, datt dat sécherlech kee Lycée wäert fallen, an och net de Lycée militaire, esou wéi en elo geduecht ass, esou datt mer also och do eng weider Zilgrupp musse mat erakréien. An dat kann eng ähnlech Zilgrupp si wéi déi, déi mer och hei viséiere bei der École de la 2^e Chance, wat awer - nach eng Kéier - net onbedéngt muss heeschen, datt dat hoergenee d'selwecht muss fonctionnéieren.

An ech denken, datt et interessant wär, och esou eng Offer fir esou eng Zilgrupp ze hunn am Norde vum Land. Dir wësst jo, datt mer dat zu Ettelbréck wëllen implantéieren, fir och deene Leit do an hirer Proximitéit kënne d'Chance ze ginn, vun esou eng Offer ze profitéieren.

Bon, dat Gesetz hei ass 2009 gestëmmt ginn. Mir hunn dee Moment Neiland betruedt mam Prinzip vun engem École de la 2^e Chance. Mir hunn eis Experiéncie gemaach. Mir hunn och festgestallt, datt et zanterdeem eng Rei vun neie Besoîne gëtt, an ech wéll och nach eng Kéier rappeléieren, datt déi Reform hei, wat sécherlech elo net eng grondleeënd Reform ass...

► **M. le Président.**- Här Minister,...

► **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.- Jo?

► **M. le Président.**- Dir misst zum Schluss kommen.

► **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.- Datt Dir mir dat esou oft géift rappeléieren, dat hätt ech mer net kenne virstellen.

► **M. le Président.**- Jo, mä dass Dir esou onziviliséiert sidd, hätt ech mer och net kenne virstellen.

► **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.- Jo, dann hutt Der mech aneschers an Erënnerung, an ech lech och, Här President.

(**Hilarité**)

Ech sinn awer scho bal färdeg. Ech wollt eigentlech just nach soen, datt déi énnerschiddlech Modelle, op déi ech elo hei Wäert geluecht hunn, jo och fest ugueluecht sinn an eisem Regierungsprogramm, wou mer soen, datt mer müssen op e puer Aart a Weisen och d'Schoul hei zu Létzebuerg kënne organiséieren, fir deene villfällegen Erausforderunge kënne gerecht ze ginn.

Villmools Merci lech alleguerte fir déi ganz breet Zoustëmmung, ganz besonnesch dem Här Rapporteur an och all deene Leit, déi soss an der Schoul an am Ministère um Projet ge schafft hunn.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och. Mir géifen dann direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6629 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6629 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

59 Députéiert hunn un der Ofstëmmung deelgeholl: 56-mol Jo, bei 3 Enthaltungen, déi zur Genüge motivéiert sinn.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Paul-Henri Meyers), Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

An ech géif d'Chamber, nodeem de Projet uge holl ass, just nach froen, ob se bereet ass, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn.

(**Assentiment**)

Dat ass dann esou décidéiert.

Mir géifen zum leschte Punkt vun eiser Dages uerdnung vun haut de Métten iwwergoen, dem Projet de loi 6670 iwwert d'Studiebählefen. Bis elo sinn ageschriwwen: d'Madame Hansen, den Här Eugène Berger, d'Madame Bofferding, den Här Claude Adam, den Här Roy Reding an den Här Turpel. An d'Wuert huet direkt d'Rapportrice, d'Madame Simone Beissel.

4. 6670 - Projet de loi concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

► **Mme Simone Beissel** (DP), rapportrice.- Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, erlaabt mer, dass ech am Ufank vun désem Rapport eng perséinlech Note maachen. Wéi ech déi lescht Deeg an Nuechten - well ech ganz vill Fussball gekuckt hunn - déi Interventioun hei préparéiert hunn, dunn ass meng Studienzäit esou wéi e Film viru mengem „inneren Auge“ ofgeliefert an dunn hunn ech fonnt, mat all de Schwierigkeiten, déi mer haten, dass et awer eng ganz schéin Zäit vu mengem Liewe war. Mir hu vill geléiert, mir hu gekämpft, mir hu gefeiert, mir hu gelidden, mir hu geléiert, d'Fauscht an der Täsch ze maachen, op d'Zänn ze báissen. Mir krute Selbstvertrauen, mir kru ten der heiansdo op d'Noss an dann ass et erém virugaangen. Mir hu geléiert falen an erém opstoen.

Et ass net némmen eng Schoul, déi e gudde Kapp soll maachen a vill Wësse vermettelen, mä et ass och eng Liewensschoul, an ech mengen, allegueren déi vun lech heibannen, déi och d'Chance haten, fir universitar Studien ze maachen, si mat mir d'accord. Ech hu sechs Joer studéiert, ee Joer hei zu Létzebuerg - wéi et dézáit da war - um Cours an duerno fénnef Joer a Frankräich, mech duerch zwee Diplomer geplot an déi dann och kritt. An, wéi gesot, et war eng schéin Zäit.

Dofir ass et émsou méi wichteg, dass een an deem Secteur hei émmer alles mécht, fir dass d'Studente kënnen héich Schoule maachen. Dir wësst, dass mer och am Souci si vun „Europa 2020“, wou mer sollen en héijen Niveau vu Connaissances, vu Wëssen zu Létzebuerg vermettelen, an dat ass gutt esou.

Am Koalitiounsaccord vum Dezember 2013 steet am Kapitel vun der Héichschoul: «L'avenir du Luxembourg se construit dans les niches de compétence, la „matière grise“ constituant désormais sa première „ressource naturelle“».

Eng staark Ausso, wann ee kuckt, vu wou mer kommen. Nom industriellen Zäitalter ass d'Matière grise elo de Suppléant. Dofir ass déi Reform, déi mer haut diskutéieren an ofstëmmme sollen, an der Ligne directe vun deenen Ausso vun Koalitiounsaccord.

Allgemeng ass ze soen, dass déi Studiebählefen extrem wichteg sinn. Et geet jo drëm, fir de Jonken an Universitéitsstudium ze erläben, fir se ze motivéieren, dat ze maachen. Et geet och drëm, dass mer, wéi ech scho gesot hunn, esou vill wéi méiglech Leit hu mat enger optimaler Ausbildung a mat héijer Qualifikatioun.

Zénter Joren, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wësst Der, dass mer zu Létzebuerg eppes hunn, wat een u sech den „paradoxe luxembourgeois“ nennt, an notamment bei eisem Aarbeitsmaart: Op d'r enger Säit kreéiere mer all Joer Dausende vun Aarbeitsplazen a parallel dozou klémmt de Chômage op ni gekannten Héichten. Mir leie momentan bei 17.810 Leit ouni Aarbecht, en Taux vu 7,3%, deen alarmant ass. Bon, en hält sech momentan am Gréff. Domat sinn nach net déi 5.000 Leit, déi a Beschäftigungsmesuré sinn, émfaast, mä wat wichteg ass haut an deem Kontext hei, dat ass, dass bei deene 17.810 Leit der 2.026 énnner 25 Joer sinn, dat heescht 11,3%!

Mir leien nach gutt, wann Der kuckt, wat am Süden an de grouße Stied vun Europa lass ass. Mä trotzdem, et muss een terribel oppassen, well et geet jo ém d'Zukunft vun eise jonke Leit.

Elo e puer fundamental Remarquen: Déi heiteg Reform vun de Studiebählefen ännert näischt um Grondprinzip vun désem Héillefen. Haaptzil ass et wiederhin, fir méiglechst ville Jonken den Accès zu engem Héichschoulstudium ze ermöglichen. Och ass d'Autonomie vun deem Jonke beim Choix sougutt vu sengem Studiefach gradesou wéi vum Land oder der Stad, wou e wéll studéieren, net duerch déi Reform hei a Fro gestallt.

Wat nei ass, dat ass, dass déi reell Liewenskäschten an déi individuell Situations vun deenen eenzelne Studenten berücksichtigt ginn. Déi nei Bourse de mobilité soll donievant déi international Mobilität encouragéieren, andeems en Deel vun de Käschte fir d'Location vun engem Zémmer oder enger klenger Wunneng dee Moment berücksichtigt gëtt.

Fir Létzebuerg ass et besonnesch wichteg - mir wëssen dat, mir sinn e klengt Land -, dass mer d'Nues iwwer eis Grenze stiechen, an och eis jonk Leit. An et ass jo émmer nach gewosst, dass eng ganz grouss Majoritéit vun eise jonke Leit an d'Ausland studéieren ginn.

D'Bénéficiairé vun den Héillefe bleiven déi selwecht, wéi se am Gesetz vum 22. Juni 2000 virgesi waren. Fir allerdréngs eng Diskriminatioun ze évitéieren, gouf d'Notioun vun dem „travailleur“ erwidert.



SÉANCE 32

JEUDI, 10 JUILLET 2014

kuerzen Historique maachen, d'Evolutionen vun eise Studentebäihëllefen tracéieren, well dann ass dat méi einfach. Et gëtt e berühmtent Zitat, wat Der alleguerte kennt: „Nur wer die Vergangenheit kennt, kann die Gegenwart verstehen und die Zukunft gestalten.“ Dëst ass an dësem Kontext e ganz passend Zitat vum August Bebel.

Säit 1977 gëtt et hei zu Lëtzebuerg staatlech Bäihëllefir fir d'Studenten. Déi deemoleg DP/LSAP-Regierung hat dat agefieriert, fir eben den Accès zu universitaire Studie méi einfach ze maachen. De System war och deemoles an e System vu Prëten a vu Bourssen opgedeckt. D'Pondératioun Bourse/Prêt war ofhängig vun der finanzieller a sozialer Situatioun vum Student a sengen Elteren. Wie koum a Fro, fir se ze kréien? D'Lëtzebuerger Studenten an auslännesch Studenten, déi hei zu Lëtzebuerg gewunnent hinn.

1992 gouf de System eng éische Kéier reformiert: De maximale Montant vun de Bourssen a Prête gouf eropgesat, während parallel den Zénissaz erofgesat gouf. An et gouf eng Prime d'encouragement agefouert.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Simone Beissel** (DP), rapportrice.- Insgesamt konnt ee feststellen, dass dee System '92 d'Aiden demokratisiert huet.

Am Joer 2000 eng weider Reform: Grosso modo gouf d'Formel vun 1977 bääbehalten, wat de Calcul Bourse/Prêt ugaangen ass, mä parallel zu de Studiebäihëllefen ass do och nach d'Kannergeld ausbezelt ginn.

2010 koum et dann zu enger grousser Reform: net némme eng grouss Reform, mä e radikale Paradigmewiessel. Firwat? Well d'Kannergeld fir déi Jonk iwver 18 Joer, déi net méi an engem Lycée - Enseignement secondaire oder technique - ageschriwwen waren, ofgeschaaft gouf. Déi Jonk iwver 18 Joer si vun haut op muer als autonom ugesi ginn, dee Jonken, onofhängig vun der Situatioun vu sengen Elteren, sollt d'Méiglechkeet hinn, e Studium unzäfänken.

Parallel zu der Ofschafung vum Kannergeld goufen d'Montante vun de Bourssen an de Prête massiv gehéicht op e Maximum vun 13.000 Euro d'Joer. Beim Calcul vun der Pondératioun Bourse/Prêt gouf net méi de Revenu vun den Eltere gekuckt, mä némmeen dee vum Student selwer, an d'Prime d'encouragement gouf 2010 erëm ofgeschaaft.

Dee prinzipielle Changement - ech hu geschwut vu Paradigmewiessel - a Saache Kanner-geld a Studiebäihëllefen huet fir eng grouss Onrou an Opreegung zu Lëtzebuerg gesurgt, net némme bei all deene Jonken iwver 18 Joer, déi keng universitar Studie gemaach hinn an déi d'Kannergeld gestrach kruten, mä virun allem bei de Kanner vun de Frontalieren, déi iwverhaapt net an de Genoss vun dem System komm sinn.

D'Suite kenne mer: Et si Plainten déposéiert gi beim Tribunal administratif. Den Tribunal administratif huet déi ganz Affären op den Europäische Gerichtshaff geschéckert. An den 20. Juni 2013 koum en Arrêt, dee festgehalen huet, dass d'Gesetz vum 26. Juli 2010 net konform zum Prinzip vun der libre Circulation des travailleurs wär.

Doropshi gouf d'Gesetz vun de Studiebäihëllefen eng weider Kéier modifizierte an d'Kanner vun de Frontaliere kruten Accès zum System vun de Bäihëllefen. Dat hat awer als Konsequenz, dass d'Käschten net némmeen extrem an d'Lucht gaange sinn, mä radikal explodiert sinn.

Ech ginn lech hei e puer Chifferen: Wann am Joer 2011/2012 nach ronn 90 Milliouren Euro u Bourssen a 94 Milliouren u Prëten ausbezelt gi sinn, sinn an dem Joer, an der Année académique 2013/2014 153 Milliouren u Bourssen an 159 Milliouren u Prëten ausbezelt ginn. An dat sinn nach némmeen Estimationen, well den definitiven Dekont gëtt erësicht den 31. Juli vun dësem Joer gemaach.

D'Zuele weise ganz däitlech, dass de System dauerhaft net méi ze finanzéiere war, an dofir ass gesot ginn, et muss eng Reform op den Instanzeewee bruecht ginn, mir müssen deem géigesteieren, well dat do packe mer net.

Zur Prozedur: De Projet de loi 6670, wou d'Ziffer eis geschwenn Dag an Nuecht verfollegt, well mer se a ganz ville Kontexter elo matkritt hinn, ass den 20. Mäerz vum Héichschoulminister an der Chamber déposéiert ginn. Duerno kommen zahlreich Avise vun de Chambres professionnelles téschent dem 24. Abrëll an dem 30. Juni: D'Chambre des Salariés, d'Chambre de Commerce, d'Chambre des Métiers, d'Chambre des Fonctionnaires et des Employés publics hinn interessant Avisen eraginn.

De 27. Mee huet d'Regierung nach eng Rei vun Amendementen virgeluecht, déi och vun

de Beruffskummeren nach eng zweete Kéier a schnell aviséiert goufen.

De Statsrot, fir sain Deel, huet a sengem éischen Avis vum 3. Juni schonn déi nei Amendementen vun der Regierung mat verschafft.

Wat d'Aarbechten an der Héichschoulkommision ugaangen ass, kruten d'Memberen den Text schonn eng éische Kéier an der Form vum Avant-projet den 3. Mäerz 2014 präsentiert.

Ervirzehiewen an deem Kontext ass den erfrischenden Échange de vues, dee mer mat de Vertreider vun de verschidde Studentenorganisationen an och Jugendparteie an der Kommission den 3. Juni haten.

De 17. Juni sinn ech als Rapporteur designéiert ginn, an zwee Deeg duerno, den 19., huet d'Kommission an enger gemeinsamer Sitzung mat der Petitiounskommission un engem effentlechen Hearing delgehol, deen am Kader vun der Petitioun N°329, déi als Titel huet «Garantir l'indépendance des étudiants face à des réformes du système d'aide financière». Den Dag duerno, den 20. Juni, goufen eng Rei Amendementer vun der Kommission ugehol. Véier Deeg duerno, de 24. Juni, hu mer an der Kommission all d'Amendementer vun der CSV, der ADR a vun déi Lénk diskutéiert. Déi Amendementer sinn awer net ugehol ginn.

► **Une voix.**- Dat ass schued!

► **Mme Simone Beissel** (DP), rapportrice.- D'Amendementer vum 20. Juni sinn an engem Avis complémentaire vum 1. Juli vum Statsrot analyséiert ginn. Den 3. Juli hu mer deen Avis nach analyséiert a mir hinn deeselwechten Dag de Rapport ugehol.

Dir gesitt - an ech mengen, ech hinn lech nach net alleguerten d'Kommissionssitzungen opgezielt -, mir haten en extrem chargeierte Programm, an ech soen alleguerten deenen, déi gehollef hinn, dass mer et färdegbruecht hinn, dass mer haut hei dësen Text kennen diskutéieren an ofstëmmen, en häerzleche Merci. Et war „Heavy Metal“, mä Dir hutt alleguerte matgehol op déi eng oder aner Mäneier, an dofir en häerzleche Merci vu mir!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Mme Simone Beissel** (DP), rapportrice.- Här President, ier ech elo op déi wichtegst Modifikatiounen vum Text kommen, well ech awer nach eng Explikatioun ginn zum Abezéie vun de Kanner vun de Frontalieren an de System: Et ass esou, dass dës Kanner an de Genoss vun den Aidé kommen, wann hir Eltere respektiv een Elterendeel an enger Referenzperiode vu siwe Joer fénnef Joer zu Lëtzebuerg geschafft hinn.

Wat sinn dann elo déi wichtegst Neierungen am Verglach zum aktuelle System?

De Grondprinzip - ech wëll et nach eng Kéier énnersträichen -, dass d'Hëllefen an een Deel Bourse an een Deel Prêt opgedeelt sinn, bleibt bestoen. Nei ass, dass et eng Rei vu verschidene Boursen ginn, wourénnner een Deel vun der sozialer Situatioun vum Student ofhängig ass.

Also, éischtens: Et gëtt eng Bourse de base vun 2.000 Euro agefieriert. All Student kritt dës Bourse, onofhängig vun dem finanzielle Background vu sengen Elteren.

Zweetens, d'Bourse de mobilité: An de Genoss vun dëser Bourse an der Héicht vun 2.000 Euro kennt all Student, deen am Ausland studéiert oder, fir méi prezis ze sinn, deen an engem anere Land studéiert wéi dat, wou de Wünschët vun deem Haushalt ass, zu deem hie gezielt gëtt. Dës Bourse suivéiert iwverhaapt d'Prinzipie vum europäischen Erasmus+-Programm, dee jo och als Zil huet, e verstärkten Austausch vun de Studenten ze garantéieren.

Am Kader vun den Diskussiounen ronderëm dës Mobilitéitsbourse an der Kommission ass d'Fro opkomm, ob et heimadder net zu enger Diskriminatioun vun deene Studente kënnt, déi zu Lëtzebuerg wunnen a studéieren an déi e laange Wee musse fir op d'Uni maachen, zum Beispill vun Huldang bis op Belval. Ech sinn dofir ganz frau, dass de Minister Claude Meisch d'Zousso gemaach huet, an den nächste Jore méi Studentewunnengen, an och grad fir Lëtzebuerger Studenten, zur Verfügung ze stellen.

Drëttens: D'Bourse sur critères sociaux, déi de maximale Montant vun 3.000 Euro kann erreechen, ass - an dat ass déi gréisst Neiegkeet, well mir wëlle jo sozial Selektivitéit aféieren - ofhängig vum Revenu vum Haushalt, zu deem de Student zielt. Et gëtt hei eng ganz Staffelung vun 3.000 Euro erof op 500 Euro, déi gekoppelt ass un de jährleche Revenu imposable vum Ménage, esou wéi en am Artikel 7 vum modifizierte Gesetz vum 4. Dezember 1967 iwwert d'Lounsteier definéiert ass.

Läit de Revenu vum Ménage énnert dem onqualifizierte Mindestloun, kritt de Student déi

voll Bourse vun 3.000 Euro. Tësch 1- an 1,5-mol de Mindestloun sinn et 2.600 Euro, tësch 1,5- an 2-mol de Mindestloun sinn et 2.200 Euro, tësch 2- an 2,5-mol sinn et 1.800 Euro. Bei engem Revenu tësch 2,5- an 3-mol de Mindestloun kritt een nach 1.400 Euro, tësch 3- an 3,5-mol de Mindestloun 1.000 Euro an tësch 3,5- bis 4,5-mol de Mindestloun nach 500 Euro. Bei engem Revenu vu méi wéi 4,5-mol de Mindestloun entfällt déi sozial Bourse.

Wann een déi aktuell Ziffere vun dem Ministère kuckt, da sinn et ongeférier zwee Drëttel vun de Résidentskanner, déi an déi eng oder déi aner Tranche vun der sozialer Bourse kommen, a ronn 90% vun de Frontalierskanner kommen an de Genoss vun dëser sozial gestaffelter Bourse. D'Detailer vun deem ganz komplizierte System fannt Der an dem schrifteche Rapport.

Véiertens: Déi nei agefieriert Familljebourse vu 500 Euro kann all Student kréien, deen zur selwechter Zäit e Brudder oder eng Schwester huet, déi mat him studéieren. Dëst ass net un de Revenu gekoppelt.

Fënneftens, d'Frais d'inscription: Déi gi bis zu engem Montant vun 3.700 Euro iwverholl, an dat zu 50% als Bourse a 50% als Prêt. An dësem Kontext ass et och wichtig ze soen, dass eng speziell Kommission agesat gëtt, déi bei sougenannten Härtefall enger Ausnahm kann zoustëmmen, wat d'Iwwerhuele vun den Aschreibungsgebühren ugeet.

Här President, mat déi spannendst a wichtegst Fro, déi am Kader vun dëser Reform émmer erëm gestallt gouf, ass: Wat kascht dat Ganz dann elo?

Et sinn esou vill Zuele genannt ginn, Zuelen, déi heiansdo wierklich diametral opposéiert waren, an et steet mir net zou, fir Stellung dozou ze huelen. Ech referéiere mech op d'Zuele vum Ministère.

Mir hinn also - en vue vun deem, wat elo kënnt - vum Hierscht un 25.000 Demanden ongeférier, dovu 16.000 Résidentskanneremanden an 9.000 Demandé vu Frontalierskanner. Wann een elo d'Chiffere kuckt vun de globale Bourssen: d'Bourse de base 50 Milliouren Euro, d'Bourse de mobilité 27,4 Milliouren Euro, d'Bourse sur critères sociaux, all Tranches zesummen, 36.340.000 Euro, d'Bourse familiale 2.337.500 Euro, d'Frais d'inscription 5.000.000; insgesamt eng substanzell Zomm vun 120.772.400 Euro.

Wat hätt de System da kascht, wa mer elo iwverhaapt näischt géife maachen? Wann ee kuckt, a mir wäre bei Boursse vu virdru gewiescht vu 7.100 Euro op de Kapp an der Moyenne, da wäre mer op 177,5 Milliouren komm. Mat där neier Reform ass et also méiglech, dass de Stat 56,7 Milliouren ka spueren, an dat ausdrécklech net op d'Käschte vun den Zukunftschancé vun deene Jonken, mä duerch d'Afféiere vum Prinzip vun der sozialer Selektivitéit, deen ech schonn ervirgestrach hinn. E Begréff - an Dir wësst et alleguerten -, deen an de leschte Jore vu ville Leit gebraucht ginn ass, mä leider ass en net an d'Praxis émgesat ginn.

Bei dem virleinden Text ass dëst allerdéngs de Fall. Wie méi Énnerstétzung brauch, kritt se, a wien net esou staark op staatlech Énnerstétzung uwiesen ass, dee kritt vun elo u manner. An dat Ganzt - wéi jo schonn ugangs a menger Ried gesot - ouï dass de Prinzip vun der Autonomie vum Student a Fro gestallt gëtt.

Här President, de System vun de Studentebäihëllefen huet jo zwee Voleten, d'Bourse an de Prêt. De Volet Bourse hu mer elo gesinn, elo nach e puer Remarquen zum Volet Prêt.

► **M. le Président.**- Ech wollt just d'Rapportrice drop hiweise, dass hir d'Zäit forteeft.

► **Mme Simone Beissel** (DP), rapportrice.- Gutt, ech wäert awer déi schnell maachen.

Mat de Prëten - just fir lech e puer Montanten ze soen -, wann ee vu 25.000 Demanden ausgeet, komme mer op en Total vun 162,5 Milliouren. Eng vun den Nobesserungen vum Gesetz besteet bekanntlech och doran, dass all Student d'Méiglechkeet huet, deen Deel vun der sozialer Bourse, deen en elo net méi ka kréien, duerch en zousätzleche Prêt ofzedecken. Bei 25.000 Demandé géif de Gesamtmontant vun der Bourse sociale bei 75 Milliouren lieien. Dem Ministère no kennen dovunner 40,8 Milliouren als Bourse accordéiert ginn. Bleiwen also nach 34,2 Milliouren, déi als Prêt kënnten zur Verfügung gestallt ginn.

Ech wäert elo net weider op d'Chiffren agoen, vu dass d'Zäit mer forteeft. Ech mengen, ech hinn lech déi ganz wichteg Neierunge gesot. Et ass eng ganz technesch Matière an am schrifteche Rapport hutt Dir nach all d'Detailer.

Mir hu ganz vill interessant Avise kritt vun der

Chambre de Commerce (veuillez lire: vun de Chambres professionnelles), déi Der och kënnt noliesen. De Statsrot war ganz konstruktiv. Ech soen iwverhaapt all deenen Institutiounen en häerzleche Merci, dass se alleguerten esou schnell geschafft hinn, vu dass mer énnier Zäitrock waren, soss géife mer dat fir den Hierscht absolut net méi hikréien.

De Statsrot hat och nach proposéiert, et sollt een déi ganz Geschicht am Kader vun enger genereller Reform vun dem Kannergeld männen, mä dozou hate mer d'Zäit net, dat kënnt an enger nächster Etapp.

Zum Schluss wëll ech, well mer nach hei an enger interessanter Matière sinn a well ech als Presidentin praktesch militäresch mat all menge Membere gefuer sinn,...

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Très bien!

► **Mme Simone Beissel** (DP), rapportrice.-...e ganz häerzleche Merci soen...

(Hilarité)

...an och lech, Här Kartheiser, speziell, well Dir sidd jo militäresch Disziplin gewinnt. Ech hinn lech gesot, heiansdo brauch och e gudden Offizier nach e besseren Admirol.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- En Admirol ass och en Offizier.

► **M. le Président.**- Loosst lech net beiren.

(Brouhaha)

► **Mme Simone Beissel** (DP), rapportrice.- Jo, mat anere Kompetenzen, ech kennen de Métier.

Wéi gesot, en häerzleche Merci un lech alleguerten. En häerzleche Merci awer och un d'Madame Secrétaire-administratrice Christiane Huberty, déi wierklich sech gediebelt huet, fir dass alles géif matzäit fäerdeg ginn. Ouni hir Hëllef wier dat alles guer net méiglech gewiescht.

En häerzleche Merci awer och dem Héichschoulminister Claude Meisch, dem aktuelle Statssekretär Marc Hansen a sengem Virgänger, dem André Bauler, mä doniewent och dem Philip Modert vun der Fraktioun an lech alleguerte als Memberen. Mir hinn heiansdo Joute-oratoiré gehat, et war kontrovers. Et war e Plaisir intellectuel, als Presidentin lech duerch dës Kommission ze féieren, an dofir en häerzleche Merci fir d'Nolauschteren, a mir wäerte virufueren, an deem flotte Secteur ze summenzeschaffen.

Villmools Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och der Madame Rapportrice. Der Vizepräsidentin rode mer, méi suergfälleg mam Chronometer émzegoen. Merci.

Als éischt ageschriwwen Riednerin huet d'Martine Hansen vun der CSV d'Wuert. Madame Hansen wann ech gelift.

Discussion générale

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Merci, Här President. Also, ech passe mam Chron



SÉANCE 32

JEUDI, 10 JUILLET 2014

Den Termin, wou mir den Arrêt kritt hunn, hätt bal net kenne méi schlecht leien, hunn d'Studenten dach eng Léisung, eng Planungs-sécherheet fir d'Semester duerno gebraucht, huet misse verhennert ginn, fir vun der Europäescher Kommissiou veruerteelt ze ginn. Mir hunn also leider missen énner staarkem Zäit-drock handelen - wat mer jo och gemaach hunn. Ech zitéiere meng egee Ried vum 9. Juli 2013:

„Entweder mer reagiere guer net, dann hu mer e Problem, well mir kréien nach zusätzliche Kloen, mir kenne keen Anticulum maachen a mir hunn eng Procédure d'infraction bei der Kommissiou lafen. Dat ass keng Léisung gewiescht.

Mir haten dann d'Léisung, fir eppes ze maachen. Do wieren erém zwou Méiglechkeete gewiescht: Mir kéinte probéieren, ganz kuerzfristeg e komplett neit Gesetz auszeschaffen. Leider ass d'Zäit net duergaangen. An ech mengen, mir hätten an där Zäit dann och net kenne mat de Partner schwätzen. Also hu mer eben déi zweit Léisung geholl. Mir maachen eis elo emol EU-konform a mir kucken, fir den Anticulum, esou wéi mer en am Moment virgesinn, kenneen am Gesetz anzebauen.“

Ech sot dunn och nach: „Ech hoffen also, datt mer elo wierklich genuch Zäit hunn, fir am Dialog dës nei Reform auszeschaffen. An och heimadden fänke mer net eréischt no der Rentrée un, mä mir fänken direkt un a mir si schonn amgaange mat Schaffen drun. Mir wäerten hei verschidde Kritären, wéi zum Beispill d'Mobilitéit, d'Aschreiwungsgebühren an awer och d'sozial Kritären analyseieren.“

Dir Dammen an Dir Hären, dës Kritäre louchen also schonn am Tirang - wou esou dacks gesot gëtt, datt do näisch war.

Ech kommen dann awer elo zum Projet de loi 6670 u sech. D'Reform vun de Studiebähellefe war absolut noutwendeg, do si mer eis, mengen ech, alleguer eens. Kloer ass och, datt huet misse eng Käschtenexplosion verhennert ginn. Sécher ass awer och, datt eis Ekonomie vill méi Leit mat Héichschoulfeschloss brauch, well iwwert d'Halschen vun den Aarbeitsplazien hei zu Lëtzebuerg verlaangen en Héichschouldiplom.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Dat ugestriechent Zil vun der viregter Regierung ass also nach émmer esou wichteg wéi virdrun an ech mengen - ech hoffen zumindest - vu kengem hei a Fro gestallt.

D'Madame Rapportrice, d'Madame Beissel, huet eis am Detail déise Gesetzesprojet virgedroen an duerfir wéll ech och net méi op all Detail agoen, mä ech konzentriere mech op d'Boursse selwer.

Ech hat lech scho gesot, datt d'Kritären, fir niest enger Basisbourse eng Mobilitéitsbourse an och sozial Kritären, falls et da machbar wär, ze berücksichtegen, d'lescht Joer och esou ugeuecht waren. Et war also an deem Senn och scho mat de verschidde Partner diskutéiert ginn. Den Terrain war also virbereet.

D'Kritäre vun der aler Regierung sinn deement-sprechend vun der neier iwwerholl ginn. Da kéint Der jo mengen: Firwat seet hatt dann elo net einfach, et ass d'accord? Mä leider kenne mer net mat der Gewiichtung vun dësen eenzelne Kritären, esou wéi se am Projet de loi virgesi sinn, averstane sinn.

Déi vun der Regierung proposéiert Bourse setzt sech zesummen - mir hunn et schonns héieren, ech wéll et awer nach eng Kéier widderhuelen - aus:

- enger Basisbourse vun 2.000 Euro,
- enger Mobilitéitsbourse vun 2.000 Euro,
- enger Bourse familiale, déi ee kritt, wa méi wéi ee Kand, dat heescht zwee a méi studéiere ginn, vu 500 Euro,

- enger Bourse sur critères sociaux, gestaffelt a siwe respektiv aacht Kategorien - well déjé-i-neg, déi náisch kréien, mengen ech, muss een och dozouzielen - vun téshent 0 an engem Maximum vun 3.000 Euro.

D'Studente kenneen e Basisprét kréie vu 6.500 Euro, an deen Deel vun der Bourse sur critères sociaux, dee se net kenneen als Bourse kréien, kenne se och zousätzlech als Prét besprochen.

Déi virgeschloë Basisbourse vun 2.000 Euro ass eiser Meenung no net héich genuch. Mir sinn der Meenung, datt d'Autonomie vum Student, déi jo esou wichteg war an nach émmer ass, mat dësem Gesetzesprojet net méi genuch va-

loriséiert gëtt. D'Basisbourse muss zumindest annähernd vergleichbar si mam Kannergeld.

D'Diskussiouen iwwer Ongerechtegekeiten téshent Schüler mat 19 Joer, déi nach am Lycée sinn an déi Kannergeld kréien, an de Studenten, déi am selwechten Alter schonn op der Uni uefaangen hunn, déi awer kee Kannergeld méi kréien, awer eng Basisbourse vun - an dësem Fall - némme 2.000 Euro kréien, sinn net ze verhennneren a sinn och verständlech.

Mir sinn als CSV der Meenung, datt d'Reform vun de Studiebähellefe hätt misse parallel zu där vun der Regierung annoncéierter Reform vun den Allocations familiales gemaach ginn. Mir hunn och heizou eng Partie Froen an der Kommissiou gestallt, mä leider hu mer do nach keng zefridstellend Antwort kritt. Mir wéissen och nach émmer net, wéi dat zukünftegt Kannergeld soll ausgesinn.

Här President, den Här Minister Meisch sot just, datt de Student awer net direkt vergleichbar wär mat engem Schüler. Hie wär jo schlüsslech schonns an enger anderer Liewenssituatioun.

An deem Senn géif et fir mech awer logesch schéng, datt de Student, dee jo schonns an enger anderer Liewenssituatioun ass, jo éischter méi misst kréie wéi e Schüler, deen awer an der Regel gratis an d'Schoul geet an doheem wunnt. Heesch dat, datt eist Kannergeld staark no énnen ugepasst gëtt? Soll d'Kannergeld an Zukunft nach manner héich si wéi d'Basisbourse, also manner wéi 2.000 Euro? Am Moment sinn dat nach 2.800 Euro bei engem Kand.

D'Madame Minister Cahen sot jo an der leschter Heure de questions hei virum Parlament, datt mer dést géife virum 31. Dezember gewuer ginn. Mir si gespaant!

Mam Critère de mobilité - ech mengen, do wonnert Der lech net - si mer komplett averstanen, hate mer deen dach och schonns d'lescht Joer proposéiert. Dat ass also náisch Neies vun der Regierung. Eis Méisproochegkeet, eis sproochlech Virdeeler, déi mer hoffentlech nach weiderhi férderen, erméglechen et eise Studenten, e grousse Choix vu méiglechen Unien ze hunn.

Et ass wichteg fir d'Entwicklung vun eisem Land, datt mer Héichschoulabsolventen aus ville verschidde Länner, vu ville verschidde Unien an Héichschoulen an eis Ekonomie zréckkréien. Diversitéit férder d'Entwicklung vun eiser Wirtschaft. Lëtzebuerg huet nach émmer vun dësem Fait profitéiert.

Domadder wéll ech awer net soen, datt mer d'Studéieren op der Uni Lëtzebuerg net och solle férderen. Neen, mir sollen déi zwou Saache maachen.

Éischte solle mer all jonk Leit encouragéieren, déi wéllen an d'Ausland studéiere goen - hinen et also och finanziell erlaben. An déi virgeschloë Bourse de mobilité ass eiser Meenung no an am Senn vun der Autonomie awer och ze niddreg. Ech ginn dorobber bei eisen Amendementer nach an.

De Lëtzebuerg Stat soll awer och déi Studenten énnerstézzen, déi op d'Uni.lu wéllen, an dést op zwou Aart a Weisen: éischte durch d'Énnerstézung vun der Uni iwwer budgetär Moyenan an zweetens doduerch, datt genuch bezuelbar Studentewunnenge geschafe ginn, an dést virun allem och fir d'Studenten aus dem Norden, déi dach trotzdem relativ wäit ze fueren hu bis op Belval.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Sou, da kommen ech nach zur Bourse sur critères sociaux. Dës mécht an Ärem Boursessystem e ganz héijen Undeel aus. An domadder gëtt d'Ofhängegeekt vun den Elteren erém méi grouss. Dëst ass contraire zum Prinzip vun der Autonomie, deen Der allerdéngs laut Ärem Exposé des motifs nach émmer bääbehale wéllt.

(*Interruption*)

No Ärer neier Berechnung kommen awer 35% vun de Résidentskanner guer net an de Genoss vun der Sozialbourse. 35% vun de Résidents-studente kréien also némme eng Basisbourse vun 2.000 Euro oder, wa se an d'Ausland studéiere ginn, also mat der Mobilitéitsbourse, 4.000 Euro. Wéi scho gesot, huet déi an Ärem System grouss Gewiichtung vun der Bourse sur critères sociaux eng stark Aschränkung vun der Autonomie als Konsequenz.

An derbäi kenneet dann och nach, datt dës Bourse mat engem relativ héijen administrativen Opwand verbonnen ass, muss dach fir all Demande de Revenu imposable vum Ménage kontrolléiert ginn.

An nach ee Kritikpunkt zu dësem Deel vun der Bourse: Bei der Bourse sur critères sociaux gëtt némme de Revenu zréckbehalen, mä net d'Unzuel vun de Kanner, déi am Haushalt

liewen. Et ass awer e groussen Énnerscheed, ob ee mat engem vergleichbare Revenu zu zwee, dräi, véier oder fënnef am Ménage ass.

D'Kannerunzuel - hei awer némme déi Kanner, déi effektiv studéieren - gëtt da bei der Bourse familiale, déi an den Amendementer vun der Regierung speíder derbäikoum, considéréiert. Dëst ass aus eiser Siicht net ganz konsequent. Wann eng Bourse sur critères sociaux, dann däer bei där Berechnung net némme de Revenu, mä et mussen och aner sozial Kritären - wéi den Numm et jo och seet - , wéi zum Beispill d'Zesummesetzung vum Haushalt, d'Unzuel vun de Kanner, gekuckt ginn.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Déi Sozialbourse, déi vun déser Regierung proposéiert gëtt, ass eng reng Bourse sur critères „salariaux“ an net „sociaux“.

Zur Bourse familiale ass awer och nach ervirze-sträichen, datt, wann Ár Berechnung stëmmt, net vill Studente vun déser wäerte profitéieren. Laut Árer Berechnung kréien nämlech némme knapps ee Fénnetel dës Bourse. Méi wéi 80% vun de Studente kenneen also net mat déser Bourse rechnen.

Dir Dammen an Dir Hären, Här President... Ech hätt lech misse virnennen, pardon!

► **M. le Président.**- Dat ass kee Problem.

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Nieft de Boursse wéll ech och nach op den Anticulum... (*Brouhaha et hilarité*)

...ze schwätze kommen. De Gesetzesprojet gesäßt vir, datt ee folgend Avantagen net ka cumuléieren: éischte d'Studiebähellefe, déi een och kéint kréien an deem Land, wou ee wunnt, esou wéi dat och am leschte Gesetz scho virgesi war. An zweetens, ech zitéieren: «tout avantage financier découlant du fait que le demandeur est un étudiant au sens de la présente loi».

Dësen zweete Punkt ass esou vag gehalen, datt dat immens vill kéint sinn. Et ass laut dem Här Minister Meisch net virgesinn, fir dést an engem Règlement grand-ducal ze definéieren. Par contre soll am CEDIES eventuell eng Lësch opgestallt ginn, zumindest fir déi wichteg Länner oder d'Nopeschlännner, wat do kéint drafalen. Hei stellen ech mer d'Fro, wéi d'Administration kontrolléiere kann, ob de Student dann och all dës Pabeiere liwwert, wou hien esou en Avantage financier, doduerch datt hien e Student ass, kéint kréien.

Ech stelle mer hei awer virun allem och d'Fro vum Kannergeld. Wéi Der wësst, ass hei zu Lëtzebuerg mam Gesetz vun 2010 d'Kannergeld fir eis Résidentsstudenten ofgeschaافت ginn. Op däer anerer Säit kenneen d'Frontalierskanner awer nach Kannergeld an hirem Land kréien. Dëst mécht zum Beispill an der Belsch téshent 1.400 an 2.900 Euro aus, an Däitschland téshent 2.200 an 2.900 Euro. Dëst sinn also keng négligeabel Zommen, bal alleguer méi héich wéi eis Basisbourse.

Ech sot schonns genee virun engem Joer hei op déser Platz, als Antwort op dem Här Adam seng Fro a punto Kannergeld - ech zitéieren: „Mir kenne mat dësem kuerzfristige Gesetz kein Anticulum maachen téshent enger Aide financière pour études supérieures an engere Allocation familiale. Mir wäerten awer do fir déi nächste Kéier eng Léisung hunn. Mir hunn och schonn eng am A.“ An ech sot och: „Mä just, dann hätt mer missen zwee Gesetzer ännieren. An Dir wësst: Vum 20. Juni bis elo ass net grad vull Zäit!“

Wat heescht dat elo konkret? Mä ech hat en Avis juridique, dee sot - ech zitéieren: «Il ne me semble pas possible de prévoir une règle de non-cumul de l'aide financière versée par l'Etat luxembourgeois avec les allocations familiales que peuvent percevoir les parents de l'étudiant. Ceci serait complètement contraire à la logique qui était à la base de la loi du 26 juillet 2010. De toute manière, les allocations familiales ont, y compris en droit de l'Union européenne, une autre nature que les aides financières.»

Den Arrêt vum Europäische Gerichtshaff iwwert d'Elteregeld a Kannergeld an der Affär C-347/12 am Mee vun dësem Joer seet, datt fir Bähellefen, déi de même nature sinn, en Anticulum gemaach ka ginn an datt „de même nature“ heescht, wann hiren Objet, hir Finalitéit, hir Berechnungsmodus, d'Konditiounen, fir se kenneen ze beusprochen, déiselwecht sinn a wann den Empfänger deeselwechten ass.

D'Fro stellt sech also, ob d'Finalitéit vun der Studiebähellefe déiselwecht ass wéi déi vum Kannergeld, ob den Objet deeselwechten ass wéi dee vum Kannergeld. Ech erénnere just elo nach eng Kéier un den Avis juridique vu virdrun, dee sot, déi zwou Aidë wären net de même nature.

Mir haten opgrond vun dësem Uerteel och den Här Minister Meisch gefrot, fir en Avis juridique ze kréien. Dësen Avis krute mer och op eis Nofro hin, an ech géif och dee gären hei zitéieren: «La motivation donnée par le commentaire des articles n'est dès lors pas invalidée par cet arrêt. Elle me semble par ailleurs, et au-delà de l'arrêt, suffisamment plausible pour avoir des chances d'être défendable en cas de contestation devant la Cour de Justice.»

Ech weess net, wéi Dir dat gesitt, mä esou ganz 100% iwwerzeugend kléngt anescht, an dat hat den Här Minister Meisch och deemoos an der Kommissiou bestägt. 2013 huet den Avis juridique also gesot, et schéngt net méiglech ze sinn. 2014 seet den Avis, et kéint plausibel genuch sinn, fir Chancen ze hinn, am Fall vun enger Contestatioun et kenneen ze verteidegen.

Wann den Anticulum mam Kannergeld net garantéiert ass, da riskiéiere mer dës Kéier eng Diskriminéierung vun eise Résidentskanner vis-à-vis vun eise Frontalierskanner, wat mer net kenneen akzeptéieren. An ech froe mech, ob déi iwwerhaapt e Reklamatiounsrecht hunn. Ech mengen, dat missten eis Juriste préiwen. Ech mengen net, et ass eng national Saach. Eis Résidentskanner wäerte wahrscheinlich kaum géint déi franséisch, däitsch Gesetzgebung iwwer Kannergeld kloen, well si duerch deen eegene System hei benodeelegt sinn.

Ech hat d'lescht Joer och gesot, wa mer dësen Anticulum net hikritten, dann hätt mer missen zwee Gesetzer ännieren, nämlech d'Studiebähellefe an d'Kannergeld. Am Noutfall hätt mer d'Kannergeld erém missen aféieren. De Problem war also bekannt. An als CSV bedauere mer, datt déi aktuell Regierung, déi jo bekanntlech un der Reform vun den Allocations familiales schafft, dës Léisung net emol a Betrucht gezunn huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'lescht Joer am Juli sot den Här Berger op déser Platz - ech zitéieren:

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- „Et wäerten eng ganz Rei Paperassé méi gefrot ginn. Et gëtt méi komplex, d'Prozedur.“

(*Interruption*)

Sou. Ma ech wäert lech beweisen, datt bei Ärem nach vill méi ass, Dir hutt et jo berechent souguer!

Et ass also vläicht d'lescht Joer schonns e bësse méi komplex ginn, well d'Studenten hu misse beleeën, wéi eng Studiebähellefe se kéinten an hirem Land kréien. Ech muss awer feststellen, datt mat déser Reform nach vill méi Paperassé gebraucht ginn, datt d'Prozedur nach vill méi komplex wäert ginn, wéi den Här Berger dat d'lescht Joer nach kritiséiert huet.

Virun allem d'Bourses sur critères sociaux, wou bei all Dossier muss de Revenu imposable vum Haushalt kontrolléiert ginn, mä awer och den Anticulum mat alle méiglechen Héllefen, déi ee ka kréien, well ee Student ass, déi awer, ech widderhuelen et, net genau définéiert sinn, be-deiten e groussen zousätzlechen administrativen Opwand fir de CEDIES.

► **Une voix.**- Genua. Ganz richteg.

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Laut Áre Berechnunge bedeit de proposéierte System en zousätzlechen Aarbechtsopwand vu sechs Minutte pro Dossier, wat op d'Joer gerechent - ass dat net vill? -, wat op d'Joer gerechent 2.500 Aarbechtsstonnen ausmécht, annerhalfe Aarbechtskraft. Dat ass schonns relativ vill. Also eng Administratioun, déi éischte méi wäert kaschten an zweetens méi komplex wäert ginn, wat jo absolut contraire zur Simplification administrative ass!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ier ech op eis virgesch



SÉANCE 32

JEUDI, 10 JUILLET 2014

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Ech géif dem..., oder ech soen dem Här Berger et, den Här Bettel ass net hei: Mir wölle dat gäre maachen. Mir si bereet, dat ze maachen, mä Dir musst eis et awer och maache loossem! Mir sinn an désem Dossier, esou emfannen ech dat zu-mindest, zimlech ofgewimmelt ginn, an net némme mir.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Une autre voix.**- Wien nach?

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Wéi soll ee konstruktiv matschaffen, wann een net därf matdiskutéieren? Wéi hätte mer solle mat den Amendementer kommen, wa mer nach guer net konnten iwwert de Projet de loi diskutéieren?

Schonns de 4. Abrëll hat d'CSV-Fraktiou...

(Brouaha)

► **M. le Président.**- Wann ech gelift! Wann ech gelift! Just d'Madame Hansen huet am Moment d'Wuert.

► **Mme Nancy Arendt (CSV).**- Den Här Berger lauschtet net no.

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Schonns de 4. Abrëll hat d'CSV-Fraktiou schréftlech ugefrot - ech hunn d'Demande hei leien -, fir de Projet de loi op den Ordre du jour ze kréien. An dat extra mam Hiweis, datt d'Zäit géif drängen, datt et urgent wär! Well ech wousst, d'lescht Joer ass den 20. Juni den Arrêt komm a mir hu misse bis Ufank Juli eppes hunn. Dëst Joer hate mer méi laang Zäit, an duerfir wollt ech och gären éischter driwwer schwätzen. Als Antwort krute mer gesot, an dat, mengen ech souguer och, vum Här Berger, datt et net Usus wär, iwwer e Gesetzesprojet ze schwätzen,ouni datt den Avis vum Statsrot do wär.

Da kënnt elo erëm eng Kéier meng nach net ganz vill Erfahrung an der Politik an d'Spill. Mir ass et zimlech egal, ob eppes Usus ass oder net. Wann d'Zäit eis forteeft an esou engem wichtige Projet,...

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- ...an d'Bildung soll èmmer prioritar behandelt ginn, da muss dat diskutéiert ginn. Wann ee Problem do ass, da muss e geléist ginn. An e kann némme da geléist ginn, wann een zesummen driwwer diskutéiert. Oder anesch formuléiert, wann d'Regierung, wann d'Majoritéitspartie gären hätten, datt d'Opposition kann zu enger Léistung bädroen, da musse se hir och eng seriö Geleeënheet duerfir ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Avis vum Statsrot war, esou wéi d'Madame Beissel et gesot huet, den 3. Juni erauskomm. De 17. Juni war et dunn esou wäit, mir hunn an der Kommissioune iwwert dësen Avis diskutéiert an iwwert déi noutwendeg Amendementer, déi vun der Regierung da virgeschloe gi waren. D'Pétitionnairen haten eng Onlinepetition lafen, déi um Wee war an déi bal 6.000 Ènnerschréfte kritt huet. Si hunn also och nach misse gehéiert ginn, a leider muss ech hei soen, datt dat Verb „missen“ hei am Senn vun Zwang gebraucht ginn ass.

Et war a mengen Aen erëm eng Kéier némme eng Flichtübung, well: Wat ass schlussendlech mat därf Diskussion geschitt? No laangem Hin an Hier krute mer zwar erlaabt, fir no der Petitioun nach eemol an eis Fraktiou ze goen an iwwert de Pétitionnairen hir Vuen an och iwwer eis Amendementer ze diskutéieren, mä dee-selwechten Dag krute mer dunn awer de Vir-worf gemaach, mir kéimen ze spéit mat den Amendementer. Op gutt Lëtzeburgesch heesch dat, an ech drécke mech elo fein aus: mat engem de Geck maachen!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat Netdiskutéiere wéi Zäit war, wéi et gefrot war, deen duerno ageschloenen TGV-Tempo, fir alles an enger Woch duerchzezéien, den Émgang mat de Pétitionnairen, awer och mat der Opposi-tion, dat ass keng Aart a Weis, fir konstruktiv an esou engem wichtegen Dossier ze schaffen. Dëst ass schued, an dat virun allem och, well dës Regierung sech Transparenz a Kommunikatioun grouss op hire Fändel geschriwwen huet.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Wat ass mat dëse gudde Virsätz geschitt? Dat froen ech mech!

Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV huet mat hire proposéierten Amendementer folgend Zi-ler verfollegt: éischtens, den Autonomieprinzip erëm méi staark ze férderen, esou wéi dat och vun de Studente gefuerdert gëtt, zweetens, de budgetäre Kader dobäi ze respektéieren, drët-ten, den administrativen Opwand ze limitiéieren, véiertens, de sozial benodeelegte Familljen

zousätzlech ènnert d'Äerm ze gräifen, fénnef-ten a schliisslech, d'Leeschung erëm ze en-courageéieren.

Och do war ech iwwregens erstaunt, wéi ech nogelies hunn, datt d'DP dat d'lescht Joer och gefrot huet. Den Här Berger sot nämlech, ech zitéieren: „Et misst een och iwwerleéen, ob een net de Facteur Leeschung mat erabréngt“. Dat heesch, ech ginn dervun aus, datt zumindes een Amendement vun eis och vun der DP d'Zoustëmmung fénnt.

Eise proposéierte Modell gesäßt elo folgender-moossen aus: eng Basisbourse vun 2.750 Euro; eng Mobilitéitsbourse vun 2.750 Euro; eng Sozialbourse vu 1.500 Euro fir déi Familljen, déi d'Allocation de vie chère kénéne beusprochen; eng Leeschungsprime, wann een den éischten, zweeten, drëtte Cycle an der Regelstudien-zäit ofgeschloss huet. Dës Prime wär fir den éischte Cycle 1.500 Euro, fir den zweeten 2.000 Euro a fir den drëtten 5.000 Euro. D'Aschreibungsgebühren an d'Härtefäll gi wei-derhi wéi am fréiere Gesetz berücksichtegt. D'Studente kéint e Basisprét vu 6.500 Euro kréien an déjéineg, déi d'Sozialbourse net kíinte beusprochen, kíinten och déi 1.500 Euro als Prét ufroen.

Datt mir mat eisem proposéierte Bourssesystem eis Ziler, déi ech lech elo grad beschriwwen hunn, kénénen erreechen, wéll ech lech erklären a begrënnen: Den administrativen Opwand kréie mer däitlech duerch eis Bourse sociale begrenzt. Fir eis Résidentsstudenten entsteet hei keen zousätzlechen Opwand. Dés Famillje sinn nämlech schonns am System vun der Allocation de vie chère erfaasst. Just eis Frontaliers-studente mussen hire Revenu an hir Zesumme-setzung vum Haushalt deklaréieren, an hei och net all Studenten, mä némme déjéineg, déi mengen, datt si hei a Fro kíimen. Mir schätzen, dat wäerten 30% vun de Frontalierskanner sinn.

Eis Fiche financière weist ènnerdeems, datt eise System net méi deier wäert ginn, wéi dee vun der Regierung virgeschloene System. Et ass also eng seriö Alternativ, déi och de Budgetskader a Betreucht hält.

Wéi mer d'Leeschung gäre welle férderen, ech mengen, dat brauch ech hei net méi nach am Detail ze erklären, d'Leeschungsprime schwätzit fir sech. Mir sinn als CSV der Meenung, datt mer an eisem gesamten Éducatiounssystem mussen d'Leeschung fudereren an och férderen. Net némme d'Leeschungsfäigkeit, mä och d'Leeschungsbereetschaft ass eng absolut noutwendeg, wichteg Eege-schaft, an dat net némme am Studium, mä och am spéidere Beruffsliewen.

Déi sozial benodeelegt Familljen énnert: Bei eiser Bourse sociale baséiere mer eis op déi allgemeng unerkannt Kritäre vun der Allocation de vie chère. Et ass an eisen Aen eng richteg sozial Bourse. Deene Familljen, déi wierklech an enger finanziell schwieriger Situation liewen an déi also dowéinst och an d'Eligibilitéit vun der Allocation de vie chère kommen, deene Famillje gëtt zousätzlech ènnert d'Äerm geograff. A bei deene Kritäre gëtt net némme de Revenu gekuckt, wéi dat bei der sougenannter „bourse sur critères sociaux“ de Fall ass, mä och d'Unzuel vun de Leit, déi zum Ménage gehéieren - absolut noutwendeg bei enger sozialer Bourse; ech hat dat schonns erwähnt.

Da kommen ech awer elo zu eisem Haaptzil: de Prinzip vun der Autonomie erëm méi ervirze-sträichen. Op därf enger Säit setze mer d'Basis-bourse an d'Mobilitéitsbourse erop an op därf anerer Säit ännere mer d'Gewiichtung vun der sozialer Bourse. Ech wéll versichen, dat un engem Beispill méi konkret ze illustriéieren a mat Ärem System ze vergläichen.

Ee Student, deen an d'Ausland studéiere geet, wat fir 80% vun eise Studenten de Fall ass, kritt laut Ärem Modell d'office 4.000 Euro. Well 80% och keng Famillje bourse kréien a praktesch 36% och keng Bourse sur critères so-ciaux, kann ee soen, datt méi wéi een Drëttel vun eise Résidentsstudenten, déi an d'Ausland ginn, laut Ärem Modell just 4.000 Euro kréien.

Laut eisem proposéierte Modell kritt jiddwer-en d'office 5.500 Euro, jeeweils 2.750 Euro Basis an 2.750 Mobilitéit. Wann dës Studenten och nach d'Leeschungsprime kréien, wa se an der Regelstudienzäit hire Cycle ofgeschloss hunn, wat laut Statistik ongeféier 60% fir den éischte Cycle sinn, da kritten déi op d'Joer berechent - ech kann dat jo némme op d'Joer berechnen, se kann eréisch duerno ausbezuelt ginn - am Ganze 6.000 Euro. Fir den zweete Cycle sinn et laut Statistik 50% vun de Studen-ten, déi deen an der Regelstudienzäit färdeg kréien. Bei deene géif et op d'Joer gerechent 6.500 Euro ginn.

Och wann een dës Leeschungsprime net esou kann op d'Joer rechnen - duerfir hunn ech jo mat enger faktiver Moyenne gerechent -, kann ech awer festhalen, datt méi wéi een Drëttel

vun de Résidentsstudenten an Ärem Modell 4.000 Euro d'Joer Bourse kréien, während se bei eis op d'mannst 5.500 Euro kritis. Mat 5.500 -respektiv 6.000 oder 6.500 mat Leeschungsprime - si mer awer sécherlech erëm méi no bei der Autonomie.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir welle mat eisen Amendementer de Prinzip vun der Autonomie férderen, esou wéi en d'lescht Joer op dëser Plaz ganz gutt vum Här Fayot, dem Här Ben Fayot, beschriwwen ginn ass - ech zitéieren: „Den Objektiv ass et - an dozu sti mir, Här President -, de Student als onofhängen, intellektuelle Schaffenden ze betreuechten, hien also als Erwuessenzen ze betreuechten, dee selwer decidéiert, wat e studéiert, a mat der finanzieller Studentenhëlfel onofhängig liewe kann.“

Mir sinn der Meenung, datt dëse Projet, wéi en eis hei virläit, net genuch dem Autonomieprinzip Rechnung dréit, deen hei viru geneet zwiefle Méint vun engem LSAP-Deputéierte flott verdeedegt gouf.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Dëse Prinzip ass awer au contraire staark ofgeschwäch ginn, an dëst virun allem duerch den héien Undeel vun der Bourse sur critères sociaux, enger Bourse, déi also un d'Gehälter vun den Eltere gebonnen ass an déi am Fong herno ville Studenten net zouként.

Mir hunn also intensiv an der Fraktiou un dësem Dossier geschafft an hunn och eis Amendementer ausgeschafft an an der Kommissioune presentéiert, wéi iwwregens och déi zwou aner Oppositionskräften, déi Lénk an d'ADR, déi och flässig hei matgeschafft hunn. Leider si se vun der gesamter Majoritéit allesamt en bloc refuséiert ginn. Ech wäert duerfir mäi Glück nach eemol probéieren, an der Hoffnung, datt ech e puer Memberen hei am Plenum konnt iwwerzeegen, déi Reform trotzdem anesch ze gestalten.

Ech déposéieren also nach eemol eis Amendementer dem Chamberspresident, fir se zum Vote ze stellen. Wann ech gelift.

► **M. le Président.**- Merci.

Amendements parlementaires proposés par le groupe politique CSV

Exposé des motifs

Les présents amendements ont pour objectif de redéfinir les montants des bourses octroyées aux étudiants. Si le système se veut équitable et s'il veut considérer la situation socio-économique de l'environnement dans lequel vit l'étudiant, il doit avant tout garantir l'indépendance de l'étudiant délié de son environnement familial.

La loi du 26 juillet 2010 avait proposé un changement de paradigme qui permettait à tout jeune de suivre des études supérieures de son choix et ce indépendamment du pouvoir financier de ses parents. Le but à terme étant l'augmentation du nombre des diplômes de l'enseignement supérieur. L'initiateur du projet de loi en question voyait l'étudiant comme un jeune adulte responsable et indépendant de ses parents. Cette notion d'autonomie de l'étudiant est essentielle et devra être remise en valeur dans la refonte du système d'aide financière de l'Etat pour études supérieures, tout en tenant compte des capacités budgétaire de l'Etat.

Chaque étudiant touche une bourse de base à hauteur de 2.750 euros par année académique. Une bourse de mobilité de 2.750 euros par an est accordée à l'étudiant qui poursuit ses études dans un pays autre que celui dans lequel il réside habuellement et s'il peut apporter la preuve qu'il subit des charges en relation avec la prise en location d'un logement. Les amendements visent par ailleurs de venir en aide aux familles les plus défavorables. Les ménages qui remplissent les critères pour bénéficier de l'allocation de vie chère peuvent ainsi toucher une bourse sociale à hauteur de 1.500 euros supplémentaires. Ce critère évite en outre d'alourdir la charge administrative pour le Centre de Documentation et d'Information sur l'Enseignement Supérieur.

Qui plus est, les présents amendements proposent de revenir aux primes d'encouragement de la loi du 22 juin 2000. Ces primes, allant de 1.500 à 5.000 euros, seront attribuées une fois que l'étudiant a terminé avec succès ses études dans le cycle d'études respectif et dans la durée officielle du cycle concerné.

Les modalités quant au prêt ainsi que l'appui financier concernant les frais d'inscription sont également pris en compte et restent inchangés.

Amendements et commentaires

Amendement 1 concernant l'article 1^{er}

L'alinéa 1 de l'article 1^{er} du projet de loi est modifié comme suit:

«L'aide financière sous forme de primes d'encouragement est accordée par le ministre, sur demande écrite de l'étudiant à présenter dans les délais et formes à fixer par règlement grand-ducal.»

charge d'intérêts et, de subventions d'intérêts et de primes d'encouragement.»

Commentaire:

Cet amendement marque le retour des primes d'encouragement qui seront octroyées à l'étudiant méritant, i.e. celui qui réussit son cycle d'études dans la durée officiellement prévue.

Amendement 2 concernant l'article 1^{er}

Un nouvel alinéa 3 est inséré entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3 (nouvel alinéa 4) de l'article 1^{er} du projet de loi avec la teneur suivante:

«L'aide financière sous forme de primes d'encouragement est accordée par le ministre, sur demande écrite de l'étudiant à présenter dans les délais et formes à fixer par règlement grand-ducal.»

Commentaire:

Ce nouvel alinéa 3 crée la base légale pour la prise d'un règlement grand-ducal déterminant les délais et formes à respecter par l'étudiant dans le cadre de l'introduction de sa demande en obtention de primes d'encouragement.

Amendement 3 concernant l'article 1^{er}

L'alinéa 3 (nouvel alinéa 4) de l'article 1^{er} du projet de loi est modifié comme suit:

«Le montant total annuel de l'aide financière est fixé à un maximum de dix-huit mille sept deux cents euros. Ce montant total ne tient pas compte des primes d'encouragement.»

Commentaire:

Le montant total de l'aide financière de l'Etat par année s'élève à 18.200 euros maximum. À ce montant s'ajoutent les primes d'encouragement qui varient entre 1.500 euros et 5.000 euros en fonction du cycle d'études concerné.

Amendement 4 concernant l'article 4

Le point 1 du paragraphe 1 de l'article 4 du projet de loi est modifié comme suit:

«1. Bourse de base: la bourse de base est accessible à l'étudiant qui satisfait aux critères des articles 2 et 3 de la présente loi et qui est inscrit dans un programme d'enseignement en dehors des frontières nationales du pays de résidence du ménage dont il fait partie et qui apporte la preuve qu'il supporte les frais inhérents à une prise de location d'un logement. Le montant par année académique est fixé à deux mille sept cents cinquante euros;»

Amendement 5 concernant l'article 4

Le point 2 du paragraphe 1 de l'article 4 du projet de loi est modifié comme suit:

«2. Bourse de mobilité: la bourse de mobilité est accessible à l'étudiant qui satisfait aux critères des articles 2 et 3 de la présente loi et qui est inscrit dans un programme d'enseignement en dehors des frontières nationales du pays de résidence du ménage dont il fait partie et qui apporte la preuve qu'il supporte les frais inhérents à une prise de location d'un logement. Le montant par année académique est fixé à deux mille deux mille sept cents cinquante euros;»

Commentaire:

<



SÉANCE 32

JEUDI, 10 JUILLET 2014

nuel pour salariés non qualifiés: deux mille six cents euros;

c) revenu total annuel compris entre une fois et demie et deux fois le salaire social minimum annuel pour salariés non qualifiés: deux mille deux cents euros;

d) revenu total annuel compris entre deux fois et deux fois et demie le salaire social minimum annuel pour salariés non qualifiés: mille huit cents euros;

e) revenu total annuel compris entre deux fois et demie et trois fois le salaire social minimum annuel pour salariés non qualifiés: mille quatre cents euros;

f) revenu total annuel compris entre trois fois et trois fois et demie le salaire social minimum annuel pour salariés non qualifiés: mille euros;

g) revenu total annuel compris entre trois fois et demie et quatre fois et demie le salaire sociale minimum annuel pour salariés non qualifiés: cinq cents euros; le revenu annuel global de la communauté domestique dont il fait partie ne dépasse pas les deux mille neuf cent soixante-seize euros pour une personne seule. Cette limite de revenu est augmentée de mille quatre cent quatre-vingt-huit euros pour la deuxième personne et de huit cent quatre-vingt-douze euros et quatre-vingt centimes pour chaque personne supplémentaire dans le ménage. Ces montants correspondent au nombre cent de l'indice pondéré du coût de la vie au 1^{er} janvier 1948. Ils sont adaptés annuellement à la cote d'application applicable au 1^{er} janvier de l'année en cours suivant les modalités applicables aux traitements des fonctionnaires de l'Etat et à toute variation du salaire social minum.

Les montants de revenu prévus à l'alinéa qui précède peuvent en une ou plusieurs étapes être relevés par règlement grand-ducal, sans que cette augmentation ne puisse dépasser 20%.

La bourse sociale s'élève à mille cinq cents euros par année académique.»

Commentaire:

Les seuils de revenus pour la bourse sociale sont ceux retenus pour l'allocation de vie chère, telle que définie au règlement du Gouvernement en Conseil du 19 décembre 2008 portant création d'une allocation de vie chère. Ces niveaux de revenus permettent d'introduire une certaine dose de sélectivité sociale dans le système des bourses pour études supérieures et visent ainsi à soutenir prioritairement les étudiants issus des communautés domestiques les moins aisées au niveau socioprofessionnel. Comme les allocations de vie chère sont pratiquées au Grand-Duché du Luxembourg depuis des années déjà, le recours aux seuils de revenus y visés pour évaluer les besoins en financement supplémentaire de l'étudiant aboutit en outre à une simplification administrative et une réduction des coûts dans le traitement des dossiers.

Amendement 7 concernant l'article 4

Le point 4 du paragraphe 1 de l'article 4 du projet de loi est supprimé.

«4. Bourse familiale: la bourse familiale est accessible à l'étudiant si parallèlement un ou plusieurs autres enfants, faisant partie du même ménage que lui, tombent sous le champ d'application de la présente loi. Le montant par année académique est fixé à cinq cents euros.»

Amendement 8 introduisant un nouvel article 5

Un nouvel article 5 est inséré entre l'article 4 et l'article 5 actuel (nouvel article 6) avec la teneur suivante:

«Art. 5. Prime d'encouragement

La prime d'encouragement est déterminée par le diplôme obtenu; ni la situation financière et sociale de l'étudiant, ni celle de ses parents ne sont prises en considération. Le montant de la prime d'encouragement varie suivant le cycle d'études:

- Une prime d'encouragement de 1^{er} cycle d'un montant de mille cinq cents euros est accordée aux étudiants ayant terminé avec succès leur 1^{er} cycle d'études et dans les délais officiellement prévus pour le cycle d'études visé. Cette prime n'est accordée qu'une seule fois aux étudiants concernés.

- Une prime d'encouragement de 2^e cycle d'un montant de deux mille euros est accordée aux étudiants ayant terminé avec succès leur 2^e cycle d'études et dans les délais officiellement prévus pour le cycle d'études visé. Cette prime n'est accordée qu'une seule fois aux étudiants concernés.

- Une prime d'encouragement de 3^e cycle d'un montant de cinq mille euros est accordée aux étudiants ayant terminé avec succès leur 3^e cycle

d'études et dans les délais officiellement prévus pour le cycle d'études visé. Cette prime n'est accordée qu'une seule fois aux étudiants concernés.»

Commentaire:

La prime d'encouragement vise à récompenser les étudiants méritants, i.e. ceux ayant terminé leurs études dans les délais prévus.

La prime d'encouragement est déterminée par le diplôme obtenu; ni la situation financière et sociale de l'étudiant, ni celle de ses parents ne sont prises en considération. Le montant de la prime d'encouragement varie suivant le cycle d'études. La prime d'encouragement est octroyée à condition de ne pas dépasser la durée prévue pour le cycle d'études en question.

Amendement 9 concernant l'article 5 (nouvel article 6)

Le paragraphe 1 de l'article 5 (nouvel article 6) du projet de loi est modifié comme suit:

«(1) Le montant du prêt garanti par l'Etat avec charge d'intérêts et avec subvention d'intérêts se compose d'un prêt de base de six mille cinq cents euros par année académique. Le prêt de base de l'étudiant ne bénéficiant pas de la totalité de la bourse sur critères sociaux sociale définie à l'article 4, paragraphe 1^{er}, point 3, peut être majoré d'un montant maximal de trois mille mille cinq cents euros duquel est déduit le montant de la bourse sur critères sociaux accordée.»

Commentaire:

En plus des bourses pour études supérieures, tout étudiant a la possibilité de bénéficier d'un prêt garanti par l'Etat avec charge d'intérêts et avec subvention d'intérêts à hauteur de six mille cinq cents euros par année académique. Si l'étudiant n'a pas pu percevoir la bourse sociale, il lui est possible d'augmenter le montant du prêt à hauteur du montant prévu par la bourse sociale, à savoir mille cinq cents euros et donc un total de 8.000 euros.

Amendement 10 concernant l'article 7 (nouvel article 8)

Le paragraphe 1 de l'article 7 (nouvel article 8) du projet de loi est modifié comme suit:

«(1) Les bourses et les prêts sont alloués pour la durée d'une année académique; ils sont liquidés en deux tranches semestrielles par année académique en cours. La bourse définie à l'article 4, paragraphe 1^{er}, point 4, est liquidée en une seule tranche uniquement au semestre d'été. La prime d'encouragement est allouée après que l'étudiant ait apporté la preuve d'avoir terminé avec succès son cycle d'études dans les délais prévus par le cycle en question.»

Commentaire:

Pour pouvoir profiter d'une certaine stabilité financière, les bourses et les prêts sont alloués pour la durée d'une année académique et liquidés par rythme semestriel. La prime d'encouragement, octroyée après l'achèvement d'un cycle d'études, est liquidée au moment indiqué.

Amendement 11 concernant l'article 9 (nouvel article 10)

Le paragraphe 2 de l'article 9 (nouvel article 10) est modifié comme suit:

«(2) Pour l'aide accordée sous forme de bourses et de primes, le bénéficiaire doit en outre payer des intérêts au taux légal à partir du jour du paiement jusqu'au jour de la restitution.»

Commentaire:

Le présent amendement vise à étendre le régime des pénalités dues en cas d'obtention des aides au moyen de déclarations inexactes ou incomplètes aux primes d'encouragement.

Estimation de l'impact financier

Bourses	Résidents	16.000	Frontaliers	9.000	Montant	Résidents	Frontaliers	Total/Coût
Bourse de base	100%	16.000	100%	9.000	2.750	44.000.000	24.750.000	68.750.000
Bourse de mobilité	80%	12.800	10%	900	2.750	35.200.000	2.475.000	37.675.000
Bourse sociale	10%	1.600	30%	2.700	1.500	2.400.000	4.050.000	6.450.000
Frais d'inscription								5.000.000
Prime d'encouragement*								7.622.000
								125.497.000

*

1^{er} cycle (BA) 1.500 dans les délais prévus (estimations à 60%)

2^e cycle (MA) 2.000 dans les délais prévus (estimations à 50%)

3^e cycle 5.000 dans les délais prévus

(s.) Martine Hansen, Diane Adehm, Nancy Arendt, Emile Eicher, Léon Gloden, Françoise Hetto-Gaasch, Octavie Modert, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Marco Schank, Serge Wilmes.

► Mme Martine Hansen (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann och dëse Vote negativ ausgeet, da wäert d'CSV, an

dat no laanger interner Diskussioun, an dämer awer unanime zu enger Konklusioun koumen, géint dëse Projet de loi stëmmen.

Ech résuméieren nach eemol kuerz eis Haaptgrënn: Éischtens, d'Philosophie, déi hannert Arem Projet steet, ass eiser Meenung no contraire zum Prinzip vun der Autonomie. Zweetens, eis proposéiert Amendementer sinn en bloc an der Kommission refuséiert ginn - wéi et elo hei ausgeet, weess ech jo net - a mir kënnen de Virworf, datt se ze spéit erakomm sinn, net akzeptéieren. An drëttens, beim Anticumul mam Kannergeld risquére mer eng Diskriminéierung vun eise Résidentskanner.

Ech soen lech Merci.

► Plusieurs voix.- Très bien!

► M. le Président.- Merci och der Madame Hansen. Als nächste Riedner ass den Här Eugène Berger fir d'DP ageschriwwen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

► M. Eugène Berger (DP).- „Doch vergessen wir die Anfänge der Misere nicht. Es war der Studienbeihilfeminister aus vergangenen Tagen, der diesen ganzen Mist angezettelt hat mit seiner tollen Reform, die ihm jetzt den Buckel runterrutscht. Schliesslich sitzt er nun als Europarichter gemüthlich auf dem Kirchberg. Weil nun die ganzen Klagen kommen, kann er ja die Urteile schreiben.“

Här President, dat ass an enger Zeitung „Für Wahrheit und Recht“, am „Lëtzebuerger Wort“, vum Michèle Gantenbein den 28. Juni.

Ech kann némme soen: Oh, wéi recht huet déi Journalistin! Dat ass also, firwat mer - wann een e Bléck zréckgeheit vläicht, fir iwwert den 13. oder iwwert de Juli 2013 erauszeugen, fir eng Kéier dat Ganzt ze illustréieren - eis haut eigentlech nach eng Kéier müssen hei an der Chamber treffen e ganzen Noméetten, fir eigentlech eng Zopp vu fréiere Feelschléi riichtzebéien.

Ech wéilt awer ganz kuerz nach op den Historique agoen. Effektiv ass et esou, datt 2010, kuerz virun de Gemengewahlen - dat war vläicht en Zoufall - den deemolegen Héichschoulminister mat enger Reform vun den Studentesubsides komm ass. Et muss ee soen, datt eigentlech deemools net direkt eng Demande do war, fir eng Form vu Studentesubsiden anzeféieren.

Deemools war et awer eng Argumentatioun, déi och op deem baséiert huet fir ze spueren. Dir kënnnt lech vläicht erënneren, mir waren an engem Kontext vun „no Kris“, an d'CSV hat d'Iddi, fir beim Kannergeld ze spueren, beim Kannergeld vun de Kanner vun de Frontalier, déi hei zu Lëtzebuerger schaffen, an datt een dann amplaz grousszügeg Subsiden eleng fir déi Lëtzebuerger Studente géif aféieren. Deemools ass och estiméiert ginn: 20 bis 30 Millioune kéint een do all Joers spueren.

Mir haten deemools scho gewarnt - also ech ginn e bësselchen iwwert dee Juli vum leschte Joer eraus -, datt dat éischtens e Modell wier, dee sozial ondifferenziert wier - och schonn deemools -, datt et an enger Logik wier vu Pai an Autonomie vum Student, déi een awer esou net kéint gëlle loassen. Mir haten och Problemer dermat, datt dann en Ausschluss wier vun engere Rei vu Kanner, nämliech déi vun deinen Elteren, déi hei zu Lëtzebuerger och schaffen an och zu eisem PIB bäidroen. A mir haten och deemools scho gewarnt, gesot: Dat do ka schiffoen, do kënnne mer an Europa op d'Nues falle.

Et muss een och soen, datt deemools de Spuerer eff ausbliven ass - och souguer eleng fir déi Lëtzebuerger Studenten. Dat war also an därlas, wéi némme déi lëtzebuergesch Kanner dat kruten. Elo sinn awer all Joers mat deene

schonn d'lescht Joer gesot -, da gesi mer, wat dobäi erauskomm ass!

► Une voix.- Très bien!

► M. Eugène Berger (DP).- 2013 ass dunn dat komm, wat eigentlech jiddweree och gefaart huet, awer sech erwaart huet: Mir hunn d'Uertel gehat vum Europäische Gerichtshaff. Konklusioun: D'Kanner vun de Frontalier, vun deenen, déi hei zu Lëtzebuerger schaffen, kënnen net ausgeschloss ginn aus deem System.

D'Konsequenz: Déi, déi geklot haten - dat waren der deemools ronn 700 -, hu missen no dréiglech ausbezelt ginn. An eben och, datt all déi Nei hu missen do da vun deem Gesetz, wat mer 2013 da schnell nogeschoss hunn, respektiv wat deemools d'Majoritéit nogeschoss huet..., do sinn nach eng Kéier ronn 9.000 Studenten derbäikomm.

Ech mengen, domadder ass de Budget komplett, komplett explodéiert. Wa mer net elo reagéiert hätten, dann hätte mer dëst Joer, 2014, iwwer 170, 180 Millioune d'Joer als Dépensé gehat.

Ech hat dat och d'lescht Joer scho gesot, ech hat dat schonn... 2010 konnte mer eis dat nach net esou ausmolen, a wat fir eng Richtung déi Dépensé géife goen, mä op alle Fall, d'lescht Joer hat ech dat och scho kritiséiert.

Ech hat och d'lescht Joer gesot - eng Rei Riedner haten dat scho virdru beim Gesetz vun 2010 gesot -, datt ee misst e Plang B am Tirang hunn, wann ee schonn esou en Dossier ueget. 2013, wéi dunn d'Kand am Pëtz louch, hat d'CSV awer kee Plang B.

Ech muss do och soen, d'Mme Martine Hansen hat do e schwéiert lerwen uegetratt vum Här Biltgen, dat hunn ech och - dat kënnnt Der noliesens - 2013 gesot. Ech hunn hir deemools dat gesot, datt se e Cadeau empoisonné iwwerholl hätt. An et ass sécher richteg, wann d'Mme Martine Hansen sech haut eng Rei Froe stellt. Ech hätt mer awer gewünscht, datt se sech och schonn, wéi se a Fonction war als Héichschoulministes, all déi Froe gestallt hätt. An am leísten hätt ech och gehat, wa se all d'Antwerthen och deemools scho gehat hätt. Si seet, si hätt am Tirang awer eng Rei Saache gelooss! D'Antwerthen, déi louchen net am Tirang an déi hu mir also als Majoritéit an deene leschte sechs Méint ausgeschafft.

► M. le Président.- Här Berger, d'Mme Hansen freet, ob se...

► M. Eugène Berger (DP).- Här President, ech hu guer kee Problem.

► Mme Martine Hansen (CSV).- Ech wëll just kuerz als Fait personnel drop reagéieren. Also, ech hu mir och du schonns Froe gestallt! Ech hunn dat hei an der Ried gesot. An déi Antwerthen, déi ech dunn nach net hat, dat war zum Beispill den Anticumul mam Kannergeld: Deen hutt Dir och elo nach net geléist. D'Kritären, déi Dir hutt, déi hat ech dunn och schonns definéiert. An ech hat dat dunn och schonns am Juli - Dir kënnnt dat noliesens - hei an der Ried zitiert.

</div



SÉANCE 32

JEUDI, 10 JUILLET 2014

Vläicht e puer Punkten zu där Kritik, datt d'Ausschaffen iwwerstierzt an deene leschte Wochen oder Méint geschitt wier. Ech kann déi Reprochen net akzeptéieren.

Zum enge wëll ech nach eng Kéier dat widderhuelen, Här President, wat ech elo virun zwou Minutte gesot hunn, datt een éischtens au départ - wann een eng Kéier d'Subside reforméiert huet 2010 -, hätt missen direkt en uerdentleche Projet bréngen, respектив war och nach d'lescht Joer en halleft Joer Zäit. Nämme fir ze soen, datt eigentlech d'CSV während Joren Zäit gehat hätt, fir en uerdentleche Projet op den Dësch ze leeën!

Mä och hei: Déi Aarbecht hu mer en bonne âme et conscience gemaach. Et sinn eng ganz Rei Gespréicher gefouert ginn, net némammen an der Chamber, och de Minister, d'Statssekretären hunn dat gemaach! Wann dat och heiansdo hannert zounen Diere war, datt net all Kéiers d'Press virun der Dier stoung, mä där sinn der ganz vill gemaach ginn. Den Dialog huet bestanen.

Mir hunn an der Chamber d'Pétitionnaires emfaangen. Mir hunn an der Chamberskommission vun den Héichschoulen - wat eigentlech relativ exceptionnel ass - och eng ganz Rei Jugendorganisatiounen, déi d'Studente vertrieben, emfaangen, mat hinnen eng ganz konstruktiv Diskussion gehat, och hei am Parlament, wat also exceptionnel ass, wat mer praktesch bei kengem anere Projet maachen. Mir waren op fir Verbesserungen, mir an der Chamber och. Et war eng konstruktiv, eng gutt Zusammensaacht op ganz ville Plazien. An dat, wat derbäi erauskomm ass, gëtt jo och op enger Rei Plaze begréiss, och bei deenen, déi d'Studente vertrieden.

Ech wéilt hei eleng aus dem Communiqué vun der leschter Woch vun der - wat awer a mengen Aen d'Hauptstudentevertriebung de Moment ass - ACEL kuerz virliesen. Hei also dann aus dem Communiqué den Ofschloss:

„Déi lescht Amendementer, déi vun der Regierung gemaach gi sinn, begréisse mir integral. Vírun allem, dass de Revenu imposable gekuckt gëtt fir déi sozial Bourse an dass de Student per Niewenjob bis eemol de Mindestloun ka verdéngen, sinn an eisen Ae gutt Ännrungen.

Et ass e Beweis dofir, dass sech d'Dialogbeetenschaft an déi konstruktiv Kritik vun der ACEL och an désem Fall nees bewäert hunn. Mir kruten d'Méiglechkeet, eis un der Entwécklung vum Gesetzesprojet ze bedeelegen“, ech widderhuelen nach eng Kéier, „Mir kruten d'Méiglechkeet eis un der Entwécklung vum Gesetzesprojet ze bedeelegen, an eis Virschlei sinn och an de Gesetzesprojet mat agefloss, wéi ee ka gesinn, wann een deen amendéerten Text mat eise Fuerderunge vum 2. Abrëll vergläicht.“

Esou vill also zu de Meenungen, wéi verfuer ginn ass an där ganzer Prozedur.

Ech muss och soen, och an der Chamber hate mer jo eng Rei Sitzungen. Et ass eng gewëssen Urgence do. Dat ass awer net nei, datt mer awer dat schonn an der Vergaangenheit oft hatten, an d'Députéiert wëssen - dat ass hiren Haaptjob -, datt een och emol eng Kéier kann zwou Kommissioussitzungen an der Woch hunn, dat ass keen Drama. Et ginn heiansdo esou Dossieren, dat ass net némammen an där Kommissiou, mä och an anere Kommissiounen - ech denken zum Beispill un d'Finanzkommissiou -, wou dann heiansdo méi schnell ebe muss geschafft ginn. Awer all déi Awänn oder respектив déi Amendementer sinn och an der Kommissiou diskutéiert ginn. Och do wäert ech nach eng Kéier duerno drop zréckkommen.

Mir haten also vill Réuniounen, et war vill Dialog a mir sinn op vill Saachen agaangen. An dee Résumé vun der ACEL hei seet jo vläicht am beschten, wéi dat dann och dobausse vun de Studente respектив vun der aktueller Studentervertriebung opgeholl gëtt.

Ech wëll eigentlech och an deem Kontext - ech hat et nach net gemaach, Här President, well ech mat deem Zitat wollt virdrun ufänken aus der Zeitung „Für Wahrheit und Recht“ - awer nach der Rapportrice Merci soen, déi och Presidentin vun der Kommissiou ass, fir hir vill Aarbecht, fir hire Rapport, awer och wéi se déi Kommissiou geleet huet a wéi mer do op eng flott Aart a Weis geschafft hunn. A wann et emol eng Kéier iwwert den normalen Horaire erausgaangen ass, si mer och nach mat Bréidercher gutt zerwéiert ginn.

Här President, d'Demokratesch Partei steet zu deem neie Modell, dee mer haut hoffentlech hei wäerte stëmmen. En ass opgedeelt - ech ginn net an d'Detailer, wëll et awer nach eng Kéier kuerz rappeléieren - a véier Tranchen: eng Prime oder e Subside de base. Da kennt eng Prime derbäi fir d'Mobilitéit, dat ass fir eis nach wie vor wichtig. Et ass net verbueden - dat ass

och interessant - fir hei zu Lëtzeburg ze schaffen, mä nach si mir frou, ferdere mer dat, wann een an d'Ausland studéiere geet, fir säin Horizont opzemaachen. An och do weess ech, datt dat awer, mengen ech, d'Unanimitéit hei op de Bänken ass, datt dat soll geférdert ginn.

Mir hunn och eppes agefouert no den Diskusiounen mat de Studenten, wat dann deen Deel „critère familial“ ass. Wann een also zu zwee Studenten, zum Beispill, oder méi Studenten an därselwechter Famill studéiere geet, kritt een och nach eng Kéier e Plus vu 500 Euro.

An dann ass dat, wat fir eis ganz wichteg ass, dat ass déi lescht Tranche, fir se emol esou ze nennen, dat ass déi Tranche, wou mer déi sozial Selektivitéit erabréngen. Dat ass fir eis e fundamentale Punkt, ech wäert och herno nach eng Kéier dorobber zréckkommen, wann ech iwwert d'Amendementer schwätzen. Dat ass fir eis wichteg. Déi Studenten, déi et méi brauchen, solle méi gehollef kréie wéi déi, déi et manner brauchen, wou d'Elteren déi méi breet Schélleren hunn - d'CSV schwätzzt jo gäre vun deene breedde Schélleren - , déi kennet och da vläicht méi en Effort maachen, fir hire Kanter hellefen, wa se studéiere ginn.

An nach eppes muss ee soen: Eise System hei, dee bleift, géif ech soen, net némammen dee grousszügesten an Europa, dee bleift sécherlech ee vun deene grousszügesten Hélfesystemer fir d'Studenten op der ganzer Welt.

Ech hu versicht, emol déi eng oder déi aner Saachen ze vergläichen. Et ass effektiv net émmer esou einfach. Et freet een och seng Kanter, déi am Ausland studéieren, déi do mat belsche Studenten diskutéieren. Déi froe se: „Wat kriss du?“ Oder a Frankräich oder an Däitschland. An 99% vun de Fäll sinn do am Ausland Studenten, déi net „manner“ kréien, mä déi wierklech „vill manner“ kréien. Mir behalen en enorm grousszügege System.

A wann elo de Student vun Thionville, deem seng Elteren hei zu Lëtzeburg schaffen, de Choix huet zwëschen dem franséische System an dem lëtzebuergesche System, ech kann lech soen, de Student vun Thionville, deen zeckt net eng Sekonn, fir de Choix ze maache fir de lëtzebuergesche System, fir déi lëtzebuergesch Bäihellefen!

Da gëtt vill geschwat vun dem onofhängege Student: d'Autonomie. Och do solle mer eis awer elo násicht virmaachen. Dat gëtt op e Podest gehuewen, wat awer an der Réalitéit ni de Fall war an och net elo kann de Fall sinn. Ech ginn némammen eleng... Wann een et reng legal, juristesches kuckt, kann een do schonn argumentéieren, wann een de Code civil hält - ech hunn hei och eppes, wou eng Kéier an engem Editorial vum Annette Duschinger eng flott Analys war -, dann zitéieren ech nach eng Kéier de Code civil:

„Si l'obligation d'entretien et d'éducation prend fin, en principe, à la majorité des enfants, les parents demeurent cependant tenus de leur donner, même au-delà de la majorité, les moyens de poursuivre des études destinées à les préparer à la profession qu'ils entendent embrasser, à la condition toutefois qu'ils se révèlent aptes à les poursuivre.“

Also éischtens steet et am Code civil, mä och doriwwer eraus musse mer wëssen, datt dat e schéint Bild ass, dat een dohinnerstellt, mä dat awer eigentlech ni komplett méiglech ass - dat war och fréier net méiglech! Maache mer eis násicht vir, och fréier, mam System vum Kärgeld, war dat net méiglech. Et waren émmer zousätzlech Fraisë, wou entweder de Student dann nach schaffe gaangen ass, niewebäi jobbe gaangen ass, e Prêt küt oder wou d'Elteren ebe gehollef hunn.

An dat ass och net mat deem Modell vun 2010 méiglech gewiescht, och do ass et net duergaangen, fir absolut alles ze bezuelen. Dat ass och elo net méiglech mat deene Proposon, déi d'CSV mat hiren Amendementer gemaach huet oder aner Députéiert, déi vläicht nach herno Amendementer eraginn. Och mat deene Systemer wier dat net méiglech.

Mir sollen net vergiessen, hei handelt et sech weiderhin émmer èm Bäihellefen: „Beihilfen“! Et geet net dréms - dat ass ni de Senn gewiescht -, fir integral all d'Fraisë vun de Studente kennet ofzedecken.

Et sinn elo Etude gemaach ginn, fir d'Liewenshaltungskäschten an deene verschiddene Stied an Europa ze énnersichen. Dat ass sécherlech eng interessant Etud. An ech mengen, et ass och do, wou mer - dat ass eng aner Problematik, déi och drunhänkt - hei zu Lëtzeburg vläicht net genuch Zuelen hunn iwwer alles dat, wat zu den Héichschooulstudie gehéiert, esou datt mer do also och müssen Efforte maachen.

De Claude Adam wäert herno och eng Motioun dozou erabréngen, déi mir natierlech och voll énnertstétzten. Mir haten och schonn deemools - wann ech mech kann erénnern,

2010, Här President, hat den Här Adam och esou eng ähnlech Motioun erabréucht - mat énnerschriwwen, datt mer bessert Zuelementar brauchen, net némammen an eisem Schoulwiesen, mä och am Héichschooulwiesen.

Dat sinn interessant Zuelen, déi do erauskommen. Mä et kann een awer elo net erwaarden, wann d'Käschten esou héich sinn an deene Länner oder an deene Stied, datt de Stat dann integral dat alles iwwerhélkt. Dat ass eng Illusiooun. Ech mengen, et war de Marc Ruppert vun der JDL, dee gesot huet: „De Stat kann net eng eierlegende Wollmilchsau sinn.“ E kann net Eeér leeën, Woll hunn an och nach Fleesch vun der Sau an och nach Méllech ginn! Dat ass hei wierklech net dat, wat mer kennet ustrieven. Et bleiwen émmerhi Bäihellefen.

Den Effort vun de Studenten, déi e klengen Job emol maachen, ass eventuell gefuerert, wat och násicht Negatives ass. Am Ausland kennt ee ganz vill Studenten, déi dat och elo nach émmer maachen, fir ebe kennet hir Studie mat ze finanzéieren - och fréier hei zu Lëtzeburg!

Virdrun huet mäi gudde Frénd, den Edy Mertens, gesot: „Jo, wéi hunn ech et da fréier gemaach, fir kennet studéieren ze goen?“ Dat ass eppes, wat émmer en Deel, praktesch eng Partie intégrante vum Studenteliewe war. Fir méi no un d'éi Autonomie ze kommen, geet een dann och nach vläicht jobben. Dat ass elo net onbedéngt d'Konditioun, mä dovunner gëtt een net méi domm, do léiert een och Beruffserfahrung. Dat ass souguer herno gutt, wann een dat an engem CV huet.

Dést einfach, fir némammen ze soen: Kommt, mir ginn eis net dár Illusiooun hin, mir kéinten déi absolut Autonomie - finanziell Autonomie souwéisou net - vun engem Student garantéieren oder de Stat misst déi bezuelen. Dat kann et am Endeffekt net sinn. An eben och esou, datt et - net némammen iwwert de Code civil, mä awer och doriwwer eraus - déi moralesch Verfluchtung ass, datt d'Elteren och en Deel dozou báidroen.

An och nach, fir e lescht Wuert zu där Etud do - bon, eng kleng Etud, déi lancéiert ginn ass, déi een awer nach muss verfeineren - ze soen: Dat heescht jo, wann déi Käschten esou héich si fir d'Lëtzebuerger Studenten, da sinn déi Käschten och esou héich fir déi Studenten am Ausland. Wéi maachen et dann eis franséisch Studenten a Frankräich? Well déi hu jo déi weischt Käschten an do sinn d'Elteren der awer oft, déi manner verdéngen. Wéi maache se et an England? Wéi maache se et an Däitschland? An esou weider.

Et kéint een héchstens op eng Iddi kommen, datt ee seet: Dann huele mer eng Moyenne vun ganz Europa, wéi vill do d'Stied kaschten, an dann huele mer eng Moyenne vun all de Subsiden, déi een an Europa kritt, an da leeé mer et esou fest. Also et ass eng Pist, déi interessant ass, fir en Opschloss ze kréien. Et kann awer net d'Konklusiooun sinn, well déi eenzel Stied esou vill kaschten oder d'Moyenne an Europa esou ass, datt mer dat dann och müssen integral bezuelen.

Och de Choix vun de Studie wäert bestoe bleiwe mat deem neie System. Dat ass net a Fro gestallt. An och hei muss ee soen, datt och d'Responsabilitéit vun de Studenten gefrot ass. Et kann een déi eng oder déi aner Studien op verschiddene Plaze maachen. Do wäert da wahr-scheinlech och de Student kucken, mat deene Moyenen, déi en huet, iwwert d'Bäihellefen, iwwert dat, wat d'Eltere vläicht bâileeën, iwwert dat, wat hie selwer wéll derzou báidroen, wou e sâi beschte Choix dann ebe mécht.

Ech mengen, wichteg ass, datt dee Choix net agéengt ass, mä datt eben do vläicht d'Responsabilitéit vum Student dann och méi gefuerert ass. Et verhennert och net, datt een hei zu Lëtzeburg studéiert, au contraire.

Da war déi Diskussion, ob dann elo net deen désavantageert ass vun do uewen aus dem Norden, deen eventuell op Belval - wann da Belval endlech opgeet - wéll studéiere goen - datt deen awer kéint en Désavantage hunn. Mä do huet jo och den Héichschooulminister, d'Regierung gesot, datt se Efforte wäerte maachen, fir da méi Studentesubsides kennet ze hunn (veuillez lire: fir da méi Studentewunnen unzébidden).

Dann och déi Verglächter, déi do gemaach ginn elo. Da gëtt elo pauschal gesot, mat deem neie System hätt jiddwéieren 2.000 Euro manner. Dat ass falsch! Dat sinn eenzel Fäll, wou ee muss soen, wou d'Elteren iwwer 8.600 Euro de Mount verdéngen - do kommen esou Fäll. Mä awer de Gros vun de Fäll, 75% - de Minister kann dat herno vläicht nach eng Kéier preziséieren - kréien net onbedéngt manner oder net déi 2.000 Euro manner, wéi dat émmer esou pauschal dargestallt gëtt. Hei verglächter een eppes, wat eigentlech net ze verglächten ass.

Da gëtt och nach gesot, hei géif gespurt ginn um Bockel vun de Studenten, um Bockel vun

der Zukunft an esou weider. Och do hunn ech meng Schwierigkeiten, fir dat ze akzeptéieren.

Et muss ee wëssen, datt mer hei zu Lëtzeburg eis Suen natierlech müssen esou verwalten, datt mer lues a lues an eise Budgetséquilibre kommen, an datt dat eigentlech och awer eng Opstellung ass fir d'Zukunft, well mer also musse mat eise Suen esou émgoen, datt och nach eppes fir déi Nächst bleift. Well wann een hei an eng Logik geet, wou en némammen d'Sue mat der Schépp zur Fénster erausgeheit, dann huet vläicht hei eng Generation oder e puer Joergäng hunn Woll hunn an och nach Fleesch vun der Sau an och nach Méllech ginn! Dat ass hei wierklech net dat, wat mer kennet ustrieven. Et bleiwen émmerhi Bäihellefen.

Et muss een also och drun denken, datt iergendwann eng Kéier muss zréckbezuelt ginn. An och déi Suen, déi mer elo méi verdeilen, muss een aneren och bezuelen; musse mir mat eise Steiersue bezuelen.

An ech wëll awer och méi generell soen, datt een déi Duerstellung, datt elo géif un der Schoul gespurt ginn oder bei de Studente gespurt ginn, och net kann do stoe loessen. Hei zu Lëtzeburg investéiere mer weider ganz vill Montanten an d'Universitéit, an d'Schoul, a mir wëllen einfach hei kucken, datt mer hei net alles op eng Kéier ausginn an e puer Joer. Hei wëlle mer och nach eppes hale fir déi Generationen duerno.

Ech mengen, dat ass och eppes, wat wichteg ass, datt mer also hei net spueren um Bockel vun der Zukunft, mä mir denke viraus. Mir kucken, datt och nach eppes fir déi Zukünfte (veuillez lire: fir déi zukünfte Generation) do ass, datt déi dann och nach eppes Klenges hunn an datt net elo alles verbrode gëtt.

An eng lescht Reflexioun zu deem Thema, dat ass, datt een awer och muss wëssen, datt net all Jugendliche studéieren geet. Et sinn och Jugendlecher, déi eng Formation professionnelle maachen, déi schaffe ginn, déi Steiere bezuelen. Et muss een also och wëssen, datt do eng gewësse Solidaritéit da muss bestoen. Et muss ee sech also bewosst sinn, datt, wa mer hei méi Suen ausginn, da sinn dat mir, déi dat bezuelen, awer och déi aner Jonk, déi net studéieren ginn, déi da musse méi Steiere bezuelen eventuell, fir dat kennet ze finanzéieren. Ech mengen, och hei muss een also de Solidaritéitsgedanken am Hannerkapp hunn.

Här President, ech kommen zu den Amendementer vun der Oppositioon, der CSV. Ech sinn nach wie vor der Meenung, datt se déi Amendementer ganz spéit erabréucht huet. Ech hunn et virdru schonn eng Kéier gesot: Si hatten eigentlech jorelaang Zäit, wéi se an der Verantwortung waren, e gutt Gesetz ze schreiwe respектив do déi néideg Amendementer eranzebréngen. An ech mengen, et ass elo da wierklech um eng Minutt virun zwiefel, wou d'CSV mat hire Propose kënnt.

Ech muss soen, dat ass zwar trotzdem eng gutt Saach. Endlech - endlech! - kréie mer en „débat des idées“ hei an der Chamber. D'CSV ass déi lescht sechs Méint net midd ginn, fir ze soen, mir géifen net schnell genuch schaffen. Elo schaffe mer schnell, dann ass dat net gutt. A si huet émmer gesot, mir géife keng Propose maachen - elo maache mer Propose! -, a mir hu gesot, Dir hätt keng Géigepropose fir ze maachen - wat Der och bis elo net bruecht hutt -, an dat hei awer eigentlech déi éischt Géigepropose, déi Der maacht.

Also ech fannen dat u sech gutt, ech hu mech eigentlech drop gefreet, datt dat elo endlech kënnt, fir datt mer da kennet eis Iddie verglächten: Wat proposiert d'CSV, wat proposiert d'Majoritéit, mat deenen Iddien, wou och d'Demokratesch Partei hannendrusteet.

► **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Mir hätten eis natierlech...

► **M. Eugène Berger (DP)**.- D'CSV...

► **M. Claude Wiseler (CSV)**.- ...eng méi laang Diskussion erwart!

► **M. Eugène Berger (DP)**.- D'CSV proposiert graff am Résumé dat hei: D'Basistranche, déi geet an d'Lüucht, an d'Prime vun der sozialer Selektivitéit, déi geet eroft. Dat ass am Résumé dat, wat d'CSV proposiert.

An anere Wieder: Si wëll weider mat der Stren



SÉANCE 32

JEUDI, 10 JUILLET 2014

Ob een als Elteren 10.000 oder 15.000 Euro de Mount huet oder 1.800 Euro de Mount, jiddweree soll do datselwecht kréien, ondifferenziert. An hinnen, déi mat de Primes sociales, deenen et also manner gutt geet, déi solle kucken, datt se eens ginn. Keng Spur vu sozialer Selektivitéit! Wou bleibt do eigentlech dat sozialt Härz vun der CSV? Den Här Spautz, de President vun der Partei, ass am Wahlkampf net midd ginn, iwwerall hinzegeen an ze soen: „Mir welle sozial Selektivitéit.“ Hei hu se Amendementer, wou se eigentlech géint d'sozial Selektivitéit ginn.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Dat ass net richteg!

► **M. Eugène Berger** (DP).- Hei fuere se erém eng Kéier...

Dach! Här Spautz, liest Är Amendementer selwer.

(Interruptions)

Hei fuert Der erém eng Kéier mat der Strenz...

(Brouaha)

Hei fuert Der erém eng Kéier mat der Strenz! Här President...

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Dir hutt der Madame Hansen net nogelauscht.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Dat ass de Prinzip vun der Autonomie vum Student. Dee misst Der vläicht dann och eng Kéier énnersträichen.

► **M. le Président**.- Wann ech gelift, wann ech gelift!

► **M. Eugène Berger** (DP).- Här President, ech hu laang a breet iwwert d'Autonomie geschwat! Hei ass dat, wat eis fundamental énnerscheet. Dat ass den „débat des idées“, deen ech also gutt fannen. Dír wëllt d'sozial Selektivitéit hei erém mat Ären Amendementer ofschaffen. Mir si fir d'sozial Selektivitéit bei de Studenten. Déi, déi et méi brauchen,...

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Also, mir énnerstézten déi richteg sozial...

► **M. Eugène Berger** (DP).- ...déi solle méi kréien.

(Interruption)

Dat ass kloer e Modell, dee mir oflehn. Duerfir hu mer d'Amendementer ofgelehnt, net well mir elo d'Majoritéit sinn an Dir d'Oppositioun. Dat ass dat, wat eis énnerscheet.

A mir stinn op alle Fall dozou, datt mir wëllen, datt déi, déi et méi brauchen, et solle kréien, an déi, déi et manner brauchen, datt déi vläicht selwer kennen en Effort maachen - dat, wat Dir émmer genannt hutt „déi breet Schélener“.

Mir sinn der Meenung zum Beispill, datt déi, déi iwwer 8.000 oder 9.000 Euro de Mount verdéngen, datt dat liicht méi breet Schélener sinn, datt déi e klengen Effort méi kenne maachen, fir hir Kanner ze énnerstézten, wa se studéiere ginn.

► **Mme Octavie Modert** (CSV).- Dat ass net richteg, Här Berger. Eis sozial Kritäre si vill méi sozial wéi Är!

► **M. le Président**.- Sou, et huet némme den Här Berger d'Wuert! Et ass nach genuch Riedzaït do, fir herno nach Stellung ze bezéien. Här Berger, an Dir riicht lech un d'Chamber wann ech gelift.

► **M. Eugène Berger** (DP).- Natierlech, Här President, dat maachen ech émmer gären.

Ech kommen nach op en zweete Punkt vun den Amendementer vun der CSV zréck, dat ass deen, fir de Leeschtingsprinzip anzeféieren.

Jo, dat ass richteg, déi fréier Héichschoulministesch hat dat zitéiert. Ech sinn och nach haut als Liberalen der Meenung, datt ee soll kucken, fir e Kritär vu Leeschting mat eranzebréngéen. An an dár Propos, déi d'Regierung..., oder an deem Text, deen d'Regierung ausschafft huet, ass deen och nach dran. Do ass nach dran, datt ee muss an engem gewëssen Zäitraum - souwuel de Bachelor oder de Master oder déi zwee zsummen - kennen absolvéieren. Do ass also kloer de Leeschtingsprinzip och dran.

Et ass net einfach. Mir hunn do och bei eis an der Fraktiou laang iwwerluecht, wéi ee kéint nach en anere Modell fannen. Mä dee Modell, deen d'CSV proposéiert, do hunn ech awer eng ganz Rei Schwierigkeiten domadder, well een einfach net kann ee Studiegang mat deem anere vergläichen, heiansdo innerhalb vun engem Land respektiv iwwer Länner eraus.

Mir hunn zum Beispill e System an Däitschland, wou eigentlech d'Proffen op den Unien heiansdo insistéieren, aus enger Rei Grénn, fir

méi laang - zum Beispill fir de Bachelor - wéi dräi Joer - ech soen dräi Joer, oder esou vill Semesteren - ze studéieren: datt dat och eigentlech gutt ugesinn ass an datt een doduerjer net e schlechte Schüler ass oder e schlechte Student, wann een do zum Beispill méi laang dat mécht.

An, wéi gesot, ech mengen, datt een och net einfach kann déi eng Studie mat deenen anere vergläichen an deenen eenzelne Länner, datt dat also e Modell ass, deen herno och géif zu Ongerechtekeeten a mengen Ae feieren.

Och muss ee soen, datt een déi Prime do, déi Dir géift proposéieren, eventuell och eréisch zum Schluss géif kréien, wann een dann d'Studien an engem gewëssen Zäitraum ofgeschloss hätt, datt een also déi Suen och am Ufank net hätt an datt et do och keng - wéi soll ech soen? - Planungssécherheet géif zousätzlech ginn.

Här President, ech hunn hei versicht, op e puer Awànn anzegoen an och nach eng Kéier kloer duerzestellen, wéi d'Position vun der DP zu désem Projet ass.

Nach eng Kéier: Mir stinn hei zu deem Projet, well e wierklich fir eis eppes Wichteges, eppes fundamental Wichteges aféiert, dat ass de Prinzip vun der sozialer Selektivitéit: deene méi hellefen, déi et brauchen, an deenen „breede Schéller“ vläicht och e klengen Effort méi froen.

An ech mengen, et ass esou, datt mer och haut da schlussendlech dat kennen ofschléissen, woumat mer eis eigentlech vill ze laang hu misse beschæftegen, praktesch en halleft Joer, a mir wiere frô gewiescht, wann dat scho virdru gewiescht wier.

Wann ech elo nach eng Kéier hei vun der Madame Ganterbein deen „Mist, der angezettelt wurde“ aus dem „Létzebuerguer Wort“ géif ziéieren, da kéint ech eigentlech elo als Konklusioun soen: Mir hunn dann elo de Stall, den „Mistall ausgemistet“!

Ech sinn op alle Fall frô, datt mer esou schnell konnte schaffen, datt mer intensiv geschafft hunn - jo, well dat muss och en Députéierten heiansdo kennen maachen -, datt mer am Dialog geschafft hunn, datt déi Haaptstudentevertrieder also eis Proposen och mat amendéiert hunn, datt si konnte mat diskutéieren, datt mer och hinnen, hiren Awànn konnte Rechnung droen an datt mer et also dann elo kennen émsetzen an datt mer dat maachen net op d'Käschte vun den zukünftege Generatiounen, mä grad fir déi zukünftege Generatiounen, fir datt och nach eppes fir déi iwwreg bleift.

An deem Senn bréngen ech den Accord vu menger Fraktiou zu désem Projet an.

Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Merci och dem Här Berger. Nächst Riednerin ass d'Madame Taina Bofferding fir d'LSAP. Madame Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Taina Bofferding** (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt wéll ech der Madame Beissel villmools Merci soe fir hiren aufseierleche mëndlechen a schréftleche Rapport. D'Reform vun de Studiebähellefen ass keen einfachen Dossier. Ech muss awer soen als en Neit hei am Haus: Et ass e ganz interessanten Dossier, fir sech an d'Matiere eranzeschaf-fen.

Dass eng gutt Ausbildung wichtig ass, dorobber wéll ech a menger Interventioun elo net agoen, well ech mengen, dorriwwer si mer eis allegueren eens, dass mer gutt an héich qualifiziert Leit hei brauchen. Wien awer fir d'Studium soll opkommen a wéi déi staatech finanziell Hellef soll ausgesinn, dorriwwer ginn d'Meenungen auserneen.

Viru véier Joer hat den deemolegen CSV-Héichschoulminister François Biltgen eng Reform op d'Schinne bruecht, mat dár e Paradigmewiessel an der Berechnungsbasis vun der Énnerstézung fir d'Héichschoulstudien ugestriert ginn ass, esou dass e Jonken, onofhängeg vun der Hellef vu sengen Elteren, d'Käschte vu sengem Studium selwer droe kann.

An der Debatt zum Projet de loi 6148 hei an der Chamber huet den deemolegen LSAP-Spriecher, de Ben Fayot, dee jo schonn zitéiert ginn ass, vun engem „modérén a sozial fortschrëttleche Modell fir Studenteférderung“ geschwat. Et war majoritar festgehale ginn, dass de Student net méi als Kand zu laschte vu sengen Elteren ze gesinn ass, mä als „autonomen a selbststännege Bierger“ mat senger eegener sozialer, familiärer a finanzieller Situatioun.

(**Mme Simone Beissel prend la présidence.**)

Un der Aféierung vun der Autonomie vum Student ass náischt auszesetzen. De System, deen och méi Fräiheit versprécht, wierkt a senge Grondgedanke positiv. Emmerhin ass d'Scha-

fung vun engem Grondakommes fir Studenten enger aler UNEL-Fuerderung aus de 50er a 60er Joren, fir de Student als „autonomen intellektuellen Aarbechter“ ze betreuehen, entgéintkomm, souwéi och der Juso-Fuerderung vun der „allocation autonomie“.

An awer hat dat Gesetz e batteren Nogeschmaach, andeems deene Jonken Autonomie op d'Käschte vun de Frontaliere versprach ginn ass. Räich Haushalter sinn entlaascht ginn op d'Käschte vun de Grenzgänger, déi weder Kannergeld nach Studiebähellefe sollte kréien. De sozialen Zesummenhalt an d'Gleichberechtigung bei de Leit, déi hei am Land Steieren a Sozialbäitrag bezuelen, ass nei definéiert ginn.

Nu kéint Der mer soen: „Meedchen, pass op mat denger Kritik, du sétz am Glashaus. Schliisslech huet deng Partei d'Gesetz matgestëmmt.“ Jo, dat ass richteg. Obwuel, an dat muss een och hei soen, et war de Sozialiste bei der Iddi ni ganz wuel, dass d'Frontaliere beim Kannergeld wéi eben och bei de Studiebähellefe sollten ausgeschloss ginn. Den deemolege Minister, dee jo och haut iwwregens Riichter um Europäische Geriichtshaff ass, huet émmer eréim betouet an émmer nees verséichert, dass dat ganzt Gesetz waasserdicht wier an allen europäesche Gesetzer a Regele géif standhalen.

Net vergiesse soll een, dass dem Här Biltgen seng Reform als Kompensationsmoossnam vum deemolege Finanzminister duergestallt gouf fir d'Sträiche vum Kannergeld fir Studenten. Mat dëser Spuermoossnam sollte 40 Mil-liounen agespuert ginn.

Dës Reform huet mech deemools als JSL-Presidéntin, zesumme mat menger Equipe, dozou beweegt, géint d'Gesetz ze mobiliséieren. A mir haten deen Dag virum Vote - virun der Chamber war dat dann - dem Här Biltgen eng Zensur iwwerreecht, mat därt mer em eng Datz ginn hunn, well mer fonnt hunn, wa mir mat esou vill Konfusioun an Onkloerheeten an eis Exame gaange wieren, da wierte mer mat Sécherheet duerchfall.

A mir sollte recht behalen. Mir hunn eis Exame gepackt, mä de Minister war duerchfall. Den Europäische Geriichtshaff huet nämlech an engem Uerteel vum 20. Juni 2013 festgehalten, dass dës Reform d'Kanner vu Grenzgänger diskriminéiert an dass déi awer genausou wéi all Kand vun Elteren, déi hei am Land schaffen a wunnen, och missten an de Genoss vun esou Studiebähellefe kommen.

An dat ass net méi wéi richteg, well schliisslech contribuéieren och si zu eisem Wuelstand hei am Land. Dass et zu Kloe komm ass, dat ass net de Gewerkschaften hir Schold, mä éischter muss sech d'Fro gestallt ginn, firwut den deemolege Minister et net fir néideg fonnt huet, e Plang B auszeschaffen, spéitstens nodeems jo awer kloer war, dass d'Gesetz net konform zum EU-Traité war.

Dat huet och dem Här Biltgen seng Nofolgerin op enger Pressekonferenz bedauert, dass si keng Léisung, fir net ze soen, keen Text am Tirang vum Ministère fonnt huet. D'Ofännerungen, déi doropshi vun der deemolege Ministeresch Martine Hansen virgeholl goufen, hunn zwar dem Uerteel vum Europäische Geriichtshaff Rechnung gedroen, hu sech awer als e Faass ouni Buedem entpuppt a sinn deenno alles aneschters wéi eng nohalteg Reform, well eigentlech náischt aneschters gemaach gouf, wéi déi geltend Regelen op d'Grenzgänger auszedehnen, ouni sech awer d'Fro ze stellen, wat dat op laang Siicht fir déi budgetär Situatioun an, domadder verbonnen, fir dee ganze System vun de Studiebähellefe géif bedeuten. Dunn, wéi deen nächste Minister an den Héichschoulministère agezunn ass, huet och deen am Tirang kee Plang fonnt.

Elo awer, wou déi nei Regierung e Projet virgleuecht huet, deen équilibréiert ass, deen deene verschidde Virgabe Rechnung dréit an och rechtlech standhält, spuerd d'CSV awer net mat Kritik a mat wann och vläicht nach gutt geomengten Amendementer a gudde Rotschle. Trotzdem, och hei stellt sech erneit d'Fro: Firwat huet net d'CSV dunn, wéi se d'Méiglechkeet hat, et direkt selwer an direkt richteg gemaach?

Elo ass awer endlech en neit...

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Well d'LSAP d'lescht Joer scho gebremst huet.

► **Mme Taina Bofferding** (LSAP).- A mir sinn och schold drun, dass Neiwahlen...

► **Mme la Présidente**.- D'Madame Bofferding huet eleng d'Wuert. Dir kénént herno schwätzen.

► **Mme Taina Bofferding** (LSAP).- ...komm sinn, an d'Neiwahle ware schold. Jo, mir kennt dat.

Elo ass endlech en neit Gesetz ausgeschafft ginn. Dass déi zoustänneg Chamberskommis-sion huet missen en Zant bâileeën, ass

némme logesch, fir dass d'Studente fir d'Rentrée wëssen, wou se dru sinn a mat wéi enger staatlecher Hellef se kénéne rechnen. Mir hate vläicht e strammen Tempo an der Héichschoul-kommissons, mä dass d'Reform awer iwwert de Knéi gebrach ginn ass a keng Zäit gewiescht wier, fir eng seriö Diskussioun ze feieren, dat ass awer esou net richteg.

An ech sinn dach iwwerrascht vun der CSV-Riednerin, déi émmer erém behaupt, et wier ze séier gaangen. Ech wéll just nach eng Kéier hei drun erénnern, dass, wann Är Partei 2010 respektiv 2013 hir Hausaufgabe gemaach hätt, da wier eis vill Zäit a vill Kappzerbrieches erspuert bliwwen. Well émmerhin ass et Är lerfschaft, déi dës Regierung hei kritt huet, wéinst därt mer elo derfir musse suergen, en nohaltege System op d'Been ze stellen.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **Mme Taina Bofferding** (LSAP).- Deene Kritikpunkten, déi d'Sozialisten zum initiale Ge-setzestext haten, deenen ass Rechnung gedroe ginn. Esou goufen zum Beispill d'Gruppen-andeelunge vun der sozialer Bourse nogebesert an d'Montanten erhéicht. Mir begréissen och, dass et keng Altersgrenz méi géift an dass jiddweree zu egal wéi engem Zäitpunkt a sengem Liewen e Studium kann ufanken an dass de Stat en dobäi énnerstézt, ganz am Senn vum „lifelong learning“.

Och wichteg ass et, dass d'Studenten, déi enger regulérer Aarbecht noginn, net vum Boursesystem ausgeschloss sinn, souluang se net méi wéi 3,5-mol de Mindestloun verdéngen, wat fir eis e ganz räsonabele Kritär ass. Wichteg ass fir eis och, dass de Begréff vum „travailleur“ elo méi kloer definéiert ass, dass Persounen drénnern, déi zum Beispill an engem Congé parental sinn, eng Pensiounsoder eng Invaliditer bezéien oder op der Sich no Aarbecht sinn.

Mat der nei agefouerter Allocatioun, basiéieren op de soziale Kritären, gi virun allem d'Kanner aus finanziell schwaach gestallte Familljen zousätzlech énnerstézt. De Maximum läit bei 3.000 Euro a soll deenen zeguttkommen, bei deenen de Ménage, zu deem de Student gehéiert, aus eegenen Efforten de Student finanziell net kann énnerstézten. Déi meescht Elteren hellefen hir Kanner och gären, mä net émmer sinn d'Suen do, fir dat ze maachen. A genau op déi muss de Stat méi opmiersam sinn.

Als fair emfénnt d'LSAP, dass beim Berechne vun dëser Bourse de Revenu imposable vum Ménage geholl géift. Et géift e méi richteg Bild vum Stot de, deem de Student uehéiert. D'Handhabung, zum Beispill einfach déi dräi lescht Méint vum Salaire als Moosstaf ze huelen, wier ongerecht gewiescht. An och de Familles nombreuses géift mat der Familljebourse Rechnung gedroen. Déi staatlech Énnerstézung ass als Kompensatioun ze considéreire fir déi Belaaschtung vum Stot duerch de Fait, dass e Kand en Héichschoulstu-dium mécht.

Fir eis Sozialiste besteet déi sozial Gerechtegeet net doranner, dass mer jiddwerengem datselwecht ginn, mä dass déi, déi net esou vill hunn, méi gehollef kréien.

► **Une voix**.- Très bien!

► **Mme Taina Boffer**



SÉANCE 32

JEUDI, 10 JUILLET 2014

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Nächst ginn ech op d'Kritik an, dass d'Autonomie vum Student net méi ginn ass, well de Revenu imposable vun den Eltere geholl gëtt, fir de Montant vun der sozialer Bourse auszerechnen. Hei muss nach eemol d'Gerichtsuer tel erwähnt ginn, dass et esou eng Autonomie u sech guer net gëtt.

► **Une voix.**- Genau.

► **Mme Taina Bofferding (LSAP).**- Dat kann een elo gutt oder schlecht fannen, mä esou wéi mäi Virriedner zitéieren ech och nach eng Kéier de Code civil, deen do ganz formell ass a seet, dass d'Eltere musse fir den Énnerhalt an d'Éducation vun hire Kanner opkommen, och iwwert d'Volljährigkeit eraus, wa se nach an d'Schoul respektiv op d'Uni ginn. An an dësem Kader beweegt sech elo d'Politik.

Oprond vu Kritiken, och vun de Studenten, goufen et Amendementer. Esou zum Beispill hunn déi Studenten, déi keng Sozialbourse kréien, well hir Eltere méi wéi fénnefrol de Mindestloun verdéngen, d'Recht op en zusätzliche Prét, also de Maximalbetrag vun 3.000 kenne se nach herno accordéiert kréien.

Mat der Mobilitéitsbourse kritt all Student eng finanziell Énnerstëtzung, wann en am Ausland e Studium mécht, en Atout, deen d'Létezbuerger Studenten émmer och opgrond vun hirer Méisproochegkeet haten an noutgedrangen och nach déi Zäit, wéi et keng Uni hei am Land gouf, mä deen elo och am Senn vun eiser Gesellschaft a Wirtschaft onbedéngt muss bai behalen an nach weider geférdert ginn.

Dat verhennert awer net, dass iwwer verschidde Situationen, esou wéi se sech a verschidde Länner presenteieren - ech denken do besonesch u Groussbritannien, wou d'Studiegebüre konstant an d'Luucht ginn -, dat verhennert eben net, dass sech do kuerz- a mëttelfristig Gedanken driwwer gemaach gëtt a Lösunge fonnt ginn, wéi een och kann nach vläicht herno néideg Upassungen am Gesetz virhuelen.

(**M. Mars Di Bartolomeo** reprend la présidence.)

Nu steet awer deene Studenten, déi hei am Land op d'Uni ginn an aus wéi engem Grond och émmer awer müssen eng egee Wunneng hei huelen, d'Mobilitéitsbourse net zou.

D'LSAP denkt awer, dass Studente mëttelfristig an onofhängeg vum Gesetz iwwert d'Studentebourse eng zusätzlech finanziell Héllef kéinte kréien duerch eng Subvention de loyer. A mir denken du konkret un de Projet de loi 6542. D'Zilgrupp vun dësem geplangte Gesetz si Ménagen, déi énnert dem Seuil de faible revenu leien. Den 1. Januar 2013 waren dat zum Beispill 1.727 Euro fir eng Persoun, déi eleng lieft.

Mat deem Gesetz kéint theoretesch och e Student dës Héllef ufroen. Am momentane Projekt läit deen ieweschte Plaffong vun dëser Subvention bei 70 Euro pro Mount fir eng einzel Persoun. Dat wiere fir e Student dann nach eng Kéier zusätzlech 840 Euro pro Joer.

Ier ech zum Schluss vu menger Ried kommen, wéll ech op d'Kritik agoen, dass dës Reform net op novollzéibar Zuele géif opbauen. Dozou wéll ech bemerkien, dass deen am Kader vun der Loi Biltgen ugekënnegte Bilan ni gemaach gouf an dass och ni eng méi detailliéiert Analys vun den Demanden, zum Beispill iwwert d'Verhältnis vun den ugefróten a schlussendlech gehollene Prêts, gemaach gouf. Wier dat de Fall gewiescht, hätt dat elo villes méi einfach gemaach. Mä ech denken, déi nächst Regierung soll dat elo nohuelen.

An enger Motioun, déi mäin Noriedner, den honorabele Claude Adam, wäert déposéieren an am Detail virstellen, froe mir als Koalitions partien, dass no engem Joer en éischte Bilan vun der Reform gezunn an no zwee Joer eng méi detailliéiert Evaluatioun présentiert soll ginn.

Weider kéint och driwwer nogeduecht ginn, fir eng Aart Observatoire ze schafe mat der Missioun, méi a besser statistesch Donnéeën iwwert déi sozioekonomesch Situations vun de Studenten ze kréien an ausziewäerten. Et stellt sech d'Fro, ob een eng nei Verwaltungsstruktur muss schafen oder ob een net op e bestehend Organ, wéi eben den CEPS, kann zréckgräifen an esou mat enger neier Missioun sollt beptragen. Selbstverständliche missten déi impliziert Administratiounen, virop de CEDIES, och déi néideg Moyene kréien, fir dës Tâchen ze erfüllen.

Schlisslech kéint een - esou wéi meng Kollegin, d'LSAP-Deputiert Claudia Dall'Agnol, am Kader vun enger rezenter Fro un den Héichschoulminister - iwwer eng ugeduechte Schafung vun engem national representative Gremium fir Studenten nodenken. Dës Instanz kéint sech um Modell vun der nationaler Schülerkonferenz, der CNEL, orientéieren a Vertreter vun alle Studentenorganisatioune ver-

sammelen a kéint esou Propositionen ausschaffen an dem Minister énnerbreeden. An émgedréint géif déi och émmer vun dësem um Lafende gehale ginn iwwer all Dossier am Beräich vun der Héichschoulpolitik. Dést géif sécherlech de konstruktiven Dialog téschent de Studenten an der Regierung verbesseren.

Ofschléissend kann ee festhalen, dass dës Reform, iwwert déi mer elo wäerten ofstëmmen, op sozial Gerechtegkeit ausgerichtet ass, fir déi mir Sozialisten, wéi och fir d'Solidaritéit, stinn.

An domadder ginn ech dann den Accord vun der sozialistischer Fraktioun a soen lech vill mools Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och der Madame Bofferding. Nächste Riedner ass den Här Claude Adam fir déi gréng.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, fir unzéfanke proposéieren ech lech e ganz schwéieren Exercice: Kommt, mir vergiessen emol fir e puer Minuten den Historique vun de Studiebähelélen. Kommt, mir kucken emol just d'Faiten:

Wat décidéiere mer haut? Wat steet am Gesetz iwwert d'Héllef fir en Héichschoulstudium? Ma do steet, datt all Student, deen zu Létezbuer wunnt oder duerch d'Aarbecht vu sengen Eltern eng Relatioun mat Létezbuer huet, eng staatlech Héllef vu bis zu 17.700 Euro an an Ausnahmefäll souguer bis 18.700 Euro zegutt huet. Dës Héllef besteht zu engem Deel aus enger Bourse an zu engem Deel aus engem Prét. Zu den Detailen kommen ech nach.

Déi duerchschnëttlech Gesamtausgabe vun engem Student leie laut engem Sondage vun der UNEL téschent 840 an 1.070 Euro de Mount fir d'Belsch, Däitschland, Éisträich a Frankräich. Dat sinn déi véier Länner, wuer émmerhin 71% vun eise Studenten studiéieren ginn. Déi ronn 18% vun eise Studenten, déi zu Létezbuer studiéieren, dierften an dësem Käschteberäich och leien, et sief dann, si géifen nach doheem wunnen, wat meeschteins de Fall ass. Da brauche se manner Suen. Déi 4% Studenten, déi a Groussbritannien sinn, bräichten no dëser Etüd 1.150 Euro de Mount, an déi 3% an der Schwäiz léiche bei 1.440 Euro de Mount.

Dës Zommen aus däz Etüd, déi ech elo grad genannt hinn, entspriech plus ou moins deem, wat een op méi oder manner offizielle Plazien am Ausland gewuer gëtt, an et sinn och bei dësen Zommen keng Aschreibungsgebühren derbäi. A wann een déi Zommen op zwielef Méint héichrechent, da läit een eigentlech an deene meeschte Fäll énnert dem Maximum, deen de Stat garantéiert. Dat heescht, et misst och méiglech sinn, souguer ouni de ganze Prét ze huelen, fir kunnen onofhängeg studiéieren ze goen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Duerfir iergert et mech ganz einfach, wann ech E-Maile kréien, an deenen et heescht: „Das Gesetz 6670 beendet das Prinzip der Autonomie: Ohne Übergangsphase ist eine hohe Zahl von Studierenden zum Studienabbruch gezwungen.“

Dat ass a mengen Aen einfach onseriö. An ech sinn och enttäuscht iwwer esou Aussoen aus engem Émfeld, an deem ech ganz gutt a fundéiert Diskussionen mat intelligente jonke Leit ze goen.

Ech wéll am Ufank och e bëssen iwwert de Senn an Onsenn vun engem Gesetz iwwer Studiebähelélen an iwwert déi vun der CSV énnert anerer esou héich geprisen Autonomie vu Jugendliche schwätzen.

Hei schéngé jo zwou Philosophien openeenztreffen: All jonke Mensch soll können onofhängeg vu sengen Eltern dat studiéieren goen, wat e wéllt a wou e wéllt. Engersäits géif dat jo bedeuten, datt de Student dann eng Rechnung géif opstellen, jee no Aschreibungsgebühr an no Stad, wou e wier, an duerno missten dann déi Héllef berechent ginn, déi him géifen zoustoen. Anerersäits géif dat och heeschen, datt, wann e jonke Mensch en Ofschloss vun enger Secondaireschoul huet, dann d'Elteren ofdanken dierften, an da soll de Stat hien énnerstëtzzen, fir fräi können dohinner studiéieren ze goen, wuer hie wéllt.

Dat ass déi Positioun, déi ech an deene villen Entrevuen - mir haten der vill, och an der Chamber - énnert anerer vun eenzelne Studentenorganisatiounen an och anere Partcipant matgedeelt kritt hinn. Ech nenne just d'CSJ an d'UNEL mam Numm.

Ech sinn allerdéngs der Meenung, datt dës Vue däitlech ze kuerz gräift an datt déi Ufuerderungen, déi mat dëser Philosophie un de Stat gestalt ginn, däitlech ze wäit gräifen. Ech sinn och der Meenung, datt dës Vue fir déi jonk Leit selwer éischter eng Gefor ass wéi eng Héllef,

wel se nun eemol e Stéck wäit vun der Realitéit ewech ass.

Här President, mir sinn der Meenung - an da kommen ech dann zu eiser Philosophie vu Studiebähelélen -, datt mer mat engem Gesetz iwwert d'staatlech Héllef fir postsecondaire Studie müssen d'Méiglechkeet bidden, datt all jonke Mensch, deen d'Konditiounen erfëllt, fir kenne studiéieren ze goen, dat och soll kenne maachen. Anesch ausgedréckt: Kee Mensch soll dru gehénnert ginn, studiéieren ze goen, wann en eventuell d'Suen net kéint opbréngen, fir studiéieren ze goen.

Wat heescht „onofhängeg vun den Elteren“? Ech hat mech schonn 2010 gewonnen, datt d'CSV anscheinend der Meenung ass, mir sollten eng Philosophie vertrieben, e politesche Message un d'Eltere schécken: Wann Ár Kanner bis 18 Joer al sinn a wëlle studiéiere goen, dann hutt Dir keng Verflchtung méi vis-à-vis vun Ár Kanner.

A wann dat eescht gemengt ass, froen ech mech: Kann esou eng Désolidariséierung vun enger Elteregeneratioun eisen eescht gemengte politesche Message sinn? Mir mengen net!

Den Europäische Gerichtshaff seet, mir missen de Kanner vun de Frontaliere Studiebähelélen ginn, well et en direkte Lien géitt téschent der Aarbechtsplatz vun den Elteren an de Studiebähelélen un hir Kanner.

De Gerichtshaff schéngt och net un déi komplet Onofhängegkeit vun de Kanner vis-à-vis vun hirer Elteren ze gleewen. Genausou gutt wéi kee Mensch dovun ausgeet, datt ee mam Kannergeld alleng seng Kanner ka grousszéien, genausou wéineg kann een dovun ausgoen, datt ee mat de Studentebourseen alleng ka sái Studium finanzéieren.

Duerfir gëtt et niewent der Studentebourse och de Studenteprét, a fir eng grouss Zuel vu Studenten eben och nach eng Famill a fir eng ganz Rei vu Studenten och nach deen een oder anere Vakanzen- oder Studentenjob. Ee Student, op alle Fall een, deen an d'Ausland studiéieren geet, huet schonn e grousse Grad vun Onofhängegkeit. Datt hiem a sengem Choix vu sengem Elterenhaus énnerstëtzzt gëtt, ass hoffentlech nach net d'Ausnahm hei am Land. Datt ie sich heiansdo mat sengen Interessen och a sengem familiären Émfeld muss auserneeseten an och vläicht muss duerchsetzen oder eventuell Kompromésser agoen, gehéiert an eisen Aen nach émmer zum Erwesseginn.

Wa Leit hei, wann eng CSV hei an dësem Prozess, fir zu enger Décisioun ze kommen, den Énnergang vun der Fräiheit vun eise Jonke gesäit, dann hu mir ganz einfach eng aner Vue vum Émgaang vun de Generationen hei am Land, eng aner Vue vu Familljepolitik, eng aner Vue vu Sträitkultur an eng aner Vue vu Solidaritéit.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Wa mer dovun ausginn, datt jonk Leit mat dem Ophuele vun engem Studium aus de Kannerschong erausgewess sinn, da musse mer och akzeptéieren, datt et aner Énnerstëtzunge gi wéi déi vum Kannergeld. D'Studentenhéllef sinn e ganze Pak vun Héllef, deen et soll all Mensch erméiglechen, ze studiéieren. Dee Pak setzt sech aus engem Deel Bourse an aus engem Deel Prét zesummen.

Ech verstinn, datt et deem engen oder aneren heibanne Spaass mécht, d'Héicht vum Kannergeld mat engem Aspekt vun der Bourse ze vergläichen. Dat ass awer net korrekt. Am Fall vum Student gëtt d'Kannergeld duerch e Pak vun anere Mesuren ersat. D'éi Mesuré kann ee gutt oder schlecht fannen, si fonctionnéieren awer némammen als Ganzt.

Huele mer emol fir d'Éischt d'Bourse. Mir haten e breede Konsens, datt et géif Senn maachen, deen Deel Bourse, dee virdrun all Mensch kritt huet, deen an enger Héichschoul ageschriwwen war, opzeglidderen an een Deel Basisbourse, een Deel Mobilitéitsbourse an een Deel Sozialbourse. Wéi d'Regierung dunn allerdéngs bis ugefaangen huet, déi Opgliddérung mat Zuelen ze beleeeën, du war de Konsens eriwwer.

Mir sollten net vergiessen, wou mer hierkommen. D'Gesetz iwwert d'Reform vun de Studentebourseen vun 2010 war „als Spuemoosnam geduecht - dat géift offensichtlech émmer erém vergiess - an et gehéiert zu deem Krisepak, deen - nom Platte vun der leschte Tripartite - d'Regierung am Sologang ficeléiert an (...) op de Wee geschéckt huet.“ Esou hat den deemolege Rapporteur Lucien Thiel zum Projet de loi 6148 iwwert d'Bourse vun de Studenten den 13. Juli 2010 seng Ried an der Chamber ugefaangen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

(**Interruption**)

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- D'Rechnung vun der Regierung war, fir duerch d'Ofschafe vum Kannergeld a vum Kannerboni fir d'Héichschoulstudente 74 Milliounen anzespuren. Fir déi jonk Leit, déi wëlle studiéieren goen, ass en neie System vu Bourseen a Prêts agefouert ginn.

Ech hatt ee Moment wèles, lech mat dësen Zuelen ze verschouen. Ech soen lech se awer elo, an zwar am Detail, well mer jo erém eng Kéier haut virgerefert kritt hu vun der Vertriebler vun der CSV, datt d'CSV en anere Modell huet, wou se eis erém eng Kéier wollt weisen, wéi gutt si rechne kéint: Mir setzen d'Basisbourse erop, mir setzen d'Mobilitéitsbourse erop, an nawell gi mer náischt méi aus wéi an deem Projet, dee mir virleien hunn.

Duerfir nach eng Kéier, wéi schonn eemol gerechent ginn ass vun engem CSV-Minister: Et war domat gerechent ginn, datt d'Fraisë vun de Bourseen géife vun 17 Milliounen op 55 Milliounen eropgoen. Dat heescht, op de Bourseen ass mat enger Méiausgab vun 38 Millioune gerechent ginn. De Stat wollt also émmer dem Stréch 36 Milliounen Euro spueren. Déi Erspuernis, déi sech mat der neier Regelung sollt erginn, war um Bockel vun de Frontaliere geplant ginn - dat war schonn alles gesot ginn -, well och fir si d'Kannergeld elo bei 18 anstatt bei 27 Joer opgehalen huet.

D'Rechnung war net opgaangen. Déi nei Regelung huet net 36 Milliounen Euro gespuert gehatt 2010, mä ass eelef Millioune méi deier ginn. Et si vill méi Bourseen ugefrot ginn, wéi den Héichschoulminister sech erwart hat. D'Regierung hat sech also ém 47 Milliounen Euro verplangt.

(**Interruption**)

Da sinn ech scho beandrockt, mat wéi engem Culot eng kuerzzäiteg Ministesch eis hei wéllt soen, wéi ee richteg rechent, fir richteg ze spueren. Ech si beandrockt!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

(**Interruptions**)

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Mir hinn oft... Dorop komme mer nach, dat hei ass, ier d'Uerteel war. Ier d'Uerteel war, Madame Modert, eng gutt Interventioun!

(**Interruptions**)

Mir hinn oft no enger Evaluation vun deem Gesetz gefrot, esou wéi et och an enger Motioun versprach gi war, a fir déi gréng hat ech de 25. Mee 2012 e Froekatalog un d'Héichschoulkommissioun eragerecht, fir eng Bilanz ze kréien. Déi Froen an Äntwerte sinn am Procès-verbal vun der Sëtzung vum 11. Juni 2012 festgehalten a veröffentlich ginn. D'Äntwerte sinn och haut nach émmer aktuell an interessant.

An och d'Fro nom Plang B war gestallt ginn, d'Fro: Wat geschitt, wann den Europäische Gerichtshaff de Frontaliere recht géitt bei hirem Recours? An et ass geántwert ginn: „Mir brauche kee Plang B, well mir behale recht.“ An da muss ech de Métteg erém eng Kéier vun der CSV-Säit lauschten, wat en Avis juridique ass a wat fir gutt Avis-juridiqué si hinn a wéi gutt si dat alles wéssen!

Ech sinn do erém eng Kéier ganz erstaunt iwwert déi Unverfrorenheit, déi ech vun Árer Säit do kréien.

► **Une voix.**- Dat ass richteg.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Wéi dunn den Europ



SÉANCE 32

JEUDI, 10 JUILLET 2014

erêm op e méi oder wéineger normale Wuessum vun de Studiebähellefen zréck. Natierlech sinn dës Moosname Spuermoosnamen, wa mer se mam Joer 2013/14 vergläichen, an et ass och richteg, datt déi meescht vun de Studenten am Hierscht 2014 manner Bourse kréie wéi am Hierscht 2013.

Et ass och fir déi gréng méi einfach, Suen ze verdeelen, wéi Suen anzespueren. Mir mengen awer, datt mer net derlaanschtkommen, dës Mesuren ze huelen, fir eng falsch Politik ze redresséieren.

An ech muss dann eng leschte Kéier - dann halen ech awer och domadder op - soen, datt ech iwwert de Culot vun der fréierer Ministesch aus där Partei, déi eis dee Schlamassel hei agebrockt huet, beandrockt sinn. Ech sëtzen owes doheem um Canapé, ech kucken d'Norriichten an da mengt grad just déi Politikerin, si dierft dem aktuellen Héichschoulminister eng Lektioun erdeelen, wéi hien d'Studienhellefen elo misst regelen: Il faut oser le faire!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- D'Bourse am Projet de loi 6670 ass a véier Deeler ge-deelt: fir d'Éisch 2.000 Euro Basisbourse, also als Startkapital fir jiddwer Student. Dat ass net esou vill wéi d'Kannergeld virun 2010. Dat ass net sozial gerecht. Dat geet och net duer, fir ze studéieren. Mir betrueden dat als dat, wat et ass, eng Basis vun némmen, oder émmerhin 2.000 Euro fir jiddwerekken, deen an enger Héichschoul ageschrivwen ass, en Encouragement, ee Startkapital, fir e Studium unzegoen.

Et ass probéiert ginn, dëse Montant eropzeseten. Et huet net un Iddie gefeelt. Et ass awer esou, datt déi Bourse de base, well absolut keng Konditioun dru gebonnen ass, wierklech deen Deel Suen ass, dee mat der Strenz verdeelt gëtt, an natierlech och deen deiersten Deel vun der Bähellef ass. Wann een dës Basisbourse substanzuell héicht, ass d'Zil, fir erêm eng normaliséiert Entwécklung vun de Käschten ze kréien, net méi ze erreechen, an de Wonsch vun der Majoritéit, fir méi geziilt do ze hellefen, wou et wierklech néideg ass, kann och net méi émgesat ginn.

Dann hu mer 2.000 Euro als Mobilitéitsbourse. Et war e Konsens, datt et am Prinzip méi deier gëtt, fir am Ausland ze studéieren, wéi am Inland. An et war e Konsens, fir eng Mobilitéitsbourse anzeféieren, fir deene Studenten ze hellefen, déi mussen eng Studentewunneng am Ausland sichen an och musse Loyer bezuelen. Iwwert déi 2.000 Euro war et kee Konsens ginn. 2.000 Euro geet net duer, fir e ganzt Joer de Loyer ze bezuelen. Et ass och richteg, datt de Loyer a verschidde Länner an a verschidde Stied méi héich ass wéi an aneren. Paräis a London si méi deier wéi Stroossbuerg oder Aberdeen.

Mir hunn de Kritär vun engem Studium an engem anere Land als Konditioun un dës Bourse gehaangen. Dat gëtt kritiséiert. Dat kann een och kritiséieren. Jo, et ass net glécklech, datt e Jonke vu Wäisswampech keng Mobilitéitsprime kritt, wann en op Esch/Belval studéiere geet, e Jonke vun Athus awer eventuell esou eng Bourse ka kréien. Et ass och eng gewësse Benodeelegung, wann e Student vun Athus muss an en anert Land goen, wann en eng Mobilitéitsbourse vum Lëtzebuerger Stat wéllt kréien, wou hien dach am léistfen a Frankräich studéiert, a Montpellier ass och wäit ewech, an do muss en och Loyer bezuelen.

Et ass gefrot ginn, fir no engem Städteindex ze fueren an d'Bourse unzepassen, jee nodeems et eng méi oder manner deier Stad wier, wou de Student studéiert. Mir sinn net fir esou eng Regel. Et ass méiglech, fir déiselwecht Matière op verschidde Unien a verschidde Stied ze studéieren. De Käschtepunkt vum Loyer, d'Qualitéit vun der Uni - an hei sollte mer net ze vill iwwerhieflech sinn -, d'Distanz vun doheem, d'Sproochekennnisser, d'Aschreiwungsgebühre spille mat bei der Décisioun, wou de Student wéllt higen.

Muss de Stat, an et wier och emol vläicht flott, fir eng Kéier ze soen: muss d'Allgemengheet en Énnerscheid maachen, ob de Student wéllt op Paräis oder op Stroossbuerg goen? Mir mengen net.

Déi absolut sozial Gerechtegekeet kréie mer och net iwwer e System vu Bourssen agefouert. An awer menge mer, datt mat de Kritäre vun der Mobilitéitsbourse, déi déiselwecht si wéi déi vun der Erasmus-Bourse, e puer wesentlech Punkten erfëllt ginn.

Mir hunn an haten émmer en Interessi drun, fir eis jonk Leit an d'Ausland studéieren ze

schécken. Mir hunn och en Interessi drun, eng gutt Uni zu Lëtzebuerg opzebauern. Mat der Mobilitéitsbourse, wéi mir se hei afféieren, mache mer engersäits d'Uni Lëtzebuerg e bësse méi interessant fir eise Frontalierer hir Kanner, droen anersäits awer och der Tatsaach Rechnung, datt fir déi allermeesch Studenten e Studium am Ausland nun emol vill méi oft mat Méiausgabe fir Loyer an Urees verbonnen ass wéi e Studium heiheim.

D'Ongerechtegekeet, datt Tréier am Ausland ass a Belval net, gefält eis net, mä et ass eis kee Modell presentéiert ginn, deen eis méi gerecht virkomm ass. Mat 2.000 Euro si jo bai Wäitem net all Onkäschte bezuelt. Ech ka mer schlecht virstellen, datt ee just an d'Ausland studéiere geet, fir eng Mobilitéitsbourse ze kréien.

Mir musse ronderëm d'Uni genuch Studentewunnengen hunn, déi mer zu engem faire Präis de Studenten ubidden. A mir mengen, et wier absolut legitim, fir e Contingent fir Résidenten ze reservéieren, déi am eegene Land musse mobil sinn.

De Lëtzebuerger Stat huet iwwregens eng ganz Rei Studentewunnengen. „Net genuch“, gëtt oft gesot. Dat ass en Dossier, iwwert dee mer eng Kéier misste schwätzten. Den Informatiounen no, déi ech hunn, ass d'Demande no Wunnengen a Studentefoyer un de Lëtzebuerger Stat eraunlech kleng. Vläicht kann de Minister eis herno nach eppes zu deem Punkt soen.

Dann hu mer eng Sozialbourse vun 3.000 Euro. Mat der Sozialbourse ass déi maximal Bourse ém 500 Euro méi héich wéi bei där aler Bourse Biltgen an Hansen. Et ass deen Deel vun der Bourse, deen u soziale Kritären hänkt. Richteg ass et, datt just wéineg Studente wäerten en Utrecht op déi maximal Sozialbourse vun 3.000 Euro hunn. Fir eis ass et awer absolut verständlech, datt e Student, deen aus engem Elterehaus kénnt, wou de Revenu énnert dem Mindestloun läit, 3.000 Euro pro Studiejoer méi kritt wéi e Student, bei deem de Revenu vun den Eltere méi wéi 4,5-mol esou héich ass.

Déi Staffelung vun der Sozialbourse ass duerch den Amendement vun der Regierung däitlech verbessert ginn. Mir sinn der Meenung, datt dës Sozialbourse e wäertvollen a sénvollen Deel vun de Studiebähellefen ass. De Prinzip, datt e Student aus engem ekonomesch benoedeegte Milieu soll substanzuell méi Hellefe kréie wéi en aneren, stelle mir net a Fro.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- Et ass een Énnerscheid, ob Elteren hire Kanner e Studium net „wëllen“ finanzéieren oder net „können“ finanzéieren. Ech kommen nach eng Kéier op dee Punkt zréck, wann ech iwwert de Prêt schwätzten.

Nei zum urspréngleche Projet ass dann och eng Familljebourse, déi d'Regierung agefouert huet. Wann zwee Kanner zur selwechter Zäit op der Uni studéieren, kréie se allen zwee 500 Euro zousätzlech Bourse. Dëst ass weder eng Basisbourse nach eng Sozialbourse. Mat désem Deel Bourse wölle mer virun allem der Tatsaach Rechnung droen, datt d'Studenten an hir Famill a méi enger schwiereger Situations sinn, wa se nach Geschwëster hunn, déi och studéiere ginn. Wa mer de Prinzip akzeptéieren, datt mam Studiéregeoen d'Zäite vum Kannergeld eriwwer sinn, dann ass et och kee Widdersproch, datt just d'Zuel vun den Héichschoulstudenten décidéiert, ob een esou eng Bourse kritt oder net.

E bësse méi problematesch ass et, wann de Brudder oder d'Schwëster zwar nach studéieren, awer keen Utrecht méi op eng Studiebähellef hunn, well se d'Konditiounen net méi erfëllen. Dann hunn automatesch och de Brudder oder d'Schwëster, déi Student oder Studentin sinn, keen Utrecht méi op d'Hellef, ob schonn hien oder hatt sech eigentlech náischtzuschoold komme gelooss hunn.

An da gëtt et nach, wéi am ale Gesetz och, d'Méiglechkeet, eng Hellef vun 1.000 Euro accordéiert ze kréien, wann e Student an enger besonnesch schwieriger Situations ass. Hei ass d'Halschent Bourse an d'Halschent Prêt. Mir wëssen, datt hei némme wéineg Demandé gestallt ginn. Am Zäitraum vun 2010 bis 2012 waren et der 14. Aacht Demandé sinn akzeptéiert ginn.

Ier ech dann zum eigentleche Prêt kommen, ginn ech nach kuerz op d'Hellef bei den Aschreiwungsgebühren an. Bis 3.700 Euro Aschreiwungsgebühre kënnten duerch eng staatlech Hellef gedroe ginn, jeeweils zur Halbschent als Bourse an als Prêt.

Do hate mer dann och d'Diskussiouen, ob een déi Fraisë bis zu engem vill méi héije Montant misst droen. Mir mengen net. Nach ass d'Méiglechkeet, fir e Studiegang ze fannen, bei deem d'Aschreiwungsgebühren énnert dem Seuil leien, grouss genuch. Et kann och net

sinn, datt d'Allgemengheet bei allméigleche Privatschoulen onbegrenzt Hellef finanziéiert.

E spezifische Problem, an d'Kolleegin vun der LSAP huet et och scho gesot, kéint awer an nächster Zukunft mat Groussbritannien entstoen. Dorop kommen ech nach eng Kéier zréck.

Am Résumé: E Student, deen zu Lëtzebuerg wunnt a studéiert, kritt 2.000 bis 5.000 Euro Bourse. E Student, deen zu Lëtzebuerg wunnt an am Ausland studéiert, kritt 4.000 bis 7.000 Euro Bourse. E Student, deen am Ausland wunnt a vun deem een Elterendeel an deene leschte siwe Joer op d'mannst fénne Joer zu Lëtzebuerg geschafft huet, kritt 4.000 bis 7.000 Euro Bourse, wann en am Ausland studéiert, och wann en zu Lëtzebuerg studéiert. Deeselwechte Student kritt 2.000 bis 5.000 Euro Bourse, wann en a sengem Heemechtsland studéiert. E Student, deen e Brudder oder eng Schwëster op der Uni huet, kritt 500 Euro zousätzlech.

Dat ass fir wéineg Studente méi wéi bis elo, an dat ass fir vill Studente manner wéi bis elo. Dat ass am europäesche Verglach nach émmer eng zimlech anstänneg Hellef. A wann ech am Ufank gesot hunn, e Gesetz iwwert d'finanziell Hellefen zu Héichschoulstudie misst all Student et erlaben, studéieren ze goen, dann ass et kloer, datt et mat der Bourse eleng och am gënschtegste Fall net duerget.

Duerfir gëtt et dann och nach deen Deel Prêt.

De Basisprêt ass 6.500 Euro, genee wéi beim Gesetz virdrue.

D'Zréckbezuele geet och net direkt nom Studium un, an den Zénstaux ass garantéiert.

Dat ass eng gutt Saach. Am Moment leien d'Zénsen déif, da spiert keen dat weider, mä dat muss net émmer esou bleiwen.

Wann d'Aschreiwungsgebühren héich sinn, da kann et sinn, datt bis zu 1.850 Euro Prêt derbäikommen. A wann eng Demande fir speziell Hellefe gemaach gëtt, da können och nach eng Kéier 500 Euro Prêt derbäikommen. Dat ass och nach alles d'selwecht wéi am ale Gesetz.

Nei ass awer dann: Dee Student, dee keng Sozialbourse oder net déi ganz Sozialbourse kritt, ka bis zu 3.000 Euro zousätzlech lénne goen.

Mir begréissen dës Méiglechkeet, déi och op Interventioun vun der ACEL agefouert gouf.

Mir warnen awer och virun dëser Méiglechkeet.

Ech kommen nach eng Kéier op dee Punkt ze schwätzten.

Mam Projet de loi 6670 léise mer net all Problemer fir déi nächst zéng Joer. Mir mengen awer, datt de Minister seng Hausaufgabe gutt gemaach huet, an déi gréng énnertéitzen dést Gesetz.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- Mir sinn der Meenung, datt mer och an Zukunft nach méi oft iwwert d'Studentebourse wäerten diskutéieren. Duerfir déposéieren ech am Numm vun deenen dräi Majoritésfraktiouen eng Motioun, déi selbstverständlech opsteet an och däerf vun deenen anere Fraktiouen a Parteie gedroe ginn, wou mer d'Regierung opfuerden, no engem Joer e provisoiresche Bilan ze maachen an no zwee Joer e fundéierte Bilan ze maache vun deem Gesetz, wat mer haut stëmmen.

Mir froen och, datt d'Regierung déi Gedanken, déi schonn eng Zäit laang am Raum schwiewen, fir en Organ vun enger national representativer Studentevertriedung ze schafen, intensivéiert. Bei deener Diskussiouen huet ee gemierkt: Esou e Gremium feelt eis. Mir mengen, esou en Organ wier wichtig.

Mir mengen, datt et wichtig ass, e Suivi ze maache vun der Situations vun de Studenten. Eventuell wier et ubruecht, en Observatoire anzerüchten. Eventuell kann een awer och e bestehend Gremium mat enger neier Missioun befaassen. Dat muss d'Regierung énnersichen.

Mir fannen, datt et net gutt ass, datt mer zwar schonn eng Rei Donnéeën hunn, déi iwwert de CEDIES erakommen, datt mer awer keng Auswärtung vun den désen Donnéeën hunn. An et ass nun eemol esou, datt d'Situatioun op den Héichschoulen net statesch ass. Mir müssen eis Méiglechkeete ginn, op Ännertungen ze reagéieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- rappelant que dans sa motion votée le 13 juillet 2010, à l'occasion de l'adoption de la réforme de juillet 2010, elle avait invité le Ministre de l'époque à procéder à une évaluation des effets de la réforme au bout de 12 mois;

- notant que cette évaluation n'a été réalisée que de manière rapide et sommaire dans la réunion de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace du 11 juin 2012;

- estimant que la réforme actuelle des aides financières de l'Etat pour études supérieures, tout

comme les réformes et adaptations antérieures, souffre toujours d'un certain manque de données et de statistiques fiables par rapport aux nombreuses implications des modifications proposées;

- considérant que la récente étude lancée par le comité d'action des étudiants en coopération avec le Centre Information Jeunes fournit certaines indications utiles sur les coûts de vie et d'études des étudiants;

- considérant que le nouveau montant maximal d'aide financière auquel peut prétendre l'étudiant-e monte désormais à 18.700 EUR et qu'une partie importante peut être attribuée en tant que prêt;

- rappelant que vu le large choix des domaines, des lieux d'études et des régimes linguistiques qui sont ouverts aux étudiant-e-s luxembourgeois, une orientation efficace s'avère particulièrement complexe et devra être analysée et adaptée aux besoins actuels;

invite le Gouvernement

- à présenter un premier bilan du nouveau système d'aides financières pour études supérieures après un an et une évaluation détaillée deux ans après la mise en application de la réforme;

- à étudier la mise en place d'un Observatoire de la vie étudiante ayant notamment pour mission le suivi de la situation socio-économique des étudiant-e-s afin d'assurer la disponibilité de données statistiques fiables et régulières;

- à analyser la création d'un organe officiel de représentation nationale des étudiants;

- à se donner les moyens nécessaires pour accomplir ces missions.

(s.) Claude Adam, Eugène Berger, Taina Bofferding.

Ech hat Groussbritannien ugeschwat. Hei ass en Trend zu émmer méi héijen Aschreiwungs- a Studiegebühre festzestellen. Dat ass engersäits drop zréckzeféieren, datt d'Engländer eng zimlech liberal Schinn fueren. Mä ech wëll mer et awer och net esou einfach maachen. Et gëtt och nach aner Ursachen. Et gëtt weltwäit e Flux vu Studenten, déi aus enger Region an eng aner Region studéieren ginn. Zum Beispill gi vill Studenten aus Osteuropa a Westeuropa studéieren.

Kleng Länner - Lëtzebuerg zielt och nach émmer derzou - schécke méi Studenten an d'Ausland, well si net kénnen alles ubidden. Beispill: Zypern huet 12.000 Studenten an d'Ausland geschéckt, aus dem Ausland kommen awer némmen 1.600 Studenten an Zypern. A Groussbritannien ass dat Verhältnis e ganz anert. Do sinn 2008/2009 13,6-mol méi Studenten an d'Land komm, wéi der aus Groussbritannien an aner Länner gaange sinn, an dauerfir hunn ech och en...

(Interruption)

Här Kartheiser, wann Der eppes ze soen hutt, da waart, bis et un lech ass, wann ech gelift!

Ob mir grad just...

► **M. le Président.**- Jo,...

(Hilarité et interruptions)

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- Datt d'Engländer probéieren, en Deel vun hirem Invest an d'Héichschoul iwwert d



SÉANCE 32

JEUDI, 10 JUILLET 2014

Universitéstudium, och wann d'CSV déi Meenung vläicht net deelt.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- Mir mengen, datt et wichtig ass, datt jonk Leit op eng seriö Berodung kennen zréckgräifen, a mir sin och der Meenung, datt een desen Aspekt vun der Studiebähel soll iwwerwaachen.

Et ass jo haut net méi esou, datt een automatesch no engem Héichschoulstudium en direkten Zougang zu enger gutt bezuelter Platz op Liewenszäit huet. D'lddi, fir zumindest en Deel vum Prêt kunnen an eng Bourse émzwandelen, ass net verkéiert. Et wier sénnvoll, sech Gedanken driwwer ze maachen, a mir hunn eis der och schonn driwwer geamaach.

Den Amendement vun der CSV schéisst awer wäit iwwert d'Zil eraus, an duerfir énnerstétzte mir deen net.

Wéi mer 2010 déi sougenannten „Loi Biltgen“ agefouert haten, hat den Här Biltgen eis versprach, mir kréiche praktesch gratis an automatesch elo och eng ganz Rei Donnéeén iwwer eis Studente matgeliwwert. Dat hu mer och oft nogfrot, krute mer awer bis elo nach ni.

Mir brauchen esou Donnéeén, fir eng seriö Héichschoulpolitik am Intérêt vun eise jonke Leit ze maachen. Wa mer gefrot hunn: „Wéi vill Studenten halen énnerwee op?“, da krute mer eng Antwort: „Oh, ongeférer un Dréttel vun de Studenten hält ganz op mat studéieren, een Dréttel fánkt en neie Studium un an een Dréttel mécht de Studium färdeg.“ Déi Aschätzung war eis vill ze vill graff. An ech mengen och, datt se nach e Stéck vun der Realiit ewech ass.

An deem Sondage vun der UNEL, vun deem ech scho geschwät hunn, heeschet et, datt 40% vun de Bachelor-Studente scho méi laang studéieren ewéi sechs Semester, also schonn iwwert d'Regelstudienzäit ewech sinn. Da gëtt och nach gesot, wéi vill Prozent gewisselt hunn, opgehalen hunn. Dat sinn alles Donnéeén, déi onprezis sinn, mä mir hunn nach keng besser. Et wier awer immens interessant erausfannen, firwat datt esou vill Studente wiesselen oder ophalen.

D'UNEL seet, well esou vill Studenten ophalen, wiesselen, verlängerer, missten d'Héllfe verlängert ginn. Mir mengen éischter, datt d'Orientatioun muss wesentlech verbessert ginn. Mir mengen och, datt d'Ausenanersetzung mam schouleschen a familiäre Milieu iwwert dat, wat ech wéll an aller Onofhängegeet studéiere goen, éischter e wäertvollen Exercice ass wéi eng Kapitulatioun vum onofhängege Student.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- Här President, mir hunn en Interessi, datt méiglechst vllj jonk Leit studéiere ginn, datt méiglechst vllj jonk Leit och an d'Ausland studéiere ginn. Mir hunn et mat jonken Erwuessen en zinn, déi hu schonn eng ganz Rei opzeweisen an hiren Liewen: Sechs Joer Primärschoul a siwe Joer Secondaire mat Erfolleg hu si hannert sech bruecht. Dat geet net vum selwen, do brauch een Energie, do brauch ee gutt Enseignanter an do ass mat déi gréissten Héllf och en Elternhaus, wat d'Schoul an de schoulesche Wee énnerstézt.

Mat dësem Gesetz kann all Mensch, deen Zougang zu enger Héichschoul kritt, och studéiere goen. Wa seng Elteren hien net énnerstéze kennen, well se finanziell d'Méiglechkeet net hunn, dann ass et e bësse méi schwéier, mä awer och ass méiglech. Wa seng Elteren hien net énnerstéze wéllen, obscho si dat kéinte maachen, dann ass et nach méi schwéier, mä awer och nach èmmer méiglech. Dat war mam ale Gesetz och net vill anescht. Mir hunn en Intérêt drun, datt jonk Leit studéiere ginn.

Mir sollten awer och wëssen, datt et aner interessant berufflech Weeér gëtt. Mir sollten deene Jonken, déi net kennen op eng Héichschoul goen, och net arieden, si wieren náisch oder manner wäert.

(*Brouhaha*)

Op vill Aspekter sinn ech net agaangen, zum Beispill op d'Méiglechkeet, datt een och bei engem Fernstudium ka finanziell ènnert d'Aerm geograff kréien, oder op déi positiv Décisioun, datt mer keng Alterslimite fir den Zougang zu den Héllfen an d'Gesetz gesat hunn. Duerfir sim ech frô iwwert den ausférleche mëndlechen a schrëftleche Rapport vun der Rapportrice, där ech och heimat wéll villmools Merci soen. An lech soen ech Merci fir d'Nolauscheren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Adam. Nächste Riedner ass den Här Roy Reding fir d'ADR.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wa mer en neit Gesetz maachen an enger esou wichteger Matière, da stellen ech mer einfach emol d'Fro: Wéi sollt esou e Studiebähellegegesetz idealerweis ausgesinn? Mir maache jo en neit Gesetz, mir kennen also innovéieren. Wat wieren d'Ziller vun engem gudden neie Gesetz, wann een Zäit genuch gehat hätt, fir et auszeschaffen?

D'Zil misst sinn, éischtens, datt all Lëtzebuerger Awunner, dee studéiere wéllt a studéiere kann, dat heesch déi néideg intellektuell Viraussetzungen derfir matbréngt, studéiere kann, wat e wéllt a wou e wéllt, an dat, zweetens, onofhängeg vu sengen Elteren a vun deem, wat seng Eltere wéllen a wat seng Eltere kennen, wie seng Eltere sinn, wat seng Eltere schaffen a wat seng Eltere verdéngen.

(*Interruptions*)

Den Här Adam huet ganz recht:...

► **M. le Président.**- Wann ech gelift! Just den Här Reding huet d'Wuert.

► **M. Roy Reding** (ADR).- ...Idealerweis müssen a sollen Elteren hir Kanner énnerstézen. A jo, si hunn och eng juristesches..., si hunn och d'Flucht, hire Kanner ze hëllefen, juristesches. Mä en attendant, wat mécht dann dat Kand, deem seng Eltere soen: „Ma mir hunn dech dach elo net d'Première maache gelooss, fir dass de «Nénéné» studéiers zu Souwisou!“ Wat mécht et? Et feiert e Prozess géint seng Eltere! An en attendant: Kann et studéieren, jo oder neen? Neen, et kann net studéieren! An zumindest an esou Fäll misst esou Leit können direkt an ad hoc gehollef ginn, onofhängeg vun engem Recours géint d'Elteren.

An idealerweis géif fir eis esou en neit Gesetz dréttens bedeuten, datt mer Sozialtransferten iwwer eis Grenzen ewech verschwannen doen, well déi Leit, déi Grenzgängerkanner an hire Länner - Däitschland, Frankräich, Belgien, dat si jo dann d'Grenzgänger - och méi oder manner gutt Studiebähellegen hunn, vun deene se profitéiere kennen, an dat onofhängeg dovun, ob ee vun hiren Elterendeeler zu Lëtzebuerg schafft oder net.

Den ale System Biltgen war bestémmt net ideal, mä e war u sech e gudde System, an nees eng Kéier gouf eng gutt an eigentlech ganz generés Iddi vun Onofhängegeet vum jonke Mensch duerch eng falsch interpretéiert EU-Regel futtigemaach. Dat muss een einfach klipp a kloer soen! Europa huet eis dést générëst Gesetz futtigemaach!

Fakt ass...

(*Interruption*)

Majo, Madame Loschetter, et ass einfach wouer!

Fakt ass, datt d'EU an Héichschoulsaache kengerlee Kompetenz huet. Fakt ass och, datt et géif duergoen, datt mer aus de Studiebähellegen eng kommunal Aufgab géife maachen, da kéinte se guer net méi un eis erukommen. A Fakt ass och, datt ech, wéi den Här Adam sot, et wier bedauerlech, datt e Student vun Athus, deen op Belval geet, kann eng Mobilitéitsbourse kréien an dee vu Wäiswampech net, dat wier onglécklech, datt ech duecht an ech soen lech: Dat ass net onglécklech, dat ass skandaléis!

Bon, Kolleegen, wéi mer hei den Hearing hate mat de Studenten, huet jiddwereen...

► **M. le Président.**- Här Reding, erlaabt Der, dass den Här Adam lech eng Fro stellt?

► **M. Roy Reding** (ADR).- Jo, wann ech dräi Minutte kréien, déi hien iwwerzunn huet, hunn ech kee Problem domat.

► **M. le Président.**- Neen, Dir kritt déi selbstverständliche ugerechent.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Jo, natierlech, selbstverständliche.

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- Här Reding, fannt Der et dann och skandaléis, datt de Student vun Athus, wann en op Montpellier geet, keng Bourse kritt? Oder ass lech dat méi egal, wéi wann dee vu Wäiswampech op Belval kënnt?

► **M. Roy Reding** (ADR).- Dee kritt déi, well Athus läit a Belgien a Montpellier läit a Frankräich, Här Adam, voilà!

(*Hilarité*)

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- Pardon, da Bréissel.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Sou! Domat dann zu deene Kampfstoryen, déi mer hei erzielt hunn, wéi mer d'Studenten ugehéiert hunn. Wéi mer d'Studenten ugehéiert hunn, hu vill vun de Kolleegen erzielt: „Majo, wéi ech studéiere gaange sinn...“, wou sinn ech hiagangen, wat krut ech als Bourse, wat hunn ech misse schaffe goen an esou weider an esou weider. An d'Studente ware mat Recht e bës-

sen agacéiert, well se sot: „Mä haut ass alles anescht, haut ass alles méi deier!“, an esou weider.

Mä ech kommen trotzdem drop zréck. Wéi war et da fréier? Deemools konnt ech als Aarbechterkand mat enger Première vum lechternacher Lycée op eng Uni goen, an zwar net egal wat fir eng, mä déi beschten Droits-Uni vu Frankräich. Ech krut e Stéck Prêt mat Zënsen, ech krut e Stéck Prêt ouni Zënsen, ech krut e Stéck Bourse. Meng Prête konnt ech lacker rembourséieren, wéi ech färdeg war. Dat war Chancégläichheet au départ, an et ass déi Chancégläichheet, déi mer haut mat dësem Gesetz net méi garantiéieren.

Fir mech ass e Studiebähellegegesetz, wat dat doten net erlaabt, nämlech datt en Aarbechterkand onofhängeg vun der finanzieller an och der moralescher Astellung vu sengen Eltere ka studéieren op enger Topuniversitéit, inakzeptabel. An eleng duerfir géif ech esou e Gesetz ni-mools stëmmen.

Dat Gesetz hei ass a senger Gesamtheet net gutt an et ass och a senger Detailer net gutt. Mir hu jo elo schonn d'Mobilitéit ugeschwät. Eng aner Saach ass zum Beispill den Elément de la famille. Dat ass einfach Quatsch! Et ass einfach Quatsch ze kucken, wéi vill Kanner vun engem Famill studéieren. Et muss ee kucken: Wéi vill Kanner huet déi Famill. A wann dat eent scho färdeg ass mat de Studien, éier dat zweet ufánkt, oder dat zweet färdeg ass, éier dat drëtt dann dohinnerkénnt, da muss een dach a Kont huelen, datt déi Famill iwwer Gebühr an aussergewéinlech vill Efforte muss maachen. An deem muss ee kenne Rechnung droen.

Och déi Limitatioun vum Prêt fannen ech aus deene virgenannten Ursachen net richteg.

D'Sozialkomponent, et deet mer leed, dat ass de Contraire vun enger Simplification administrative. Et ass schwéiffäleg, et ass kompliziéiert. Et bedeut, datt en Apparat muss opgebaut ginn, deen ech gär géif als Usine à gaz duerstellen. Studenten, déi vun hiren Elteren déi néideg Pabeieren net kréien, kommen an Däiwelskichen. Et ass een onwahrscheinlech Opwand.

Et sollt een et einfach esou maachen, wéi d'Madame Hansen an hirem exzellenten, ech géif scho bal soen „Rapport“ virgeschloen huet.

(*Interruptions diverses*)

Ech däerf meng Nopesch och eng Kéier luewen, jo. Da kommen ech zum...

► **Une voix.**- ...Éierlechkeet.

► **Une autre voix.**- Ech weess net, ob se dat wéllt.

(*Hilarité*)

► **M. Roy Reding** (ADR).- Da kommen ech op mäi Lieblingsthema, dat sinn d'Droits d'inscription. Do gesäßt dést Gesetz vir, mir hate scho Rieds driwwer an der Kommissiou, mä ech soen et dann hei fir de Plenum a fir d'Effentlechkeet, do gëtt virgesinn: 3.700 Euro Maximum mat 50% Bourse, 50% Prêt. Mir hunn als ADR do en Amendement erabruacht, wou mer gesot hunn, mir hätte gär zumindest fir dat, wat iwwert dee Montant erausgeet, e Prêt, fir datt Leit kennen op Unie studéieren, déi ebe méi deier si wéi 3.700 Euro. England ass hei schonn ugeklongen.

Mä kommt, mir nennen emol einfach ganz konkret Chifferen! An England ass déi moyenne Aschreiwegebühr fir eng Uni, fir eng normal Uni - mir schwätzen net vu Medezin an esou - 11.000 Euro d'Joer! An enger Schoul wéi der École hôtelière de Lausanne ass d'jährlech Aschreiwegebühr 45.000 Euro! Dat ass einfach Fakt. An esou Fakte misst ee kenne Rechnung droen.

Bon, deen Amendement gouf niddergestëmmt, genau wéi déi Amendementer vun de Kollege vun deene Léiken an d'Amendementer vun der CSV. Ech representéiere mäin Amendement, eisen Amendement vun der ADR hei net! Well mir soen, mir wéllen deen „simulacre de démocratie et de débat démocratique“ net matmaachen. Dir sidd mam Bulldozer an der Kommissiou driwwergetufuer an Dir géift och hei am Plenum mam Bulldozer driwwergetufuer. Dat brauche mer net.

► **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.- Dir waart net ganz oft an der Kommissiou, hunn ech festgestellt.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Pardon? Wien, wou?

► **M. le Président.**- Den Här Minister.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Ah, den Här Minister. Jo, Här Minister Meisch, Dir wéllt mech eppes froen?

► **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.- Ma et ass

mer an Erënnerung komm, datt Dir net ganz oft an der Kommissiou derbäi waart.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Mä Är Kommissiounen, mir kënnen och doriwwer gäre schwätzen: Wa Kommissioune festgeluecht ginn den Dag selwer oder den Dag virdrun op méttes eng Auer, wou mer um zwou Auer zum Beispill Agrikulturkommissiou hunn, dann ass et fir eng Partei, déi dräi Députéierter huet, relativ schwierig, op zwou Plaze gläichzäiteg ze sinn, Här Meisch!

► **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.- Da gesäßt een, wou datt d'Prioritéit gesat ginn.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Nichtsdestotrotz hunn ech awer déi Aarbecht intensiv verfollegt, an an däi doter Kommissioussättzung hunn ech jo mäin Amendement proposéiert.

► **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.- Jo, an engerer...

► **M. Roy Reding** (ADR).- Gutt, Här Meisch, wat wéile mer? Wéile mer Exzellenz hei am Land? Oder wéile mer lamentéieren, datt mer et nohalteg net färdegbréngent, fir qualifizéiert Leit auszubilden, fir d'Posten ze besetzen? Wéile mer viru lamentéieren, datt 10.000 nei Aarbechtsplätze geschafe ginn, a mir hunn hei am Land net déi richteg Leit, fir se ze besetzen?

Dat ass dach d'Fro! Et gëtt eng Inadequatioun téshent Offer an Demande um Aarbechtsmaart. An do kéint notammt hëllefen, datt mer eise Studente géifen hëllefen, déi beschméiglech Unien ze maachen. Net iergendeng Uni, wou een eppes ka studéieren. Neen, déi Uni, wou een esou eng gutt Ausbildung kritt, datt een och eng Plaz effektiv ugebuedet kritt.

An do hunn ech e ganz einfach Beispill. Dat kann all Mensch opréiwen. Mir hunn hei op der Grenz, eng Stonn mam Auto, zu Koblenz, Vallendar bei Koblenz, eng Schoul, déi heesch „Wissenschaftliche Hochschule für Unternehmensführung, Otto-Beisheim-Schule“. Déi kascht 12.000 Euro Aschreiwegebühr pro Joer. Déi gehéiert zu deenen Top-5-Universitéit vun der Welt a Betriebswirtschaft. De Loyer fir e Studio kascht do 300 bis 400 Euro. Dat kann all Mensch sech leeschten.

Firwat empêchéiere mir, datt Leit, déi wéllen a kennen op esou enger Uni ugeholle ginn, déi Aschreiwegebühr vum Lëtzebuerger Stat kenne kréien, Här Meisch - neen entschéllegt! -, Kollege vum Parlament?

► **M. le Président.**- Jo, Dir hutt lech selwer zur Uerdnung geruff.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Merci! Zumindest esou eppes iwwer e Prêt ze finanziereren, dat misst dach méiglech sinn!



SÉANCE 32

JEUDI, 10 JUILLET 2014

dat, wat ee kéint nennen eng „allocation universelle“ oder e „Grondakommes“, wéi verschidde Riedner dat 2010 genannt hunn, oder en „Prêt salaire“, wéi den Hoffmanns Änder dat och nach gesot huet. Och wann een dobäi muss betounen, datt dofir awer de Student eng aner Allocation universelle, nämlech déi vum Kannergeld a vum Kannerboni, net méi kritt huet.

Fir de Projet, deen deemools vun der LSAP matgedroe ginn ass an haut ganz hefteg vun der DP kritiséiert gëtt, hu verschidde Riedner 2010 d’Wichtegkeet vun deem Grondakommes evirgestrach. Ech wéll hei een zítierien, dat ass deen deemools jonken Députéierte Claude Adam vun deene Gréng, dee sot: „Mir schafen also mat deem Gesetz hei ee Grondakommes fir Studenten. Ech hunn et scho gesot, déi gréng fannen déi Iddi gutt. Jiddwree gëtt d’selwecht gekuckt. Mir hu keng Studente méi aus räichen a manner räichen Elterenhaiser. Mir hu just nach jenk Leit, déi wëlle studéieren. Mir hunn also ee Grondrecht op Studium. An da geet et och net drëm, wat d’Eltere wëllen, mä et geet drëm, wat wierklech de jonke Mensch, wat de Student wëllt.“

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Justin Turpel** (déri Lénk).- An dat huet den André Hoffmann a senger Interventioun 2010 och énnerstrach.

► **M. Claude Adam** (déri gréng).- Här Turpel, Dir zítieriet just en Deel, dat ass... Dir hutt d’Ironie net mat zítieriert. Da maacht dat och!

► **M. Justin Turpel** (déri Lénk).- Wat hunn ech net mat zítieriert?

(Brouhaha)

► **M. Claude Adam** (déri gréng).- D’Ironie, déi do hannendrukkennt.

► **Une voix**.- ...Dir hat zum Här Kartheiser gesot, hie soll sech aschreien, Här President.

► **Mme Viviane Loschetter** (déri gréng).- Dat ass deene Lénken hir Polemik.

► **M. le Président**.- Jo, ech mengen och...

► **M. Claude Adam** (déri gréng).- Hien huet mech perséinlech ugeschwat.

► **Mme Viviane Loschetter** (déri gréng).- Schwätzlt léiwer iwwert den Inhalt.

► **M. le Président**.- Ech mengen, Dir kritt och jidderzäit d’Wuert,...

(Interruptions diverses)

...wann Der lech ugegraff fillt, mä elo huet just den Här Turpel d’Wuert.

(Brouhaha général)

Här Turpel, fuert Dir weider a loosst lech net beiren!

► **M. Justin Turpel** (déri Lénk).- Merci. Dat waren d’Aussoe vum Députéierte Claude Adam zum Grondakommes. Hien huet och aner Aussoe gemaach, op déi ech nach wäert zréckkommen, mä dat war emol déi.

Ech hu gesot, dat Gesetz vun 2010 hat ee wessentleche Virdeel, dat war déi Allocation universelle, fir d’Onofhänggeket vum Student ofzesécheren.

Et hat och ee groussen Nodeel, an dat ass d’Diskriminéierung vun de Frontalieren, d’Ausgrenzung vun de Frontalieren, esou wéi se deemools ganz kloer vun der Chambre des Salariés kritiséiert ginn ass a wéi och den Députéierten André Hoffmann se kritiséiert huet, dee gesot huet: „Mir zweifelen drun, dass dat mat dem europäische Recht iwwerhaapt ver einbar wier, wat mer do mat de Frontaliere maachen, a sozial gesi fanne mer et de toute façons inakzeptabel! An dofir stëmmen déi Lénk selbstverständlich dat Gesetz net!“ Dat war 2010.

Et muss een drun erënneren...

► **Mme Viviane Loschetter** (déri gréng).- Mir hunn et och net gestëmmt.

► **M. Justin Turpel** (déri Lénk).- Jo, jo, ech kommen dorobber. Ech wäert et och erklären. Ech wäert och nach dorobber agoen.

► **Mme Viviane Loschetter** (déri gréng).- ... très bien!

► **M. Justin Turpel** (déri Lénk).- Jo, et ass heiansdo wichteg, drop hinweisien, wéi déi gréng Politik a Kontradiktioune kënnnt a sech op eemol ganz schnell kann änneren. Mä do robber komme mer zréck.

► **Mme Viviane Loschetter** (déri gréng).- Merci!

(Interruption)

Et gëtt all Dag besser!

(Interruption)

► **M. Justin Turpel** (déri Lénk).- Ech wollt nach eng Kéier drop hiweisein, wat dat mat sech bruecht huet 2010. Bis dohinner goufe 17 Milliouen ausgi fir d’Sstudiebähëlfelen, an do duerjer, datt deen Universalbeitrag, déi Onofhänggeket vum Student mat 7.000 Euro garantiert ginn ass, sinn 38 Milliouen dobäi komm. Insgesamt waren dat 55 Milliouen, déi gerechent gi waren, datt dat géif kaschte fir ronn 8.000 Studenten. A Wierklechkeet, huet d’Madame Beissel eis virdru gesot, waren et 90 Milliouen, déi et 2011/2012 kascht huet.

A bei där ganzer Operatioun goufen op d’Käschte vun de Frontalieren a vum Kannergeld a vum Kannerboni 74 Millioune gespurt. Mä net némmer op d’Käschte vun de Frontalieren, mä och op d’Käschte vun deene Lëtzebuerger Stéit, déi manner Kannergeld kritt hunn, well ee Kand net méi am Groupe familial dra war an doduerjer d’Kannergeld eroftgaangen ass. Also ass och do gespurt ginn.

Insgesamt huet déi Rechnung, déi deemools geheescht huet „Mat manner Sue méi maachen“ 36 Milliouen énnert dem Stréch vun Erspuernis mat sech bruecht.

Elo gëtt gesot: „Mir si konfrontéiert mat enger Käschenexplozioun an engem Budgetsproblem“, an da ginn Ännérungsproposéiert par rapport zu der Finanzhëlfel. Et gëtt eng Bourse de base agefouert vun 2.000 Euro, eng Bourse sociale vun 0 bis 3.000 Euro, eng Bourse familiale, déi awer némmer da spiltt, wann en zweet Kand op der Uni ass, an déi, wéi d’Etüd vun de Studente weist, virun allem deene Räiche 500 Euro zousätzlech bréngt, an et gëtt eng Bourse de mobilité agefouert vun 2.000 Euro, déi fundamental ongerecht ass, wou ech drop zréckkommen.

Énnert dem Stréch kritt de Student also statt 7.000 Euro jee no Situations 2.000 bis 7.500 Euro, wann en alles kritt. Fir déi meesch Studenten ass dat eng massiv Kierzung, an net emol onbedéngt némme fir déi besser gestallt Studenten, mä och fir anerer.

Als Beispill wëll ech soen, datt een, deen all d’Boursse kritt - base, sociale, familiale, mobilité - a wann d’Famill méi wéi annerhallwe soziale Mindestloun Akommes huet, da läit e schonn énnert deem, wat se hate mat 7.000 Euro. A wann e keng Bourse familiale kritt - wat jo déi meesch net kréien -, da läit e scho mat engem soziale Mindestloun énnert deem, wat ee bis elo hat. Dat ass net d’Onofhänggeket vum Student garantéiert!

De Statsrot weist a sengem Avis drop hin, datt et émmer méi schwierig géif ginn, fir den Énnerscheid ze maachen téschent den Allocations familiales an der Studentebourse. De Statsrot seet: „...la comparabilité entre les deux mesures devient de plus en plus vraisemblable et la justification de la différence de traitement devient de plus en plus malaisée.“ De Statsrot seet, „datt et schweier novezollzéien ass, wou den Énnerscheid ass, an ech mengen, déi Fro ass berechtegt.

A wann et en Énnerscheid gëtt, dann ass et sécherlech deen, datt ee fir ze studéiere méi brauch, wéi fir an e Lycée ze goen. An hei zitt de Projet de loi déi émgedréite Konklusioen draus a gëtt deenen, déi studéiere ginn, mäne wéi dat, wat se als Kannergeld hunn, wa se an de Lycée ginn.

An dowéinst hu mir och en Amendement an deem Senn proposéiert, wat seet, datt d’Bourse de base soll an der Héicht vum Kannergeld sinn, an dowéinst kéinte mer och d’Allocations familiales ofschafen, well am Kannergeld jo dran ass, wann ee méi Kanner huet, datt een dann och méi kritt, an déi sozial Bourse da just nach do wier, fir deenen ze héllefen, déi wierklech soss net d’Méiglechkeet hätten, fir op eng Uni ze goen.

Amendements parlementaires proposés par la sensibilité politique déi Lénk

Amendement 12 concernant l’article 4

Objectif:

L’objectif de cet amendement est de fixer le montant de la bourse de base à la même hauteur que celle des allocations familiales et du boni pour enfants (cf. remarque du Conseil d’État y relative). En adaptant le montant total de la bourse de base à celui des allocations familiales et du boni pour enfants, la bourse familiale, telle que proposée par le Gouvernement, peut être supprimée (cf. amendement 13). La différence avec les allocations familiales ne se fera plus au niveau de la bourse de base, mais au niveau de la bourse sociale.

Texte:

Le paragraphe 1 de l’article 4 est remplacé par un nouveau paragraphe 1 dont la teneur est la suivante:

«(1) Bourse de base: la bourse est accessible à l’étudiant qui satisfait aux critères des articles 2 et 3 de la présente loi. Le montant par année académique est fixé à deux mille euros correspond au total des montants alloués selon les articles 272 (allocations familiales) et 274 (allocation de rentrée scolaire) du Code de la sécurité sociale et selon la loi du 21 décembre 2007 (boni pour enfant). Pour l’application de ces dispositions légales sont considérés comme appartenant au groupe familial prévu à l’article 270 du Code de la sécurité sociale tous les étudiants qui remplissent les conditions des articles 2 et 3 de la présente loi, ainsi que tous les bénéficiaires de l’allocation familiale.

Les montants évoqués à alinéa précédent sont considérés au nombre indice valable le 1^{er} juillet 2016 et adaptés aux variations du coût de la vie conformément à l’article 11, paragraphe (1), de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l’Etat.»

Commentaire:

C’est à juste titre que le Conseil d’Etat soulève dans son avis du 3 juin 2014: «Si les allocations familiales contribuent à la compensation des charges familiales, voire de la charge d’enfants, la bourse de base est censée garantir l’autonomie de l’étudiant sans que le nombre d’enfants à charge du ménage influe sur le montant. Néanmoins, la question se pose si les catégories des personnes concernées se trouvent dans une situation comparable. Si les situations devaient être considérées comme comparables, il faudrait analyser si l’objectif poursuivi par le législateur justifie la différence instituée au regard des exigences de rationalité, d’adéquation et de proportionnalité. Avec l’introduction de la bourse familiale, qui prend en compte la charge d’enfants poursuivant des études supérieures, la comparabilité entre les deux mesures devient de plus en plus vraisemblable et la justification de la différence de traitement devient de plus en plus malaisée.» S’il y a une justification à la différence, ce n’est certainement pas celle selon laquelle les charges d’un étudiant (âgé de 18 ans et plus) qui suit un enseignement supérieur seraient moins élevées que les charges familiales pour un élève qui effectue ses études dans un établissement d’enseignement professionnel, secondaire ou secondaire technique au Luxembourg.

Or, la comparaison entre les allocations familiales et la bourse telle que proposée par le Gouvernement montre que pour un revenu supérieur à deux fois le SSM, le montant de la bourse est inférieur aux montants des allocations familiales allouées avant 2010.

Voilà pourquoi il est proposé de fixer le montant de la bourse de base à la même hauteur que celle des allocations familiales et du boni pour enfants. En plus, l’autonomie de l’étudiant ne peut être garantie sans prise en considération correcte du nombre d’enfants à charge du ménage. Le nombre de tout enfant influe sur la charge effective. Dans ce même ordre d’idées, la bourse familiale, telle que proposée par le Gouvernement, sera supprimée (cf. amendement 13).

La différence réelle entre l’aide familiale et l’aide financière pour études supérieures ainsi retenue, se fera - au regard des exigences de rationalité, d’adéquation et de proportionnalité (cf. Conseil d’Etat) - par la bourse sociale, qui, au-delà de la bourse de base nécessaire pour toute étude supérieure, doit considérer la capacité du ménage à subvenir aux besoins de l’étudiant.

En plus, et en attendant la réforme des allocations familiales, les montants repris sont à adapter annuellement à l’évolution du coût de la vie, qui était de 652,16 le 1^{er} juillet 2006, l’indice actuel étant de 775,17, soit 18,86% plus élevé qu’en 2006.

Amendement 13 concernant l’article 4

Objectif:

Supprimer la bourse familiale suite aux adaptations de la bourse de base.

Texte:

L’alinéa 1 du paragraphe 4 de l’article 4 est supprimé.

Commentaire:

En adaptant le montant total de la bourse de base à celui des allocations familiales et du boni pour enfants, la bourse familiale, telle que proposée par le Gouvernement, est à supprimer. Pour les détails, voir le commentaire de l’amendement 12.

Amendement 14 concernant l’article 4

Objectif:

Rapprocher le montant de la bourse sociale à la situation de revenu et de patrimoine réel du ménage.

Texte:

L’alinéa 1 du paragraphe 3 de l’article 4 est modifié comme suit:

«(3) Bourse sur critères sociaux: la bourse sur critères sociaux est accessible à l’étudiant qui satisfait aux critères des articles 2 et 3 et dont le revenu total annuel du ménage dont il fait partie est inférieur ou égal à quatre virgule cinq fois et demie (veuillez lire: à quatre fois et demie) le montant brut du salaire social minimum annuel pour salariés non qualifiés. Par revenu total annuel, il faut entendre le revenu imposable tel qu’il est défini à l’article 7 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l’impôt sur le revenu. Est ajouté, le cas échéant, l’abattement de cession prévu à l’article 130 de la même loi.»

Commentaire:

La capacité financière du ménage se caractérise non seulement par le revenu imposable, mais à plus forte raison du revenu total disponible, y compris, en principe, du patrimoine. Or, comme au Luxembourg les données concernant le patrimoine de chaque ménage ne sont pas disponibles, il y a lieu de considérer au moins le revenu total disponible.

En plus, et afin d’établir l’équité nécessaire par rapport à la détermination de la capacité financière de chaque ménage, il serait utile et urgent que le Gouvernement mette en place les instruments nécessaires pour inventorier le patrimoine de chaque personne. En attendant, et suite à l’adaptation de la bourse de base aux allocations familiales, il y a lieu de prendre en compte pour la fixation de la bourse sociale l’entièreté du revenu disponible, et non seulement le revenu imposable.

Amendement 15 concernant l’article 4

Objectif:

Supprimer la discrimination selon le pays et adapter le montant de la bourse de mobilité aux frais de location et de vie réelle («Städteindex»).

Texte:

Le paragraphe 2 de l’article 4 est modifié comme suit:

«(2) Bourse de mobilité: la bourse de mobilité est accessible à l’étudiant qui satisfait aux critères des articles 2 et 3 de la présente loi et qui est inscrit dans un programme d’enseignement en dehors des frontières nationales du pays de résidence du ménage dont il fait partie et qui apporte la preuve qu’il supporte les frais inhérents à une prise de location d’un logement. Le montant maximal à liquider par année académique est fixé pour chaque ville universitaire d’après un barème à établir par la commission consultative prévue à l’article 10. Le montant alloué est décidé par le ministre.»

Commentaire:

Il n’est pas admissible de limiter la bourse de mobilité aux locations prises à l’étranger. A cet égard la Chambre des Salariés note dans son avis complémentaire du 19 juin 2014: «Il est possible que l’étudiant ait une location dans le même pays mais à un éloignement certain de la résidence des parents, comme par exemple un étudiant demeurant à Clervaux avec ses parents, mais faisant des études à Esch/Alzette. Alors que l’étudiant qui réside à Metz, mais fait des études à l’Université du Luxembourg aura droit à la bourse de mobilité du fait qu’il dépasse les frontières pour faire ses études. Ne devrait-on pas trouver une solution plus équilibrée à ces problèmes en prévoyant que la bourse de mobilité soit due au-delà d’un certain éloignement entre le domicile de l’étudiant et son lieu d’études? A défaut de ce faire, est-ce que notre législation ne sera pas à nouveau source de discrimination des non-résidents en vertu des règles européennes, alors qu’il est très probable que ceux-ci vont souvent faire leurs études dans leur pays de résidence?» Partant, et afin d’éviter de nouvelles discriminations, il est proposé de considérer les frais réels avec un maximum à fixer par cité universitaire («Städteindex») par la commission consultative prévue à l’article 10. Afin de contrôler la dépense budgétaire supplémentaire, c’est, en fin de compte, le ministre qui prend la décision.

Amendement 16 concernant l’article 6



SÉANCE 32

JEUDI, 10 JUILLET 2014

nistre. Cette majoration ne peut dépasser trois mille euros pour la bourse et trois mille euros pour le prêt. Les modalités de cette médiation sont arrêtées par règlement grand-ducal.»

Commentaire:

Plusieurs situations, où la ou les personnes responsables du ménage dont fait partie l'étudiant, ne peuvent pas participer ou ne veulent pas participer à la hauteur des besoins au subventionnement des charges pour études, peuvent se présenter:

- il peut y avoir des responsables de ménage qui ne veulent pas contribuer convenablement aux frais d'études, parce qu'ils ne sont pas d'accord avec le choix de l'étudiant;

- il se peut que, pour d'autres raisons, comme l'endettement du ménage, ils ne soient pas à même de subvenir correctement aux frais d'études;

- il se peut que la ou les personnes responsables refusent de subvenir aux frais pour les études - cas dans lequel l'étudiant pourra intenter une procédure juridique civile contre la ou les personnes responsables;

- il se peut qu'il y ait des divergences sur les sommes à mettre à disposition à l'étudiant pour les études.

Dans tous ces cas, il serait opportun que soit l'étudiant, soit la ou les personnes responsables, soit l'étudiant ensemble avec la ou les personnes responsables puissent s'adresser à une instance de médiation pour que celui-ci puisse concilier les parties. Le médiateur sera également habilité à proposer à la commission consultative une proposition de majoration de la bourse et du prêt. Le plafond de cette majoration est fixé par la loi. Les modalités de cette médiation pourront être arrêtées par règlement grand-ducal. La décision sur la majoration appartient au ministre.

Amendement 17 concernant l'article 7

Objectif:

L'émission tardive de certificats et de toute autre pièce à l'appui de la demande d'aide financière ne doit pas pénaliser l'étudiant, soit en lui refusant l'octroi, soit en retardant trop le paiement de l'aide.

Texte:

Ajouter un alinéa de la teneur suivante au paragraphe 3 de l'article 7:

«Les pièces et certificats afférents peuvent être versés après ces dates.»

Commentaire:

Selon la pratique actuelle les aides sont refusées aux étudiants qui ne peuvent produire toutes les pièces requises pour le 30 novembre respectivement le 30 avril.

Amendement 18 concernant l'article 7

Objectif:

Il y a lieu de prévoir également pour le deuxième cycle un nombre d'années pendant lesquelles l'étudiant peut bénéficier des aides, correspondant à la durée officielle plus une année. En conséquence, cette durée est à augmenter de deux années pour les étudiants inscrits à un cycle unique.

Texte:

Le paragraphe 5 de l'article 7 est modifié comme suit:

«(5) L'étudiant inscrit en deuxième cycle peut bénéficier de bourses et de prêts pour le nombre d'années d'études officiellement prévues pour l'accomplissement du cycle d'études dans lequel il est inscrit. Ce nombre est augmenté d'une unité au cas où l'étudiant a accompli le premier cycle dans la durée officiellement prévue pour l'accomplissement de ce cycle d'études.»

Le paragraphe 6 de l'article 7 est modifié comme suit:

«(6) L'étudiant inscrit en cycle unique peut bénéficier de bourses et de prêts pour un nombre d'années d'études dépassant d'une unité de deux unités la durée officiellement prévue pour l'accomplissement du cycle d'études dans lequel il est inscrit.»

Commentaire:

Afin de permettre à chaque étudiant d'effectuer ses études dans des conditions comparables et de la sériété correcte, il y a lieu de prévoir également pour le deuxième cycle un nombre d'années pendant lesquelles l'étudiant peut bénéficier des aides, correspondant à la durée officielle plus une année. Ceci permettra d'éliminer le facteur de stress, auquel seraient soumis les étudiants du deuxième cycle qui ont bénéficié d'une année d'étude supplémentaire pendant le premier cycle. Ces mêmes dispositions (un plus un) devraient s'appliquer en conséquence aux étudiants inscrits à un cycle unique.

Amendement 19 concernant l'article 10

Objectif:

Le caractère paritaire concernant la composition de la commission consultative (même nombre de représentants des étudiants et du ministère) est à inscrire dans la loi. Cette commission sera également compétente pour l'établissement de la grille prévue à l'article 4 relatif à la bourse de mobilité («Städteindex»).

Texte:

Le paragraphe 1 de l'article 10 est modifié comme suit:

«(1) Il est institué une commission consultative composée paritairement de cinq représentants du ministère et de cinq représentants des organisations d'étudiants, composée de membres nommés par le ministre et dont la composition et le fonctionnement sont déterminés par règlement grand-ducal.»

Commentaire:

Bien que le Gouvernement ait proposé une composition paritaire de la commission consultative, il est préférable d'inscrire celle-ci dans la loi même. Ceci paraît d'autant plus important que les attributions de cette commission sont élargies en matière de majorations (cf. nouveau paragraphe 3 de l'article 6) et en matière de fixation des frais de mobilité.

(s.) Justin Turpel, Gast Gibéryen, Françoise Hetto-Gaasch, Fernand Kartheiser, Serge Urbany.

Och wat d'Bourse de mobilité ugeet, ass et wichteg, nach eng Kéier drop hinzuweisen, datt do eischtens d'Gefor besteht vun enger Diskriminierung - well mer hei vu Landesgrenze schwätzen - an datt déi Bourse einfach net richteg an net gerecht ass.

Ech wéll dann net schwätze vun Athus a Montpellier, ech huelen dann Oth a Montpellier. Een, deen zu Oth oder zu Thionville wunnt an op Montpellier geet, dee kritt déi Bourse de mobilité net. Een, deen awer vun Thionville op Lëtzebuerg kënnt, kritt se. Een, dee vun Élwen oder nach e bësse méi héich an d'Stad op d'Uni kënnt, kritt se net. An ech mengen, dat ass eng Ongerechtegekeet, déi hei net aus der Welt geschaافت ass.

Zur Motivatioun heesch et: Käschtenexplozioon verhënneren, mä eigentlech misst et heesschen: Spuermooosnam, wann een éierlech ass. Tatsaach ass, datt mat 8.000 Studente gerechent gi war, an datt et 2010/2011 55 Millioune géif kaschten. Elo hu mir 25.000 Studenten an de fait huet et 90 Millioune kascht. Also misste mer haut méi wéi dräimol dat ausginn, well mer dräimol méi Studenten hunn.

Wann een dräimol méi Studenten huet, gëtt et dräimol méi deier. Dat sinn 172 Milliounen, oder wann ee souguer de reelle Chiffer hält vun deem, wat et 2011/2012 kascht huet, sinn dat 270 Milliounen, déi et haut géif kaschten. A fir dat net ze maachen, well d'Regierung seet: „Mir hunn eis do verrechent“, oder: „Déi Regierung virdrun huet sech verrechent“, kritt jiddweree manner. A wann dat keng Spuermooosnam ass!

Mir mengen, datt dat eng Spuermooosnam aus budgetäre Grénn ass. A fir dann den Här Adam am Kontext nach eng Kéier ze zitéiere vun deem, wat en dozou oder zu enger änlecher Problematik am Juli 2013 (veuillez lire: am Juli 2010) gesot huet: „Mir sinn als Gréng natierlech och der Meenung, datt een a Krisenäite muss spueren.“ Ech mengen, dat stëmmt jo haut och nach. „Mir sinn allerdéngs och der Meenung, datt ee muss Prioritété setzen an datt et Gebidder gëtt, wou een net soll spueren. A mir sinn der Meenung, datt ee mat Sécherheet net an der Éducatioun soll spueren. Well wat mir hei maachen, mir spueren un eiser Zukunft. Mir spueren un eise Kanner.“

An ech erlabe mer ze soen, datt dat Zitat 2010 gradesou richteg ass wéi haut an haut gradesou richteg wéi 2010.

D'Fro, déi sech stellt, ass déi: Ass d'Weiderfierung vun der Bourse oder eng Bourse, wou mer elo net spueren, ass déi ze finanzéieren? Et bleift e politesche Choix. Eleng wa mer géifen einfach de jézuge System verlängeren, géif dat eis 40 Millioune méi kaschten. Eng Méiausgab vu 40 Milliounen.

Wat si 40 Milliounen? Ech hunn d'Beispiller schonn e puermol ginn, ech gi se gären nach eng Kéier: 40 Milliouen ass eng halles Kläranlag am Norden.

► Une voix.- Elo ass den Aly net do!

(Brouhaha)

► M. Justin Turpel (déi Lénk).- Elo ass en net do, et deet mer leed. Ech sinn also der Meenung, datt mer déi Kläranlag brauchen. Datt mer déi brauchen!

(Brouhaha)

40 Milliouen ass een Drëttel vun deem, wat mer elo müssen op Esch/Belval investéieren an

Équipementer. Ech sinn awer der Meenung, datt mer déi Équipementer brauchen! An ech fannen et net richteg, datt ee seet, dat eent brauche mer an dat anert brauche mer net. Well et geet émmer an deem Fall - ob et Équipementer fir eng Uni sinn oder Studiebähellen, fir datt d'Studente können hi Studien absolvéieren -, et geet émmer ém Suen, déi ee muss können ausginn.

Et gëtt sécherlech aner Gebidder, wou mer se net müssen ausginn. Ech wéll d'Militärausgaben zitéieren. Et gëtt och nach amer onsenneg Saachen, op déi ech elo net wéll agoen. Et gëtt och Alternativen, wou ee Sue kann anzéien, ouni bei déi sozial Schwaach ze goen.

Ech gi just als Beispill de Spätzesteiersaz, wann deen ém 1% gehuewe géif ginn, dann hätte mer 40 Millioune méi. Et ass genee dat, wat mer brauchen, fir können de Studenten dat weiderzebezuelen, wat se bis elo haten. An dee Spätzesteiersaz, wann dee gehéicht gëtt, do brauch keen, dee manner wéi aacht mol de soziale Mindestloun verdéngt, ee Sou méi ze bezuelen. Dat träfft némmen déi, déi do dríwwer verdéngen.

Ech mengen, et ass ganz kloer, dat hei ass eng Kierzung, déi berout net op enger Noutwendegkeet, mä op engem Choix, engem falsche Choix. Et spuert een net op der Bildung. Dat Ganz huet méi mat Fiskalpolitik a Budgetsconstrainten ze dinn, wéi hei zougi gëtt.

Da kommen ech zum Protest vun de Studenten, notamment dem Streik vum 25. Abrëll: 17.000 Studenten, déi engem Opruff vum Aktiounscomité gefollegt sinn...

(Interruption)

...Schüler a Studenten, déi engem Opruff - ech erklären och gären, firwat datt och Schüler derbäi waren -, dem Opruff vum Aktiounscomité gefollegt sinn, e risegen Erfolleg.

An déi grouss Zuel vu Schüler a Studenten, déi do mobiliséiert ginn ass, déi ass net némme vun der UNEL mobiliséiert ginn, mä déi ass vum Aktiounscomité mobiliséiert ginn, zu deem eng ganz Rei Organisatioun gehéieren: d'UNEL, d'LUS, d'Richtung 22, awer och d'Jugendparteien, JSL, esou wéi deemoos och, Jonk Lénk, JCL, Jonk Piraten, d'Schülercomitéen. Solidaresch hu sech erklärt OGB-L, LCGB, ALEBA, SNE, CGFP, SEW, Chambre des Salariés an eng Rei auslännesch Studentenorganisatiounen. An déi stinn haut nach zu deene Forderungen, déi opgestallt gi sinn, egal wat gesot gëtt! Den Aktiounscomité a seng Forderungen hunn haut nach émmer déi Énnerstëtzung.

A mir bedauer et, mir bedauer et, datt de Refus vum Minister, fir mam Aktiounscomité ze diskutéieren an do nei Forme vun Dialog ze akzeptéieren, nei Forme vun Dialog, déi heesschen, offen an Transparenz ze dialoguéieren,...

► M. Eugène Berger (DP).- ...ACEL...

► M. Justin Turpel (déi Lénk).- ...an déi Offenheit an Transparenz, déi huet d'Regierung sech op de Fändel geschriwwen a war se hei net bereet, ze maachen.

D'Regierung schwätzt léiwer, an den Här Berger huet et jo elo gesot, si schwätzt léiwer vun deenen, déi net matgestreikt hunn.

(Brouhaha)

A wa Verbesserunge komm sinn, da si se net duerch d'ACEL komm, déi hei ervirgehuewe gëtt, déi net matgestreikt huet, mä da si se komm duerch den Drock vun der Mobiliséierung an der Strooss.

A wann et esou ee massive Protest war, dann ass dat en Ausdrock vun enger Suerg, net némme enger Suerg vu Studenten, mä och vu Schüler. Eng Suerg fir hir Zukunft, net némme wéinst der Onofhänggekeet vum Student, mä och eng Suerg iwver alles dat, wat nach an anere Beräicher op d'Jugend an d'Leit, déi zu Lëtzebuerg wunnen, schaffen zoukënnt. A wa mer kucken, wat de Moment an der Diskusioun steeet, hu se recht.

Ech wéll némmen opwerfen de Problem Kannergeld, wou ee muss fäerten, datt et zu Kierzunge kënnt. Wann ech och kucken de Problem TVA, deen all Famill wäert treffen, bis hin zum Budget nouvelle génération! An et ass net fir náischt, datt se an hirem Protest Énnerstëtzzt, gi si vun der Chambre des Salariés, déi och nach an hire leschten Avisen dee Protest zum Ausdrock bréngt, och wa mer an der Kommissiou net méi konnten aus Zäitgrénn driwwer diskutéieren.

An eng vun den Haaptursaache vum Protest war déi, datt eng bedarfentsprechend Bourse hei net méi garantéiert ass, datt et reell Kierzunge si fir déi Studenten, déi drop ugewise sinn, an datt nei Diskriminierung meiglech sinn. Mä den Aktiounscomité ass méi wáit gaangen. En huet net némmen drop higewisen, wat hei eng Rei Deputéiert gesot hunn, datt Date feelen. En huet

net némmen drop higewisen, datt d'Bilanz vum Gesetz 2010 net gemaach ginn ass; an ech kommen herno bei der Motioun dorobber zréck.

En huet och erkläret, datt de Bedarf net gekläert ass: Wat brauch e Student fir wou ze studéieren? A si méi wáit gaangen doduerch, datt se eng eegen Etüd gemaach hunn, och a kuerzer Zäit. Mir hätten et och léiwer gesinn, wann de Ministère mam Aktiounscomité zéammen déi Etüd gemaach hätt. Eng Etüd, déi sécherlech representativ ass, däi fir Representativité net unzweifelbar ass, well fir Ergebnisser méi héich si wéi déi vun aneren Émfroen a professionell ausgewäert gi sinn.

An d'Resultat vun däi Etüd ass - och wa keng Zäit méi war, fir an der Kommissiou dorivwer ze diskutéieren, och dat hu mer an den Hierscht verschoben - ganz interessant. Ech wéll just dräi kuerz Punkten erausgräifen: Éischts, d'Bourse familiale an d'Bourse de mobilité, esou wéi se de Moment konzipiert sinn, gi virun allem u besser situéiert Studenten an net u méi schlecht situéiert Studenten.

De Bedarf ass emol eng éischte Kéier - vun deem, wat e Student brauch an deenen eenzelne Länner -, ass eng éischte Kéier emol hei erausfonnt ginn a festgehale ginn. Wou ee mierkt, datt een an der Belsch an an Däitschland am mannte brauch, an net an England, mä an der Schwäiz am meeschten. An et ass festgestallt ginn, datt 37% vun de Studenten de Moment ouni Énnerstëtzung vun hiren Eltere liewen. Wéi dat an Zukunft ausgesait, ass net kloer.

An d'Studente weise weiderhin op d'Gefor hin, déi de Moment besteet mat deem Gesetz: Nämlech d'Planungssécherheet vun deenen, déi elo op der Uni sinn, ass net garantéiert, weil se net wéissen, wat dat fir si an hir Elteren an deenen nächste Joren heesch. D'Gefor ass, datt de Choix vum Student a Fro gestallt gëtt. An d'Gefor ass déi, datt eng Rei Leit net kenne studéieren, well d'Elteren et net packen.

Ech ginn elo net an op de Prét, well d'Zäit mer dat net erlaabt, obschonn och do Gefore, grouss Gefore bestinn, datt d'Préten, déi émmer méi grouss ginn, net méi kenne rembourséiert ginn. Fréier war et esou, wann de Schüler vun der Uni komm ass, dann hat e praktesch eng Sécherheet vun engem gudden Akommes, wat em erlaabt huet, de Prét ze rembourseieren. Haut ass d'Prekaritéit vun de Studenten an den Intellektuellen émmer méi grouss.

D'Reform ass effektiv iwwert de Knéi gebrach, net wéinst deene ville Sätzungen, déi mer hatten, wou ech och émmer derbäi war, inklusiv an de Méttesonnen an egal ooch ech véier, fénnef Kommissioussätzungen den Dag hat, mä well et zum Schluss awer schnell gaangen ass. Iwwer déi lescht Avise konnt net méi geschwatt ginn. An et ass eng Reform en méconnaissance de cause.

Et sinn eng ganz Rei Widderspréch an Onkloerheeten dran, wat d'Dokumenter ugeet, wat d'Anticumulbestémmungen ugeet. Et ass op d'Elteregeld higewise ginn. Ech wéll d'Beispill gi vum BAföG, wéi dat wäert funktionéieren. Elo wäert de Student mussen e Certificat bréngen, datt e BAföG kritt. Beim BAföG gëtt en e Certificat gefrot, wat en hei huet. Da kritt e säi BAföG. Da bréngt en dee Certificat hei, da kritt en dat hei gekierzt. Da seet de BAföG erém, jo, elo hues de zu Lëtzebuerg méi kritt, elo kriss de de BAföG erém gekierzt. Dat heesch, mir sinn an engem Perpetuum mobile dran do, wou een net erauskënnnt.

An dat Gesetz, wat hei wierklich onausgeräift ass an iwwert de Knéi gebrach gëtt, och dozou, well et esou schéin ass, wéll ech dann e lescht Zitat bréngt vum Députéierte Claude Adam, dee sot: „Meng Erfahrung mat däi aler Studienhëlfel ass, datt et immens komplizéiert ass, wann ee feststellt, datt do Ongereimtheeten (veuillez lire: datt do Ongerechtegekeeten) dra sinn, fir déi erém erauszebigelen. Et wier wierklich besser, et géif een déi Saache gréndlech analyseieren, ier een et iwwert



SÉANCE 32

JEUDI, 10 JUILLET 2014

► **M. le Président.**- Här Turpel, ech war scho generéis mat lech...

► **M. Justin Turpel** (déri Lénk).- Ech wollt nach e Saz soen zur Motiououn.

► **M. le Président.**- ...strapazéiert de Bou awer net!

► **M. Justin Turpel** (déri Lénk).- Ech wollt ee Saz soen zur Motiououn. Ech wollt lech just drun erënneren, datt Der dobaussen eng Pampers kritt hutt.

► **Plusieurs voix.**- Ooh!

(*Brouaha général*)

► **M. Justin Turpel** (déri Lénk).- Ech géif lech roden: Ditt se un! Da geet et net an d'Box, wann ee vun der Regierungsbank géint de Projet stëmmt. An ech wäert lech an e puer Joer drun erënneren. Iwwregens ass déi hei ganz schéin an ech wäert mer se halen.

(*Brouaha général*)

► **Une voix.**- Jo! Oh!

► **Une autre voix.**- Dot se selwer un!

► **M. Justin Turpel** (déri Lénk).- Zur Motiououn selwer wollt ech soen...

(*Interruption*)

► **M. Alexander Krieps** (DP).- Fetischist!

(*Hilarité*)

► **M. Justin Turpel** (déri Lénk).- Zur Motiououn wollt ech soen, datt ech déi éischt Sëtzung vun der Héichschoulkommissiouon, wou mer iwwert de Projet de loi geschwatt hunn, de Minister gefrot hunn, wat mer vun Etüden hätten. Dee sot: "Leider net vill." An der leschter Sëtzung, wou ech proposéiert hunn, e Bilan ze maache vun deem Gesetz hei no engem Joer, huet de Minister gesot, e wier d'accord. Ech hu virgeschloen, eng Motiououn dozou ze maachen.

Motion 2

- Considérant le projet de loi concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures, visant à garantir l'autonomie des étudiants tout en tenant en compte les capacités financières du ménage dont fait partie l'étudiant;

- considérant que ce projet de loi influencera considérablement la situation des étudiants qui souhaitent effectuer des études supérieures;

- considérant le manque de données empiriques sur la situation sociale des étudiants et sur leur situation de vie dans les différents pays et cités universitaires;

- considérant qu'il est également utile de savoir dans quelle mesure la situation socio-économique d'un étudiant influence le choix de ses études et leur déroulement;

- considérant que l'étude «sondage 6670» effectuée par le Comité d'action 6670 avec l'appui du «Centre Information Jeunes» est un premier élément d'étude de la situation des étudiants, et qu'elle démontre un certain nombre de corrélations entre les aides et la situation des étudiants;

- considérant la volonté du Gouvernement d'effectuer ou de faire effectuer les études nécessaires pour analyser en profondeur et en détail la situation des étudiants, de même que les conséquences du projet de loi concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures sur leur situation et leur choix;

la Chambre des Députés

- regrette que de telles études n'ont pas été effectuées plus tôt;

- salue la volonté du Gouvernement de définir les objectifs de ces études ensemble avec la Chambre des Députés;

- invite le Gouvernement à présenter dans un an un bilan intermédiaire et au plus tard dans deux ans un bilan approfondi de la nouvelle loi concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures en rapport avec les conclusions de ces études.

(s.) *Justin Turpel*.

Ech mengen, mir waren eis all eens, fir esou eng Motiououn ze maachen, souwuel d'Regierung wéi d'Opposition. Ech hu se leider de Moien eréischt geschriwwen. Ech hu gesinn, d'Kollege vun der Majoritéit hunn an hirem Numm och eng Motiououn geschriwwen. An ech sinn esou fein, datt ech meng Motiououn zréckzéien a mech där Motiououn uschléissen.

A wann herno nach d'Noutwendegkeet ass, da wäert ech déi puer Sekonnen, déi ech hunn, nach notzen, fir zu den Amendementer ze schwätzen.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Ech fäerte ganz, Här Turpel, Dir hutt keng Sekonne méi zu den Amendementer, well d'Amendementer sinn an därm normaler Riedezäit abgegraff. Ech kann lech och den Artikel soen, wann Der wéllt. Et ass, mengen ech, den Artikel 37, Dir kënnt en noschloen.

► **M. Justin Turpel** (déri Lénk).- Motiouounen an d'Amendementer.

► **M. le Président.**- Jo, d'Motiouounen an d'Riedezäit sinn net cumulabel.

► **M. Justin Turpel** (déri Lénk).- Neen, ech wéll...

► **M. le Président.**- An Dir hutt elo just zu der Motiououn geschwatt. Ech soen lech Merci. D'Wuert huet elo den Här Adam, deen e Fait personnel gefrot huet.

► **M. Claude Adam** (déri gréng).- Här President, ech fille mech schonn e bësselche geéiert, wann den Här Turpel mech dräimol ziétéert. Dat ass jo flott. En huet domadder...

(*Interruption*)

...domadder bewisen, datt en da meng Ausserunge vun 2010 och gelies huet. An esou wéi ech den Här Turpel kennen, huet e se och ganz gelies. An ech wéll net an en Dialog mam Här Turpel antrieben, ech wéll just soen, datt, wann den Här Turpel meng Aussoen och ganz gelies huet, dann huet e se awer hei erëmbruecht, korrekt, Här Turpel, mä en huet se aus dem Kontext geholl. Ech huueln dat éischt Beispill, wou Der sot vun der Gerechtegekeit: „Mir hunn nach just jenk Leit, déi wëlle studéieren. Mir hunn also ee Grondrecht op Studium.“ Do soen ech dann e bësse méi wáit: „All Student kritt datselwecht. Dat wier an enger postsozialistescher Gesellschaft bestëmmert eng gerecht Lösung.“

An ech mengen, ech hunn och eise Vote géint d'Gesetz vun 2010 motivéiert an ech hunn hei méi wéi eng Kéier gesot, datt mer fir dëst Gesetz wesentlech méi Zäit gehat hätte wéi fir all déi aner an datt mer och dëst Gesetz wäerte stëmmen.

Här Turpel, ech hunn oft d'Gefill, wann ech lech nolauschten - a mir dierfen lech jo och ganz oft nolauschten -, wann Der fäerdegg sidd, ech misst bei de Paschtouer goen an an de Beichtstull goen. Ech soen lech awer just: Ech maachen lech déi Freed net, an ech fannen och net, datt et un lech ass, fir hei mam „verhobenen moralischen Zeigefinger“ ze kommen. Ech fannen dat eng onflott Manéier!

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Sou, dann huet elo den Erzéungs- an Héichschoulminister d'Wuert. Just fir virzebeugen: D'Regierung huet 20 Minuten Zäit.

(*Prise de position du Gouvernement*)

► **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Aller-éischt wéll ech all de Riedner Merci soe fir virun allem déi konstruktiv Bäitrag, déi mer och de Mëtten hei héieren hunn. Ech wéll, well och d'Riedezäit vun der Regierung knapp bemooss ass, wéi Der wësst, direkt op de Punkt kommen an nach eng Kéier soen, firwat mer en neit Gesetz brauchen.

Mir haten en Accident, dee geschitt ass 2013 um Europäesche Gerichtshaff, well déi lescht Regierung e Projet 2010 op de Wee bruecht huet, fir d'Boursen nei ze regelen, ganz generéis virun allem fir d'Résidenten, mä et ass schifgaangen. Et war eng Wett, déi gemaach ginn ass, fir op därm eng Säit op d'Käschte vun de Frontalierer ze spueren an op därm anerer Säit hei am Land vill méi generéis ze ginn. Et ass net akzeptéiert ginn. Et ass schifgaangen. An duerfir ass dat en éischt Grond gewiescht, firwat mer musse reagéieren, firwat mer musse virun allem schnell reagéieren.

Mir haten awer och an eisem Regierungsprogramm eng Rei vun aneren Zilsetzungen definiert. Mir hu gesot, mer wëllen ewechkomme vun engem System, deen d'selwecht ass fir jiddwereen. Mir wëllen zréck zu enger sozialer Selektivitéit kommen a mir wëllen och de Bedarf considérerien: Wat brauch de Student, jee nodeem, wou e studéiert? An natierlech wollte mer och weiderher e System hunn, mat deem jiddweree ka studéiere goen, virun allem dat, wat en och wéllt.

Duerfir hu mer eben net méi an deem neie Projet just eng Bourse, déi d'selwecht ass fir jiddwereen, mä mir hunn eng ganz Serie vu Boursen, déi deenen eenzelne Situationsen a genau deenen Uspréch, déi ech hei nach eng Kéier opgezielt hunn, besser gerecht gëtt: eng Bourse de base, eng Bourse sociale, eng Bourse de mobilité, eng Bourse familiale, e Prêt weiherhi vu 6.500 Euro maximal, en zousätzleche Prêt bis zu 3.000 Euro, wat dann de Complément ass zu deem, wat een als Bourse sociale

net kritt. Et bleift bei der Regelung fir d'Frais d'inscription mat engem Plaffong vun 3.700 Euro d'Joer, 50% als Bourse a 50% als Prêt. An och déi 1.000 Euro, déi een nach zousätzlech fir e spezielle Bedarf ka kréien, och dat bleift bestoen.

Wann een elo emol déi 1.000 Euro ewechhëlt, well déi meesch se net froen, wann een och d'Inscriptionsfraisen ewechhëlt, well dat jo eigentlech némnen duerch de Budget vum Student transitiéiert - et gëtt ee se aus bei der Inscriptioun, et kritt ee se bis 3.700 vum Stat zréck -, dann huet en hei am maximale Fall, wann een all déi Bourssen an all déi Prêts do ka bezéien, 14.000 Euro d'Joer. An dat sinn 1.000 Euro méi wéi dat, wat hau jiddweree ka kréien, nämlech 13.000 Euro d'Joer.

Wann een dann awer och emol eng Kéier kuckt, wat jiddweree eigentlech haut ka kréien, wann en hei zu Lëtzebuerg studéiert, da sinn dat 2.000 Euro Bourse de base, et sinn déi 3.000 Euro entweder Bourse sociale oder de Prêt, et sinn déi 6.500 Euro Prêt, da kënnt een op e Montant vun 11.500 Euro plus nach eng Kéier d'Droits d'inscription, plus eventuell nach déi 1.000 Euro zousätzlech. Wann ech am Ausland studéieren, da sinn et nach eng Kéier déi 2.000 Euro zousätzlech als Bourse de mobilité, also insgesamt 13.500 Euro plus d'Droits d'inscription, also do scho méi wéi dat, wat ee mat der aktueller Regelung ka kréien.

Wuelverstanen, dat ass dat, wat ee wierklech als Geldmoyene pro Joer ka kréien. Méi ee groussen Deel natierlech, dat wéll ech awer derbäisoen, ass dann eventuell e Prêt. Dat hänkt dann, jee nodeems, wou een am sozialen Tableau agestuuft ass, vun der Bourse sociale of. Méi Prêt heescht awer och méi Eegebedelegung, heescht och e Stéck méi eegé Responsabilitéit, heescht och e Stéck sozial Selektivitéit. Well, wann ech mäi Studium packen, dann hunn ech besser Chancen, herno eng Plaz ze kréien, ech hunn och besser Chancen, eng besser bezuelte Plaz ze kréien. Dat gëtt mer och d'Moyenen no enger gewësser Durée, dee Prêt och besser kennen zréckzebezuelen.

Mir denken, datt mer heiduerch virun allem awer eppes geschafen hunn, woumat jiddweree ka studéiere goen a wou duerch dat, wat effektiv vläicht fir Eenzelner elo ewechfällt, keng Situationschafé ginn ass, wou een net méi kéint dat studéiere goen, wat ee wéll, well virun allem do, wou prezis eppes ewechfällt, dat wierklech dann awer Situationsen sinn, wou entweder de Bedarf net esou grouss ass oder wou d'Elteren awer nu wierklech kee Problem dierften hunn, fir e Stéck wäit besser kennen ze hellefen. Wat och eng gesetzlech Verfluchtung - ech soen et nach eng Kéier, et ass de Mëtten e puermol gesot ginn - vun den Elteren ass!

Dee Projet hei gëtt jo net esou gestëmmt, wéi en an der initialer Fassung vun der Regierung abruecht ginn ass, d'alleurs vun der Regierung abruecht ginn ass, mengen ech, no dräi Méint, wou se am Amt war.

Well mer eng gewëssen Urgence haten, hu mer extrem schnell misse schaffen. Ech hunn op ville Plaze gesot, ech soen et och hei nach eng Kéier, datt dee gréisste Regret, deen ech an désem Dossier hunn, deen ass, datt mer net méi Zäit hate virdrun, fir intensiv ze analyséieren, fir méi e breeten Discours kennen ze féieren, fir méi ee breeten Débat kennen ze féieren, an net némnen iwwer Geld, wat de Student brauch, mä iwwert d'Studéieren haut an d'Situatioun vun de Studenten haut, d'Perspektive vun de Studenten haut an all déi Froen, op déi och, ech mengen, de Claude Adam méi am Detail agaangen ass, dee gesot huet: Firwat décrochéieren esou vill jenk Leit op der Uni? Firwat komme se zréck? Ass et eng Fro vun Orientatioun? Ass et eng Fro vu Préparatioun? Si se awer ze vill op sech eleng gestallt op deenen eenzelnen Unien? Do bleift nach ganz, ganz vill ze maachen.

Mir hunn awer als Regierung, mengen ech, och deenen nogelauscht, déi mat eis wollte schwätzen. Mir hunn deenen aneren och nogelauscht, déi net bei eis komm sinn, déi jo op anere Plazen hir Fuerderungen awer émmer erëm artikuléiert hunn. An duerfir huet d'Regierung selwer relativ fréi eng Rei vun Amendementen abruecht.

Do ass et drëms gaangen, fir de maximale Montant vun der Bourse sociale vun 2.500 op 3.000 Euro eropzeseten. Mir hunn den Tableau vun der Bourse sociale nach eng Kéier komplett geännert gehat, fir déi Spréng, déi dra waren, eng Rei vun Härtefäll also, och auszämäerzen.

Mir hunn dee Complément als Prêt vun der Bourse sociale agefouert, fir wierklech e Stéck méi Onofhänggekeet vum Student ze garantéieren, fir och dat kënnten ze studéieren (veuillez lire: fir och dat kënnten ze studéieren, wat e wéllt), och wann d'Elteren net wëllen hellefen, vläicht well en eppes studéiert, wat doheem net esou gutt ukënnnt.

Mir hunn eng Äntwert fonnt op déi Fro, wat ass, wann der e puer an der Famill studéieren, wat zu enger zousätzlecher, zu enger cumuléierter Beläaschtung vum Portmonni vun den Eltere bädriéit.

A mir waren och d'accord, fir ze soen, datt mer déi Studentewunnengen hei zu Lëtzebuerg - wou mer jo nach e grousse Programm an der Pipeline hunn, fir déi ze schafen - och zougänglech maachen an engem gewëssen Contingent fir déi Studenten, déi zwar och schonn e Wunnsetsz hei zu Lëtzebuerg hunn, mä déi méi no, sief et hei an d'Stad oder op Belval wëlle plënnneren, fir net all Dag ze vill wäit müssen se fueren.

Dat sinn der Regierung hir Amendemente gewiescht, mä et si jo och anerer komm. D'CSV huet - ech fannen zwar speit, mä awer émmerhin - Amendemente gemaach, wat ech begriessen. Well et hätt ee sech an désem Dossier jo kënne verstoppe goen. Et hätt een et och kënnten esou maache wéi déi Lénk: einfach Amendemente bréngen, déi de Budget am Regierungsprojet, dee jo 120 Millioonen d'Joer ausmëcht, quasi verduebelt hätten. Mir hunn dat emol eng Kéier iwwert den Daum ge-rechent: Dat wären 230 Millioone gewiescht, wat déi Lénk proposéiert hunn.

D'CSV bleift ongefíer an deemselwechte Budget, allerdéngs gëtt et awer eng Rei vu gravéieren Ënnerscheeder. An et ass de Mëtten, mengen ech, och scho vum Eugène Berger gesot ginn: Wa mir als Regierung vu sozialer Selektivitéit schwätzen, dann dréckt dat sech an deem aus, datt mer vum Gesamtmontant, dee mer hei wëllen ausginn u Bourssen, ronn 30% fir déi sozial Bourse ausginn. Der CSV hir Amendemente gesi vir, datt knapps 5% ausgi gi fir de soziale Kritär. Nun, dat schéngt mer awer net eisen Uspréch - op jidde Fall als Majoritéitsparteien an als Regierung - gerecht ze ginn, well mir eben der sozialer Selektivitéit méi eng grouss Plaz wëllen do araumen.

An ech bedaueren et e bëssen, well an de Wahlprogramm jiddwereen émmer erëm vu sozialer Selektivitéit schwätzt, jiddwereen émmer erëm seet, datt deen, dee méi muss gehollef kréien, och méi Héllef muss zegutt hu vum Stat. Hei maache mer et eigentlech fir d'éischte Kéier eng Kéier ganz, ganz preisz. An déi, déi sech verstoppe ginn, dat ass awer erëm eng Kéier d'CSV.

Déi Fro vun der Autonomie, vun der Onofhänggekeet vum Student, déi och vun der CSV... - a se bewaacht jo do e bëssen d'lerfschaft vum Fränz Biltgen a se hält déi ganz, ganz héich -, muss och vläicht awer eng Kéier énner engem anere Liicht gekuckt ginn. Virun allem, wann hei gesot gëtt, datt mat därm Propos, déi d'CSV gemaach huet, datt mer déi Bourse de base vun 2.000 Euro sollen op 2.750 Euro d'Joer eropzeszen... Dat ass also en Ënnerscheid vun 62,50 Euro de Mount. A wann dat den Ënnerscheid ass vun enger Situationsen, wou d'Autonomie net garantéiert ass, an enger Situationsen fir d'CSV, wou d'Autonomie da komplett garantéiert ass, da muss awer och emol nach eng Kéier ee mer dat doten am Detail virrechnen! Well ech muss lech soen, ech hunn et eigentlech net versaten.

Ech wéll och nach eng Kéier relativéieren, datt d'Autonomie vum Student an dee Message, déen Eenzelner do ginn, jo mengen ech net kann heeschen, datt d'Onofhänggekeet vum Student dann erreicht ass, wann een zu honnert Prozent ofhängge



SÉANCE 32

JEUDI, 10 JUILLET 2014

► **Une voix.**- Dat huet kee gesot...

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Dat huet kee gesot, Här Meisch!

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Neen!

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Zur Leeschung, zum Leeschungsprinzip, dee mer jo an eisem Projet dran hunn, dee mer esou iwwerset hunn, datt mer soen: Deen, dee méi laang studéiert oder vill méi laang studéiert, wéi e misst studéieren, dee kritt herno keng Bourse méi, dee kritt just e Prét. Mir hätten et aneschters kenne formuléieren. Mir hätte kenne soen: Et kritt een amplaz ee Joer méi laang, also fennet plus ee Joer fir de Gesamtstudium, de Master, do hätte mer kenne soen, et kritt ee fennet plus zwee Joer méi laang. A wann een déi fennet plus zwee aghalen huet, da kritt een nach eng Kéier déi Suen als extra Prime zréck. Dat war jo virdrun esou e System, bis 2010.

(*Interruption*)

Dann hätte mer herno e Montant vläicht kenne definéiere vu 7.000 Euro. Mir kéimen op genau deeselwechte System zréck wéi deen, dee mer hei hunn, wou een dann eng Leeschungsprime hätt kenne ginn. Well virun 2010 war se och just op d'Durée vum Studiéiere berechent. A si wär vill méi héich gewiescht wéi dat, wat Dir an Ären Amendemente als Leeschungsprime ausgewisen hutt. Duerfir kann ech eigentlech och dorobber elo net d'accord si mat lech, datt eise Projet eigentlech guer kee Leeschungselement hätt.

Mir hunn driwwer geschwatt. Mir sinn der Meenung, datt et schwierig ass, Leeschung tel quel ze vergläichen técht eenzelnen Unien, técht eenzelne Studierichtungen. Do kann een net direkt op eng Benoutung goen. Dat géife mer ongerecht fannen. Duerfir denke mer, datt mer dat am beschte kenne maachen - an et ass jo och am Interessi vum Stat och, wa mer dee Message awer ginn, an et ass och am Interessi vum Student an, ech mengen, och vu sengen Elteren -, wa mer dee Message ginn, datt een net soll ze laang trödelen op der Uni an awer kucken, an enger normaler Zait respektiv plus ee Joer, wéi mer et hei virgesinn, fäerdege ze ginn. A mir loosse jo och duerno kee falen. Duerno kann een och nach eng Kéier de Prét kréien.

D'Chamber huet jo selwer eng Rei vun Amendemente och duerno nach ugeholl, wou een eigentlech kaum diskutéiert ginn ass, dee sércherlech och finanziell Répercussionen wäert hunn, ganz besonnesch fir de Student. Well mir hunn op Urode vum Statsrot d'Notioun vum Revenu total definéiert a mir sinn do zréckgaangen op de Revenu imposable. An elo wéll ech hei kee Cours a Steierrecht halen, mä jiddwereen, deen emol schonn eng Kéier eng Steiererklärung gemaach huet, weess, datt de Revenu imposable däitlech méi niddreg ass wéi säi Bruttoloun.

Wa mer also soen, datt hei een eng Bourse sociale kritt bis 4,5-mol de soziale Mindestloun, wat ronn 8.500 Euro sinn, dann ass dat e Bruttogehalt, wat bal un 11.000 Euro fir déi allermeesch erükönnt. Et ass also bis dohinner, wou mer d'Bourse sociale ausgeweit hunn.

An et ass absolut net ze vergläiche mat deem, wat d'CSV gemaach huet, déi gesot huet, de soziale Kritär, dat ass just dat, wann ech eng Allocation de vie chère kréien,...

► **Une voix.**- Jo.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- ...wou ee quasi de Leit seet: Dir kritt just eppes iwwert de soziale Kritär, wann Der quasi op den Aarmebüro musst goen. Bei eis geet dat vill méi breet an d'Mettelschicht, well mer och denken, datt ee sozial Selektivitéit net némmen esou kann iwwersetzen, datt d'Mettelschicht émmer da bezilt, wann ze bezuelen ass, an ni kann eppes kréien dann, wann eppes ze kréien ass.

Dat énnerscheet eis och nach eng Kéier fundamental zu deenen Amendemente vun der CSV. Duerfir ass et, mengen ech, net verwonnerlech, datt d'Regierung proposéiert huet, déi an der Kommissioune ofzelehn. An ech géif déi Propos et haut nach eng Kéier hei widderhuelen.

Wat nach geänner huet par rapport zum Text vun 2010, a ganz besonnesch zu deem Text vu virdrun, dat ass, datt mer jo haut vill méi e prezisen Text hunn. Mir hu Froen hei geregt, déi wäit iwwert den Domän vum Héichschoulstudium erausginn. Mir hunn eis ém e Familljerecht op eemol misse bekémmeren, mir hunn eis ém Sozialrecht misse bekémmeren, mir hunn eis ém Europarecht misse bekémmeren.

Dat si lauter Froen, déi eigentlech 2010 an och 2013 awer komplett ignoréiert gi sinn. Duerfir hu mer haut sécherlech méi e komplexen Text. Sécherlech ginn och eng Rei vu Froen hei zusatzech doduerjer opgeworf, déi een an

enger einfacher Ried emol eng Kéier hei uewe kann an de Raum stellen, ouni datt direkt eng Antwort do ass. Ech denken awer, datt deen Text hei der Saach vill méi gerecht gëtt, och vill méi eng grouss rechtliche Sécherheet huet wéi dat, wat mer bis elo haten. An datt den Text vun 2010 déi jo net hat, dat brauch ech hei net nach eng Kéier ze widderhuelen.

D'Madame Hansen huet och d'Fro vum Anticulum opgeworf. Déi beschäftegt mech, a si beschäftegt mech net eréischt zénter deem Uerteel vum Europäische Gerichtshaff an der Fro, ob d'Létzebuerg KannerGeld an dat däitscht „Elterngeld“ kenne géintenee opgerechent ginn.

Ech hat mech virdru gefrot: Wat fir eng Meenung hutt Der dann? Dir hutt se de Mëtte gesot. Och dat wéll ech nach eng Kéier positiv ervirsträichen. Dir hutt hei gesot, datt, wann et esou wär, datt mer keng Garantie hätten, datt mer elo déi Bourse, déi mer ginn, kenne mam KannerGeld am Ausland oprechnen... Wou mer fest wélles hunn, dat ze maachen, well soss hu mer eng Inegalitéit, an dës Kéier zuongeschichte vun deene Studenten, déi hei hire Wunsëtz hunn, an zugeschichte vun deenen, déi een am Ausland hunn.

A mir wéllen dat, mir wéllle se duerfir wierklech maachen. Mir sinn och der Meenung, datt mer se kenne maachen! Well virun allem all déi, déi hei elo stoungen an an de leschte Wochen a Méint gesot hunn, datt ee jo och misst considérerieren, datt d'KannerGeld ewechfall ass, déi soen domadder jo awer, datt dee Boursesystem, dee mer hei hunn - an ech mengen, den Här Turpel huet de Statsrot och nach eng Kéier an déi Richtung hei zitéiert -, datt mer domat hei eigentlech e Mix hu vu Leeschung, dee souwuel op där enger Säit eppes ass, wat d'KannerGeld nach émmer zum Deel kompensiéiert - och némmer zum Deel kompensiéiert, jo, mä awer émmerhi kompensiéiert -, an op där anerer Säit awer dann d'Notioun vun der Bourse huet an hiren eenzelne Composanten. Duerfir wéllle mer dat maachen.

Wann een et awer esou mécht, wéi Dir gesot hutt, Madame Hansen, datt een da soll hei op eng Bourse de base verzichten an d'KannerGeld erém aféieren, dann hunn ech allerdéngs Ar Fiche financière net verstanen. Well dat huet eng Inzidenz. Dat huet eng Inzidenz! Dir gitt domadder méi Geld aus, dat wéist Der jo. Dir gitt domadder vill méi Geld aus wéi haut. Well et ass net esou, datt een dann 2.000 Euro Bourse de base hei sträicht an dann 2.000 Euro jährlech KannerGeld erém aféiert. Well dee Krees vun deenen, déi se kréien, dat ass e ganz aneren! Haut beschränkt dat sech nämlech eenzeg an eleng op déi...

► **M. le Président.**- Entschélllegt, Här Minister.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Jo?

► **M. le Président.**- D'Madame Hansen freet, ob se...

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Oh, wann Der meng Stoppauer unhaalt, Här President, dann ass dat kee Problem fir mech.

► **M. le Président.**- Selbstverständliche. Dir gitt d'selwecht behandelt wéi d'Députéiert.

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- An ech hunn nach Minuten.

Ech wollt just dorop agoen. Mir hunn dat do net agebaut, well mer jo gesot hunn, mir hätten erawart, datt déi zwou Saache sollte parallel behandelt ginn: d'Allocations familiales, d'Reform, déi leeft, eben hei parallel zum KannerGeld. A well mir jo net wéssen, wat Dir an deem do denkt, wéi wäit datt Der sidd mat dä Reform, konnt ech hei net abauen, datt mer déi Bourse de base hei géife komplett sträichen, well mer net wéssen, wéi dat KannerGeld an Zukunft ausgesäit.

Dofir hat ech och schonn an der Kommissioune gefrot, wann Der déi Iwwerleeunge maacht an déi Bourse de base wier net vergläichbar a mir kennen den Anticulum net hikriéen, da musse mer d'nächst Joer wahrscheinlich schonn erém eng Kéier un d'Studentebähllefen, un dat Geasetz goen.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**- Jo, ech wéll lech einfach nach eng Kéier soen, Madame Hansen, an deem ganze Rescht vum Plenum, datt, wa mer elo 2.000 Euro Bourse de base sträichen oder iergendeen anere Montant, an deeselwechte Montant feiere mer erém an als KannerGeld fir déi iwwer 18 Joer, dann huet der Student net méi an net manner. De Létzebuerg Stat gëtt et awer méi deier. An duerfir hunn ech dat vermësst an Árer Fiche financière. Duerfir verstinn ech eigentlech d'Haltung vun der CSV hei och net, déi gëschter hei de Fiskalpakt gestëmmt huet, déi d'Regierung ge-

lueft huet fir hir Rigueur budgétaire an haut heihinnerkënnt a mat esou engem Saz direkt eng zusatzech Dépense hei fir de Létzebuerg Stat duerch d'Hannerdier...

(*Interruption*)

...eigentlech géif aféieren. Dat fannen ech nu wierklech net ganz seriö.

(*Brouhaha général*)

Den Opwand fir de CEDIES ass ernimmt ginn hei. Ech si ganz d'accord domadder. Dat wosste mer vun Ufank un. Mir hunn haut en extrem einfache System. Mir kréie vill méi e komplexe System. Ech war deen Éischten, deen émmer do virdru gewarnt huet. Duerfir huet den initialen Text eng Rei vu Saachen net virgesinn. D'Zuel vun de Kanner zum Beispill hu mer aus deem Grond an den initialen Text net erageholl, well mer wollten en einfachen Text behalen. Mir sinn dunn aner Weeën gaangen. Da musse mer wéssen, datt mer d'Moyen am CEDIES müssen eropsetzen.

Mir sinn awer och amgaangen ze kucken, dat net iwwert dat Noutwendegt eraus müssen ze maachen, andeems mer kucken, dat ze informatiséieren, fir datt mer iwwert de guichet.lu dat méi einfach kenne maachen, an datt mer och kucken, wat d'Aarbechtszäite vläicht am CEDIES sinn, ob mer do net kenne jee no Picen, déi erakomme vun Demanden iwwert d'Joer, méi intensiv dann och schaffen.

Dat probéiere mer ze maachen, fir net onnëtz zusatzech Leit müssen anzestellen. Mä datt et der méi sinn, dat war vun Ufank un nu jo awer wierklech gewosst.

Ech wéll nach eppes erwähnen, fir einfach just ze weisen, datt d'Létzebuerg Studenten, déi, déi heiheem studéieren, an och déi, déi am Ausland studéieren, nun awer wierklech nach émmer eng confortabel Situations hunn. Dat Éischt, dat ass, soss bräicht mer iwwer Anticulum jo hei guer net ze schwätzen, well soss géif den Anticulum an de Cumul an déi aner Richtung gemaach ginn, nämlech datt déi aner eppes missten drooleen op d'Studenten, vun deene Leit, déi hei zu Létzebuerg schaffen. Mä et geet jo meeschteens an déi aner Richtung, well mir vill méi generéis sinn als Létzebuerg Stat wéi all déi aner. Duerfir ass dat jo e grouss Thema fir eis. Dat war virun dä Reform hei en Thema, et wäert och duerno nach en Thema bleiwen.

An ech hu mech emol eng Kéier gefrot: Wéi ass et mat deene Wunnengen, déi de Létzebuerg Stat zur Verfügung stellt an den auslänneschen Universitésstid? Nun, ech kann lech soen: Do stinn der méi eidel wéi der besat sinn. An déi ginn, mengen ech, zu 180 Euro de Mount zur Verfügung gestallt, wat e ganz räsonable Präsjo awer ass. An dat schéngt net attraktiv ze si fir esou munche Student. Och dat, mengen ech, sollte mer - a mir hunn eis jo d'Wuert ginn, datt mer sollden iwwert d'Studéieren an d'Konditioone fir d'Studéieren diskutéieren -, och dat hätt ech dann awer gären op deem Ordre du jour.

D'Motioun: Jo, Dir rennt do oppen Dieren an. Ech hunn et an der Kommissioune gesot, datt ech absolut d'accord sinn a selwer Demandeur dovu sinn, déi Analysen ze maachen, déi haut nach émmer feelen, deen Débat ze féieren och iwwer aner Punkten ewech. Och iwwert déi Fro vun der Studentevertriebung. Dat ass eppes, wat mer hei jo wierklech gemierkt hunn, datt mer keen offiziellen Interlocuteur hätten. Déi eng, déi si bei eis komm. Déi aner sinn net bei eis komm. Déi hunn awer éischter de Mikro dohinnergehale kritt. Déi eng haten awer, mengen ech, Afloss op den Text, vläicht e bësse méi wéi déi aner. Duerfir musse mer dat och eng Kéier klären. An duerfir sinn ech och frou, datt mer déi Motioun hei hunn an datt mer eigentlech finalment just nach eng hunn an déi d'Énnerstëtzung vun der Regierung dann och huet.

Ech wéll all deene Merci soen, déi konstruktiv um Text matgeschafft hunn.

(*Interruption*)

D'ACEL ass e puermol erwähnt ginn, jo, déi waren x-mol bei eis am Ministère. A véier vun deene fennet Amendemente si ganz staark inspiréiert gi vun der ACEL. Och aner politesch Jugendorganisatiounen hunn eis op eenzel Problemer opmiersam gemaach, an dat ass och net ouni Reaktioun bliwwen. Haut de Mëtte sinn eng ganz Rei vu konstruktive Bäitrag, déi och zukunftsgewann sinn an op déi mer och solle kucken nach eng Kéier zum gegebenen Zäitpunkt zréckzekommen, hei gefouert ginn.

Ech wéll der Rapportrice e grousse Merci soen, déi gläichzäitig d'Kommissioussätzungen huet misse leeden, wou effektiv alles e bëssen züeg gaangen ass zum Schluss, mä déi dat ganz gutt gemaach huet.

An ech wéll och eigentlech meng Zefriddeneheit ausdrécken iwwert déi vill Jonk, déi op der Strooss waren. Egal ob et der 10.000 oder 17.000 waren, iergendwou wäert d'Wourecht dertëschentleien, mä et waren der ganz vill. An ech soen lech, datt ech léiwer eng Jugend hunn, déi sech manifestéiert, datt ech léiwer eng Jugend hunn, déi seet: Do hu mer e Problem, mir wëlle ganz kloer, datt eis Interessien hei gehéiert ginn. Dat ass net ouni Reaktioun bliwwen. Ech hu léiwer esou eng Jugend wéi eng Jugend, déi seet: Et ass mer eigentlech alles égal. Si lauschtere souwéissou net op eis. Duerfir war dat éischter e positiv Beispill - och d'Aart a Weis, wéi demonstréiert ginn ass de 25. Abréll -, wéi och jonk Leit sech können an de politeschen Débat aklénen.

Villmools Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och dem Erzéiungs- an Héichschoulminister. Mir hunn dann zwou Serië vun Amendemente virleien: eng Serie vun Amendemente vun der CSV an eng Serie vun Amendemente vun déi Lénk.

Wann Der dermat d'accord wäert, géif ech lech proposéieren, fir d'Éischt déi eng Serie vun Amendemente duerchzehuelen an duerno déi aner Serie vun Amendemente duerchzehuelen, eenzel ofzestëmmen an dann duerno de Vote iwwert den Ensembel vum Gesetz ze maachen.

Wann ech richteg verstanen hunn, ass hei net express gefuerdert, dass mer Artikel fir Artikel nach eng Kéier ofzestëmmen, wa mer iwwert d'Serie vun den Amendemente ofgestëmmt hunn.

Ass dat esou geduecht? Sidd Der domat d'accord?

(*Assentiment*)

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Sou ass dat, Här President, jo.

► **M. le Président.**- Da soen ech lech villmools Merci.

Amendement 1

Mir géifen dann ufänke mam Amendement 1 vun der CSV, deen als Objet huet, den Alinea 1 vum Artikel 1 ofzéänneren, an et geet dobäi ém d'Schafung vun eng Prime d'encouragement, fir den Effort ze belounen.

Vote sur l'amendement 1

Wie mam Amendement d'accord ass, stëmmt mat Jo. Wien dergéint ass, stëmmt mat Neen. An de Vote fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschlossen.

Den Amendement 1 ass mat 33 géint 27 Stëmmen ofgelehnt.

Résultat définitif après redressement: l'amendement 1 est rejeté par 34 voix contre et 26 voix pour.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M



SÉANCE 32

JEUDI, 10 JUILLET 2014

Jo, déi, déi dergéint sinn, mat Neen. Déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

Den Amendment 2 ass mat 33 géint 27 Stëmmen ofgelehnt.

Résultat définitif après redressement: l'amendement 2 est rejeté par 34 voix contre et 26 voix pour.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Amendment 3

Den drëtten Amendment kënnt...

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Ganz knapp!

► **M. le Président**.- ...och vun der CSV an huet als Objet, den Alinea 3 vum Artikel 1 ofzéännerren, fir de maximale Montant vun den Aiden deementspriechend ze adaptéieren, well jo och eng Prime d'encouragement soll geschafe ginn.

Vote sur l'amendement 3

De Vote ass lancéiert. Déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

Den Amendment 3 ass mat 33 Stëmme géint 27 ofgelehnt.

Résultat définitif après redressement: l'amendement 3 est rejeté par 34 voix contre et 26 voix pour.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Octavie Modert), Aly KAES, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Amendment 4

De véierten Amendment vun der CSV betrëfft de Punkt 1 vum Paragraph 1 vum Artikel 4, fir deen an deem Sénne ofzéännerren, fir d'Bourse de base ze erhéien.

(Interruptions diverses)

Okay. Also, alles an der Rei. Et ass scho rektifiziert.

(Hilarité)

Vote sur l'amendement 4

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen an dann d'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

(Interruptions diverses)

Also, et ass e Wonner geschitt.

(Hilarité)

Et sinn 28 Jo, 32 Neen. Den Amendment 4 ass ofgelehnt.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Octavie Modert), Aly KAES, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;



SÉANCE 32

JEUDI, 10 JUILLET 2014

Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Cox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Amendement 11

Den Amendement 11 vun der CSV, deen de Paragraph 2 vum Artikel 9 soll ofänneren an deem Senn, dass déi Mesures antifraude och géife bei der Prime d'encouragement gëllen.

Vote sur l'amendement 11

De Vote ass lancéiert. Déi perséinlech Stëmmen. Voilà, a mir si fäerdegt mam Vote.

26-mol Jo a 34-mol Neen. Den Amendement 11 ass ofgelehnt.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kae, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Cox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Domat hätte mer iwwert déi Serie vun den Amendemente vun der CSV ofgestëmmt a mir géifen iwwert d'Serie vun Amendementen, déi vun de Lénken abruecht gi sinn, ofstëmmen.

Amendement 12

Den Amendement 12, dat ass also deen éischte vun där neier Serie, do geet et èm de Paragraph 1 vum Artikel 4, an et geet drëm, fir d'Bourse de base op den Niveau vun den Allocations familiales ze setzen.

Vote sur l'amendement 12

De Vote ass lancéiert. D'Procuratiounen. An de Vote ass deemnächst fäerdegt, et feelen der nach dräi! Nach zwee. Sou, de Vote ass ofgeschloss. Mat alle 60.

2-mol Jo, 55-mol Neen an 3 Abstentiounen. Domat wär och deen Amendement 12 net ugeholl.

Ont voté oui: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Marc Spautz), Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kae, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Cox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Amendement 13

Deen nächsten Amendement, dat ass den 13, betrëfft den Alinea 1 vum Paragraph 4 vum Ar-

tikel 4. An do géif et drëm goen, fir d'Bourse familiale ofzeschafen, well jo, laut där viregter Propositioun, d'Bourssen op den Niveau vun den Allocations familiales festgesat géife ginn.

Vote sur l'amendement 13

De Vote ass lancéiert. An en ass ofgeschloss.

2-mol Jo, 55-mol Neen, 3 Abstentiounen. Den Amendement 13 ass ofgelehnt.

Ont voté oui: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kae, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Cox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Amendement 14

Dann deen nächsten Amendement, dat ass den Amendement 14, betrëfft den Alinea 1 vum Paragraph 3 vum Artikel 4. An do géif et drëm goen, fir als Kritär bei der Bourse sociale den Total vum Revenu disponible ze berücksichtegen.

Vote sur l'amendement 14

An do ass de Vote dann och lancéiert. An elo ass e schonn ofgeschloss.

2-mol Jo, 58-mol Neen. Den Amendement 14 ass ofgelehnt.

Ont voté oui: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kae, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Cox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Amendement 15

Dann den Amendement 15, deen de Paragraph 2 vum Artikel 4 betrëfft, an do géif et drëm goen, statt eng Bourse de mobilité ze schafen, d'Frais réels de location ze berücksichtegen.

Vote sur l'amendement 15

De Vote ass un. An en ass eriwwer.

5-mol Jo a 55-mol Neen. Den Amendement 15 ass ofgelehnt.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kae, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Cox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Amendement 16

Den Amendement 16 géif en neie Paragraph 3 am Artikel 6 bâisetzen. An do géif et drëm goen, e Médiateur ze schafe fir de Fall, wou Familljen net kéint oder net wéilten de Student énnerstëtzten.

Vote sur l'amendement 16

De Vote fänkt un. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

55-mol Neen, 5-mol Jo. Also ass den Amendement 16 ofgelehnt.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kae, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Cox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Amendement 17

Den Amendement 17 géif en neien Alinea am Paragraph 3 vum Artikel 7 bâisetzen. An do géif et drëm goen, dass, wann d'Certificaten, déi exigeiert sinn, ze spéit géife kommen, ee se och nach kann noreechen.

Vote sur l'amendement 17

Oh, ech war ze séier. De Vote huet ugefaangen. D'Procuratiounen. An de Vote ass ofgeschloss.

An den Amendement 17 ass mat 55 Nee-Stëmmen bei 2-mol Jo an 3 Abstentiounen ofgelehnt.

Ont voté oui: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kae, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Cox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Domat wäre mer um Enn vun den Ofstëmmungen iwwert d'Amendementen, a mer géifen iwwergoen zu der Ofstëmmung iwwert den Ensemel vum Projet de loi 6670, also de gesamten Text.

Den Amendement 18 ass mat 58 Nee-Stëmmen bei 2 Jo-Stëmmen ofgelehnt.

Ont voté oui: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kae, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Cox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Amendement 19

Dee leschten Amendement, dat ass den Amendement 19, dee vun déi Lénk kënn, huet als Objet, de Paragraph 1 vum Artikel 10 ofzéanernen. An do géif et drëm goen, fir eng paritéitesch Besetzung vun der Commission consultative - paritéitesch Ministère a representativ Studenteveereenegungen - ze sécheren.

Vote sur l'amendement 19

De Vote ass lancéiert. An en ass ofgeschloss.

Den Amendement 19 ass mat 55 Nee-Stëmmen, 2-mol Jo an 3 Abstentiounen ofgelehnt.</



SÉANCE 33

MERCREDI, 16 JUILLET 2014

Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Octavie Modert), Aly Kaez, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(**Assentiment et négation**)

Kënn mer dovun ausgoen, dass datselwecht Ofstëmmungsergebnis géif erauskomme wéi

beim Ensembel vum Projet?

(**Assentiment**)

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Ënner kengen Ëmstänn!

► **M. le Président**.- Da ginn ech dovun aus, dass mer mat enger Majoritéit, awer enger knapper, d'accord sinn, fir d'Dispens ze ginn.

(**Brouhaha général**)

Motion 1

Dann hätte mer nach eng Motioun virleien, well déi aner, déi zweet Motioun jo zréckgezu ginn ass, an den Här Turpel als Auteur...

(**Brouhaha général**)

Neen, neen, neen, déi zréckgezu ginn ass.

► **Plusieurs voix**.- Aah!

(**Interruption**)

► **M. le Président**.- Voilà! An dann hunn ech jo op därr...

► **Une voix**.- ...anerer Säit...

► **M. le Président**.- ...d'Motioun, déi vun der Majoritéit abruecht ginn ass, eng Motioun

mat dräi Ënnerschréften. Do war d'Ugebuet, ob Vertrieder vun deenen anere Fraktiounen a Sensibilitéit wéilte mat ënnerschreiven.

Dofir stellen ech d'Fro: Wie wéllt d'Motioun mat ënnerschreiven?

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Et geet mat enger duer. Et geet jo mat enger duer.

► **M. Claude Wiseler (CSV)**.- Här President, just fir Stellung zu der Motioun ze huelen: Mir kënnen déi Motioun hei matdroen. Mir hunn eng Rei Problemer mat de Considéranten, well u sech, zum Beispill am leschte Considérant, wou jo vun der „orientation efficace“ geschwatt gëtt, mir gesinn net richteg, wat dat ze dinn huet mat deenen Inviten, mat deenen duerno d'Regierung opgefuerdert gëtt.

Mä par contre muss ech soen, déi Inviten, déi hei stinn an deene verschiddenen Tireten, déi opgezielt sinn, déi schéngén eis logesch ze sinn, déi schéngén eis och wichteg ze sinn. Duerfir, ouni se ze ënnerschreiven, kënne mer se awer matstëmmen.

► **M. le Président**.- Okay. An d'Regierung huet se schonn ugeholl. Da géif ech...

► **Une voix**.- Wann nach eng Ënnerschréft feelt, Här President, da géif ech se ginn.

(**Brouhaha**)

► **Une autre voix**.- Mir brauche jo net méi.

► **M. le Président**.- Neen, ech mengen, et feelt keng. Et feelt keng. Mä mir kënnen dat och nach herno maachen, wa Leit nach wëllen ënnerschreiven, dat ass iwwerhaapt kee Problem.

(**Vote sur la motion 1**)

Mä ech froe mech, ob mer hei en elektronische Vote musse maachen. D'Regierung huet akzeptéiert. Per Handophiewen?

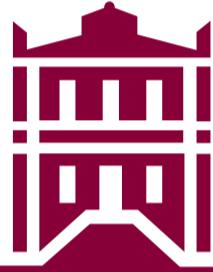
(**Assentiment**)

Da mengen ech, dass dat dote ganz kloer ass. Dann ass déi Motioun ugeholl.

Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Ech soen lech Merci fir déi grouss Disziplin, ginn eis Rendez-vous fir den nächste Mëttwoch a wénschen lech nach e schéinen Owend.

► **Plusieurs voix**.- Merci!

(**Fin de la séance publique à 18.56 heures**)



SÉANCE 33

MERCREDI,
16 JUILLET 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
 - M. le Président
2. Dépôt d'un projet de loi par M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative
 - M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative
3. Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser
 - M. Fernand Kartheiser
4. Discours à l'attention de M. Jean-Claude Juncker à l'occasion de son élection à la présidence de la Commission européenne
 - M. le Président
5. Communication
 - M. le Président
6. Ordre du jour
 - M. le Président
7. 6625 - Projet de loi relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur et portant modification 1) de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et 2) de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière
 - Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Guy Arendt
 - Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Franz Fayot, M. Henri Kox, M. Roy Reding, M. Justin Turpel
 - Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
8. 6535 - Projet de loi relative au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle et modifiant
 - 1) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat
 - 2) la loi modifiée du 13 décembre 1988 instaurant un régime fiscal temporaire spécial pour les certificats d'investissement audiovisuel
 - Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace: Mme Simone Beissel

- Discussion générale: Mme Diane Adehm, Mme Tess Burton, M. Claude Adam, M. Roy Reding, M. Justin Turpel
 - Prise de position du Gouvernement: Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture
 - Mme Diane Adehm (parole après ministre)
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 - 9. 6703 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective
 - Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative: M. Georges Engel
 - Discussion générale: M. Paul-Henri Meyers, M. Gusty Graas, M. Roberto Traversini, M. Fernand Kartheiser, M. Justin Turpel
 - Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative
 - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre), M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 - 10. 6691 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés portant introduction d'un Code de conduite des députés luxembourgeois en matière d'intérêts financiers et de conflits d'intérêts
 - Rapport de la Commission du Règlement: M. Alex Bodry
 - Discussion générale: M. Paul-Henri Meyers (M. Alex Bodry intervient), M. Eugène Berger (M. Serge Urbany intervient), M. Claude Adam, M. Gast Gibéryen, M. Serge Urbany (dépôt d'une motion), M. Alex Bodry
 - Motion 1: M. Alex Bodry, M. Serge Urbany (motion renvoyée en commission)
 - Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés
 - 11. Discours de M. le Président
 - M. le Président
 - 12. Hommage à M. Luc Frieden
 - M. le Président, M. Luc Frieden
- Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Félix Braz, Mme Maggy Nagel, M. Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch et M. Dan Kersch, Ministres.
- (**Début de la séance publique à 14.05 heures**)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. le Président**.- Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Dan Kersch**, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.- Jo, Här President, mir hunn eng Kommunikatioun ze maachen.

2. Dépôt d'un projet de loi par M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative

Et ass mer eng grouss Éier, am Numm vum der Regierung a mam Accord vum Grand-Duc dat sougenannt „Omnibusgesetz“ haut ze déposéieren. Dir wësst, dass dat vill diskutéiert ginn ass hei am Land. Ech mengen, dass mer et färdegbruecht hunn, an enger Rekordzäit elo e konkrete Projet hei ze élaboréieren, an ech sinn och frou, deen haut kënnen ze deponéieren.

Ech wéll an deem Kontext all deene Ministère a Verwaltunge Merci soen, déi un désem Ge-

setz matgeschafft hunn. Ech sinn iwwerzeeght, dass dést Gesetz eng grouss Vereinfachung fir d'Bierger an och fir d'Administratioun mat sech bréngt.

6704 - Projet de loi dite «Omnibus» portant modification:

- a) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain;
- b) de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire;
- c) de la loi modifiée du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement;

d) de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles;

e) de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau;

f) de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

g) de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux;

h) de la loi électorale modifiée du 18 février 2003;

i) de la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques;



SÉANCE 33

MERCREDI, 16 JUILLET 2014

j) de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;
k) de l'arrêté royal grand-ducal du 22 octobre 1842, n°1943c/1297, réglant le mode de publication des lois;

et abrogation de:

a) l'arrêté grand-ducal du 13 août 1915 portant règlement du service des femmes dans les hôtels et cabarets;

b) l'arrêté grand-ducal du 15 septembre 1939 concernant l'usage des appareils radiophoniques, des gramophones et des haut-parleurs

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.** - Wann ech gelift!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Minister Merci a ginn Akt vum Dépôt vun dësem Projet de loi, deen un déi zoustännege Kommisoun wäert weidergeleet ginn.

Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

3. Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här Président, Dir Dammen an Dir Hären, et ass eng Éier fir mech, och haut däerfen e Gesetzesvorschlag hei an der Chamber ze deponéieren. Dee Gesetzesvorschlag, deen huet als Zil, fir ze verbidden, datt ee kann eng Tenue un'unn, mat där ee ka ganz oder deelweis sái Gesiicht verstoppen. Konkret geet et ém de Verbuett vun enger Burka oder vun enger Niqab hei am Land.

Bis elo ass dat just um kommunale Plang geregt. Et ass meng Iwwerzeugung, datt dat eng national Regelung brauch, souwuel aus engem legitimme Sécherheitsinteressi vun der Éffentlechkeet eraus wéi och fir d'Rechter an d'Dignitéit vun de Fraen ze schützen. An deem Senn soll et och verbuede sinn, datt eng Persoun däerf eng aner Persoun dozou zwéngen, eng Tenue unzedoen, mat där ee ka sái Gesiicht ganz oder deelweis verstoppen.

Schlussendlech geet et och nach drëm, fir ze verhënneren, datt e sozialt Zesummeliewe kann hei am Land verhënnert ginn.

Dat Gesetz ass an eisen Ae wichteg a richteg. Et ass inspiréiert vun deene respektive franséischen a bëlsche Gesetzer. Nach viru Kuerzem huet den Europäesche Gerichtshaff fir Ménscherecht en Uerteel geholl, an deem en drop geschloss huet, datt dat heite konform zur Europäescher Ménscherechtskonvention ass.

Ech soen lech Merci.

6705 - Proposition de loi ayant pour objet d'interdire la dissimulation du visage dans l'espace public et de compléter certaines dispositions du Code pénal

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och. Ech ginn dem Här Deputéierten Akt vum Dépôt vun der Proposition de loi.

(La proposition de loi 6705 sera renvoyée à la Conférence des Présidents.)

4. Discours à l'attention de M. Jean-Claude Juncker à l'occasion de son élection à la présidence de la Commission européenne

Leif Kolleginnen a Kolleegen, ech wollt dann direkt am Ufank vun dëser Sëtzung eisem Deputéiertekolleg, dem Jean-Claude Juncker, an eiser aller Numm härzlech félicitéieren. Hien ass gëschter vum Europaparlament mat engem zolitte Resultat als President chargéiert ginn, fir eng nei Kommissioun op d'Been ze stellen, déi sech am Hierscht dem Vote vum Europaparlement wäert stellen.

Am Numm vun eis alleguer wënsche mer him vill Courage an Ausdauer a virun allem eng glécklech Hand bei senger neier Missioun.

(Applaudissements)

5. Communication

Ech wollt dann nach d'Chamber informéieren, dass d'Lësch vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten um Dësch vun dësem Haus deponéiert ass.

Communication du Président - séance publique du 16 juillet 2014

La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

6. Ordre du jour

Den Ordre du jour hutt Der alleguer iwwermëttelt kritt, an ech wollt lech froen, ob Der mat deem Ordre du jour, wéi e vun der Conférence des Présidents proposéiert ginn ass, d'accord sidd.

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert a mir kéint direkt zu eisem éischte Projet vum Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 6625 iwwert d'Immobilisation vun den „actions et parts au porteur“. De Riedemodell ass nom Basismodell festgeluecht. D'Wuert huet elo direkt den honorable Rapporteur, den Här Guy Arendt.

Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

7. 6625 - Projet de loi relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur et portant modification 1) de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et 2) de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. Guy Arendt (DP), rapporteur.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, leif Kolleginnen a Kolleegen, de Projet de loi, iwwert deen ech lech de Mëttet op dëser Platz de Rapport maachen, ass de 4. Oktober 2013 vum Finanzminister vun deemoos déposéiert ginn. D'Regierung huet den 28. Mäerz 2014 eng Serie Amendementer déposéiert. D'Chambre de Commerce huet de Gesetzesprojet den 22. Abrëll 2014 aviséiert, an de 27. Mee 2014 hu souwuel de Conseil de l'Ordre vum Barreau vu Lëtzeburg wéi och d'Chambre des Notaires hir Avisen eragereecht.

De Statsrot huet sain Avis de 24. Juni 2014 finaliséiert. Den 3. Juli vun dësem Joer huet d'Cofibu (Commission des Finances et du Budget) mech zum Rapporteur ernannt. De Gesetzesprojet an den Avis vum Statsrot sinn an däer Sitzung duerchgekuckt ginn an den Dag drop sinn eng Serie Amendementer un de Statsrot weidergeschéckt ginn. Dësen huet sain Avis complémentaire den 11. Juli eraginn, soudass de schrifteche Rapport de 14. Juli an der Kommissioun ugeholl ginn ass.

Här President, mir hunn an eisem Gesellschaftsgesetz vun 1915 zwou Zorten Aktien, déi eng Gesellschaft kann ausstellen.

Et handelt sech zum Éischten ém d'Actions nominatives, dat heescht, de Propriétaire vun dësen Aktien ass an engem Regéster bei der Gesellschaft, déi d'Aktien ausgestallt huet, agedroen. Bei dësen Aktie gëtt de Besëtz opgrond vun den Androungen am Regéster bewisen.

Zum Zweete kenne mer d'Actions au porteur. Do geet et ém Aktien, déi net agedroe ginn, mä wou de Besëtz bewise gëtt duerch d'Dokument, also duerch d'Aktien am physesche Pabeier. Also deejéinegen, deen d'Aktien hält, ass de Besëtzer dovun. Dës Aktie wisselen de Propriétaire, ouni dass d'Gesellschaft, déi se erausginn huet, weess, wou hir Aktie grad dru sinn. A genau hei läit de Problem.

D'Anonymitéit vum Propriétaire kann him d'Méiglechkeet ginn, illegal Geschäfte ze bedreiwen, zum Beispill wann et ém Blanchiment geet oder ém Steierbedruch. Et ass quasi on-méiglech ze verfollegen, duerch wiem seng Hänn eng Action au porteur gaangen ass, well se schnell an ouni Trace de Propriétaire wiessele kann, dee Propriétaire am Senn vum Bénéficiaire économique vun der Aktie.

Dës Zort vun Aktie si verschidde Gremien en Dar am A. An de leschte Joren hunn zum Beispill de GAFL an de Forum mondial eng Rei Recommandatiounen zu de sougenannten Actions au porteur gemaach, méi genau wat d'Informationen iwwer hir Propriétaires uginn. Sou huet de Rapport vum Groupe d'action financière, also dem GAFL, vun 2010 recommandéiert, dass Lëtzeburg Moosnamen ergräife soll, fir d'Transparenz vu Propriétaire vun esou Actions au porteur sécherzestellen.

2011 dunn huet de Rapport d'évaluation vum Forum mondial verlaagt, dass déi Lëtzebuerger Autoritéité bestëmmt Informatiounen iwwert déi effektiv Propriétaire vun esou Aktien zur Verfügung gestallt kréien. 2012 huet sech de GAFL widerholl an zousätzlech a senger Recommandatioun 24 e puer Pisten opgezeechent, déi Lëtzeburg aschloe kéint, fir

sécherzestellen, dass keng Abuse mat den Actions au porteur gedriwwen ginn.

Déi éischt Pist wier, d'Actions au porteur ganz ofzeschen.

Zweetens kéint een d'Actions au porteur an Actions nominatives convertéieren, also an Aktien, bei deenen den Émetteur zu all Moment weess, wiem se gehéieren, well se do an engem Regéster agedroe sinn.

Déi drëtt Pist ass, fir d'Actions au porteur ze immobiliséieren. Dat heescht, dass se bei engem Gremium hannerluecht ginn, wat dann e Regéster mat den Informationen vun de jeeweilege Propriétaire féiert.

Schlussendlech gëtt och nach d'Méiglechkeet opgeworf, dass de Propriétaire selwer dem Émetteur matdeelt, dass hien Actions au porteur vun dëser Gesellschaft besetzt.

Vun dëse véier Optiouen, déi et erlafen, eis Législation de Recommandatioun vum GAFL a vum Forum mondial unzepassen, schéngt déi drëtt, also déi mat der Immobilisation vun den Actions au porteur, déi rotsamt gewiescht ze sinn, well déi an eisem Text vun der Regierung zréckbehaale ginn ass. Doduerch, dass en Dépositaire d'Informationen iwwert d'Propriétaire vun dësen Aktien an engem Regéster oplescht, kréien déi Lëtzebuerger Autoritéiten, zum Beispill wat rechtlech a steierlech Geleeënheiten uginn, en Zugang op dës Donnéeën. Gläichzäiteg ass d'Vertraulechkeet vun dësen Donnéeën awer géintiwwer Drëtte geschützt.

Ech wëll och nach preziséieren, dass een als Propriétaire vun esou Aktien némmen Accès op déi Informationen huet vun Aktien, vun deenen een och selwer Propriétaire ass.

Bei dëser Optiouen géif awer och de Mécanisme de cession ännernen. Et kann een also net einfach d'Action au porteur engem anere verkafen, mä deen neie Propriétaire muss dat dann och am Regéster vun der zoustännege Gesellschaft enregistréiere loessen. Den Dépositaire, deen de Regéster féiert, gëtt vum Émetteur vun der Action au porteur genannt.

Duerch dëse Projet gëtt also haapsächlech den Artikel 42 vun eisem Gesellschaftsgesetz émgeännert. An dësem Kontext huet de Statsrot sech mat der Fro vun der juristescher Qualifikatioun vun esou Aktien auserneegesat, dat heescht mat der Fro, ob d'Action au porteur énnert dëse Konditiounen nach émmer kann als Action au porteur bezeichnet ginn oder ob d'Immobilisation an engem Regéster net esou wält geet, dass een an deem Fall net méi wierklech vun enger Action au porteur schwätze kann.

Wann elo d'Cessioun manner flexibel ass, well deen neie Propriétaire sech am Regéster umelle muss, fält net némmen den Anonymat ewech, mä och eng Partie vun der Flexibilitéit, wat dëse Finanzprodukt ueget.

No verschidde Iwwerleeunge kennt de Statsrot zu der Konklusioun, dass dëst net de Fall ass, dass d'Immobilisation also net dozou féiert, dass d'Natur vun der Action au porteur geännert gëtt.

Ier ech zum Schluss kommen, wollt ech nach kuerz op dräi méi kleng Punkten ze schwätze kommen.

Well d'Immobilisationsprozedur sech och op Actions au porteur bezitt, déi vu Fonds d'investissement ausgestallt ginn, stellt dëse Gesetzesprojet och d'Konformitéit mat den Ufuerderunge vun der amerikanescher FATCA-Législation sécher. FATCA stéet hei fir Foreign Account Tax Compliance Act.

Fir dass d'Immobilisation vun den Actions au porteur och wierklech geschitt an e Regéster mat Informationen iwwert déi effektiv Propriétaire vun dësem Finanzprodukt gehale gëtt, hält de Gesetzestext spezifesch strofrechlech Sanktiounen fest.

Dann ass nach ze soen, dass an dësem Text Iwwergangsdispositiounen virgesi sinn, soudass déi Actions au porteur, déi am Moment schonn am Émlaf sinn, och an den nächste Méint an esou engem Regéster festgehale kenne ginn. D'Gesellschaft kriéie sechs Méint, fir den Dépositaire ze benennen, an d'Actions au porteur, déi de Moment am Émlaf sinn, musse bannent 18 Méint agedroe sinn. Geschitt dat net, si Mechanisme virgesinn, fir déi Aktien ze blockéieren.

Här President, mat dësem Gesetzesstext passt mir eis Législation de Recommandatioun vum GAFL a vum Forum mondial un, soudass mer potenziell illegal Praktiken énnernéieren. Als grouss Finanzplatz huet Lëtzeburg némmen ze gewinnen, wa mir eis den internationale Standarden upassen.

Mir brauchen dësen Text dréngend, fir vun dem GAFL an dem Forum mondial nees als „compliant“ kennen agestuuft ze ginn. Eis aktuell Klassifizéierung stéiert enorm de Lëtze-

burger Finanzmaart. Ech hunn déi lescht Woch op dëser Platz schonn erkläert, wéi mir déi lëtzebuergesch Finanzplatz op der Weltkart positionéiere wëllen. De Gesetzesprojet vun haut de Mëttet dréit sain Deel zu dësem Positionnement bai.

Et ass ze bemierken allerdéngs, dass mir hei énner extrem Drock gehandelt hunn, well eng Zäitchen net op Relancé vum GAFL reagéiert ginn ass. A sollt et sech erausstellen, dass den Text nach sollt e bësse müssen ugepasst ginn, misst dat natierlech nach dee Moment geamaach ginn. Mä et ass dréngend, dass mer dësen Text nach virum Summer énnerraach kréien, well am Hierscht kënnt erém eng Evaluatioun vu Lëtzeburg, an do musse mer onbedéngt als „compliant“ agestuuft ginn.

Ech wëll dann awer och nach de Leit aus dem Finanzministère Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht mat der Cofibu. Domadder bréngen ech och hei den Accord vun der DP-Fraktion zum virlerende Gesetzesstext an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass fir d'CSV ageschriwwen den Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'Éischt dem Rapporteur a mengem traditionelle Virriedner, dem Guy Arendt, Merci soe fir sái schrifteche Rapport.

Dat Wichtgst virop, Här Minister: D'CSV wäert dëse Gesetzesprojet stëmmen. Et ass nämlech e Plus fir den Image vun eisem Land an et ass virun allem e Plus um Niveau vun der Transparenz vun eisem Banken- a Finanzplatz. Ech wëll och als CSV-Fraktion ausdrécklech soen, dass mir et begréissen, dass déi aktuell Regierung d'Approche, déi de fréiere Finanzminister, de Luc Frieden, an dësem net einfachen Dossier gewielt huet, eent zu eent weidergefouert huet.

Mir sinn net op de Wee gaangen, fir d'Actions au porteur einfach ofzeschen, mä de fréiere Projet, deen op dem Dësch louch, deen hat virgesinn, an dat ass och elo weidergefouert ginn, dass déi Actions au porteur an en Aktiengesellschaft missten ageschriwwen ginn, soudass mer eigentlech elo no dem Gesetz vun 2012 iwwert d'Titres dématérialisés dräi Zorte vun Aktien hinn, mälech Actions au porteur énnert dëser Form, Titres nominatifs an Titres dématérialisés.

Wat mer eigentlech mat däer subtiler Léisung färddegbruecht hunn, dat ass, dass engersäits de Schütz vun der Privatsphär vun deem eenzelnen Aktiengesellschaft respektéiert gëtt, an anersäits gi mer awer och allegueren deene staatlechen Autoritéiten, de Steier-, mä och de Justizautoritéiten, wann et néideg ass, déi néideg Mëttelen, fir dass si hire staatsrechtlichen Handlungen kennen nogoen.

Mir hinn et eigentlech iwwert déi lescht véier, fénnef joer émmer schnell färddegbruecht - an dat énnérsträicht och, de Guy Arendt huet et virdru gesot, dee gudde Beamtenapparat, deen a wichtige Ministèren ass, souwuel an de Finanzen wéi an der Justiz -, fir dass mer déi Upassungen, déi de GAFL gefuerert huet, émmer an engem Rekordtempo eigentlech iwwert d'Bühn kruten.

Dat war an der Summervakanz 2010, wou mer ganz vill Upassunge gemaach hunn am Gesetz iwwert d'Entraide judiciaire. Dat waren Upassungen um Niveau vun der Finanzkriminalitéit, nei Strohandlungen hu mer agefouert, Duebelbesteierungsfommessen, bis haut zu dem Gesetz iwwert d'Actions au porteur.

Et ass richtege, wanj ee seet, dass dat hei wuel eng déi gräifend Annerung ass par rapport zu dem Gesetz iwwert d'Handelsgesellschaft vun 1915, an dorïwwer eraus ass et och e groussen Aschniëtt an eigentlech traditionell Prinzipien, déi mer kennen am Zivilrecht.



SÉANCE 33

MERCREDI, 16 JUILLET 2014

herno mussen oder eventuell musse gemaach ginn op eenzel Titren.

Firwat ass dése Projet awer eng gutt Saach? Wou en dach engersäits awer eng gewëssen Aschränkung mécht vun enger Flexibilitéit, déi op eiser Plaz émmer geherrscht huet - de Guy Arendt huet et virdru gesot; dat huet et eigentlech relativ onkompliziéiert engem erlaabt, fir de Contrôle vun enger Gesellschaft respektiv d'Inhaber vun enger Gesellschaft ze wiesselen. Och domadder gouf an der Vergaangenheit, zu Recht oder zu Onrecht, émmer dobaussen e bësse Reklamm gemaach.

Mä et gett awer och eng Rei vun neien Opportunitéiten. Firwat? Mä well déi sougenannten „professions réglementées“ aus dem Gesetz iwwert de Finanzsektor, och d'Affekoten, d'Notaires, d'Experts-comptables, d'Family Officen, well déi eigentlech d'Méiglechkeet kréien, fir déi sougenannten „Aktieregesteren“ ze halen.

An ech mengen, do stellt sech eng konkret Fro, wou de Barreau eigentlech drop higewisen huet: Wéi ass et, wann eng Saisie soll gemaach ginn, zum Beispill bei engem Affekot, deen dem Gesetz oder de Bestëmmunge vum Artikel 458 vum Beruffsgeheimnis énnerläit? Wéi muss dat gemaach ginn?

De Barreau huet op déi Situations higewisen. Ech weess net, ob de Gesetzesprojet bis an de leschten Detail deem Rechnung dréit.

Dann ass et awer och esou, dass dése Gesetzesprojet, muss een éierlech soen, net onbedéngt vu Muttwéll ass. Ech hunn iwwert de Weekend eng Jurisprudenz gelies vun enger franséischer Cour de cassation:

Et ass esou, dass zum Deel Lëtzebuerger Gesellschaften, SAen, gebraucht goufen, fir Immeublen a Frankräich ze hunn. An a Frankräich ass et esou, dass een do, eng Gesellschaft, all Joers 3% vun der Valeur vénale, also dem Verkaufswäert vun deem Immeublel, misst als Tax bezuelen. Jo, wat ass da geschitt? Déi Gesellschaften hu gemengt, si missten dat net bezuelen, well et brauch een a Frankräich déi Tax net ze bezuelen, vereinfacht gesot, wann de sougenannten „bénéficiaire économique“ vun der Gesellschaft de Steierautoritéiten a Frankräich matgedeelt gëtt.

De Problem war awerdeen, dass déi franséisch Finanzautoritéite bis hin zur franséischer Cour de cassation némme ganz restriktiv d'Moyens de preuve akzeptéiert hunn, fir ze beweisen, dass déi Inhaber respektiv déi Titulairé vun den Actions au porteur gewiesselt haten. Déi hunn einfach gesot: „Jo, Dir musst eis dat da beweise mat enger Aschreiwung an engem Aktieregester“, wat et fir déi doten Aktien net gouf. Mat dem Resultat, dass do Eenzelner, zu Recht oder zu Onrecht, bäägelaft sinn, well dann hate se no enger Zäit, wou se am Litige ware mam franséische Fisc, dann hate se alt fir e puer Joer - siwe mol dräi Joer - déi Tax nozebezuelen, an zum Schluss koum dann och nach eng steierlech Strof vu 40% derbäi. Dann ass eigentlech dat, wat se gutt gemengt haten, fir dat laanscht d'Steieren ze schleisen, dann ass dat net méi gaangen.

Zum Schluss, Här President, mengen ech, dass mer mat der Hélfel vun der Leit aus dem Finanzministère, déi hei wierklech gutt Aarbecht gelescht hunn, et wäerte fäerdegréngen, dass dee Gesetzesprojet hei am Hierscht kann a Krafft sinn.

Ech mengen, et sollt een awer net onverschwiege loossen, dass eng Rei Observatiounen an engem leschten Avis complémentaire vum Statsrot gemaach goufen, déi op verschidden - losse mer soen - Lacunen oder Onzoulänglechkeiten an dem aktuelle Gesetzesprojet nach hiwisein. Als CSV deele mir zum Deel déi Bedenken, déi de Conseil d'Etat do opgeworf huet.

An eng Fro, Här Minister, dat schéngt mer déi ze si vun der sougenannter „Iwwergangsphas“. Well de Gesetzesprojet gesait vir, dass no enger Iwwergangsphas vun 18 Méint, wann en Titulaire vun enger Action au porteur se net an den Aktieregester ageschriwwen huet, dass dann déi Aktien null sinn. Null sinn! Mat der Konsequenz, dass déi Gesellschaft muss eng Reduktions vun dem Kapital maachen.

Dat ass am Gesetz virgesinn, mä dat muss awer nach dann an der Praxis an op dem praktesche Plang vun däri Gesellschaft bewerkstellegt ginn. An d'Fro ass awer déi: Wat geschitt, wann duerch Émstänn, zum Beispill, dass net déi néide Majoritéit méi do wieren, dat net gemaach gëtt? Da sinn déi Aktien zwar annuléiert iwwert d'Gesetz, mä wéi ass et mat der Reduktions vum Kapital, déi dann nach net gemaach ginn ass?

Elo ass meng konkret Fro: Gesäit do de Minister en Awierke vun dem Artikel 203 aus dem Gesetz iwwert d'Handelsgesellschaften, dat déi sougenannten „dissolution judiciaire“ virgesäit, nämlech d'Opléisung vun esou enger Gesellschaft, vu dass se sech net konforméiert mat den Dispositionen vun eisem Handelsgesetz, mat alle Konsequenzen, déi dat géif mat sech bréngen?

Fir de Rescht, Här President, nach eng lescht Suggestiou vun der CSV-Fraktiou: Dat hei concernéiert eng ganz Rei och vu klenger Betreiber, déi zum Beispill an der Hand vu Mëttelständler sinn, oder vu klenger Familljebetreibere, an ech mengen, et wier ubruecht, vu dass et eng gréisser Émännerung vun eisem Aktiegesetz ass, mat alle Konsequenzen, déi dat beinhalt, dass een déi néide Publicitéit mécht, an dat zesumme mat de Patronatsorganisations, fir dass d'Leit op déi Émännerunge vum Gesetz opmiersam gemaach ginn.

Fir de Rescht, Här President, ginn ech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktiou zu désem Gesetzesprojet an ech soen lech Merci fir d'Nolauscheren.

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Roth. Nächste Riedner ass den Här Franz Fayot fir d'LSAP. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Franz Fayot (LSAP).**- Merci, Här President. Och ech géif gäre menge mëttlerweil och traditionelle Virriedner da Merci soen, en particulier dem Guy Arendt fir émmer eng Kéier sái ganz gudden an ausfeierleche Rapport zu désem Projet de loi. Ech mengen, et ass villes gesot ginn. Ech géif just gären op zwee Punkten agoen, een e bësse méi technesch, awer mat reellen Implikatiounen fir d'Finanzplaz. Ech mengen, de Gilles Roth huet schonn an e bësse méi generellen Termen Allusiuon dorop gemaach. An deen zweeten ass vlächt e bësse méi eng fundamental Observatioun.

Dëse Projet de loi gesäit eng strofrechtech Sanktioun vir fir déi Administratore vu Gesellschaften, déi nominativ Regésteren hunn, am Fall wou se keen esou e Regéster op hirem Sétz, op hirem soziale Siège halen. An et muss ee wëssen, dass et à l'heure actuelle eng gängeg Praxis ass, dass eng ganz Rei esou Gesellschaften, haapsächlech am Fongeberäich, just dat maachen. Dat heesch, et sinn eng ganz Rei Gesellschaften, déi just eng Kopie hu vun deem Regéster, mä wou de Regéster en réalité bei engem Dépositaire gehale gëtt.

Dat ass insbesonnesch de Fall bei méi grousse Fongen, dat heesch, bei deenen, wou relativ vill Volume ass, wou d'Parten oft d'Hand wiessele. Dëi Fonge sinn haut u sech an enger Situations, wann dat Gesetz bis kënn, dass se en porte-à-faux si par rapport zu hiren Obligationen énnert désem Gesetz, an zwar énnert enger strofrechtecher Mesure.

Dëst ass émsou méi problemesch, well mer hei keng Disposition transitoire hunn, dat heesch, dat Gesetz ass d'application immédiat dräi Deeg no senger Publikatioun, sou dass mer hei u sech da fir déi Fonge sous forme nominative keng besonnesch gutt Situations hinn.

Dëst ass ze bedaueren, well mer net kohärent si par rapport zum Traitement fir d'Actions au porteur. Dat heesch, do hu mer jo d'Méiglechkeet elo am Artikel 42, fir déi Actions au porteur ze hannerleeé bei engem Dépositaire, deen déi dann enregistriéiert. Och déi Mesure, och déi Dispositioun ass strofrechtech beluecht, mä et kann ee sech natierlech därentleedegen doduerch, dass een dat bei engem Dépositaire tiers mécht. Déi Méiglechkeet gëtt et net bei den Actions nominatives, an dat muss ee bedaueren.

Ech mengen, dass dat wierklech e Punkt wär, iwwert deen ee schnell sollt nodenken a wou ee schnell da sollt mat enger Opbesserung kommen zu désem Projet de loi, fir och do e Parallelismus an eng Kohärenz ze schafe par rapport zu däri Situations.

Ech verstinn, dass de Finanzministère, deen hei iwwregens eng ganz gutt Aarbecht gelescht huet, elo net méi wollt un deen Text goen, well se gefaart hunn, dass een doduerch net méi GAIFI-compliant wär. Mä ech mengen, dat hei ass eng Mesure de législation nationale, wou ech elo net mengen de prime abord, dass een aus dem GAIFI sengem Kader géif erausfalen.

Eng zweet Observatioun - an do nach eng Kéier, ouni iergendengem e Reproche ze maachen, insbesonnesch net de Leit aus dem Finanzministère - ass déi, dass mer hei émmer eng Kéier u sech reagéieren. Dat heesch, mir sinn, wéi 2010 mat der GAIFI-Klassifikatioun énnert däri „liste grise“, hei émmer eng Kéier an der Reaktioun.

An déi Reaktioun ass schnell, déi Reaktioun ass gutt, si ass appropriéiert, do ass náischt ze soen. Mä ech géif mer wënschen, dass mer kíente méi eng kohärent Politik maachen a

vlächt méi eng wäitsichteg Politik, well déi GAIFI-Reviewen, déi Peer-Reviewen och vum Forum mondial verlafe jo elo u sech no prévisible Rasteren. Mir wëssen, wat déi Leit kucken, mir wëssen, wourop se kucken. An ech mengen, dass dat Saache sinn, déi ee vlächt kéint besser plangen a wou ee vlächt mat méi Préparatioun, vlächt mat enger besserer Négociatioun kíent e bessert Resultat errechen, sou dass mer net an d'Labrénte geroden an dass mer net erém all Kéiers musse reagéieren op esou Situations.

Ech géif mer wënschen, dass mer kënfteg als Land géife méi proaktiv an deenen Dossiere schaffen, dass mer et géife fäerdegréngen, eng strategesch an eng holistesche Iwwerlebung hinzekréien, och op laang Siicht, wou mer higi mat eisier Finanzplaz, wat fir eng Secteure mer privilegiéieren, zesumme mat den Acteuren a fir d'Acteure vun der Finanzplaz, mä och fir d'ganz Land, fir jiddwerengem méi Planungs-sécherheet ze ginn.

Dëst gesot, géif ech trotzdem dann den Accord bréng vun der LSAP-Fraktiou zu désem Projet de loi, deen e wichtige Projet de loi ass, justement fir eis Finanzplaz, fir eisen Image ze verbessere par rapport zu deenen Actions au porteur an och fir eist Land aus deem schlechte Klassement vum Forum mondial erauszekréien. Ech soen lech Merci fir d'Nolauscheren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Fayot. Nächste Riedner ass den Här Henri Cox fir déi gréng.

► **M. Henri Cox (déi gréng).**- Jo, Merci, Här President. Ech wéll am Virfeld direkt dem Rapporteur Merci soe fir sain ausfeierleche Rapport hei, souwuel schriftech wéi mëndlech, an ech wéll dat énnertézten, wat mäi Virriedner hei gesot huet.

Effektiv musse mer kucken, dass mer, besonnesch eis Finanzwelt, méi séier reagéieren a méi anticipéieren, net dass mer émmer hannendrulafen. An dofir kann ech némmen dat nach eng Kéier énnertézten, wat mäi Virriedner gesot huet, an ech bréngen heimat den Accord vun eisier Fraktiou.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Cox. Nächste Riedner ass den Här Roy Reding fir d'ADR.

► **M. Roy Reding (ADR).**- Här President, l'éif Kollegen, mir begréisse ganz ausdrécklech dëse Projet, deen eisier Finanzplaz hellef, „fully compliant“ ze ginn, wéi mer dat nennen.

Et ass just schued, datt duerch déi bësselchen Hetz an der legislativer Ausaarbechtung et net méiglech war, deene ganz interessante Froen a Suggestioune vum Statsrot vollkomme Rechnung ze droen.

Trotzdem denken ech, datt et richtig ass, dee Projet haut ze stëmmen, mä mir hoffen, datt an engem Nofolgegesetz déi opgeworfe Froe können an engem positive Senn fir eisier Finanzplaz reglementéiert ginn. An ech bréngen d'Zoustëmmung vun der ADR.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Reding. Nächste Riedner ass den Här Turpel fir déi Lénk.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).**- Merci. Mir stelle fest, datt hei, wat d'Émsetzung vun de Recommandatiounen ueget, wierklech den absolute Minimum just gemaach gëtt, fir datt et iwwerhaapt nach konform ass. Déi sinn net vu Muttwéll - den Här Roth huet dat illustréiert -, mat all deenen Abusen, déi do gemaach gi sinn. Mir sinn awer der Meenung, dat geet net duer.

Aner Länner schafen d'Actions au porteur of - Japan, Holland, Kanada -, oder fréiere se an, wéi Südafrika, wéi Panama, wéi Hongkong, oder schränke se drastesch an, Dänemark an anerer och.

Et ass och guer net kloer, wéi laang datt dat doten iwwerhaapt nach hält, weder juristesch nach wat d'Recommandatiounen vum Forum mondial ugeet. A mir mengen, dat géif net duergoen, a mir stëmmen do dergéint.

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Turpel. An d'Wuert huet den Här Finanzminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramagna, Ministre des Finances.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, fir d'Eischt géif ech gär dem Rapporteur Guy Arendt villmools Merci soe fir sain schriftechen a mëndleche Bericht, deen, mengen ech, déi essentiell Punkten énnertézchen. Ech géif och gären énnertézchen, dass déi Aarbecht hei, déi ganz komplex war a ganz rapid geschitt ass, d'Fruucht vun enger Zesummenaarbecht ass téorschent dem Finanz-

minister an dem Justizminister, deen och haut hei ass, woufir ech him och wéll Merci soen, an och senge Beamten, déi an däri ganzer Matière hei, déi ganz juristesche a ganz technesch ass, hervorragend matgeschafft hunn.

Ech soen direkt am Viraus, dass ech mech freeën, dass mer esou eng breet Majoritéit hei hunn, am Intérêt vun der Place financière, wat net verhennert, dass ech awer wéll ganz e bëssem iwwert den Historique schwätzen, wéi dat alles gaangen ass.

Ech hu mer aacht Datumen hei opgeschriwwen, fir dass jiddwéree sech och sollt bewosst sinn, dass dat alles net vum Himmel gefall ass, déi Notation négative, déi mer am Forum mondial kruten, an dass et do eng Rëtsch Virwazeeche gouf, déi vlächt net all richteg wouergeholl gi sinn.

Den 19. Februar 2010 huet de GAIFI erém eng Kéier bestätigt, dass d'Actions au porteur an d'Parts au porteur e Problem wieren. En hat dat schonn 2003 gemaach, en huet dat 2010 bekräftegt. Am September 2011 huet de Forum mondial - 2011, September - gesot: «Le Luxembourg n'assure pas l'identification des détenteurs de titres au porteur des sociétés anonymes et autres sociétés en toutes circonstances.» Dat ass eng ganz breet Formel, déi mer vlächt énnerschätz hunn. Am Februar 2012 kënn eng nei Versioun vun de Recommandatiounen vum GAIFI eraus, wou justement d'Actions au porteur an d'Parts au porteur énnertézchen ginn. Ech liesen lech dat net vir. Dat ass elo d'Nummer 24.

An dann huet déi viregt Regierung de 4. Oktober 2013, dat ass also een, zwee Joer nodeem all déi Signaler opgaange sinn, e Projet de loi déposiert. Dat ass deen, vun deem mer haut schwätzen. Deen ass awer och amendéiert ginn de 4. Oktober. Den 22. November - dat heesch, dat si sechs Wochen duerno - huet de Forum mondial gesot, dass mer net konform wieren, dass mer „non-compliant“ wieren. Ech ka mech gutt erënneren, wéi ech do dës Fonctionen iwwerholl hunn de 4. Dezember als Finanzminister, dass dat meng alleréischt Suerg war, wéi mer deene Kritike vum Forum mondial sollten entgéintwierken.

Ech mengen, dass mer wahrscheinlech zu Lëtzebuerg ze lues geschalt hunn oder dat énnertézchen hatt. Ech si frou, haut festzestellen, dass mer eis eens sinn, dass mer ganz séier müssen handelen.

D'Regierung huet de 5. Dezember, een Dag no der Assermentatioun, e Sechspunkteplan adoptéiert, wéi mer müssen agéieren, fir vun däri Lëscht vum Forum mondial erofzkommen, wou ee muss wëssen, dass deen heite Projet de loi vlächt deen allerwesentlechste Punkt ass, firwat mer als „non conforme“ agestuift gi sinn.

De Projet, den Urprojet vun der viregt Regierung ass och un de Forum mondial geschéckt ginn, an de Forum mondial huet den 10. Februar 2014 eis Remarqué gemaach an eis gesot, dass d'Dispositions transitoires, déi am ursprüngliche Gesetz virgesi waren, vill ze laang wieren an dass, wa mer déi Perioden esou laang géife loossen, mer nach émmer net konform wieren. An dat erkläert, firwat den 28. Mäerz dës Regierung dann eben Amendementer erabruoch huet an déi Délaien, iwwert déi mer elo e bësse geschwät hunn, immens gekierzt huet, wat wesentlech ass, fir konform ze sinn!

Déi viregt Regierung huet agéiert, wahrscheinlech e bësse speit. Déi nei Regeirung huet dat opgegraff a versicht, esou séier wéi méiglech dat ze adaptéieren, fir dass mer muer kënnen konform sinn. Mir müssen évitéieren, dass mer eng Absence de transparence hunn op deenen Aktionen, well dat Blanchimenten an aner Prozeduren erlaabt, wat mer natierlech net kënnen verteidegen.

Wat elo d'Urgence ubelaangt vum Projet de loi, wollt ech dräi Saachen énnertézchen.

Éischtens sinn ech ganz frou, dass de President an d'Chamber d'accord waren, dass mer dat heiten nach virun der Summervakanz kënnen stëmmen. Dat ass wierklech eng Urgenz gewiescht, well wa mer dat haut stëmmen, da kënnen mer dat an de Rapport de suivi vum GAIFI a vun dem Forum mondial erabréngen, déi dat an der Mëtt vum Joer maachen. An do kréie mer natierlech méi e positiven Impakt doduerch, dass mer dat elo nach virum Summer stëmmen, wéi wa mer bis Oktober gewaart hätten.



zéiert ginn? Gräift dat Gesetz?" An domat hu mer eis vill hei beschäftegt.

Deen drëtte Punkt ass, mengen ech, och ganz wesentlech, well doduerch, dass mir elo op déi Lësch komm si vu Länner, déi net konform sinn, riskéiere mer e Problem ze hu mat den internationale finanziellen Organisatiounen, wéi d'BEI, d'Banque Mondiale, d'BERD zu London, déi soen, wa Lëtzebuerg op där Lësch bleibt mat „non conforme“, da keinte se eis Finanzplaz à terme iwverhaapt net méi gebrauchen.

Also dat ass e phenomeenal Drock, deem mer do ausgesat sinn, wat erkläert, firwat mer alles gemaach hunn, fir séier virunzkommen. Mir hunn eng Période de grâce verhandelt mat all deenen Organisatiounen, an déi leeft am Ufank vum næchste Joer aus. Aus all deene Grënn war et extrem urgent.

De Spriecher vun der CSV, den Här Roth, huet gesot, mir hätten dat eent zu eent iwverholl. Ech kann dat fir verschidden, fir grouss Linnen effektiv confirméieren. Haapsächlech déi Pist vun der Immobilisation schéngt eis déi bescht ze sinn. An dat war déi, déi am viregte Projet de loi dra war. Dat heescht, mir hunn och nach eng gewësse Confidentialitéit - net jiddweree këntt un déi Informatiouen erun -, mä mir hunn déi néideg Transparency, fir dass déi, déi musse wësen, wien de Propriétaire ass, et wëssen.

Ech wëll och, wéi den Här Roth dat richteg énnerstrach huet, de Fonctionnaire souwuert am Finanzministère wéi och am Justizministère Merci soen, well si hunn effektiv hei am Ex-presempo geschafft.

D'Inscription au registre ass de wichtige Schrëtt, an do muss ee kucken, wat fir eng Konditiounen den Dépositaire muss erfëllen. Dat steet am Gesetz dran. An duerfir, wa mer do Oplackerunge wëllen, do si jo verschidden Allusiounen drop gemaach ginn: Mir si bereet, dorop anzegoen. Mir mussen émmer kucken, dass et konform ass zum GAIFI an zum Forum mondial.

Vlächst dann e Wuert zu der Période transitoire, wat en fait de Käpunkt vum Projet ass: Do hu mer d'Délaien, déi am Ursprungstext dra waren, immens gekierzt. Dat heescht, dass eischtens emol d'Couverture ganz breet ass. Dat riicht sech un d'Société-anonymen, et riicht sech un SCAen, donc d'Sociétés en commandite par actions, et riicht sech awer och un d'Fonds d'investissement. An do kënne mer eis jo gutt virstellen, dass dat e ganz breeden Impact zu Lëtzebuerg huet.

Ech wëll och énnersträichen, dass et sech net un d'Obligations au porteur riicht. Also d'Obligations au porteur sinn hei net viséiert.

Ech géif gär der Cofibu (Commission des Finances et du Budget) an hirem President, dem Eugène Berger, villmoors Merci soen, well déi hunn hei Akrobatië gemaach, fir dass mer esou vill Sëtzunge konnte maache wéi néideg, an am Hin an Hier mam Conseil d'Etat den Terrain geglätt, fir dass mer haut hei zurzäit dat kënne maachen.

Mir hu relativ zum Schluss vun der Ligne droite den Text nach verschärfet, andeem mer Obligationen, déi cotéiert sinn, och énnert de Präßbeli vun dëser Lëgislatioun geholl hunn, wat mer am Ufank wollten ausschléissen, fir totalement konform ze sinn zum GAIFI an zum Global Forum.

D'Sanktiounen, déi hu mer aus Grënn vum Parallelismus mat normalen Aktie mat och penale Sanktiounen bestéckt, wat och eng Rëtsch Problemer opgeworf huet, mä op déi mer nach vlächst kënne méi spéit eng Kéier zréckkommen.

D'Dispositions transitoires sinn also esou, dass d'Gesellschaft, déi esou Actions au porteur erausginn huet, déi muss an engem Délai vu sechs Méint immobiliséieren. An d'Détenteure vun esou Aktiouen hunn dann 18 Méint, fir sech ze deklaréieren.

Ech mengen, dass mer och do eng Responsabilitéit hunn als Pouvoir public, an deenen næchste Wochen a Méint genuch Publicitéit iwwert dëst Gesetz ze maachen, fir dass jiddwereen och gewuer gétt, dass Lëtzebuerg do seng Lëgislatioun changéiert huet.

Als Konklusioun, Här President: Dat heite Gesetz ass ee vun de wichtigste Punkten, vlächst dee wichtigste Punkt op dem Wee, fir erém konform ze gi par rapport zum Forum mondial, dem Global Forum op där enger Säit an och muer dem GAIFI. Mir hu misse relativ séier handelen. Duerfir sinn och déi eng oder déi aner Punkte vlächst nach net honnertprozenteg kloer oder hu Konsequenzen, déi mer nach net komplett duerchdeucht huet.

Mä dat Wesentlech war, dass mer séier virukommen, soudass ech ganz gären eng Rëtsch vu Virschléi, déi haut hei gemaach gi si vu ville Parteien, wëll mat op de Wee huelen an dat alles checken a kucken, wéi mer et kënne ver-

besserent, ouni natierlech d'Konformitéit mat de Regele vum GAIFI a vum Forum mondial a Fro ze stellen.

Ech géif gären och zum Schluss soen, dass et ganz richteg ass, wat den Députéierte Fayot gesot huet. Mir sollen évitéieren, émmer némme reaktiv ze sinn. Well souguer wa mer hei elo ganz gutt schaffen, da kréie mer net imens groussgeschriwwen, dass mer elo endlech konform sinn. An ech hat dat, mengen ech, op dëser Tribün schonn eng Kéier gesot: Mir sinn amgaangen, allegueren d'Regle vum GAIFI zesumme mam Justizminister a mat sengen Équipes duerchzukucken, fir ze évitéieren, an Zuchzwang ze kommen, fir ze évitéieren, musse reaktiv ze sinn a fir proaktiv d'Saachen émzesetzen.

Ech muss soen, a menge Gespréicher mat der Finanzplaz a mat hiren Acteuren ass e Bewosstsaïn elo opkomm, dass mer all Intérêt hunn, séier ze handelen, preventiv ze handele wéi reaktiv ze handelen. An duerfir freeën ech mech, dass mer haut hei esou eng breet Majoritéit hunn, fir deen heite Gesetzestext ze adoptéieren.

Villmoors Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Pierre Gramegna.

Mir sinn elo um Enn vun eisen Diskussiouen ukomm a mir kënnen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6625 iwvergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6625 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6625 ass mat 58 Jo-Stëmmen, géint 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber bereet, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Da soen ech lechMerci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen elo zum Projet 6535. Do geet et ém eng Rei vun Émännerungen um Gesetz iwwert de Filmfong, iwwert d'Férderung vun der audiovisueller Produktioun. An d'Wuert huet d'Madame Rapportrice, d'Madame Simone Beissel.

Madame Beissel, wann ech gelift.

8. 6535 - Projet de loi relative au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle et modifiant

1) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat

2) la loi modifiée du 13 décembre 1988 instaurant un régime fiscal temporaire spécial pour les certificats d'investissement audiovisuel

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

► **Mme Simone Beissel** (DP), rapportrice.- Merci, Här President. Kolleginnen a Kollegen, d'audiovisuell Produktioun, a virun allem d'Filmproduktioun, huet an de leschte Joren hei zu Lëtzebuerg eng ganz rasant Entwécklung matgemaach. Lëtzebuerg huet et a

kuerzer Zäit färdegruecht, professionell Strukturen opzebauen an esou e Secteur kreéiert, eng kreativ Industrie, déi international unerkannt a respektéiert ass.

Mir sinn elo esou wäit, dass mer all Joer ongefíer 20 Produktiounen hei zu Lëtzebuerg kenne realiséieren, woubäi ongefíer eng Dose Long-métrages - Fiktoun an Animation - sinn, dat anert sinn Documentaire a Court-métrages. Gréisstendeels sinn et international Koproduktiounen, déi mat Lëtzebuerg Produktiounsgesellschaften entwéckelt a realiséiert ginn an op deene Lëtzebuerg Schauspiller an och Lëtzebuerg Techniker schaffen.

Fir de Moment si mer esou wäit, dass ongefíer 700 Leit e Beruff hunn, deen am Secteur ass vun der audiovisueller Produktioun. Haut hu mer ongefíer 15 ganz aktiv Produktiounsgesellschaften hei zu Lëtzebuerg, véier Animationstudien, zwee grouss Filmstudien, an déi ginn allegueren privat exploitéiert, dat heescht, de Stat brauch do absolut náischt bázeeën.

Déi Entwécklung ass dorop zréckzefíieren, dass d'Regierung an den 80er Joren am Kader vun hirer Diversifikatiounspolitik grouss Effort gemaach huet, fir de Mediastandard Lëtzebuerg konsequent auszébauen. Dat sougenannt "Certificats-Gesetz" an och de Regime vun den Aides directes hu massiv dozou báigedroen, dass eisen audiovisuelle Secteur sech esou schnell entwéckelt huet.

Nieft den europäesche Koproduktiounen ginn och émmer méi Filmer vu Lëtzebuerg Réalisateur gemaach. An dat si Filmer, déi der allegueren kent. Ech ginn lech just e puer Beispiller dovun: zum Beispill de Gewënner vum Lëtzebuerg Filmpräis, den „Doudenge Wénkel“ vum Christophe Wagner, de rezente Film iwwert d'Wierke vum Fernand Fox an der nationaler Theaterzeen vum Désirée Nosbusch, an dann natierlech eisen Oscar-Gewënner, op dee mer besonnesch houfreg sinn, den „Mr Hublot“ vum Laurent Witz an Alexandre Espigares.

Här President, zu de finanztechneschen Aspekter: Den „mécanisme des certificats d'investissement audiovisuel“, deen Enn vun den 80er Jore lanciéert gouf, war haapsächlech geduecht, fir auslännesch Produktiounen op Lëtzebuerg ze zéien, also als Attraktivitéit. Finanzementer sollten iwwert d'Finanzplaz gemaach ginn - dat war d'Philosophie, déi hannendrustung -, fir an den audiovisuelle Secteur ze investéieren an esou e professionelle Produktiounsgstandert ze entwéckelen.

Leider huet ee relativ séier misse feststellen, dass déi ganz Politik an déi Philosophie do awer net opgaange sinn, well d'Finanzementer sinn ausblíwen. Ons Finanzinstituter hunn einfach net an där Richtung matgemaach. Si hunn net investéiert, si hu sech drop bornéiert, fir de ganze Secteur esou ze organiséieren, dass déi Finanzementer sollte goen, mä d'Geld ass net esou gefloss. A si hu sech haapsächlech also drop beschränkt, fir de Marché vun de Certificate selwer ze organiséieren.

De Législateur huet dorop op dës Entwécklung reagéiert. D'Certificate konnten net méi u Privatpersoune verkauft ginn.

Mä och d'Finanzinstituter hunn net méi laang privat Prefinanzementer gemaach. Si hu sech an de leschte Joren émmer méi dorop baséiert, oder si hu sech drop bornéiert, fir einfach vun de Produzente Certificaten ofzekafen, fir se steierlech ze notzen. D'Produzenter hunn hir Prefinanzementer haapsächlech iwwer spezialiséiert Banken am Ausland gemaach.

Aus dem ursprünglech ugeduechte Mechanismus, deen engem Investisseur géift erlassen, e Steieravantage ze kréien, fir sái Risque beim Invest ze reduzéieren, ass e Subventionssystem gi fir d'Filmproduktioun, deen iwwert de Wee vun de Steiercertificaten ofgewéckelt gouf.

Dat war esou laang kee Problem, wéi mer nach an engem finanziell gudden Émfeld waren. Et ass awer alles aus dem Rudder gelaf vun deem Moment un, wou déi grouss finanziell Kris agebrach ass, an dee Moment huet déi dem ganze System, deen hei ugeduecht war, e Stréch duerch d'Rechnung gemaach.

D'Zuel vun de Gesellschaften, déi bereet waren, Certificaten ze kafen, ass drastesch erofgaangen. Et war an et ass émmer schwéier, an dësem onstablen Émfeld Steierprevisionen ze maache fir déi nächst Joren. Et sinn an där Zäit pro Joer Certificate fir ongefíer 70 bis 80 Milliouen Euro brutto ausgestallt ginn, wat e Steierausfall fir de Stat bedeit huet vu 25 Milliouen Euro, déi et geheescht huet, un d'Gesellschaften ze verkafen.

Et ass iwwerhaapt émmer méi schwéier ginn, fir Abnehmer ze fanne fir déi Certificaten. Den Zäitopwand war ze grouss. Da waren d'Kommissiouen ze héich. De ganze System war op emol net méi attraktiv.

Derbäi koum, dass de Prefinanzement, dee jo am Ausland huet misse gemaach ginn, mat engem émmer méi grousse Risiko verbonne war, wéinst däer schwieriger Situations vun de Venté vun de Certificaten. An dee Risiko, deen huet missen natierlech och rémunéréiert ginn.

D'Konsequenz war, dass vun deene ronn 30% Steieravantage, déi et de Stat kascht huet, fir an déi audiovisuell Produktioun ze investéieren, am Endeffekt emol knapps méi 22% bis 23% am Secteur ukomm sinn. De Rescht vun de Prozenten, déi si verlaf a Kommissiouen an Zënsen.

Dorop huet d'Regierung reagéiert. Zesumme mat dem Secteur ass decidéiert ginn, fir d'Certificats d'investissement audiovisuel ab 2012 auslafen ze lossen, also net méi bei deem System ze bleiwen. En contrepartie ass de Montant vun den Aides financières sélectives, déi och iwwert de Filmfong ausbezuelt ginn, erhéicht ginn, fir d'Aiden aus dem Steierregime integral kënnen ze kompenséieren.

Här President, dat ass dann och ee vun den Haaptobjekte vun dem virleienden Text. Hien ass den 29. Januar 2013 vum deemolege Medien- a Kommunikatiounsmister déposéiert ginn. De Statsrot huet sain Avis den 12. Juli, och 2013, geholl. Da kommen eis Chambreprofessionellen: D'Chambre des Salariés, d'Chambre de Commerce, d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, den Institut des réviseurs d'entreprises an och d'Produzentevereenegung ULPA hunn am Laf och vum Abrëll, Mee 2013 hir verschidden Aisen zum Gesetz geholl.

Nodeem de 4. Mäerz 2013 d'Medien- an d'Héichschoulkommission eise Kolleg Serge Wilmes zum Rapporteur vum Projet de loi genannt hat, hunn ech den 20. Januar dést Joer d'Relève geholl. Ech wëll awer vun hei aus net mëssen, dem Serge Wilmes en häerzleche Merci ze soe fir déi exzellent Viraarbecht, déi hien an deem Projet gelesen huet.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel** (DP), rapportrice.- Mir hunn e puer Amendementer ugeholl, dat den 19. Mee an den 2. Juni. An den 3. Juli ass de Rapport presentéiert ginn an och adoptéiert ginn.

Här President, wéi scho gesot, d'Haaptzil vun dësem Projet de loi ass d'Ofschafe vun de sougenannten "Certificats d'investissement audiovisuel". D'audiovisuell Produktioun zu Lëtzebuerg soll just nach iwwert de Mécanisme vun den direkte selektiven Hélfle geregt ginn.

D'Chambre de Commerce huet an hirem Avis vum 8. Mee 2013 proposéiert, fir de Regime net ganz ofzeschen, well si huet gemengt, wann d'Situatioun géift besser ginn, sollt een awer Passerellen halen, fir eventuell kënnen nach Synergie mat dem Finanzsecteur ze machen. Dësen Iwwerleungen ass Rechnung gedroe ginn, gesäit dach deen heitege Projet de loi vir, e strukturelle Fong ze schafen, deen, le cas échéant, et kann erläben, nei Synergie mat der Finanzplaz ze entwéckelen.

De Lëtzebuerg Filmfong, iwwert dee jo den Développement vun dem Produktiounssecteur organiséiert géift, kritt dann och elo d'Mission, fir d'Mise en œuvre vun esou engem Fong direkt ze analyséieren.

Dir wësst, dass d'Haaptmissoun vum Lëtzebuerg Filmfong déi ass, fir den audiovisuelle Secteur ze entwéckelen an national an international ze promouvéieren. Fir dass de Filmfong ka schaffen, kritt en alljährlech eng staatlech Dotatioun, fir och d'Politique de soutien au secteur vun der Regierung émzesetzen. An déi mécht de Fong iwwer eng ganz Zort vun Instrumenter, déi haapsächlech sinn: d'Hélfle, da komme Subventionen, Bourssen a Récompenses. Mä wéi gesot, d'Haaptinstrument sinn d'Aides financières sélectives, déi elo konsequent gi ginn, wéinst dem Ofschafe vun de Certificaten.

A well elo de Système de soutien au secteur geannert huet, ass och d'Iddi opkomm - an dat mécht S



SÉANCE 33

MERCREDI, 16 JUILLET 2014

Här President, betreffend déi zukünfteg Gouvernance an d'Prise de décision beim Filmfong wéilt ech folgend Remarqué maachen. Eischenten: De Conseil d'administration, deen elo aacht Leit huet, gëtt op dräi Leit erofgesat. Déi dräi Membere sinn ee Vertriebler vum Medieministère, deen och de President stellt, dann ee vum Kulturministère an ee vum Finanzministère.

Och musse mer soen, an Dir wësst, dass dat à l'ordre du jour ass: Den heitege Projet de loi gesäßt vir, dass all Sexe an deem Verwaltungsrat vun dräi representéiert ass. D'Rechnung ass einfach.

D'Hauptmissioune vum Conseil si klassesch: de Budget unzehuelen, d'alljährlech Konten ze kontrolléieren, den Organigramm ze approuvéieren, derfir ze suergen, dass d'Regierungs-politik am audiovisuelle Secteur realiséiert gëtt an d'Memberen ze nenne vum nei grénnante Comité de sélection, dem Haaptstéck vun dem Régime des aides financières sélectives.

Dëse Comité de sélection kritt eng nei Roll a vill méi Pouvoir, well et wäert hie sinn, deen an Zukunft d'Décisionen huele wäert, wat fir ee Projet eng Aide financière kritt, an och décideére wäert, èm wat fir ee Montant et sech dobäi handelt.

De Comité de sélection ersetzt also zukünfteg den heitege Comité d'analyse économique et financière an de Comité de lecture. De Comité de sélection, dee setzt sech zusummen aus fén-nef bis siwe Memberen, dorënner den Direkter an ee Member vun der Administratioun vum Fong. Déi aner Memberen, an dat ass natierlech e bësselche schwiereg, dierfe kee Lien mam Secteur hunn, müssen awer Expert sinn an der Analyse vu Filmprojekten, Budgeten a Finanzpläng. Dat heesch, et müssen e bëselchen Allroundmanager sinn, déi do gebraucht ginn. Am Comité de sélection - sprich Quoten - dierf d'Proportioun zwësche Fraen a Männer net ènner 40% leien.

Well d'Membere vum Comité grouss Responsabilitéiten an Aufgaben hunn, ass och décideéert ginn, dass se eng Indemnitéit sollte kréien. Do hate mer och eng Opposition formelle vum Statsrot kritt, well um Ufank war gesot ginn, de Regierungsrat géif déi fixéieren.

Dir kennt entre-temps d'Logik vum Statsrot, dee seet, dass allegueren déi finanziell Aspekt mussen duerch Règlement grand-ducal festgehale ginn, an dorun huet d'Kommissioune sech bien entendu och du gehalen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat do sinn u sech déi wichtegste Aspekte vun dësem flotte Projet, déi ech lech elo wollt virstellen. Fir d'Detailer kennt Der op mäi schrëfle Rapport zréckgräifen.

Ech wëll awer net ophalen, ouni e grousse Merci ze soen allegueren deene Leit, déi gehollef hunn, dass mer dëse Projet de loi esou färdegestallt kritt hunn. Ech hoffen, dass en eng grouss Zoustëmmung fénnt, well dat hëlfleit eis, dass mer dësen audiovisuelle Secteur, deen eis jo um Härz läit, deen eis èmmer schéi Biller bréngt, déi eis dreemen a schwärmee loossen, dass mer dee kënne viruféieren an och dass mer vläicht d'Chance hunn, fir nach weider Präisser an deem Secteur ze kréien.

Merci also dem Direkter vum Filmfong, dem Guy Daleiden, a senger ganzer Équipe, déi extrem vill gehollef hunn, der Madame Secrétaire-administratrice Anne Tescher, déi mech extrem vill gestäipt huet, fir dass ech schnell an déi Matière erakomm sinn, an dann och de Meedercher a Jonge vun der Fraktioune, dorënner de Philip Modert an d'Joëlle Hengen, déi och ganz aktiv gehollef hunn.

Souwält, an ech hoffen, wéi gesot, dass mer dee Projet hei gutt iwwert d'Bühn kréien, an ech brénge mat Freed den Accord vun der DP-Fraktioune.

Villmoos Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och der Rapportrice. Éischt Riednerin ass d'Madame Diane Adehm fir d'CSV. Madame Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Diane Adehm (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Fir d'Éischt wéilt ech der Rapportrice, der Madame Simone Beissel, villmoos Merci soe fir hire ganz ausfierleche schrëflechen an och haapsächlech mëndleche Rapport.

Ech wéilt dorop zréckkommen, dass dëse Projet de loi eigentlech nach vun der viregter Regierung déposéiert ginn ass. An d'Zil war et u sech

vun dësem Projet de loi, fir d'Hëllefe fir de Secteur vun der audiovisueller Produktioun nei ze definéieren, well déi aktuell Gesetzeslag nach op d'80er Joren zréckgeet.

Déi deemoeg Regierung énnert dem Jacques Santer hat nämlech beschloss, fir parallel zur Compagnie Luxembourgeoise de Télédiffusion an der Société Européenne des Satellites den audiovisuelle Secteur zu Lëtzebuerg ze énnerstëtzzen. Dofir gouf mam Gesetz vum 13. Dezember 1988 e spezielle Steierregime agefouert fir d'Certificats d'investissement à la production audiovisuelle.

D'Zil vun dëse Certificaten ass et, fir duerch d'Finanzplaz national an international Gelder bei d'Lëtzebuerger Produktiounsfirme ze bréngen. Esou goufen téschent 1999 an 2011 fir 142 Millioune Euro déser Certificaten ausgestallt. Dank dësen Certificate si schlisslech 474,5 Millioune Euro an d'Lëtzebuerger Produktiounsfirme gefloss.

Mam Projet de loi, dee mir haut stëmme wäerten, ginn dës Certificaten definitiv ofgeschaافت.

Mam Gesetz vum 11. Abrëll 1990 gouf de Filmfong gréint a gläichzäiteg goufe selektiv finanziell Hëllefen agefouert. D'Zil vun dësen Hëllefen ass et, fir d'Realiséierung an d'Exploitation vu Lëtzebuerger Wierker ze énnerstëtzzen. Téschent 1999 an 2011 sinn esou 50 Millioune Euro an de Filmsecteur gefloss. Ouni dës finanziell Hëllefe wier déi Entwicklung, déi de Filmsecteur hei zu Lëtzebuerg kritt huet, guer net zustane komm.

Esou sinn zénter den 80er Joren iwwer 500 audiovisuellen Wierker entstanen. Dëst si souwuel Fiktionsfilmer wéi och Court-, Moyen- a Long-métragen, Serien an Dokumentarfilmer. Beschteens bekannt sinn dem Lëtzebuerger Publikum mat Sécherheet d'Filmer „Congé fir e Mord“, „Le Club des chômeurs“ oder „Doudenge Wénkel“.

Och am Ausland kënnten eis Filmer sech weise loossen. Sou huet d'Schauspillerin Nathalie Baye de Prix d'interprétation féminine um Festival de Venise gewonne fir hir Duerstellung am Film „Une liaison pornographique“. Och dése Film ass eng Lëtzebuerger Koproduktioun.

An dräi Césars fir de beschten auslännische Film sinn u Lëtzebuerger Koproduktiounen gaangen. Et sinn dëst: „La promesse“, „Panique au village“ an „Illégal“. An net ze vergissen natierlech den „Mr Hublot“, deen dëst Joer en Oscar kritt huet.

Dës Auszeichnungen énnersträichen d'Qualitéit vu Lëtzebuerger Produktiounen oder Koproduktiounen. Et gi kulturell héichwäerteg Filmer produzéiert.

Am Filmberäich zu Lëtzebuerg ginn et eng 750 Arbechtsplazene. An dëst geet vum héich qualifiérten audiovisuellen Techniker iwwert de Réalisateur, de Schauspiller an och zum Beispill bis bei de Schräiner, deen d'Dekoren zemsmeubaut, fir dass de Film iwwerhaapt am richtige Kader ka gedréit ginn.

Mat senger geografescher Lag huet Lëtzebuerg eng interessant Plaz an der audiovisueller Landschaft. Eist Land läit nämlech téschent zwou grousse Kulturen, der däitschsproochege an der franséischsprachege. Et ass och net fir náischt, dass sech grouss Betriber wéi d'SES oder den RTL Group bei eis niddergelooss hunn. Lëtzebuerg ass e villsproochege Land an dat ass e ganz groussen Atout, speziell am audiovisuelle Beräich.

Mä och zu Lëtzebuerg ginn et strukturell Schwierigkeiten, wat den audiovisuelle Secteur ubelaangt. Duerch d'Gréiss vun eisem Land ass eisen nationale Marché limitéiert. Et gi wéineg Téléesprogrammer oder soss audiovisuell Programmer. D'Produzente sinn deemno forcéiert, op Koproduktiounen mam Ausland zréckzegräifen, wat a priori och net schlecht ass fir d'Entwicklung hei am Land, well mer jo dauerjer och eng Partie Know-how bei eis kréien.

Den audiovisuelle Secteur huet an de leschte Joren èmmer méi Succès kritt an ass och èmmer méi bedeutend gi fir eis Wirtschaft. E schaft net èmme kulturellen a soziale Räichtum, mä och much Aarbeitsplatz.

Niewebäi spille de Secteur natierlech och nach eng wichteg Roll am Opbau an an der Erhaltung vun der nationaler, mä och vun der europäischer Identitéit, déi èmmer méi multikulturell gëtt. Et kann ee vun engem „Europe du cinéma“ duerhaus schwätzen, trotz dem enormen Druck aus deenen anere Kontinenter.

Et ass wichtig, déi europäesch Diversitéit ze erhalten, och wat déi finanziell Hëllefen an deem Domän ugeet. All europäesch Land huet säin eegene System, fir seng kulturell Identitéit no baussen ze verbreeden. An Europa ass de Film- an audiovisuelle Beräich virun allem èmmer als kulturell Produkt ugesi ginn an ni esou direkt als e wirtschaftlech Produkt.

Hei zu Lëtzebuerg gëtt mam Projet de loi, dee mer haut stëmme wäerten, de System vun de finanziellen Hëllefe fir den audiovisuelle Secteur émgeannert. Et ginn an Zukunft just nach selektiv finanziell Hëllefen. Laut dem Artikel 9, éischten Abschnitt vum Projet de loi kënnen déi Projeten eng finanziell Hëllef kréien, un deene sech eng lëtzebuergesch Produktiounsfirma bedelegt.

An dësem Kontext wéist ech gäre vun eise Vertreider vun der Regierung, ob dës „Aide financière sélective“, wéi se am Gesetz genannt gëtt, als eng Aide étatique betreue gëtt oder net an ob se en accord ass mat de Bréisseler Bestëmmungen iwwert d'Aides étatiques.

Och de Filmfong gëtt mat dësem Projet de loi reorganiséiert. En nei geschafene Comité de sélection bestëmmt, wiern an de Genoss vun dësen Hëllefe kënnt. De Verwaltungsrat gëtt vun aacht op dräi Leit erofgesat, an och de Filmfong selwer kritt verschidden nei Missioune bai.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer just eng ganz kuerz Bemerkung zum Filmfong. Wéi ech mech iwwert de Filmfong dokumentéiert hunn, sinn ech och op d'Internetsäit vum Filmfong kucke gaangen. An do hunn ech misse feststellen, dass de leschte Rapport d'activité, deen ech vum Filmfong fonnt hunn, op 2009 zréckgeet. Ech fannen, dass dat net onbedéngt eng glécklech Situations ass, well den Internetsite jo awer och vu much auslännesch Produzent genotzt gëtt, fir Informatiounen ze fannen iwwert dat, wat hei zu Lëtzebuerg leeft.

Ofschleissend wéilt ech drop hiweisen, dass den audiovisuelle Secteur der CSV èmmer besonnesch um Härz louch an dass d'CSV och èmmer an de leschte Regierunge fir dése Beräich zoustänneg war. Et ass e Secteur, deen déi verschidde Regierungen èmmer énnerstëtzzt hunn.

An deem Senn ginn ech heimat den Accord vun der CSV zu dësem Projet a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci der Madame Adehm. An d'Wuert huet elo d'Tess Burton fir d'LSAP. Madame Burton, wann ech gelift.

► **Mme Tess Burton (LSAP).**- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, fir d'Éischt wëll ech och der Rapportrice Merci soe fir hire mëndlechen a schrëfle Rapport.

Lëtzebuerg ass an der europäescher Medienlandschaft e Pionier. Zwee Medien- a Kommunikatiounrise sinn hei am Land entstanen an hu sech duerno wäit iwwert d'Grenze vun eisem Land eraus mat groussem Erfolleg weiderentwickelt. Do ass engersäits den RTL Group, dee gréisssten europäesche Fernseh- a Radiodiffuseur, aneräsäits d'SES, déi weltwäit d'Nummer eent bei den Ubidder vun de Kommunikatioun- an Téleedistributionen déngschter mat enger Flott vu 55 Satelliten ass.

Do dernieftu hu sech virun allem an där méi joneker Vergangenheit e ganze Koup Betriber aus de Beräicher Multimedia, Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien hei zu Lëtzebuerg ugesiedelt. Dës Entwicklung ass d'Resultat vun enger proaktiver Politik vun der Regierung. Hiert Zil ass et, duerch d'Schafe vun engem optimale sozialen, techneschen, reglementareschen a finanzielle Kader d'Diversifikatioun vun der Lëtzebuerger Ekonomie virunzeidreiwen.

Ganz an dësem Senn huet Lëtzebuerg et och färdegbruecht, sät Ufank den 90er Jore mat verschiddenen öffentleche Programme an Initiativen déi national Filmwirtschaft geziilt weiterentwickelen. Eist Land huet sech a kuerzer Zäit an där internationaler audiovisueller Industrie eng Plaz geschafen a sech en Numm gemaach. Déi métterweil impressionnant Zuel an internationalem Auszeichnungen a Präisser ass dee beschte Beweis dofir.

Haut zielt Lëtzebuerg méi wéi 20 Produktiounsfirme, zwee Filmseten a ronn 30 Sociétéiten, déi am Beräich vun der Postproduktioun oder vun den Déngschtleeschtunge fir de Filmsector aktiv sinn. De Secteur vun der Filmproduktioun beschäftegt hei am Land métterweil méi wéi 750 Leit. Den technesche Fortschritt, mä awer och d'Professionaliséierung vum Beruff hunn d'Dier opgemaach fir d'Méiglechkeete vun internationale Koproduktiounen.

An deene leschte Joren huet d'Zuel vun de Produktiounen am Grand-Duché zugeholl. Dëst net èmme wéinst dem avantagéise legislative Kader, mä och opgrond vun den exzellenten techneschen Infrastrukturen an de wuussende Kompetenzen vun därl lokaler Produktiounsfirme.

Net vergiesse soll een niewent deem klassesche Film den Animatiounsfilm. Dëse Secteur huet sech parallel an ähnlech schnell wéi de Film-

sector entwéckelt. Zwee recent Beispiller fir déi gutt an erfollegräich Aarbecht, déi hei zu Lëtzebuerg gemaach gëtt, sinn d'Koproduktiounen „Ernest et Célestine“ vum Studio 352 an den „Mr Hublot“ vum Zeilt Productions.

Deen éischten ass als beschte Film bei den „Magritte du cinéma“ 2014 ausgezeichnet ginn a krut och de Präis vum beschten Animatiounsfilm bei de Césars 2013. Och war „Ernest et Célestine“ genau wéi den „Mr Hublot“ dëst Joer fir d'Oscaren nominéiert. E Präis, dee schlussendlech den „Mr Hublot“ gewonnen huet. Dësen éischten Oscar ass och fir Lëtzebuerg eng Auszeichnung fir d'Lëtzebuerger Politik a Saache Filmindustrie.

Eng halfe Dosen Animatiounsstudioen hei zu Lëtzebuerg produzéieren, koproduzéieren oder bidde métterweil fir Déngschter fir auslännesch Produktiounen un. D'Énnerstëtzung fir d'audiovisuell Produktioun an dësem Secteur huet hir Roll perfekt gespillt an haut hu mer hei am Land eng regelrecht industriell Plattform vu ganz héijem Niveau.

Net ze vergiessen, dass am Beräich vun der Animatioun de Lycée technique des Arts et Métiers e BTS, also eng Formationen vun zwee Joer, am Beräich vum Animatiounsszechnen ubitt.

Dës Elementer, Beispiller an Zuelen, déi de Film- an Animatiounsssecteur betreffen, weise ganz däitlech, dass dëse Secteur net némmen eng kulturell an ekonomesch wichteg Roll spiilt, mä och wichteg fir den Aarbechtsmarché ass an domädder och eng Efrauenderung fir eise Schoulsystem duerstellt.

Fir den audiovisuelle Secteur hei zu Lëtzebuerg kulturell, techneschen an och finanziell ze begleeden an ze entwéckelen, ginn et hei zu Lëtzebuerg gläich e puer Ariichtungen. Do gëtt et zum engen de Media Desk, de Centre national de l'audiovisuel a schlisslech de Filmfong, deen e ganz wichtegen Deel fir d'Félderung am audiovisuelle Beräich ass.

Mat dësem Projet de loi, dee mir haut stëmme, gëtt de Filmfong nei organiséiert an och deenen zukünftegen Ufuerderungen ugepasst. Eng Haaptänderung betréfft, esou wéi d'Rapportrice a meng Virriednerin et schonn ènnerstrach hunn, déi finanziell Hëllefen. Dës finanziell Hëllefe ware bis elo direkt oder indirekter Natur. Am éischte Fall handelt et sech èm selektiv Finanzhëllefen, am zweete Fall èm déi sougenannten „Certificats d'investissement audiovisuel“.

Dës Certificaten, déi mat deem neie Gesetz ofgeschaافت ginn, sollte mat fiskale Mëttelen iwwert de Wëe vun der Finanzplaz d'Investisseur am audiovisuelle Beräich encouragéieren. Mat der Wirtschafts- a Finanzkris sinn dës Certificaten awer èmmer männchen attraktiv ginn. Aus dësem Grond wëll d'Regierung zukünfteg verstärkt op direkt Hëllefe setzen, awer net némmen.

Et sollen och an Zukunft verstärkt privat Investisseuren iwwer Synergie mam Bankesecteur fir den audiovisuelle Secteur fonnt ginn, esou wéi déi nei Regierung dëst an hirem Programm festgehalen huet. Duerfir gëtt de Filmfong duerch dat neit Gesetz och mat dëser neier Missioune beoptragt.

Wéi den zoustännege Medieminister a senger Antwort op eng Question parlementaire schreift, déi ech him an dësem Kontext am Februar gestallt hat, wëll d'Regierung sech nämlech zukünfteg wieder fir eng verstärkt Zesummenarbeit zéischent de Banken an der Filmindustrie asetzen.

Aner gréisser Änderungen, déi hei och schonn ugeschwatt goufen, betreffen d'Gouvernance vum Filmfong. D'Aufgabe vum Conseil d'administration ginn nei geregt an aus deem aktuelle Comité de lecture an dem Comité d'analyse économique et financière gëtt déi Comité de sélection, dee sech aus fénnef bis siwe Leit zesummesetzt. Déi finanziell Bähëllefe ginn an Zukunft vum Comité de sélection verginn an net méi vum Conseil d'administration. Duerfir gëtt d'Unzel vun de Membere vum Conseil d'administration vun acht op dräi Leit reduziert.

Déi dräi Leit si Vertriebler aus dem Medien-, Kultur- a Finanzministère. Hir Haaptaufgab ass et, de Budget an d'Konte vum Filmfong ze iwwerwaachen, iwwert den Organigramm ze entscheiden an der Regierung déi grouss Linne vun hierer Politik ze proposeieren.



tungsréit kee Geschlecht mat manner wéi 40% dierf representéiert sinn. Dëst Gesetz bréngt endlech méi Bewegung an den Dossier vun der Gläichstellung vu Fra à Mann, iwwert déi scho jorelaang diskutéiert an debattéiert gëtt.

Déi jéztzeg Regierung wéllt mam gudde Beispill virgoen, well am Koalitiounsaccord ass festgehale ginn, dass d'Regierung an de Verwaltungsréit vun éffentlechen Ariichtunge gesetzlech eng Representatioun vu 40% vun deem énnerrepresentéierte Geschlecht wéllt aféieren. An dësem Senn wäert och d'Chancéglaichheetministesch, d'Lydia Mutsch, fir d'Rentrée e Strategiepabeier fir d'Förderung vun der Fra an der Wirtschaft an an der Politik presentéieren.

D'lescht Woch hu mir d'Gesetz vum Fonds national de la recherche mat därselwechter Dispositioun gestëmmt, dass am Verwaltungsréit vum FNR kee Geschlecht mat manner wéi 40% dierf vertruede sinn. Dëst war dat éischte Gesetz, wat gestëmmt ginn ass mat enger Dispositioun. D'Gesetz vum Filmfong ass elo dat zweet Gesetz, wat dës Dispositioun enthalte wäert. Déi zwee Geseter, dat vum FNR an dat vum Filmfong, sinn e wichtige Schratt an der Gläichstellungspolitik.

D'Émsetzung vun dëser Dispositioun an den éffentleche Verwaltungsréit wäert den Ufank si vun engem Kulturwandel, deen och an alle grousse privaten Entreprisen doduerch erbäigefouert soll ginn.

Eis Frae sinn haut net manner ausgebilt wéi eis Männer. Au contraire! Kuckt een och dëst Joer, wéi vill Meedercher déi lescht Deeg Ofschlossdiplomer iwwerreecht kritt hunn, esou gesäit een, dass d'Meedercher kloer mat de Jongen, wat déi schoulesch Leeschung betréfft, mat-hale kennen a si souguer iwwertreffen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Tess Burton (LSAP).** - Duerfir ass et och némmen normal, dass déi Meedercher an e puer Joer op deeneselwechte Plazen erëmzefanne si wéi déi gläichaltreg Jongen. D'Wëssen an d'Kënce vun eise Frae sollen och zur Entwécklung vun eisem Land bäidroen.

Fir erëm op de Filmfong zréckzekommen, déi Dispositioun vun de Quote betréfft zwee Conseil vum Filmfong. Et gëtt eng Kéier e Comité de sélection zesummesgesat, an deem an Zukunft den Undeel vum énnerrepresentéierte Geschlecht net manner wéi 40% dierf sinn, an och am Conseil d'administration soll dat énnerrepresentéierte Geschlecht geférderert ginn. Mä hei si keng 40% festgehale ginn, well dat sech bei dräi Leit schlecht émsetze léisst. Mä duerfir ass fir dëse Conseil festgehale ginn, dass hei all Geschlecht muss vertrueden sinn. Dat géif dann engem Prozentsaz vun 33% entsprechen.

Ofschléissend kann een also festhalen, dass d'Filmindustrie e wichtegt Element vum nationale Kulturbetrieb ass, an dat sougut als Wirtschaftsfacteur mat groussen Entwécklungspotenzial wéi als Aushängeschéld vum kënschtleresche Potenzial, dat eist Land huet. Well d'Filmindustrie all dës verschidde Facetté vun der Wirtschaft an der Kreativitéit veréent, ass fir d'LSAP kloer, dass d'Filmindustrie beschtméiglech énnerstétzt a geférderert muss ginn. Dëst geschitt mat dësem Gesetz.

Ofschléissend soen ech lech Merci fir Äert Nolauscheren an ech ginn natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktiou zu dësem Projet de loi.

Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Burton. Nächste Riedner ass den Här Claude Adam fir déi gréng.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Här President, l'éif Kolleginnen a Kollegen, mam Projet de loi 6535 ännere mer eist aalt Gesetz, mat deem mer d'Filmproduktioun hei zu Lëtzebuerg énnerstétzen. Am Fong ass dës Ännernung éischter eng Upassung un d'Realitéit. Eng Upassung, déi noutwendeg ginn ass, well deen ale Modell opgrond vun der Entwécklung op de Finanzmäert an hiren Auswirkungen op d'Investissementer an d'Produktioun vu Filmer hei zu Lëtzebuerg onattraktiv ginn ass.

D'Filmförderung zu Lëtzebuerg geet zréck op d'80er Joren, et ass scho gesot ginn hei, a si hat traditionell zwee Pilieren: Mir haten e Regime vun Investissementscertificaten, de CAV, aus dem Joer 1988, an dat war en Instrument, dat dank der Finanzplaz Lëtzebuerg in- an auslännescht Kapital sollt op Lëtzebuerg ulackelen, fir an d'Filmproduktioun ze investéieren. En zweete Pilier war de Regime vu selektive Finanzhëllefe fir de Lëtzebuerg Filmsecteur iwwer e Fonds national de soutien à la production audiovisuelle, deen 1990 geschafé gouf.

A wann ech elo schonn e puermol vum Lëtzebuerg Filmsecteur geschwätzt hunn, da muss

een drop hiweise, datt Lëtzebuerg eigentlech eng speziell Charakteristik huet, wat de Filmsecteur ugeet. Éischtens feelt et eis un enger gewëssener Masse critique, wat et souwuel fir d'Produktioun awer virun allem och fir d'Vermaartung vu Lëtzebuerg Filmprodukte schwéier mécht. E Lëtzebuerg Kinohit huet 20.000 oder, wann et héich kënnt, 30.000 Entréeën an de Kinoen hei am Land. Dat ass fir e klengt Land natierlech enorm, mä an absoluten Zuelen oder a Suen ausgedréckt ass dat awer méi wéi bescheiden.

Eng zweet Spezifissitéit ass, datt mer keng Televiounschaine am Land hunn, déi an d'Produktioun vu Filmer investéiert. Dat bréngt dann och mat sech, datt mer zu Lëtzebuerg ganz vill international Koproduktiounen hunn. An dat mécht et schwierig, fir vum Lëtzebuerg Film als solchen ze schwätzen.

Et ass eng Tatsaach, datt de Filmfong net just Lëtzebuerg Filmer a Lëtzebuerg Talenter férderert. Beim Lëtzebuerg Film ieie mer téschen Wirtschaft a Kultur. Et ass duerfir och net verwonnerlech, datt als Filmförderung am Ministère vun de Medien - ech sinn awer och frou, datt dann d'Kulturmistesch hei ass -, mä eigentlech ass de Filmfong am Ministère vun de Medien ugesiedelt. Da kéint een natierlech och soen, de Filmfong kéint een an de Ministère vun der Ekonomie usiedelen. Mä dat kéint ee bal vun all kultureller Branche soen, well all kulturell Branche huet och ekonomesch Retombéeen. Mä mir wëllen dat awer selbstverständliche net, fir all kulturell Branche an d'Ekonomie ze stiechen.

Wéi interessant a wäit vernetzt d'Filmbranche ass, dat weist sech schonn un der rezenter Visite op dem internationale Festival vum Animationfilm zu Annecy. Do waren niewent de professionelle Vertrieber aus dem Secteur och Schüler vum BTS Animation aus dem Lycée technique des Arts et Métiers, déi mat op Annecy gaange sinn an do konnte Kontakter a Stagemöiglechkeiten ausloten. An de Medienminister huet och an deem Kontext gemengt, datt d'Animation 30% vum Mediesecteur zu Lëtzebuerg géif ausmaachen.

Eigentlech erstaunlech, datt sech, trotz den éischter negative Viraussetzungen, awer e ganz dynamesche Filmsecteur zu Lëtzebuerg opgebaut huet. Oder, neen, et ass net wierklech erstaunlech, well et ass ebe grad just d'Resultat vun enger ganz bewosster Förderung. Eng Förderung, déi och vu Bréissel aus toleréiert gëtt, well am europäische Filmbetrieb si Subventionen ausdrécklech erlaabt. Ouni Subventione géif et kaum nach eng europäesch Filmproduktioun a scho guer keng lëtzebuergesch ginn.

Bis haut hu mer zu Lëtzebuerg méi wéi 500 Filmer vun alle Genré produzéiert. An et schaffe ronn 700 Leit zu Lëtzebuerg am Filmsecteur. Esou steet et zumindest am Exposé des motifs vum Gesetzesprojet.

Datt eis Filmförderung Erfolleg huet, dat schénigen och d'Resultater um internationale Plang ze weisen: d'Selektiounen op internationale Festivaler, d'Nominationen fir Césaren an Oscars an zu gudden Lescht dann och nach wierklech d'Attributioun vun engem Oscar, et ass scho gesot gi vun der Madame Rapportrice, fir den „Mr Hublot“, den Animationfilm vum Laurent Witz a vum Alexandre Espigares.

Mat der Zäit sinn awer déi Certificats d'investissement audiovisuel émmer manner interessant gi fir d'Banken a fir hire Clienten, soudatt si émmer manner e séchert Instrument vun der Filmförderung hei am Land gi sinn. D'rapportrice huet dat an hirem Rapport ernimmt, an nach méi detailliéert stéet et och am Exposé des motifs vum Gesetz.

Dat huet d'Regierung dozou verleet, fir de Regime vun de CAV ganz opzeginn an duerch e System vun enger direkter Subventionen zu ersetzen. D'Förderung iwwert d'CAV ass Enn 2013 offiziell ausgelaf, mä schonn zénter 2012 hunn déi direkt Subventionéierung fir en Ausgläich vum Réckgang vum CAV-Geschäft gesuert. D'Förderung vum Film huet also elo keng zwee Standbee méi. Et gëtt just nach eng direkt Subventionéierung.

Dat huet dann, zumindest emol theoretesch, den Avantage, datt nach méi spezifisch no de Kritäre vu Qualitéit a vu Standuert Lëtzebuerg ka gekuckt ginn. Dobái bleift et natierlech weiderhin op international Kooperationen ausgerichtet sinn a mat ähnlechen Héllefen am Ausland vergläichbar sinn.

Och wann d'Gesamtdépense vum Stat net eropgaangen ass, esou geet d'Zomm, déi vum Filmfong ausbezuelt gëtt, dach awer däitlech an d'Lucht. Vlächt ass och duerfir virgesinn, fir d'Gouvernance vum Fong ze ännernen. Am Conseil d'administration vum Fong souze bis elo haaptsächlech Vertrieber vun de Ministären, déi net onbedéngt en direkte Bezug zur

Filmwelt haten. Si hunn hir Décisiounen misse opgrond vun der Viraarbecht vun anere Leit huelen.

Mam Gesetz vun haut gëtt de Conseil d'administration op dräi Leit, zwou Fraen an ee Mann oder zwee Männer an eng Fra, aus dräi Ministären - Kommunikatioun, Kultur a Finanzen - zréckgestutzt.

Seng Missiounen ginn och reduzéiert: Budget vum Fong opsetzen, Personaldécisiounen innerhalb vum Fong huelen an déi allgemeng Énnerstétzungspolitik vum Fong bestémmen.

Fir d'Auswiel vun de Projeten, déi eng Énnerstétzung solle kréien, gëtt en neie Comité consultatif d'évaluation (veuillez lire: Comité de sélection) agesat, deen déi zwee Comité vu virdrun ersetzt. Hei si fénnef bis siwe Leit Member. All Geschlecht muss op d'mannst zu 40% vertrueden sinn. An d'Membere gj vum Conseil d'administration opgrond vun hirer Experienc am Secteur nominéiert.

Dee Comité evaluéiert d'Projeten opgrond vu Kritären, wéi se am Artikel 11 am Gesetz festgehale sinn, zum Beispill hir kënschtleresch a kulturell Qualitéit, hiren Intérêt fir Lëtzebuerg a fir d'Entwécklung vun eisem Filmsecteur.

Relativ flott ass och fir de Laien de Site vum Filmfong, deen ech mer och ukucke gaange sinn. A well d'Madame Adehm et virdrun ugeschwät huet: Et ass effektiv awer och esou, also ech hunn op alle Fall och e Rapport d'activité vum Conseil d'administration vun 2012 fonnt... D'Madame Adehm interesséiert dat am Moment net?

(Interruptions et hilarité)

Neen, ech wollt lech just soen, ech hunn awer effektiv och um Site vum Filmfong dee Rapport vun 2012 fonnt. Et muss ee beim Download Center kucken. Ech hunn dat eigentlech immens flott fonnt, dee Site vum Filmfong, duerfir soen ech et och, well een do och déi Décisiounen vun deem Conseil d'administration, wéi déi Suen agesat ginn, allegueren noliese kann.

Do liest een zum Beispill no: An der Séance vum 25. Juni 2014 huet de Conseil d'administration 8,5 Milliounen Suen accordéiert, Héllefen accordéiert. An da steet och schéin opgelësch, wéi eng Filmer, wéi eng Projeten - et si jo och heiansdo Dréibicher, déi Sue kréien -, datt énnerstétzt gi sinn. An dat ass eng Opléschtung iwwert d'ganz Joer, wou een dann zimlech genau weess, wie Sue kritt huet vun eisem Filmfong.

Interessant ass och, datt déi Héllefen am Prinzip müssen zréckbezuelt ginn. Wou ech dann awer och emol gäre weiss, wéi dat an der Praxis gehandhabt gëtt. Et steet esou am Gesetz. Wéi vill Filmer ginn dann zu Lëtzebuerg produzéiert a werfe Gewënn of? A sinn da scho jee eng Kéier Sue rembourséiert ginn?

Iwwert d'Kritären, wéi déi Décisiounen vum Filmfong versicht de Fong och, d'Lëtzebuerg Filmproduktioun op alle méiglechen Niveauen ze férden, sief dat duerch d'Präsenz op internationale Veranstaltungen, zum Beispill zu Cannes, fir just déi prominentst ze nennen, op internationale Filmfestivaler oder duerch d'Organisation vum Lëtzebuerg Filmpräis, deen zénter 2003, wou en eng éischte Kéier verdeelt ginn ass, mëttlerweil eng sechst Editioun kennt.

Här President, l'éif Kolleginnen a Kollegen, zum Schluss vu mengen Ausféierunge wéllt ech der Madame Rapportrice nach eng Kéier ausdrécklech Merci soe fir hir vill Aarbecht an hire gudde schréftlechen a mëndlech Rapport. An ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktion zu dësem Projet de loi, e Projet, vun deem mir mengen, datt et eng Simplification administrative ass an datt et e gutt Gesetz ass fir de Standuert Lëtzebuerg a fir d'Lëtzebuerg Filmkultur.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauscheren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Adam. Als Nächsten huet d'Wuert den Här Roy Reding fir d'ADR.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Här President, l'éif Kolleginnen, et ass schwierig, fir kritesch Bemerkungen ze maachen an enger Matière, wou Lëtzebuerg den Oscar gewonnen huet. Och dann, wa mer eis müssen zerstreiden, well Ca-

nal+ deemoos gemellt huet: «Les réalisateurs du court-métrage français nommé à l'Oscar (...)», respektiv den Elio Di Rupo vum PS getwittert huet, wéi se en dann du kruten: «Le film belge a eu l'Oscar!».

Mä trotzdem dräi kritesch Bemerkungen.

Dat Éisch ass, wat de Volume vu Geld ugeet, dee mer an dëse Filmfong, an dës Industrie investéieren, an dat am Verglach mat anere kulturellen Aktivitéiten an Institutionen.

Et war um Lëtzebuerg Filmpräis dëst Joer, wou de Jules Werner, de Präisdéier fir sái Rôle am „Doudége Wénkel“, e ganz passionéiert Appell gemaach huet un d'Politik, a speziell un déi Politiker, déi am Sall waren, et misst vill méi gemaach ginn, fir déi kleng Theateren hei am Land ze énnerstétzen. Hie sot: „Dat ass déi Plaz, wou jonk Realisateuren, wou jonk Acteuren hir éischte Rolle kréien, hir éischte Aufgabe kréien a wou se forméiert ginn.“

Dës kleng Theateren - Kasematten, Centaure, Maskénada, TOL - kruten 2013 laut dem Rapport vum Kulturministère eng Enveloppe vu 550.000 Euro. Am ganze Secteur conventionné huet de Kulturministère bezuelt 6,6 Milliounen Euro. 6,6 Milliounen krut och de MUDAM, wou den Direktor sech zu Recht beschwéiert, datt no de Frais de fonctionnement dovunner net méi ganz vill iwwreg bleibt fir Ausstellungen a fir d'Acquisitioun vu Konschtwierker.

Ech erënneren drun, datt mer d'Ausstellung zum Éischte Weltkrich, déi mat 256.000 Euro zu Buch geschlossen hätt, opginn hunn am Rahme vun der Regierung hirem Spuerkurs. Och eisen Orchester Philharmonique huet misse an der Linn vun därselwechter Spuerpolitik seng Rees a China sträichen.

An engem ganz bemerkenswerten Artikel am „Lëtzebuerg Land“ huet d'Josée Hansen de 14. Februar dëst Joer bemängelt, datt de Filmfong par rapport zum Rescht vun der Kultur iwwerdotéiert wier. Mä si huet och desillusioneert festgestallt, datt wuel keng fundamental Afrostellung géif geschéien, well béid Ministères de tutelle an och d'Direction vum Filmfong allen dräi mat DP-Leit besat sinn.

Ech muss awer dem Direktor Guy Daleiden Merci soe fir seng oppe Wieder an der zoustänneger Chamberskommission. En huet eis duergeluecht, datt vill Filmer - hei gëtt vill geschwät vun deenen, déi Succès haben, vun deenen, déi Präisser kruten, vun deenen, déi gutt ukomm sinn -, mä et ginn der vill produzéiert, ech zitéieren en: „fir den Tirang“.

Firwat gi se fir den Tirang produzéiert? Well d'Produzenten fir Rémunération budgétisieren, dat heescht, si verdéngé während der Produktion. Et ass och gutt, datt se eppes verdéngé, ém Gottes wëllen, dat wéllt jo keen a Fro stellen! Mä wann de Film bis färdeg ass, géif et se Energie a Geld kaschten - esou krute mer dat erklärt -, fir d'Commercialisation vun hirem Film virunzéieren. Also ass et fir si einfach méi lukrativ a méi interessant, en neie Projekt ze attackéieren, anstatt eppes fir de Film ze maachen, deen doläit, dee färdeg ass.

An do stellt sech dann d'Fro no engem qualitativen Audit, dee menger Meening no eng Kéier misst gemaach ginn, fir emol ze kucken, wéi vill Filmer an deem dote Fall sinn, wéi vill Filmer fir den Tirang produzéiert ginn an och, wat een als Stat kíent maachen, fir datt déi Filmer emol géife gewise ginn.

De Filmfong muss mam SREL zsummeschaffen. Well wéi en héieren huet, datt d'Madame Adehm haut géif schwätzt vun de Rapporten, déi net do sinn, krute mer géschter Owend am Courrier électronique de Rapport vun 2012.

Aus deem Rapport geet ervir - einfach fir emol déi Chifferen a Relatioun ze setzen -, datt 2012 Aides sélectives opstoung beim Filmfong fir 41 Milliounen an datt Certificats audiovisuels - némnen 2012! - ausgestallt goufe fir e Montant vun 68 Milliounen Euro! Ech wollt einfach dës Zommen emol eng Kéier en rapport setze mat deenen Zuelen, déi ech elo grad genannt hunn, wat déi kleng Theateren ugeet oder wat eng UGDA ugeet an esou weider.

En zweete Punkt, wou ech eng kritesch Bemerkung wollt maachen, ass zwar en techneschen, e juristeschen, mä awer och e ganz wichtige Punkt



SÉANCE 33

MERCREDI, 16 JUILLET 2014

der fester Iwwerzeegung, datt de Statut juridique vun deem, deen d'Hélfet freeet, keng Roll däerf spullen an datt een eng Personne physique, e Réalisateur personne physique genau-sou gutt ka kontrolléiere wéi eng Société de capitaux. An ech sinn och iwwerzeegt, datt déi eischt Personne physique, déi eng Hélfet ufreeet an déi ofgelehn kritt op Basis vum Artikel 9, absolut gutt Chancen huet, fir mat engem Recours judiciaire duerchzukommen.

Domaddes kommen ech op meng drëtt Remarque, wa mer scho vun Diskriminatioun schwätzen, an dat ass dann déi berühmte Quoteregelung!

Mir hunn hei e Conseil d'administration vun dräi Memberen. An engem Amendment vum 19. Mee hat déi zoustänneg Kommissiou mäjoritär virgeschloen, do sollt déiselwecht Dispositioun drakomme wéi an all deene Gesetzer elo, nämlech, datt 40% misste vun engem Sexe sinn. Dat wieren dann 1,2 géint 1,8 gewiescht.

Iergendwann ass dann dunn opgefall, datt dat awer irréalisabel wier, datt een entweder misst d'Zuel vun de Comitésmemberen eropsetzen op mindestens fënnef, fir datt een op 40% hätt kënne kommen: zwee an dräi. An dunn ass gesot ginn: „Gutt, dat ass de facto irréalisabel, da schwätzte mer némme vun engem eenzege Member, dee muss vun engem anere Sexe sinn.“

Wat ass net alles schonn zu deene Quote gesot ginn! Ech hunn einfach dräi kleng Zitater.

Mäin eischt Zitat: „Mir solle sécherlech weiderhin u Méiglechkeeten denken a se och schafen, fir d'Gläichberechtegung ze férden. Allerdéngs ass et mir wichteg“, seet deen Auteur vun deem Zitat, „datt Kritären wéi zum Beispill Qualitéit, Wëssen a Savoir-faire an dése Méiglechkeeten net énnert den Teppich gekiert ginn, mä Virrang hunn. Fir d'Demokratesch Partei läft de Prinzip vun der Gläichberechtegung net am Ervirhewe vun den Énnerscheeder oder an der Verweiblechung vun Titelen, mä am Valoriséieren, ob Fra oder Mann, vun der Qualitéit an dem Know-how.“ Fannen ech exzellent, énnerschreiwen ech mat zwou Hänn! Dat ass vum 6. Mäerz 2002: Maggy Nagel.

(Brouaha)

E weidert exzellent Zitat: „An anere Wieder, eng Fra, déi duerch d'Quoteregelung de Sprong no uewe gepackt huet, kann net mam Mann konkurréieren, well si hir Carrrière de Quoten ze verdanken huet an net hirer perséinlecher Kompetenz. Ausserdeem sinn ech der Meenung, datt d'Aféierung vu Quoten e grousse Schrëtt zréck ass. Mir briechen dann nämlech mat dem Prinzip vun der Emanzipatioun: ze refuséieren, d'Ménschen no natierlechen Distinctiounen ze katalogiséieren. (...) Virun allem jonk Frae gesi sech net als sougenannte Quotefraen. Si wëllen um beruffleche Plang eppes erreechen, well si d'Potenzial, d'Kennen an d'Wëssen hunn, net well si als Fra gebuer goufen. Fir d'Demokratesch Partei ass d'Leeschung net geschlechtsverbonnen.“ Maggy Nagel, 11. Mäerz 2003.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. Roy Reding (ADR).** - Da gëtt et nach e fantastesch Zitat vun der Madame Nagel, wat ech immens, immens gutt fannen. Ech hunn et selwer schonn oft widderholl.

(Brouaha)

Ech hunn awer elo net den Datum vun deem Zitat...

(Interruption)

► **Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture.** - Kommt emol op de Punkt!

► **M. Roy Reding (ADR).** - Ech hu leider net den Datum vun deem Zitat. Mä et war: „Mir brauche keng Quoten, mir si keng Kéi.“ All Respekt! Dat ass och haut nach émmer meng Meenung! Leider hutt Dir Ár, schéngt et jo, geännert.

► **Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture.** - Kee Problem. Kommt zum Punkt!

► **M. Roy Reding (ADR).** - Ech hunn eng representativ Émfro gemaach bei sechs Fraen. Dat ass hautdesdaags jo in: Wann ee wëllt seng Meenung beleéén, mécht ee representativ Émfroen. Dat ware sechs Fraen, dat ware meng Mamm, meng Schwéiermamm, meng Fra a meng dräi Meedercher.

(Brouaha général)

Si sinn alleguerte beruffstätig oder an der Ausbildung. An alleguerte si se houfreg drop, datt se Succès hunn an hire jeeweilege Beruffer oder hire jeeweilege Schoulen...

(Coups de cloche de la présidence)

...wéinst hirem Wëssen an hirem Kënnen, an net, well iergendee Geschlechtsdeel se méi oder manner hunn!

D'Jugendparlament...

(Interruption et coups de cloche de la présidence)

D'Jugendparlament....

► **M. le Président.** - Här Angel!

► **M. Roy Reding (ADR).** - D'Jugendparlament huet net méi spéit wéi den 13. Juni - an dat gëtt engem jo awer Hoffnung, datt bei deene Jonken e bësse méi modern Iddien nees opkommen -, den 13. Juni 2014 gesot: «Les entreprises doivent être libres de choisir la personne qui, selon elles, est munie des diplômes les plus adéquats.

(...) le nombre d'hommes et de femmes occupant les postes importants dans les entreprises privées s'équilibrera sans une intervention de l'Etat ou du législateur.» Och dat énner-schreiwen ech mat zwou Hänn.

A schlussendlech kommen ech op eis Constitutioun ze schwätzten. Et deet mer leed, ech hunn déi fâcheuse Gewunnecht, fir vun der Constitutioun ze schwätzten, eisem Grondgesetz. An dat seet am Artikel 11.(2): «Les femmes et les hommes sont égaux en droits et en devoirs.» Jo, do gouf eng Kéier derbäigefummelt: «L'Etat veille à promouvoir activement l'élimination des entraves pouvant exister en matière d'égalité entre femmes et hommes.»

„Éliminer les entraves“ heescht net, eng Discrimination positive. „Élimination des entraves“ heescht, Barrières ewechhuelen, heescht férden. Dat heescht net: gesetzlech duerchsetzen! An ech sinn der fester Iwwerzeegung, datt dat Gesetz hei, genau wéi déi aner, déi scho gestëmmt goufen an déi nach wäerte gestëmmt gi mat de Quoten, anticonstitutionnel ass!

A well ech en Eed, wéi Dir allegueren, op d'Verfassung geleescht hunn, stëmmen ech ganz bestëmmt net ee Gesetz, vun deem ech iwwerzeegt sinn, datt et anticonstitutionnel ass. A meng Kollege vun der ADR maachen dat och net. Duerfir stëmme mir géint dat Gesetz hei.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Reding. Deen awer soll emol eng Kéier probéieren, mat zwou Hänn ze énnerschreiwen.

(Hilarité)

Voilà, dat gesot, géif ech d'Wuert dem Här Turpel ginn.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Léif Kolleginnen a Kolleegen, den audiovisuelle Secteur ass e Secteur, deen eng Rei Eegenaarten huet, déi een onbedéngt muss ervirhiewen. Déi eischt Eegenaart vum Secteur ass déi, datt en enk verbonnen ass mam Kultursecteur. Et ass en Industriesecteur, dee verbonnen ass mat engem breede Kultursecteur, dee wäit ewech ass vun industrieller Produktioun, mä deen eppes ze dinn huet mat breedem gesellschaftchem Schafen.

Eng zweet Eegenaart, déi hei schonn ervirgestrach ginn ass, déi an désem Kontext awer wichteg ass, dat ass, datt den audiovisuelle Secteur ausgeklammert ass, zur „exception culturelle“ an Europa gehéiert, datt d'Méiglechkeet besteet, fir en ze subventionéieren, fir em direkt Aides de l'Etat ze ginn. An ech hoffen, datt énnert dår neier Kommissiou dat och nach laang esou wäert bestoe bleiwen.

Eng drëtt Eegenaart ass déi, datt et an der ganzer Welt ee wichtige Secteur ass, fir déi kulturell Villfalt vu Vélker, vu Géigenden am Austausch, an der Gemeinschaft mateneen ze férden. Mä dofir brauch dee Secteur, wéi all aner Industrieproduktioun, Suen. An dat ass ee vu senge Problemer, déi en de Moment huet.

Net némmen, datt e Sue brauch, mä och, datt all Land versicht, déi Suen ze kréien, fir engem audiovisuelle Secteur zum Duerchbroch ze hëlfelen. An dat ass dat, wat zu enger Konkurrenzsituation feiert, wéi mer se de Moment an der ganzer Welt an och an Europa kennen an déi en Numm huet, ech soen d'Stéchwuert „tax shelter“, dat heescht, e steierleche Schutzschirm, fir dem Secteur Suen zouzféieren.

Et ass betount ginn, datt mir zu Létzebuerg dat '89 agefouert hunn iwwert d'Loi Rau vum 13. Dezember '88, datt mer dat ergänzt hunn '90 duerch d'Hélfen. Et muss een och soen, datt Irländ eigentlech vir war. Dat waren déi Éischt, '88, déi esou e System vu steierlecher Férderung vun Investitiounen an deem Secteur geférdert hunn.

Mä virun allem d'Belsch hunn net némmen Interêts notionnels, mä si hunn haapsächlich an désem Beräich gewisen, datt een, wann ee vill

méi wäit geet, eppes ka maachen, wat dann drastesch Konsequenzen huet.

D'Belsch sinn 2003 an engem Gesetz, wat se téshent Chrëschtdag an Neijoerschdag gestëmmt hunn - wou ech net esou sécher sinn, ob jiddweree weess, wat e gestëmmt huet -, higaangen a si hunn ab 2004 en Tax-shelter-System agefouert, wou ee bis 150% vun deem, wat een investéiert huet, konnt vu Steieren ofschreiwen. 150%! A 40% vun der Zomm kruen als garantierter Prêt, egal, ob herno d'Produktioun sech gelout huet oder net.

An dee System war vun deem Moment un onschlagbar. Deen huet dozou gefouert, datt an der Belsch iwwert déi Joren, iwwert déi lescht zéng Joer, ronn 4.000 Aarbechtsplazen, ganz Parke kreéiert gi si bei Léck an op anere Plazzen am audiovisuelle Beräich, datt op déi Aart a Weis eng Milliard an déi audiovisuell Produktioun investéiert ginn ass, déi d'Steierzueler an der Belsch awer 270 Millioune kascht huet.

Wann een dat awer méi genee kuckt an emol méi genee analyséiert, wat eigentlech do geschitt ass, da stellt ee fest, datt déi Aarbechtsplazen, déi an der Belsch do geschafe gi sinn, eigentlech net Aarbechtsplätze sinn zousätzlech an Europa, mä op d'Käschte vun anere Länner, an désem Fall haapsächlich vu Frankräich, mä eran am Amerika.

Et stellt een eng zweet Saach fest, dat ass, datt do Leit fatzeg dovu profitéiert hunn. Et gëtt Gesellschaften, wéi Umedia an anerer, do sinn heiansdo dräi Aktionären, déi stiechen emol jiddwæreng Millioune direkt an hir eegen Täsch, egal wat herno mam Film geschitt, ob een eppes ka mat dem Film ufänken oder net. An et kënnnt dem Här Reding zur Éier, datt en dat virdrun hei och schonn opgeworf huet.

Grad wéi verschidde Schauspiller, némme well se e bestëmmten Numm hunn, well se Depardieu oder Deneuve heeschen, fir ee Film 400.000 Euro können an d'Täsch stiechen, op d'Käschte vun de belsche Steierzueler. An dat huet och eng Géigesäit, nämlech net némmen, datt d'Steierzueler an der Belsch dat bezuelen, mä et huet och als Géigesäit, datt déi aner Acteuren, datt d'Techniker, datt d'Intermittenten Aarbechtskonditiounen hunn, déi énnert aller Klarinetten sinn an déi dozou féieren, datt se regelméisseg dozou forcéiert ginn, wéi zu Avignon oder op anere Plazzen, fir hir Konditiounen ze streiken an ze manifestéieren.

Och dat ass e Resultat vun dår Tax-shelter-Politik, bis hin dozou - an do, mengen ech, si mer zu Létzebuerg och zum Deel dovunner beträff -, datt eng Rei Firmaen an de Beräicher vun den Effets spéciaux an der Belsch ganz volatil sinn: Si entst fir en Optrag, si verschwanden erém nom Oprtrag.

Also, mir kréien do eng Situations, déi net némme Sonnesäiten huet. An et gëtt ganz vill Etüden drivver, ob dat sech dann elo gelout huet fir d'Belsch. Ech bleiwe bei der Belsch, op Létzebuerg kommen ech nach. An déi seriöst Etüde kommen zur Konklusioun, datt et eigentlech en Nullsummenspiel ass, datt een dat, wat ee gewënnt, och op dår anerer Säit verléiert oder aner Leit dat verléieren.

Ech wëll awer kloer soen, datt zu Létzebuerg d'Situations net déi nämlech ass. Ech mengen, datt zu Létzebuerg d'Situations méi ausgeglach ass, wat d'Konditiounen vun de Leit ugeet an och wat d'Situations vun de Firmaen ugeet.

Bon, ech mengen, mir kruten et gesot: Zu Létzebuerg si 474 Millioune investéiert ginn. Dat huet de Steierzueler 142 Millioune kascht. An ech mengen, mir wëssen, et kann ee stolz sinn op dat, wat zu Létzebuerg mat kollektiven Efforten an deem Secteur färdegruecht ginn ass. Et ass virdrun ervirgestrach ginn, an ech wëll deem bäßlichen.

Déi Situations huet sech awer geännert. Si huet sech fundamental geännert, well an de Joren 2000, 2004, 2006, 2008, 2009 praktisch eng ganz Rei Länner dozou iwwer-gaange sinn, fir esou Tax-shelter-Systemer anzeféieren: a Frankräich 2004, 2005 nogebessert, 2009 nogebessert, Däitschland 2007, Ungarn 2011, déi do e grouße Maart opzéien, England 2007 an esou weider. Wat mat sech bruecht huet, datt mer an dår Situations vu Konkurrenz a vu Steiermännen am Fong geholl zu enger Situation komm sinn, náischt méi derbäi erauskénnent.

An ech mengen, et ass dat, wat d'Regierung eigentlech zur Décisioun gefouert huet, fir ze soen: Mat déser Nischepolitik, déi mer '88 agefouert hunn, déi eng Rei Länner iwwerholl hunn, ausgebaut hunn, hale mer op, mir schafe se of a mir ersetze se duerch direkt Subventionen.

Mir stëmmen deem zou. Mir stëmme fir dee Projet, deen hei déi Nischepolitik do ofschafft an iwwergeet zu engem direkte Subventionnement vun dem audiovisuelle Secteur.

Mir sinn och averstane mat dår organisatoreischer Annerung, déi doranner besteet, datt de Comité de lecture an de Comité d'analyse économique et financière zesummegeschloe ginn, well do ware ganz vill Konflikter a ganz vill Komplikatiounen an Intransparenz. Déi ginn zesummegeschloen, a mir stëmmen deem och zu.

Wat déi nei Missioune vum Filmfong ugeet, fir duerch direkt staatlech Énnerstëtzung privat Investeuren an de Film ze férden, dat ass nach e bëssen onkloer. Dat muss een da gesinn, wéi dat geet.

Wat awer och positiv ass, dat ass, datt dem Projet de loi e Règlement grand-ducal bäßlouch - deen net émmer bäßlait, mä hei louch e bäß -, an deem d'Kritären, wéi an Zukunft déi Subventionen sollem attribuéiert ginn, opgëlscht sinn. An déi Kritären si positiv, well deen éischte Kritär ass: déi artistesch a kulturell Qualitéite vun engem Projet, an net direkt déi wirtschaftlech, oder grouss Firmaen. A mir hoffen, datt et méiglech ass, fir déi Diversifikatioun, vun dår hei geschwat ginn ass, op déi Aart a Weis och bäßbehale.

Eppes, wat e bësse manner transparent ass, dat ass, datt de Filmfong kann drop verzichten, fir déi Suen erëmzkräien. No wéi enge Kritären dat geschitt, dat ass e bëssen onkloer, well se stinn iwwerhaapt net do!

Eng lescht Bemerkung: Mir wäerten also an Zukunft all Joers beim Budget driwwer décidéieren, wat de Filmfong respektiv d'Filmindustrie vu Sue kritt. An ech hoffen zwou Saachen: Ech hoffen éischtens, datt dat, wat de Filmfong kritt, net duerch Budgetsrestriktiounen a Budgetskontrollen, duerch Ausgabekontrollen a Forecasting getötet gëtt, Stéchwuert „budget nouvelle génération“, datt et net eent vun deen éischten Affer ass vun dår neier Fiskalpolitik.

An zweetens hoffe mer, an dat ass gradesou wichtig, datt, wa mer déi Ausgabe bäßbehale, se net op d'Käschte gi vun anere kulturellen Acteuren an Aktivitéiten, déi vläicht net esou staark sinn. An do denke mer mat Schmäerzen drun, datt all Konventiounen am kulturelle Sektor gekennegt sinn a mer bis haut nach keng Informatiounen drivver hunn, no wéi enge Kritären déi erneiert ginn. A mir hoffen, datt do déi Budgetsrestriktiounen sech net dohinner verlageren, esou wéi se sech zum Deel schonn op d'Aide financière bei de Studenten verlagert.

Dat gesot, stëmme mir grondsätzlech deem Projet do zu a mir wiere vrou, wa mer an zwee Joer kéint e positive Bilan dovunner maachen.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Turpel. A fir d'Regierung huet elo d'Kulturministresch, d'Madame Maggy Nagel, fir de Medienminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefânke kann ech némme bestätigen, wat den Députéierten Adam gesot huet. Madame Adehm, de Rapport vun 2012 stéet um Site vum Filmfong. A weiderhin ass mer gesot ginn, datt den nächste Méindeg de Rapport



SÉANCE 33

MERCREDI, 16 JUILLET 2014

successiv Regierungen och e Verdéngscht un dëse positiven Entwécklungen. Si hunn de legale Kader geschafen, deen et eise Filmschaffenden erméiglecht huet, aus engem Amateurssecteur Enn vun den 80er Joren, wou et nach keng staatlech Ênnerstétzung gouf, eng professionell Industrie opzebauen, déi Unerkennung op der internationaler Bühn fénnt.

Et sinn haaptsächlech déi méi wéi 700 Leit hei zu Lëtzebuerg - Produzenten, Techniker, Schauspiller, Réalisateur a Scénaristen -, déi hiert deeglech Brout am Filmsecteur verdéngen, duerch deen hir kreativ a kompetent Aarbecht mir Filmer aus Lëtzebuerg émmer érem um klenge wéi awer och um groussen Ecran kenne gesinn. D'Précuseure vum Lëtzebuerg Kino hu missen e Secteur opbauen, deen et viru 25 Joer net ginn ass. Et gouf deemools keng professionell Strukturen, keng finanziell Ênnerstétzungen.

Hautdesdaags, Dir Dammen an Dir Hären, ass dat just de Contraire. Ech wäert méi spéit nach op déi Evolutioun an op de Bilan agoen. Lëtzebuerg huet an den 80er Joren am Kontext vun der ekonomescher Diversifizierungspolitik de Secteur vun der Kommunikatioun an Telekommunikatioun mat dem Succès vun SES Astra an den Développementer vum Grupp RTL-CLT weidergedriwwen. Dunn ass, an dat zu Recht, gemengt ginn, datt mir zu Lëtzebuerg net némme keint op d'Diffusioun vu Programmer setzen, mä, wann een en integrale Kommunikatiouns- a Mediesecteur wéilt hunn, datt dann och Produktiounaktivitéiten dozou géife bädroen, där mer bis elo keng haten.

An ech wéll hei nach eng Kéier rappeléieren, datt d'Aiden, déi fir de Secteur vun der Production audiovisuelle zur Verfügung gestallt ginn, de But verfollegen, d'Diversifizierungspolitik am Beräich Medien, Kommunikatioun, ICT ze vervollstännegen. Esou kann dése Secteur sech als Ganzt profiléieren, wou souguer much Synergie méiglech sinn. Ech denken zum Beispill un de Lien téschent der Animatioun an dem Gaming.

Esou ass dann dat sougenannt „Certificats-Gesetz“ entstanen, dat niéft der direkter selektiver Hélfel, der sougenannter „aide financière sélective“, dee Mechanismus duergestallt huet, deen et erméiglecht huet, zu Lëtzebuerg eng audiovisuell a Kinosproduktioun an domadder en neie Secteur ze kreéieren.

Fir d'Eischt hu mer mam Certificats-Regime probéiert, international - virun allem nordamerikanesch - Produktiounen op Lëtzebuerg ze zéien, mam Zil, iwwert den Transfert vum Know-how eis hei déi néideg Experienz, d'Expertise an och de Produktiounsvolumen ze ginn, fir eis Leit auszebilden nom System „learning by doing“ an esou schnell wéi méiglech eng aktiv professionell Industrie ze entwéckelen.

No an no hu mir eis awer émmer méi op europäesch Koproduktioun konzentréiert. Vill international réputéiert Filmer sinn esou entstanen. Ech denken un „Girl with a Pearl Earring“, 2003, oder méi rezent „The Congress“, 2013, dee beim europäesche Filmpräis am Dezember zu Berlin de beschte Long-métrage d'animation gewonnen huet, oder och nach „Ernest et Célestine“, deen de César kritt huet a fir en Oscar nominéiert war.

Méi wéi 550 Produktiounen sinn an deene leschte 25 Joer entstanen, fir en Investment vu ronn 300 Milliouren Euro. 60 Nominatiounen an 20 Präisser hunn eis Filmer bei de bekannteste Festivale wéi Cannes, Annecy, Berlin, Locarno a Venedeg gewonnen. A mir därfen net all déi aner Festivalen a Präisser vergiessen. Et sinn der wäit iwwer 200, déi eis Koproduktiounen an deene leschten 20 Jorzéngte (veuillez lire: 20 Joer) konnte gewinnen.

A wien erénnert sech net un de wonnerschéinen Dekor vu Venedeg, deen zu Esch entstane wor, eist klengt Venedeg?

De Certificats-Regime an d'Aides directes hu regelméisseg zesumme fonctionnéiert a wore fir d'Lëtzebuerger Filmschaffend de Garant fir hir Part de financement an enger internationaler Produktioun.

Contrairement zu anere Länner, wou d'Produzenten niewent der nationaler éffentlecher Ênnerstétzung och nach op regional Aiden, Investissementer vun Téléchaînen oder -distributeure kenneen zréckgräifen, ginn et zu Lëtzebuerg keng aner finanziel Ênnerstétzungquelle wéi d'Hélfel, déi de Stat zur Verfügung stellt.

Et ass dofir wichtig, datt eis Filmer a Koproduktiounen mat auslännesche Partner gemaach ginn. An an deem Kontext ass et och esou sénnvoll, datt mir international Koproduktiounstraitéen énnerstézzen. Mir hunn der am Moment siwen, dat sinn niéft Kanada a Québec, Däitschland, Frankräich, d'Schwäiz, Eisträich an Irland, dees leschten, dee mer virun dräi Joer énnerschriwwen hunn. Säitdeem si

siwe Long-métragen téschent eisen zwee Länner entstanen oder sinn an der Entwécklungsphas.

Déi gutt international Relatiounen, déi eise Secteur konnt opbauen, an dat virun allem duerch de Lëtzebuerg Filmfong, héllef, d'Bild vum Grand-Duché dobaussen ze veränderen. Net némmen droen déi vill Produktiounen, déi hei am Land réalisiert ginn, dozou bái, eis Image de marque ze diversifizieren. Neen, et gesäit een dobaussen, datt Lëtzebuerg och am kreativ Beräich international eppes unzibeden huet. An als Kulturminister kann a wéll och hei énnersträichen, datt dat an anere Kulturberäicher wéi Theater, Musek, Danz, Literatur, Arts plastiques an Architektur och de Fall ass. Mir müssen derfir suergen, iwwer eise Kultursecteur en général dobaussen nach besser ze communiquer.

Eise Filmsecteur huet esou muches opzeweisen. Mir hunn hei am Ländche méi wéi 30 Réalisateur, déi mindestens schonn ee professionelle Court-métrage réalisiert hunn. Och bei de Schauspiller ass et zu enger Professionaliséierung komm. Émmer méi oft gesi mer se an internationale Filmer oder och a méi grousse Rollen.

Besonnesch den Animatiounsecteur huet sech an deene leschte Jore massiv weiderentwéckelt. A véier verschiddenen Animatiounsstudiöe ginn hei international Televisiounsserien, Court- a Long-métrage réalisiert an 2D respektiv 3D an och an 3D-Stereoskopie. Domadder sinn déi Filmer gemengt, wou Der musst all en extrae Bréll undoen.

Déi zwou Oscar-Nominationen, souwuel vun „Ernest et Célestine“ wéi déi vum „Mr Hublot“, beweisen, wéi d'Qualitéit a wéi wichteg dése Beräich bei eis ass. 30% bis 40% mécht d'Animatioun an eisem gesamte Produktiounsvolumen aus.

Eis Lëtzebuerg Techniker sinn international bekannt fir hir Qualitéitsarbecht, hir Flexibilitéit souwuel a franséisch-, däitsch- oder engleschsproochege Produktiounen. Dat ass e grousse Virdeel vis-à-vis vum Ausland an esou muchen auslännesche Réalisateur kenneet regelméisseg zréck op Lëtzebuerg, fir hei mat därselwechter Équipe nees ze schaffen. Och ginn eis Techniker vun hei op Produktiounen engagiert, déi náischt mat Lëtzebuerg ze dinn hinn.

Grouss Investissementer sinn am Beräich vun der Postproduktioun hei zu Lëtzebuerg vu privaten Investisseur getägt ginn. Soundstudiöen, Mixage- a Montage-Plateaue sinn entstanen, déi et erlaben, énner héich professionelle Konditiounen Filmer fir d'In- an d'Ausland ze finaliséieren. Mä och d'Filmstudiöen zu Conter oder nach de rezente Studiokomplex, deen zu Kielen opgaangen ass, beweisen, datt och de Privatsecteur un d'Entwécklung vum Produktiounsecteur zu Lëtzebuerg gleeft.

Eis Produzenten sinn am Ausland sollicitéiert, an dat virun allem, well se e groussen Know-how hinn, wat d'international Koproduktioun ugeet. Mä dat gëtt eise Produzenten awer och eng grouss Responsabilitéit. Och wa mer hei an engem gréissendeels subventioniéierte Secteur aktiv sinn, heescht dat net, datt d'Reglee vun der Ekonomie net de fonctionnéiere brauchen. Och hei mussen d'Produktiounsgesellschaften „en bon père de famille“ operéieren. Dofir ass et och wichtig, datt de Lëtzebuerg Filmfong déi néideg Moyenen huet, fir de Contrôle vun de staatleche Subventiounen kenneen ze assuréieren.

Vill vun eise Produktiounsgesellschaften si souwält gaangen, datt se sech och international entwéckelt hinn. Dat heescht, datt si entweder Succursalen am Ausland opgemaach hinn oder awer a Gesellschaften am Ausland investéiert hinn. Dat erlaabt hinnen dann och, an engem aneren Territoire Fouss ze faassen.

Et ass dofir och net verwonnerlech, datt d'Demanden, fir Projeten zu Lëtzebuerg a mat Lëtzebuerg ze dréien, an deene leschte Jore 40% bis 50% an d'Luucht gaange sinn. An der Regel ginn all Joer an der Moyenne téschent 120 an 150 Demandé beim Filmfong agerecht. Datt déi awer net all kenne finanziell énnerstétzt ginn, läit op der Hand, géif ech mengen.

Mir müssen awer derfir suergen, datt de Secteur, dee mer an deene leschte 25 Joer opgebaut hinn, stabiliséiert bleift a sech weider entwéckele kann. An dozou gehéiert och d'Éducatioun an d'Formation.

Mir hunn am Lycée technique des Arts et Métiers e BTS fir Animation, dee gutt fonctionnéiert. Iwwer 75% vun den Ofschlossschüler fannen duerno eng Aarbecht an hirem Domän. Dës Regierung ass amgaangen ze analyséieren, fir de BTS Animation weider auszebauen. Am September kenneet och elo nach e BTS audiovisuel derbäi, dee méi spezifesch op déi sougenannten „Liveproduktiounen“ ausgerichtet gëtt.

An da wäerte mer och derfir suergen, datt déi audiovisuell praktesch Ausbildung a Fortbildung ugepasst un de BTS och ausserhalb ugebude gëtt. Dofir musse mir Politiker de Cadre réglementaire schafen, an deem de Secteur sech dann développéiere kann.

A wa mer wéllen, datt mer och nach an Zukunft eng europäesch audiovisuell Industrie behalen, mat europäeschem Contenu, an net wéllen amerikanesch oder asiatesche Producenten de Virrang loessen, da musse mer eis heemesch Produktiounen a Koproduktiounen mat éffentleche Moyenen énnerstézzen. Dat mécht all anert europäesch Land, an och d'Europäesch Kommissiou huet Exceptiounen, en „block exemption“ fir d'audiovisuell Produktiounen virgesinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass dann och schéin ze gesinn, datt säit dem Enn vun den 80er Joren, wou mir déi éischt Hélfel fir den audiovisuelle Secteur zu Lëtzebuerg geschafen hinn, mer émmer quasi eng Unanimitéit hei an der Chamber fonnt hinn, wann et dréms gaangen ass, d'Gesetz iwwert d'Aiden ze optimiséieren. An dat schéngt jo och haut hei de Fall ze sinn.

Mir proposéieren - an d'Presidentin-Rapportrice vun der Kommissiou vum Projet de loi huet et betount - , dat Gesetz iwwert de Certificat audiovisuel, dat elo méi wéi 20 Joer fonctionnéiert huet, ofzeschafen an dem audiovisuelle Secteur déiselwecht finanziell énnerstétzung iwwer en anere Wee zoukommen ze loessen, iwwert de Wee vun der direkter Hélfel.

Dat ass néideg ginn, well an der heiteger Finanzsituatioun sinn d'Sue méi deier gi fir d'Produzenten a si hinn an deene leschte Joren Avantagen, Zénsen a Kommissioune verluer. Wéi des Éfteren, wann d'Emfeld sech geändert huet, hu mer et fäerdegbruecht, de Régime d'aide am audiovisuelle Secteur esou ze ännernen, datt mer kompetitiv bliwwie si vis-à-vis vum Ausland an datt eis Filmschaffend weider hirem Beruff kenneen effikass nogoen.

Déi nei Aart a Weis, de Secteur ze énnerstézzen, erlaabt et net némmen, international aktiv ze bleiwen. Neen, mir léisen de Problem och, deen entstanen ass, well d'Certificaten net méi esou fonctionnéiert hinn, wéi se sollten. An en plus beinhalt dése Projet de loi och e Volet vun der Gouvernance, deen et erlabe wäert, datt d'Décisione méi séier, manner bürokratesch a méi onofhängeg geholl kenne ginn. D'Rapportrice ass an hirer detailléierter Ried op déi eenzel Ännernungen agaangen, an ech hinn och deem náischt méi zouzefügen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn iwwerzeegt, datt dése Projet de loi et dem Secteur vun der audiovisueller Produktioun wäert erlaben, sech weider an engem international staarken Emfeld kompetitiv weiderentwéckeln an dann ze behaften. Och wann et net Zil an Zweck vun eiser Férderung ass an därf sinn, Präisser an Unerkennungen ze kréien, esou sinn ech awer iwwerzeegt, datt mat der Kreativitéit, dem Know-how, der Kompetenz an dem Engagement, deen eis Filmschaffend Dag fir Dag hei zu Lëtzebuerg an am Ausland énner Bewäis stellen, den Oscar fir den „Här Hublot“ sécherlech net dee leschten ass.

Ech soen lech elo scho Merci fir déi ganz breit Majoritéit, déi dése Gesetzesprojet dann elo wäert, nodeems datt ech elo ofschleissen, kréien.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Minister. Ech hinn d'Wuertmeldung vun der Madame Adehm, Parole après ministre, fir Präzisiounen.

► **Mme Diane Adehm (CSV).** - Ech wéll just erklären - wéinst deem ominéise Rapport annuel -, et ass esou, datt de Filmfong eng Kategorie huet, wou „The Film Fund“ steet. Da geet een dorobber klicken, da kenneet énnendrënner „Mission“, „Our Team“, „Annual Report“, a wann een an déi Kategorie geet „Annual Report“, do stinn d'Réports annuels just bis 2009.

Ech hu mech an Zwëschenzäit och opkläre gelooss, datt et da ganz uewen am Eck rechts eng kleng Kategorie gëtt „Download Center“. Du sinn ech och doranner kucke gaangen, an do fénnt eis téschent engem Sammelsurium vun Informationen dann effektiv ganz énnen och iergendwou d'Réports annuels.

Mä an der Kategorie „Rapport Annuel“ um Site vum Filmfong sti se net en tant que tels. Et muss een, wéi gesot, an den „Download Center“ siche goen. Dat wollt ech just soen.

► **Une voix.** - Très bien!

(Brouaha)

► **M. le Président.** - Merci. Domat si mer um Enn ukomm a mir géifen iwwert de Projet de loi 6535 ofstémmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6535 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstémmung fánkt un. D'éi perséinlech Stémmen. D'Procurationen. De Vote ass ofgeschlossen.

De Projet de loi 6535 ass mat 57 Jo-Stémmen, bei 3 Nee-Stémmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Laurent Mosar), Aly Kae, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Roger Negri), Mme Cécile Hemmets et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir géifen zum nächste Projet iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6703, eng Ännernung um Gesetz iwwert d'Beruffschamber. D'Riedézäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den honarabelen Här Georges Engel.

9. 6703 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

► **M. Georges Engel (LSAP), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, leif Kollegien, de Gesetzesstück, iwwert dee mer haut ofstémmen, huet als Haaptobjektiv, déi Problemer, déi d'Uerteel vum 19. Dezember 2013 vun der Cour administrative opgeworf gi sinn, ze léisen. Bei désem Uerteel geet et ém d'Représentatioun vun de Statsbeamten aus der Carrière supérieure an hirer Beruffschamber.

D'Gesetz, wat am Moment a Kraakt ass - et ass dat vum 4. Abréll 1924 -, leet d'Unzel vun de Sétz fir d'Kategorie A vun der Carrière supérieure an der Beruffschamber vun de Statsbeamten op dräi Mandater fest. Am Ganze sinn et 27 Mandater. De Rescht vun de Mandater ginn énnert de Beamte vun deen anere Carrière verdeelt.

Den Artikel 43ter vun deem Gesetz hält ausserdem fest: «Au sein de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics aucune administration de l'État ni aucun établissement public ne peut occuper plus de deux mandats pour chacune des catégories A, B et C. Au sens des dispositions du présent article, l'enseignement secondaire, secondaire technique, supérieur et universitaire est à considérer comme formant une seule administration.»

De Straít - dee sougenannten „Straít“, wann een dat esou wéll nennen -, dee schlussendlech zu deem Uerteel gefouert huet, geet op déi lescht Wahle vun der Beruffschambere vun de Statsbeamten am Mäerz 2010 zréck. Deemools hat d'CGFP no der Verdeelung vun de Sétz zwee vun den dräi Mandater an der Kategorie A kritt. Dés zwee Sétz sinn un zwee Beamten aus dem Enseignement gaangen.



SÉANCE 33

MERCREDI, 16 JUILLET 2014

gaangen. Esou sinn déi dräi Sétz an der Kategorie A un d'CGFP gaangen.

D'APESS war mat déser Entscheidung net averstanen an huet reklaméiert. Mä de Regierungsrot huet d'Resultat vun de Wahlen, also och d'Verdeelung vun de Sétz, den 30. Abrëll 2010 awer validéiert an esou d'Reklamatioun verworf. D'APESS huet dunn e Recours géint d'Décisioun vum Regierungsrot ageluecht.

Den Tribunal administratif huet dunn d'Cour constitutionnelle ageschalt, fir datt dës iwwert d'Constitutionnalitéit vum Artikel 43ter Abschnitt 5 vum Gesetz vun 1924 décidéiert.

An hirem Uerteel vum 9. Mäerz 2012 äntwert d'Cour constitutionnelle, datt deen eventuellen Avantage, deen entsteet duerch d'Regelung vu maximal zwee Mandater pro Administratioun fir e Syndikat, deen d'Fonctionnaire vu verschiddenen Administratiounen representéiert, géintiwer engem Syndikat, dee just d'Intérêt vun enger Administratioun, wéi an dësem Fall den Enseignement, vertrëtt, net kann a Considération gezu ginn, fir eng Analys vun der Constitutionnalitéit vun dëser legaler Dispositioun ze maachen.

D'Cour constitutionnelle werft awer op, datt muss énnersicht ginn, ob dës Dispositioun net eng Inégalitéit téschent de Kandidaten individuell schaift, well si mécht et méiglech, datt ee Kandidat, dee méi Stëmme krt, zugonschte vun engem mat manner Stëmmen, mä aus enger anerer Administratioun, écartéiert gëtt. Hei werft d'Cour d'Fro no dem Prinzip vun der Egalitéit op, wéi en am Artikel 10bis vun eiser Constitutioun virgesinn ass.

Den Tribunal administratif huet a sengem Uerteel vum 30. Abrëll 2013 de Recours vun der APESS géint d'Décisioun vum Regierungsrot verworf. D'APESS wollt dat awer net esou hinhuelen an ass an Appell gaange bei der Cour administrative.

Dës huet sech op den Artikel 1 vun der Constitutioun bezunn, dee beseet: «Le Grand-Duché de Luxembourg est un État démocratique, (...).» Op Basis vun dësem Artikel seet d'Cour, datt dësen net just fir d'Wahlen an der Chamber, also hei an der Chambre des Députés, gëllt, mä och fir d'Wahle vun de Beruffskümmern, déi och an de legislative Prozess falen. Also muss déi definitiv Verdeelung vun de Mandater deem entspriechen, wat d'Wahlen erginn hunn.

Am Uerteel vum 19. Dezember 2013 huet d'Verwaltungsgericht dunn décidiéiert, datt den Arrêté vum Regierungsrot misst annulléiert ginn an datt d'APESS hire Sétz eigentlech zegett hätt.

Laut dësem Uerteel misst d'Regierung eng nei Décisioun huelen, wat d'Vendeelung vun de Sétz an der Kategorie A ugeet. Si kann dësen drëtte Sétz awer der APESS net einfach esou zouddeen, well dëst contraire zum bestehende Gesetz wär. Een Dilemma.

Sou ass décidiéiert ginn, deen drëtte Sétz bis zu den nächste Wahlen, déi am Mäerz 2015 stattfannen, net ze verdeelen. Dee bleibt also unbesat bis an e puer Méint.

Eng Émännerung vum Gesetz ass also néideg ginn, fir eng gerecht Verdeelung vun de Sétz an der Carrière supérieure pro Administratioun souwéi eng proportionell Representatioun ze garantéieren. Dëst Zil soll duerch déi virleind Gesetzesänderung erreicht ginn.

Déi gesät vir, datt zwou verschidde Kategorien an der Carrière supérieure geschafe ginn, eng fir Beamten aus dem Enseignement, Kategorie A, an eng zweet fir aner administrativ Beamten, Kategorie A1. Fir datt d'Unzel vun de Mandater an der Beruffschamber vun de Statsbeamten net muss an d'Luucht gesat ginn, sinn zwee Sétz fir déi nei Kategorie fir d'Beamten aus dem Enseignement supérieur an ee Sétz fir déi aner Beamten aus der Carrière supérieure virgesinn.

Dës Verdeelung entsprécht dem Rapport och téschent de Beamten aus deenen zwou Kategorien. Téschent 2010 an 2014 waren an der Carrière supérieure d'Beamten aus dem Enseignement zu duebel esou vill wéi déi aner Beamten.

De Statsrot souwéi d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics hunn an hirem respektiven Avis keng weider Remarqué formuléiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimaddet den Accord vu menger Fraktioune.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet direkt den Här Paul-Henri Meyers fir d'CSV.

Discussion générale

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen dem Rapporteur, dem Här Georges Engel, vill-mools Merci fir säi schriftlechen a mëndleche Rapport. Hien huet dat ganz ausférlech geomach, soudäss ech eigentlech op de Projet de loi an op déi Émännerung net brauch zréckkommen. Ech soen och elo schonn, dass d'CSV dee Projet de loi wäert stëmmen.

Étant donné, dass awer den Ausléiser vun där Gesetzesänderung hei en Uerteel vum ieweschte Verwaltungsgericht war, erlaben ech mer, wat net Usus ass émmer, e bëssen iwwert den Tellerrand vum Projet erauszekucken, well et jo e bëssen aussergewéinlech ass, dass d'Chamber no engem Uerteel Gesetzesextere ännere geet. An ech mengen, dann ass et net vu Muttwëll, wann ee sech och e wéineg mat deem Uerteel selver ofgëtt.

D'Cour administrative ass nämlech zur Schlussfolgerung komm, dass den Artikel 42 Alinéa 8 vum Règlement grand-ducal vum 17. Januar 1984 net konform ass mat dem demokratesche Prinzip, wéi en am Artikel 1 vun der Verfassung steet. Dee Moyen ass en appel vun der Cour selwer opgeworf ginn an esou tranchéiert ginn, wéi den Här Engel et développéert huet.

Étant donné, dass et awer bei der Juridiction administrative keng Kassatioun gëtt, géif ech mengen, dass et net vu Muttwëll ass, wann een hei awer d'Fro opwërt, ob et net nouwendeg ass, esou wichtig Froen enger zweeter Instanz ze énnerbreeden, wat hei net méiglech war. Dofir, mengen ech, ass déi Fro vun der Kassatioun et bei der Juridiction administrative émmer nach aktuell.

D'Institutiounskommissioun huet sech verschiddelech mat där Problematik ofginn, an ech mengen, et sollt een déi Fro do net aus den Ae verliéieren, well ech mengen, dass hei d'Cour administrative eigentlech selwer d'Motivatioun bruecht huet, firwat een eventuell esou eng Kassatioun sollt virgesinn.

Eng zweet Remarque betréfft d'Aart a Weis, wéi d'Cour administrative dee Prinzip, den demokratesche Prinzip vum Artikel 1 vun der Verfassung, definéiert: Si definéiert e par rapport zu allen Institutiounen vum Stat.

Wat d'Beruffschamberen ugeet, mengen ech, muss ee sech, och wann een dat Uerteel net sollt iwwerbewäerten, awer d'Fro stellen, ob all Dispositiounen, net némme vun der Chambre des Fonctionnaires, mä och vun anere Beruffschamberen, da mat deem Prinzip konform sinn, wat d'Sétzverdeelung ugeet. An ech mengen, dofir wier et och an där Hisiicht net vu Muttwëll, wann ee géif eventuell déi Texter vun de Reglementer eng Kéier nokucken, fir do eng nei Iwwerraschung an där doter Hisiicht ze vermeiden.

Dat gesot, répétéieren ech nach eng Kéier, dass mer eisen Accord ginn zu där heiter Ännernung vum Gesetz.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Meyers. Nächste Riedner ass den Här Gusty Graas.

► **M. Gusty Graas (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech richtege gezielt hunn, dann ännere mer dat Gesetz haut fir d'32. Kéier ém. Dat beweist jo och, datt et e Gesetz ass, wat permanent nogekuckt muss ginn. An an deem spezifische Fall hei ass et ganz kloer, datt een awer och muss Verständnis hu fir d'APESS.

Mir sinn an engem demokratesche Rechtsstat. Wann een no Wahlen Utrecht op e Sétz huet an et kann een awer net an de Genoss vun deem Sétz kommen duerch eng Rei Dispositiounen, dann ass et evident, datt déi betreffend Gewerkschaft natierlech versicht, hiert Recht iwwer an anere Wee ze kréien. Duerfir ass et u sech richtege gewiescht, fir esou séier wéi méiglech elo hei ze légiféréieren, émsou méi, datt mer jo och virun Neiwahlen elo stinn. Am Oktober geet am Fong geholl déi Procédure un, well d'nächst Joer dann déi Chamber erneiert gëtt.

Erlaabt mer vläicht awer, am Numm vun der DP nach zwou Remarquen zu dësem Gesetzesprojet ze maachen:

Fir d'Éischt déi, datt et aus eiser Siicht richtege ass, wéi d'Regierung elo gehandelt huet, datt se elo kuerzfristeg dann awer dee Projet de loi hei op den Instanzwee bruecht huet, an datt et och richtege war vun der Regierung, fir elo net weider ze tranchéieren, ob der APESS soll dee Sétz hei zugesprach ginn oder net.

Eng zweet Remarque ass déi, an indirekt huet den Här Meyers dat och schonn duerchblécke

gelooss: Ech mengen, mir sollten dee Reflexionsprozess allerdéngs haut net ophalen. Et sollt ee sech och Gedanke maachen enger-säits iwwert dee juristeschen Aspekt, awer aner-säits vläicht och iwwert d'Kompositioun vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, ob, wéi gesot, déi eenzel Kategorien elo doch nach wie vor op eng gerecht Aart a Weis Bestand hunn.

An deem Senn wéll ech dann awer ofschléissend fir d'Éischt och nach dem Rapporteur e ganz grosse Merci aussprechen, dem Här Engel, an dann och gläichzäiteg d'Zoustëmmung vun der DP bréngen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Graas. Den Här Roberto Traversini huet d'Wuert fir déi gréng.

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).**- Merci, Här President. Ma och ganz kuert wollt ech dem Rapporteur Merci soen. Do mierkt ee wierklech, datt en a sengem Element ass. An heimadder géif ech dann och den Accord vun der grénger Fraktioune lech matdeelen.

► **M. le Président.**- Merci. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, losse mer eis emol vläicht fir unzefänken, nodeem ech dem Här Rapporteur e Merci gesot hu fir eng ganz kloer Présentatioun, losse mer eis emol eng Fro stellen: Wat ass eigentlech d'Chambre professionnelle des Fonctionnaires et Employés publics?

Do gëtt et verschidden Interpretatiounen. Et gëtt déi, déi am Gesetz ass. Et gëtt och eng ganz praktesch, déi mer hei erëmfannen an enger Wahlbroschür vun der CGFP aus dem Joer 2010 fir déi Sozialwahlen, iwwert déi mer hei schwätzen. An d'CGFP seet: «En d'autres termes, l'immense majorité de la Chambre n'est autre que le bras institutionnel de la CGFP.»

Do ass u sech näisch dergéint ze soen, wann dat d'Resultat ass vun engem faire Wahlprozess an net vun engem politesche Wëllen. Ech mengen, wann dat d'Resultat ass, datt eben d'CGFP esou vill Sétz duerch fair an opper Wahle kritt huet, ass dat an der Rei. Awer et soll net d'Resultat vun engem politesche Welle sinn.

Hei hu mer e Wahlresultat gehat 2010, wou d'APESS sengerzäit 26,91% vun de Mandater kritt huet an en Direktsétz kritt huet. A si stellt sech vollkommen zu Recht, wéi och den Här Graas et scho gesot huet, d'Fro: Wa Lëtzebuerg en demokratesche Stat ass, hu mir dann net d'Recht op eise Sétz? Eis Antwort dorobber ass: Jo!

An do ass deen éischten Denkfeeler - also eiser Meenung no en Denkfeeler - vun der Regierung, deen eis als ADR op jidde Fall vun der Regierungspositioun däitlech trennt. D'Regierung seet: „Mir hunn hei en Uerteel an dorberhi musse mer légiféréieren.“ Dat ass net d'Situatioun, wéi an engem demokratesches Stat sech de Problem stellt! De Problem huet sech no de Wahle gestallt! No de Wahlen 2010 wor offensichtlech, datt do eng Gewerkschaft hire rechtméissege Sétz net konnt kréien. Deemoools huet sech schonn de Problem gestallt.

A wann dann eng demokratesch gesénnte Regierung dee Problem sollt analyséieren, da wär deemoools schonn de Moment gewiescht, fir dat hei legislativ oder reglementaresch esou ze traitéieren, datt deen demokratesche Welle vun deene Leit, déi do gewielt hunn, géif respektéiert ginn, an net fir ze waarden op d'Enn vu Prozesser oder eventuell - wou ech awer elo net am Fong wéll géint eng Kassatioun an den administrative Couren hei räsonéieren -, mä awer net fir och nach zousätzlech Instanze sech ze wënschen, fir dat do eventuell nach eng Kéier iwwerpréien ze loessen, wann ee Géiricht schlussendlech zu engem Avis kënnt, datt eng representativ, fräi a gerecht Wahl muss respektéiert ginn!

Mir fillen eis als ADR erënnert, wa mer esou eng Situations gesinn, un déi, déi mer och hei hinn an der Chamber mat dem Découpage a Circonscriptionen an esou weider, déi schlussendlech och drop erausleeft, datt den demokratesche Wellen hei am Land net vollstänneg respektéiert gëtt. Duerfir och déi Diskussiounen, déi mir hei iwwer eise Wahlsystem am Land hinn. Hei sinn enzel Schwäche vun ähnlecher Natur ze erkennen.

An dann, wann deemoools schonn d'Regierung net dat gemaach huet, wat se hätt misse maachen, nämlech dem Wahlresultat Rechnung droen an duerch légiféréieren, also eis froen, fir ze légiféréieren oder reglementaresch Ännerrunge virzehuelen, firwat soll een dann net elo nach der APESS, och wann et spéit ass, dee Sétz ginn, dee se zegutt huet? Et géif Méiglechkeete ginn.

Mir kéint, wa mer schonn hei d'Gesetz änneren, och d'Gesetz änneren, datt déi Gewerkschaft elo nach hire Sétz kréich. Mir kéint, och reglementaresch, well et am Gesetz virgesinn ass - och wann do vläicht eng Kontradiktioen ass téschent engem Réglement grand-ducal an deenen aneren Article vum Gesetz, mä émmerhin ass et am Gesetz virgesinn -, nach eng Émverdeeling do maachen, wéi d'Gesetz et virgesait, fir nämlech méi Mandater an der Carrière supérieure virzegesinn, well einfach d'Kräfteverhältnis téschent deene verschidde Gruppe sech fundamental geänner huet.

Ech ginn lech e Beispill. 2010 waren an der Carrière supérieure 5.707 Electeuren an an der Kategorie C 7.985. Dobäi hat d'Carrière supérieure dräi Mandater an d'Kategorie C hat der néng. Also eng Différence vun eent op dräi, während némme 2.000 Electeuren Énner-scheid sinn. Et wär also Ursach do, fir dat do ze änneren, elo ze änneren oder scho geänneret ze hinn, amplaz elo ze soen: „Ma mir légiféréieren a mir verdeelen deen drëtte Sétz net.“ Hei sinn einfach Ongläichgewiichter!

Et steet och net an deem Gesetz, an duerfir, Här Minister, froen ech lech et; Wéi sinn dann d'Zuelen 2014? Dir sot, den Écart huet sech nach creuséiert zugonschte vun den Enseignanten. Mä wéi sinn dann déi aktuell Zuelen? A wär déi flagrant Ongerechtekeet schonn an der Verdeelung vun de Mandater net schonn Ursach genuch gewiescht, fir dat do ze redresseieren?

An der proportioneller Rechnung hätt deemoools schonn, deemoools 2010 bei de Wahlen, d'Kategorie A véier Mandater misse kréien, a proportionell wär d'Kategorie C deen Ableck bei fënnef Mandater gewiescht. A Realitéit wort dräi zu néng, wat dése Problem, dee mer elo hinn, zum Deel mat bedéngt.

Ech wéll hei anekdotenhaft och nach soen - mat engem Iwwergang vläicht, fir ze soen, wéi ongerecht déi Mandater verdeelt sinn -, et gëtt eng Kategorie, d'Kategorie F, dat ass déi vun de Ministres du culte catholique, déi hätt normalerweis 0,2 Mandater zegutt. Si huet awer een. Ech kritiséieren dat net. Ech sinn dee Leschten, deen de Ministres du culte catholique dat wéllt ewechhuelen.

Mä et ass interessant, fir ze kucken, wéi de Maître Vogel, d'Etude Vogel hei räsonéiert huet, déi d'CGFP vertrueden huet. An dat schéngt mer interessant, dat virzeliesen, well u sech d'Etude Vogel hei - an dat ass émmer agréabel ze liesen - dach seet, wéi wäertvoll déi Rotschléi vun der kathoulescher... oder vu Katholike sinn: «D'ailleurs, attribuer le mandat strictement d'après un seul critère arithmétique...»

Ech gesinn, meng Zäit ass ofgelaft, Här President, duerfir kierzen ech dat of.

► **M. le Président.**- Dat ass...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Dat ass awer ganz interessant.

► **M. le Président.**- Da brauch ech net aktiv ze ginn.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Dir braucht et net, ech maachen et selver.

Mä op jidde Fall, d'Räsonnement ass eben, d'Représants du culte catholique hätten némme 0,2 Mandater. An d'Etude Vogel seet dozou, dat wär awer keen Argument, well de Représentant vun hinnen «apporte cependant une contribution fort utile et appréciée de préceptes moraux et sociaux». An där Meenung si mir och.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Kartheiser. Dann huet d'Wuert de Fonction-publiques-Minister, den Här Dan Kersch.

(**Interruption**)

<



SÉANCE 33

MERCREDI, 16 JUILLET 2014

Carrière moyenne, Enseignanten, Gemengebeamten, an Employéen neiderdéngs, déi et deemools nach net gi sinn.

En plus seet d'Gesetz, datt keng Verwaltung beim Stat, awer just beim Stat, vun de Fonctionnairen - dat ass just d'Carrière supérieure, d'Carrière inférieure an d'Carrière moyenne, do zielen d'Employéen net derzou an do zielen d'Gemengen net derzou an do zielt och den Enseignement net derzou -, datt a kenger Verwaltung méi wéi zwee Leit däerfte genannt ginn. An dat ass jo hei, wou mer de Problem hunn. Doduerch, datt vun der CGFP zwee Leit aus dem Enseignement an der Catégorie supérieure genannt waren, krut d'APESS do dee Posten dunn dee Moment net.

Ech mengen, all Mënsch ass hei d'accord, fir ze soen, datt dat net gerecht ass an datt een esou net ka virgoen. Well d'Tatsaach, datt d'APESS dee Posten net kritt huet an d'CGFP dee Posten zousätzlech kritt huet, féiert zweemol zu enger Ongerechtegkeit, déi net d'Wahlresultat respektiert. Éischtens ass d'Wahlresultat net respektiert, well d'APESS net vertrueden ass an der Chambre professionnelle, an zweetens ass d'Wahlresultat net respektiert, well eng aner Gewerkschaft ee Sëtz méi kritt wéi deen, deen d'Wieler hir ginn haten.

An eigentlech hätt do scho vill éischter misse reagéiert ginn. Ech wéll drun erënneren, datt an de 70er Joren eng ähnlech Situations war mat der Bréifdréieschgewerkschaft an der Carrière inférieure, d'Bréifdréieschgewerkschaft, déi haaptsächlich bei der Post, wéi hiren Numm et seet, aktiv war an och opgrond vum Wahlresultat émmer een Delegéierten hat, mä déi Gewielten, déi sinn ni drukomm, well vun der Post schonn erém eng Kéier zwee CGFPs-Leit gewielt waren, déi méi Stëmmen hate wéi si.

Dofir ass d'Bréifdréieschgewerkschaft hi-gaangen a si huet eng Astuce gemaach: Si huet émmer aus enger anerer Verwaltung nach ee Kandidat gehat. An och wann dee vun de Bréifdréier dee Leschtgewielte war, ass deen da Member gi vun der Chambre professionnelle - wat och net eng korrekt Wahrnehmung war vum Wielerwëllen an deem Secteur. Also hätt do scho vill éischter misse reagéiert ginn.

Dee Problem huet sech geléist, wéi d'Bréifdréieschgewerkschaft vun der CGFP opgeholl ginn ass. Mä de Problem generell ass awer net geléist.

Elo proposéiert d'Regierung hei eng Léisung, déi menger Meenung no eigentlech keng ass fir den aktuelle Problem! D'Regierung proposéiert, an der Carrière supérieure ze splitten, engersäits fir d'Schoulen, dat heesch, déi Verwaltungen, déi wielen da fir sech, an dann anersäits fir de Rescht vun der Carrière supérieure. D'Schoule wielen der dann zwee an de Rescht vun der Carrière supérieure wielt een. Dat bleift da beim Total vun dräi, mä si wiele getrennt.

Wat trotzdem als Konsequenz huet, datt een, fir eranzekommen an d'Chambre professionnelle, elo méi en héije Prozentsaz brauch bei zwee an deem Grupp wéi virdrun, wou et der dräi waren. Bei engem Nombre électoral konnt ee virdru mat 25% ee kréien, elo brauch een 33% vun de Stëmmen. An ech huelen och un, datt eng Rei Leit drop spekuléieren, datt d'APESS zwar méi wéi 25% hat, mä net méi wéi 33%. Mä dat ass awer reng spekulativ, well dat, wat sech jo ännert, dat ass, datt de Corps och ännert an elo just d'Enseignanté wielen, also d'Proffe wielen, an d'APESS da vlächt op dee Chiffer kënnt.

Mä et féiert awer dozou, datt mer hei an engem Trend dra sinn, wéi dat de leschte Samschdeg am „Land“ stoung, vu d'Férderung vu Majorzsystemer, dat heesch, datt een émmer méi an heiansdo och elo lues a lues émmer muss déi absolut Majoritéit hunn, fir iwverhaapt nach iergendwou gewielt ze ginn.

En plus ass et haaptsächlich keng Léisung fir déi jëtzig Situation. Dat heesch, d'APESS bleift dobausse laut d'r Proposition, déi mer hei stëmmen. An dat ass eppes, deem mir net kënnen zoustëmmen. Dat ass eng Pseudoléisung fir e Problem, dee konkret a reell ass an hei net konkret an net reell geléist gëtt!

Ech wollt och dozou nach zwee Wieder soen. Dat Éischt, dat ass, wann een un d'Chifferen, un de Proporz ännere geet, da muss een awer d'Gesamtzel an d'Lucht setzen, well awer d'Gesamtzel sech geännert huet, well soss stroof een erém eng Kéier a Kategorié Leit, wou dann och Gewerkschaften, déi elo gewielt ginn, net méi kënnen gewielt ginn, well se dann am Proporz net méi kënnen drukommen.

An dee leschte Saz ass deen, datt mer eis souwéisou musse Froe stellen iwverhaapt iwwert d'demokratesch Gepflogenheiten an

der Fonction publique. Déi Regierung virdrun, déi hat emol eng gutt Initiativ geholl. Dat war déi, fir ze soen, mir féieren emol demokratesch Personalvertriederwahlen a beim Stat, wou all Statsbeamte seng Delegéiert selwer ka wielen a wou dat net iwwer Associatiounen an esou weider leeft. Si huet dat awer an engem Kompromiss, dee se am Kader vum Gehälteraccord mat der CGFP geschloss huet, erém ofginn.

An ech stelle mer d'Fro, ob demokratesch Personalvertrieder bei de Wahlen - iwwerhaapt e bësse méi Demokratie! - net eng Noutwendegkeet wieren an och eigentlech opgrond vun den OITs-Konventionen virgeschrifwe wieren. An ech mengen, et géif Zäit ginn, datt mer e Schract an déi Richtung géife maachen an net an déi émgedréite Richtung.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Turpel. An elo huet d'Wuert de Fonction-publiques-Minister, den Här Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.**- Merci, Här President. Ech wéilt vlächt ufänke mat engem grousse Merci un de Rapporteur an un d'Kommissioune fir deen exzellente Rapport, dee mer hei héieren hunn.

Ech mengen, ech gehéieren net zu deene Leit, déi nach eng Kéier dat widderhuelen, wat Der elo grad hei vum Rapporteur en large duergeluecht kritt hutt. Ech mengen, en huet wierklich ganz genau d'Situatioun beschriwwen an och virun allem beschriwwen, firwat dass d'Regierung hei an der Situations war, dass huet misse gehandelt ginn.

Ech deelen, an dat wéll ech hei ganz kloer soen, d'Aschätzung vum Här Meyers. Ech mengen, dass dat Uerteel, mat deem mer eis hei müssen ausenanersetzen, eng ganz Rei vun anere Problemer opwérpt. En huet eng vun de Léisungspisten hei initiéiert. Dat ass déi, fir eng Kéier ganz seriö diwwer ze diskutéieren, ob een net eng Cour de cassation bei der Cour administrative bräicht. Ech sinn der Meenung, dass dat eng vun deenen Iddien ass, déi ee misst weiderverfollegen, och opgrond vun der Problematik, déi mer hei duergeluecht kritt hunn.

Den Här Gusty Graas huet gesot, mir missten de Reflexiounsprozess weiderféieren. Ech deelen déi Aschätzung. Och vlächt als Reaktioun op dat, wat den Här Turpel elo zum Schluss gesot huet: Mat deem heite Gesetz sinn net allegueren d'Diskussiounen iwwert de Funktionement vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics an och net vun deenen anere Beruffschamberen eriwwer. Dat ass ganz richtig. An deen Usproch hate mer hei och guer net.

Mir haten - an dat wéll ech awer zum Zäitpunkt soen, wéini dass dës Regierung reagéiert huet - eng Situationsvirfonnt, déi een u sech ka beschreiwen als e Knuet, deen een huet musse liesen. An ech mengen, dass déi Léisung, déi mer hei fonnt hunn, engersäits gewisen huet, dass dës Regierung gewéllt ass, déi demokratesch Wahlresultater och unzéerkennen, an anersäits awer och gewéllt ass, ze léigéréieren, wann duerch iergendwelch widerspréchlech Aussoen an deenen eenzelne Gesetzestexter déi demokratesch Wahlprozedur riskéiert, net agehalen ze ginn. Dat ass dat, wat mer mat désem Gesetz maachen an och mat deene Reglementer, déi nokommen, déi mer och nach müssen deementspriechend upassen.

Ech wéilt just nach eppes soen iwwert d'Zuel vun deenen eenzelne Carrières, déi an der Chamber vertrueden sinn. Ech mengen net, dass d'Zuel vun deene Leit, déi an deenen eenzelne Carrière schaffen, deen eenzege Kritär ass, deen iwwert d'Zuel vu Leit ka bestëmmen, déi herno an der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics dra sinn.

Den Här Turpel huet schonn ee Grond ginn, firwat dass dat net kann de Fall sinn, mä ech kann lech awer och nach een anere soen: Wa mer dat géife maachen, da géif dat dozou féieren, dass d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics lues a lues géif zu enger Chambre de l'Enseignement mutéieren. An ech mengen, dass dat weder am Intérêt vum Enseignement wär nach am Intérêt vun der gesamte Fonction publique. A virun allem déi Leit aus dem Enseignement halen drop, dass si ee Bestanddeel, ee feste Bestanddeel vun der Fonction publique sinn a bleiwen. An dofir mengen ech net, dass et richteg wär, émmer némminen als eenzege Kritär d'Zuel vun deenen eenzelne Beamten an deenen eenzelne Verwaltungen ze kucken, fir dann d'Représentation an der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics ze bestëmmen.

Dat gesot, nach eng Kéier villmoos Merci fir d'Mataarbechter an der Kommission, an echhoffen, dass dëse Gesetzesprojet op eng grouss Zoustëmmung an der Chamber kann treffen. Merci.

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Minister. A mir géifen...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President!

► **M. le Président.**- Jo?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ech wollt just dem Här Minister nach eng kuerz Fro stellen.

► **M. le Président.**- Wann den Här Minister dermat d'accord ass,...

(Interruption)

...respektiv, wann Dir Parole après ministre frot.

(Interruption)

Neen, eng Fro a Parole après ministre sinn zwou verschidde Saachen.

► **M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.**- Ech sinn émmer op fir År Froen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Majo, villmoos Merci. Ech hu just gesinn, Här Minister, Dir hutt jo selwer an deem Projet de loi gesot, Dir géift déi Zuele kennen, elo 2014, an Dir hutt jo déi Evolutionen verfollegt. An ech wollt ebe just nach eng Kéier nofroen, fir déi aktuell Zuele gewuer ze ginn. Quite datt Dir vlächt aner Konklusiounen aus deenen Zuelen zitt, wéi ech se géif zéien, mä vu datt Der déi Zuele kennt a se awer net an de Projet de loi geschriwwen hutt, wär et awer interessant, fir ze gesinn, wéi déi effektiv Verhältnisser am Ableck sinn.

Villmoos Merci.

► **M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.**- Menge leschten Informatiounen no hu mer 3.200 Leit, déi am Enseignement schaffen an der Carrière supérieure.

► **M. le Président.**- Merci. Domat si mer um Enn vun eiser Diskussion a mir géifen dann iwwert de Projet de loi 6703 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6703 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6703 ass mat 55 Jo-Stëmmen, géint 5 Nee-Stëmmen ugeholle.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly KAES, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Joséë Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann zu dem leschte Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass den Ofännerungs-virschlag vun eisem Chambersreglement, an et geet do èm den Deontologiescode fir d'Députéiert. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Alex Bodry.

10. 6691 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés portant introduction d'un Code de conduite des députés

luxembourgeois en matière d'intérêts financiers et de conflits d'intérêts

Rapport de la Commission du Règlement

► **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat déser Ofännerung vun eisem Chambersreglement begi mer eis, wéi vill aner Parlamente och, op de Wee, fir en zesummenhängenden Text ze ginn, wou d'Verhalensregele festgeluecht gi fir d'Députéiert, wéi se hir Fonctioun sollen ausféieren.

Dat ass Neiland fir d'Lëtzebuerger Chamber, well mer bis elo an eisem Reglement némme verschidde eenzel Bestëmmungen haten, notammt d'Deklaratioun, déi d'Députéiert ofginn. Mä fir de Rescht feelt et eigentlech un engem zesummenhängenden Text. Dee gi mer eis heimadder. Mir maachen dat net à la valvite, mä nodeems mer eis intensiv mat däer Problematik do befaast hunn.

Ausléiser fir deen neien Effort, fir sech esou e Verhalenskodex ze ginn, war eng Resolutioun, déi, mengen ech, eestëmmeg vun der Chamber ugeholle gi war den 13. Oktober 2011 am Zesummenhang mat der sougenannter Affär Léiweng/Wickreng, wou gefrot gi war vun der Chamber, dass fir d'Députéiert, fir d'Ministren, mä awer och op lokalem Plang, fir déi lokal Responsabel, fir d'Fonctionnaire solle Verhalensregelen, deontologesch Verhalensregele festgeluecht ginn.

Et ass normal, dass e Parlament sech selwer déi Regele gëtt. Et ass net un der Regierung, fir dem Parlament esou ethesch Regelen ze ginn, mä dat kann némme d'Parlament selwer maachen. Dat maache mer haut iwwert déi Ofännerung vun eisem eegene Chambersreglement, wat jo op der Grondlag vun der Verfassung gefoll gëtt an domadder och e staarken Effet eigentlech huet.

D'Viraarbechte vun deem heiten Text ginn eigentlech op d'Enn vum Joer 2011, 2012 zreck, wou mer deemoos an der Institutionskommissioun versicht hunn, eis schlauzemachen, wat dee beschte Wee wär, deen mer sollte goen. An nodeems mer sämtlech auslännesch Texter gekuckt hu vun eisen Nopeschlänner an deenen eenzelne Parlamente, hu mer schlussendlech, an dat war, géif ech souguer soen, Eestëmmegkeet sengerzäit, d'Optioun gefoll, eis ze orientéieren un dem Text, dee fir d'Euro-paparlamentarier gëllt. Aus zwou Iwwerleeven-gen: éischtens well et e relativ rezenten Deontologiestext war, dee sech e Parlament ginn hat, an zweetens och doduerjer, well de Prinzip da respektiert gëtt, dass Lëtzebuerger Parlamentarier, ob se am Europaparlament sinn oder ob se Member vun déser Chamber sinn, deeneselwechte Regelen énnertworfen sinn.

Mir hunn dat diskutéiert an engem internen Aarbeitsgrupp, deen d'Kommissioun agesat hat, deen zesummegeeset war aus den Häre Meyers, Braz a Bodry an der Madame Polfer. A mir hu sengerzäit ufanks Mäerz 2013 en Text provisoires festgehale gehat, deen och éffentlech virgestallt ginn ass, an et sollt ofgewaart gi bis zu däer Bewäertung vum GRECO, dat heesch also vun deem Zesummeschloss vun de State vum Conseil de l'Europe, déi sech verschwuer hunn dem Kampf géint d'Korruption, bis de GRECO also eng Bewäertungsmissioun fir Lëtzebuerg ofgeschloss hätt, wou an dësem Bewäertungszyklus vun 2013 grad déi Fro vun der Korruption vun de Parlamentarier a vun de Magistraten den Haaptpunkt war.

De GRECO huet am Juni 2013 seng Aarbechten ofgeschloss. Entre-temps ass och dee Rapport iwwer Lëtzebuerg public. An am Februar dëst Joer hu mer d'Aarbechten dann erém opgeholl an der Institutionskommissioun. An déi Aarbechte si weidergerecht ginn un d'Reglementsmissioun, an Dir hutt also elo e Rapport virleie respektiv och zénter gëschter oder de Moien nach e Rapport complémentaire.

D'Ausrichtung bleibt, dass mer eng Rei vu Regelen androen an eist Reglement vun der Chamber, déi sech also op sämtlech Députéiert applizéieren a wou mer Neiland fir Lëtze



ass et awer och gutt, fir Texter ze hunn, op déi ee sech kann definitiv beruffen.

Ech wéll och soen, dass mer jo och net ouni gesetzlech Bestémunge sinn. Dat, wat mer eis hei ginn, dat sinn ethesch Regelen, dat si Verhalensregelen, déi mer eis selwer eigentlech als Parlamentarier operleeén, déi awer náischt mam Strofrecht ze dinn hunn. D'Strofrecht fonctionnéiert niewent deem heiten Text, fonctionnéiert schonn haut och. A wa mer eis déi Regelen net géife ginn, ass selbstverständlech en Députéierten, deen iwwert d'rout Linnen tréppelt, och strofrechteleche Verfollegungen ausgesat an dee muss d'Konsequenze fir sain ondelikat Verhale selbstverständlich droen.

Ech wéilt nach eng Kéier erënneren un all déi Texter, déi mer do an eisem juristeschen Arsenal hunn. Dat sinn hauptsächlich d'Artikelen 215 bis 249 vum Code pénal, wou et ém Korruption geet, aktiv a passiv Korruption, wou et ém Trafic d'influence geet, wou et ém d'prise illégale d'intérêts geet. Alles dat si Punkten, déi mer zénter 2001 hei zu Lëtzeburg nei geregt hunn an déi sech och spezifesch op politesch Mandatsträger applizéieren, also och op d'Députéiert, an déi selbstverständlich och haut scho kennen Uwendung fannen.

Hei kommen, iwwert dee Verhalenskodex, zousätzlech deontologesch Regelen derbäi, déi net strofrechtelech gehandet ginn, wann et zu Verstéiss kënn, mä déi disziplinaresch kenne sanktionéiert ginn iwwert déi Sanktiounen, déi mer spezifesch och hei an deem heiten Text agebaut hunn.

Dat fir den Iwwerbléck vun där ganzer Situations ze ginn. A selbstverständlich gëllt och fir d'Chamber den Artikel 23 vum Code d'instruction criminelle, dee jo seet, dass, wann ee Kenntnis kritt vu Faiten, déi kéint e Crime oder en Delikt duerstellen, dann ass ee gehalen, dat dem zoustännege Procureur ze mellen. Dat gëllt natierlech och fir d'Chamber. Wann d'Chamber hei Kenntnis kritt vun esou engem Feelverhalen, dat kéint e Strofvergehen duerstellen, dann ass och d'Chamber als Institution gehalen, dat un de Parquet ze mellen. Dat gëtt ausdrécklech nach eng Kéier an eisem Code de déontologie - déi Regel do - och widerholl, mä déi spilt eigentlech och schonn haut opgrond vun eisem Code d'instruction criminelle.

Also, dësen Text ass u sech kee Gesetz, mä et ass awer méi wéi eng einfach Absichtserklärung. Et ass e Regelwerk, wat mer eis ginn, mat enger Rei vun och Prinzipien, un déi mer eis ze halen hunn, wéi mer eis Missiounen sollen ausfüllen, mat enger Rei vun Interdiktionsen, déi och an Zukunft hei ze gëllen hunn. An deen, dee sech net drun hält, dee setzt sech hei disziplinaresche Sanktiounen duerch d'Chamber aus.

Wat ass elo an deem Verhalenskodex virgesinn?

Ech hu gesot, allgemeng Prinzipien, wat d'Ausübung vum Députéiertemandat ugeet, déi iwwert den Artikel 50 vun der Verfassung erausginn, dee jo seet, dass d'Chamber d'Land representéiert, an deen och seet, dass u sech en Députéierte muss am allgemengen Intérêt, am Interessi vum Land handelen, also ipso facto net däerf reng a sengem perséinlechen Intérêt handelen.

Wat dee Prinzip am Konkreten heescht, dat versiche mer iwwert deen heite Verhalenskodex dann och am Detail émzesetzen: Den Députéierte muss mat Intégritéit, Eierlechkeet an Transparenz seng Aarbechten a seng Missiounen hei maachen. An e muss ganz kloer allgemengen Interessen de Virrang gi viru perséinlechen, privaten Interessen, déi e kann hunn.

Nei ass d'Notioun vum Interessekonflikt. Interessekonflikt besteet dann, wann u sech e perséinlechen Intérêt vun engem Députéierten an Oppositioun steet zum allgemengen Intérêt, deen en ze vertrieben huet. Esou Situations kann et ginn, well d'Députéiert och e professio nell Liewen hunn, u sech eng Vergaangeneheit hunn, an do kënnen sech, zumindest virtuell, Interessekonflikter stellen. Mir versichen eis hei Regelen ze ginn, wéi een da mat esou enger Situations émgeet.

D'Grondregel ass, dass dat émmer eng Eegerantwortung ass vum Députéierten, wéi en domadder émgeet. Hien huet jo als Eenzegen all Elementer, fir kënnen anzeschätzen, wéi konfliktuell déi dote Situations ass. En anre kann dat net a senger Plaz maachen. Et ass also un him, fir d'Initiativ ze huelen. A wann e mengt, e wär an esou enger Situation an e kéint net dorauser erauskommen oder e wéiss net, wéi e soll mat där Situations do émgoen, dann huet e sech un de President vun der Chamber ze wenne respektiv un en neit Gremium ze wennen.

Dat ass e konsultatiivt Gremium, dat ass dee Comité consultatif fir de Code de conduite vun den Députéierten, deen natierlech onofhängeg ass, deen aus dräi Leit zesummegesat ass, vun deenen een ee soll sinn, deen Deontolog ass, en aneren, deen u sech Jurist ass, an eng drëtt Persoun, déi eigentlech soll d'Chamber vu banne kennen. Dat kéint also e fréieren Députéierte sinn.

Mir hunn awer ausdrécklech do net d'Optioun vum Europaparlament zréckbehalten, wou et bei hinnen Europaparlamentarier selwer sinn, déi iwwer aner Europaparlamentarier befannen. Mir hu gemengt, dass dat kee gudde System wär an dass een, wann ee wéllt wierlech e System hunn, dee sech och, mengen ech, vu baussen als neutral presentéiert, da sollt op eng extern zsummegesate Kommissionen zréckgräifen, fir hei den Députéierten ze begleede bei sengem Verhalen, déi gläichzäiteg awer och natierlech herno eng Roll ze spille huet. Wann et sollt zu engem Disziplinarverfahren kommen am Kader vum Chambersreglement, ass u sech och dee Comité virgestallt, fir en Avis ze ginn iwwert déi Situations, déi eventuell dann e Verstouss zu deem heite Kodex kéint duerstellen.

Nei an deem Ganzen ass och, an dat hu mer gemaach opgrond vun deene Remarquen, déi de GRECO gemaach huet - do hu mer eng Rei vu Modifikatiounen nach um éische Virprojekt virgeholl -, de Lobbying. De Lobbying ass eppes, wat ee kaum erémfénnt bei eis am Chambersreglement. Et gëtt ee Moment ugeschwatt an de Kommissiouensaarbechten: Wa Leit vu bausse kommen, muss dat u sech autoriséiert ginn. Mä mir hunn also gemengt, dass do eng Lacune sécherlech besteet an eisem aktuellen Text.

A wann och bei eis de Lobbying sécherlech zu Lëtzeburg am Parlament aner Ausmoossen huet, sech an enger ander Form mécht, wéi dat a grousse Parlamenteer wéi dem Europaparlament oder vun anere Länner de Fall ass, mengen ech dach, dass et déi Situations gëtt. A mir hu versicht, eis hei eng Regel ze ginn, fir hauptsächlich Transparenz an dee ganze System eranzebréngéen.

Et ass a priori náischt Verwerfleches, wann Interessegroupen - dat ka jo ganz vill sinn, do geet et net némme ém d'grouss Wirtschaft, do geet et och ém d'Gewerkschaften, et geet ém d'Associations professionnelles, et geet also ém all Gruppement, dee gewëssen Intérêten, sektoriel Intérêten ze vertrieben huet -, wann déi a Kontakt triede mat Députéierten, do ass eigentlech náischt Verwerfleches derbäi. Déi bréngé jo och en Know-how an eng Informatioun mat eran, déi ee brauch.

Par contre, wann déi natierlech déi dote Kontakter mëssbrauchen, fir eleng an hirem Intérêt eng gewëssen Orientéierung an Texter, Gesetzestexter eranzekréien - well dat ass d'Haaptaufgab vun déser Chamber, Gesetzessteller ze diskutéieren an ze stëmmen -, dann ass dat eng aner Saach. An da muss een do e Rigel virschuppen an da muss ee sech eng Rei vu Virsichtsmoosname ginn, déi mer hei probéiert hunn anzebauen.

De Prinzip ass, dass, wann déi Interessegroupen invitétiert ginn, dat dann offiziell geschitt. Wa se wëlle Kontakt ophuele mat de Fraktiouen, mat eenzelnen Députéierten, huet dat ausserhalb vum Chambersgebai ze geschéien.

A wann en Députéierten an deem Kontext oder an engem anere wierlech abordéiert ginn ass vun enger drëtter Persoun, déi sech als Interessevertrieder ze erkenne ginn huet, fir Afloss ze huelen op en Text, dann ass den Députéierten an Zukunft gehalen, dat an der Kommissiouen ze mellen. Den Députéierten huet dat ze mellen. Da gëtt dat aktéiert am Protokoll respektiv kann dat souguer am Rapport dann aktéiert ginn. Och dat muss náischt Béises sinn, wat do geschitt. Mä et geet einfach drëms, fir Transparenz eranzebréngéen.

A wann Aflëss sinn op Aarbechten, da soll een dat no bausse weisen, dass en Afloss war. Dat heescht net, dass net och kënnen gutt Argumenter vu bausse geliwwert ginn, mä da weess awer jiddwereen, wéi d'Situatioun war. Et gëtt náischt méi verstoppé. Dat ass d'Grondphilosophie eigentlech vun där doter Regel, wat de Lobbying ugeet.

Dann d'Kaddoe. Fir d'Kaddoe gëllt d'Regel, dass déi am Prinzip verbueden sinn. Datselwecht gëllt u sech fir d'Iwwerhuele vu Rees- an Openthaltskäschte vun Drëtten. Verbueden si se natierlech, wann et Kaddoe sinn, déi sech un en Députéierte riichten als Députéierten. Ech mengen, déi privat, familiär Kaddoe däerf selbstverständlich och en Députéierten, wéi all Stierflechen, nach hunn. Ech gesinn hei, ville Leit fält hei e Stee vum Härz.

Hilarité

Dat ass selbstverständlich.

Och do ginn d'Cadeaux de courtoisie toleréiert bis zu enger Valeur vun 150 Euro. Doriwwer eraus ass et absolut verbueden. Eng aner Rege-

lung gëllt natierlech a béide Fäll, wann et sech ém offiziell Kaddoe respektiv ém Déplacement handelt, déi en offizielle Charakter hunn. Do sinn da verschidden Exceptionen hei am Text virgesinn.

E lescht Wuert wéll ech nach zu de Sanktiounen soen. D'Sanktiounen hu mer ausgebaut. Do waren der net vill virgesinn an eisem Chambersreglement, well d'Reglement vun der Chamber eigentlech opgebaut ass op Uerdningsstrofen. Wann ee sech hei - wat emol heiansdo virkënnt, net oft - derniewentbehélt, da kann de President do gewëssen..., e Blâme haapsächlich ausschwätzten.

(Interruptions)

Mir hunn also dat Arsenal vu Strofen, Disziplinarstrofen, étofféiert, eng liicht Strof agefouert, dat ass den Avertissement, an dann u sech nach eng Kéier aner Strofen, notamment fir gewëssen Fonctionen auszéüben, fir Kommissiounsmember ze sinn, fir do zäitlech kënnen eng Begrenzung anzeféieren.

Wat nei ass, net vum Prinzip hier, mä an der Envergure, dat ass déi Déclaration d'intérêts financiers, déi en Députéierten elo muss ausfüllen, déi och schonn intern fir vill Diskussiouen hei am Haus gesuergt huet, déi och net wäerte mat deem Vote hei eriwwer sinn, mä wou also elo an Zukunft u sech och, dat ass nei, éischte déi Léscht vun deem, wat ee muss deklaréieren, méi grouss ass, zweetens een allerdéngs och eng Indikatioun muss ginn, wéi vill Revenu een aus deenen eenzelnen Aktivitéiten Derauszt.

Zwar net de prezise Chiffer - mä keen ass verhennert, dee prezise Chiffer unzeginn -, mä am Prinzip soll een dat bei „Catégories“ uginn, wou mer da véier verschidde Kategorien uginn hunn, wou een also muss eng Indikatioun ginn, wéi grouss eigentlech dee Revenu ass, deen een aus eenzelnen Aktivitéiten, nieft där vum Députéierten, dann och hei eranzitt.

Do gi mer also vill méi wäit. Dat Ganzt ass selbstverständlich och public. Et ass émmer eréim de Prinzip vun der Transparenz, dee mer probéieren, an dee ganze System hei eranzebréngéen.

Voilà, dat ass dat, wat ech wollt soen. Zum Schluss vläicht, ech mengen, et huet ee festgestallt, och an den Diskussiouen, déi ee féiert: Deenen enge geet deen heiten Text vläicht schonn e bëssen ze wäit, anere geet en net wäit genuch. Dat hei war awer deen Text, vun deem mer gemengt hunn, dass mer e relativ breede Konsens kéint drop opbauen.

Et ass sécherlech net der Weisheit letzter Schluss. Mir wäerte sécherlech müssen nach Adaptatiounen maachen, wa mer gesinn, wéi an der Praxis deen heiten Text sech wäert émsetze loassen. Mir kréien och Enn des Joers, ufanks nächst Joer wahrscheinlech eréim eng Kéier eng Reaktioun vum GRECO, well hien eis u sech 18 Méint Zäit ginn hat, fir kënnen ze reagéieren. An da muss een nach eng Kéier déi Diskussiouen onopgereelegt, fréisch féieren.

Fir een, dee sech als ganz jonken Députéierten emol scho fréi, vläicht ze fréi, fir déi gliessen Députéiert agesat hat, ass et eng gewëssen Satisfaktioun, dass mer eis wierlech en éischte zusammenhängend Regelwierk ginn an deem heiten. An ech géif och, wéi gesot, den Accord vu menger Fraktiouen zu deem heiten Text mat abréngéen.

Ech wéll zum Schluss, Här President, just nach eppes virlesen, well jo awer och eenzel Leit deen heiten Text kritiséieren. Deen ass sécherlech och net perfekt op eenzelne Punkten, ass awer, mengen ech, als éischte Versuch sécherlech valabel.

Fir ze soen, dass awer déi Leit, déi eis bewäert hunn, déi et also vu bausse gekuckt hunn, déi den éischte Projet virleien haten - a mir hinn deen eigentlech nach ausgeweit, mir sinn am Fong nach méi wäit gaangen, wéi mer ganz am Ùfank wollte goen, opgrond vun deene Remarquen, déi de GRECO gemaach huet -, dass déi u sech awer eng positiv Aschätzung vun eisem éischte Projet vun engem Code de déontologie haten, wollt ech dat just zitéieren aus dem Rapport GRECO vum Juni 2013. Et ass de Punkt 29:

«Ce code, une fois qu'il sera adopté, comblera des lacunes importantes non seulement en matière de règles de conduite générale visant à prévenir la corruption, mais aussi sur la gestion des cadeaux et des conflits d'intérêts, avec notamment la mise en place d'un dispositif de supervision et de conseil. L'équipe d'évaluation ne peut qu'encourager l'adoption finale de ce texte.»

Merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Rapporteur, deen duerch groussen Engagement, mengen ech, och deen heite Projet à bon port bruecht

hue, zesumme mat senge Kolleegen aus de Kommissiouen. An da géif ech direkt engem vun hinnen, dem Här Paul-Henri Meyers, d'Wuert ginn.

Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV).**- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech mer Iwwerleunge gemaach hunn, hunn ech eigentlech déiselwecht Iwwerleunge gemaach wéi de Rapporteur. Ech ka mer dofir eng ganz Rei vun Appréciationen iwwert deen Text hei erspueren. An ech soen och dem Rapporteur villmools Merci fir déi Aarbecht, déi e mat der Kommissiouen zesumme geleescht huet, an och fir déi Gedold, déi en opbruecht huet, besonnesch an deene leschte Méint, fir en ausgeglachen, vun allen akzeptéierten Text och ze fannen.

De Rapporteur huet et scho gesot, dass den Ausléiser déi Resolutionen vun der Chamber war vum 13. Oktober 2011, déi eigentlech vill méi wäit gaangen ass wéi dat, wat mer haut maachen. Well déi Resolutionen huet vun der Chamber gefrot, e Code de déontologie auszeschaffen net némme fir d'Députéiert, mä och fir d'Membere vun der Regierung, fir d'Gemengepolitiker a fir d'effentlech Beamten.

D'Institutionskommissiouen, déi mat däi Aufgab chargéiert ginn ass, huet och direkt duerno fir Aarbecht opgeholl a si huet eigentlech ganz am Ùfank dräi Entscheidunge getraff, wou de Rapporteur och schonn drop agaangéen ass.

Dat ass fir d'Éischt emol: Si huet eng ausféierlech Dokumentatioun zesummegestallt iwwert d'Codes de déontologie vun de Länner aus der Europäischer Union, wou och eis Nopeschlänner, d'Belsch, Frankräich an Däitschland, derbäi waren, an natierlech och de Code de conduite vum Europaparlament. Déi Dokumentatioun ass de Membere vun der Institutionskommissiouen, awer och deenen eenzelnen an der Chamber vertruedene Parteien zugeschallt ginn.

Eng zweet Décisioun war et, fir e Questionnaire auszeschaffen. Dee Questionnaire ass och ausgeschafft ginn, en ass approuvéiert ginn am Januar 2012. En ass de Membere vun der Institutionskommissiouen an och de Parteien zugeschallt ginn. Dee Questionnaire war vläicht ze perfekt. Dee war ausgeschafft gi vun der Sekretärin vun der Kommissiouen, déi ech a mengem Merci och hei wéit mat aschleissen. Mir hunn do bei de Parteie missen nohaken, fir dann eenegermoosseen Antwerten ze kréien, fir ze wéssen, a wéi eng Richtung dass d'Kommissiouen fir Aarbechte sollt entwickelen.

An dann huet awer d'Kommissiouen eng drëtt Décisioun geholl, dat ass déi, fir d'Membere vun der Régierung ze héieren an ze kucken, wéi si sech dozou géife stellen, well dee Code jo och d'Regierungsmembere sollt aschleissen. Mir waren eis bewosst, dass, wa mer ee Code géife maache fir déi ganz Fonction publique, dass dat net géif duergoe mat engem Reglement, mä dass een da misst e Gesetz maachen, wat natierlech dann iwwergräifend all Institutionen, a vläicht net némme déi, déi énumériert waren an der Resolution, émfaasst hätt. Do war nämlech och da Rieds vun aneren Institutionen, notamment vum Conseil d'Etat.

D'Regierung huet eis matgedeelt, dass si un hirer eegene Code de déontologie géif schaffen an dass dee kuerzfristig kéint fäerde gestallt ginn. Ech maachen och drop opmierksam, dass déi al Regierung schonn fir Aarbechten ofgeschlossen hat an dass dee Code, deen ausgeschafft ginn ass vun der viregter Regierung, och éinner Form vun engem Arrêté ministériel am Februar vun désem Joer am Mémorial publizéiert ginn ass.

D'Regierung huet eis och drop opmierksam gemacht, dass si wéit fir d'effentlech Beamten en eegenen Text maachen, dee gegebenenfalls aneschters misst ausgesi wéi dee fir d'Politiker. A mir hunn och e Code a Form vun engem Réglement grand-ducal virgeluecht kritt, deen an de groussen Zich - an eiser Meenung no net ausräichend genuch - déi Regele vun engem Code de conduite fir d'Beamte festgehalen huet.

Dat huet dozou gefouert, dass d'Kommissiouen dorophin déi Orientéierung vun der Resolution e wéineg geännert huet a selwer némme de Code de déontologie vun der Chamber ausgeschafft huet an net méi op engem méi allgemenge Code fir d'effentlech Fonction am Allgemenge geschafft huet. Dat huet eis Aarbecht erluchtet, well mer, nodeem mer och déi Dokumentatiounen, déi mer k



SÉANCE 33

MERCREDI, 16 JUILLET 2014

conduite vum Europaparlament e relativ iwwersichtlechen, einfache Code ass mat wéi-neg Artikelen, nämnen néng Artikelen. Wat alldéngs de GRECO, wéi mer eisen Text presentiert hunn, e bësse beantast huet: mir géifen émmer e bësselchen einfach hei räsonierer. Mä wann een et kompliziéiert mécht, gëtt et net méi einfach. Dofir hu mer gemengt, et sollt een et einfach halen an dofir huet de Code de déontologie vum Europaparlament eis als eng gutt Virlag gedéngt.

Ech muss och soen, dass d'Definitiouen iwwert den Interessekonflikt, esou wéi et am Code vum Europaparlament drasteet, wéi do den Interessekonflikt definéiert ass, déi bescht war. Well déi aner Texter, déi mer gekuckt hunn, ware relativ kompliziéiert, an et huet ee sech à la fin du compte gefrot: Wat ass dann en Interessekonflikt?

Wann een den Text vum Europaparlament liest, da gesäit een, dass dat eng einfach Definitiouen ass, well se engersäits eng Kéier positiv an eng Kéier negativ definéiert gëtt a well se och seet, dass an deene Froen, wou Décisione geholl ginn, wou ganz vill Leit drënnernafalen, wann d'Députéiert déi stëmmten, keen Interessekonflikt do ass, well dat jo am Intérêt général ass an net am Intérêt vun den Députéierten, och wa se vun esou enger Regelung profitéiere kënnen.

Dann, mengen ech, ass et och esou, dass do-duerch, dass dat eng einfach Virlag war, och méi séier konnt geschafft ginn an dass mer an e puer Méint en eischen Text, en eische Projet vun eisem Code de déontologie konnte virleeën.

Ee wichtige Facteur bei der Ausaarbechtung, huet de Rapporteur och scho gesot, war den Avis, wann ech esou ka soen, oder d'Meuning vum Groupe d'Etats contre la corruption vum Conseil de l'Europe, dem GRECO. De GRECO hat sech virgeholl, fir eenzel Länner, énner anrem och Lëtzebuerg, ze examinéieren. An en huet gefrot, fir mat der Chamber, mat der Institutiounskommissiouen zesummenzekommen. Dat war virgesi fir déi eischte Woch am Oktober 2012.

Mir hunn dofir gläich am Ufank vum Joer drop higeschafft, fir de Code als Projet virleien ze hunn, fir och dem GRECO deen Text kënnen ze iwwerreechen. An ech mengen, dat war eng gutt Approche, well dee GRECO jo och gesinn huet, dass mer géife seriö dru schaffen, a well en och gesinn huet, a wéi eng Richtung dass mer géife goen, esou dass déi fénnef Recommandatiounen, déi e gemaach huet, eigentlech an där grousser Zuel och konden agehale ginn.

Et war contrairement zu dem Rapport, dee gemaach ginn ass iwwert d'Parteiefinanzierung, e moderierte Rapport, dee mer och konnten zum groussen Deel unhuelen. An ech mengen, mir kënnen dervun ausgoen, dass bei der Evaluatioun, déi de GRECO um Enn vun dësem Joer wäert maachen, de Code, esou wéi en elo virläit, och an hiren Aen eng gewësse Genugtuung wäert fannen.

Mir hunn nämlech, dat kann een och soen, vun deene Recommandatiounen se quasiment alleger ugehol, bis op eng, déi sech mat der Veröffentlichung vun dem Patrimoine, awer och vun de Scholde vun dem Députéierten a senge Familljemberen ofgëtt.

An ech mengen, mir hunn och, jo, mir hunn och valabel Grénn gehat, fir dat net ze akzeptéieren. Well hei touchéiere mer net nämmen de ganze Privatberäich vun dem Députéierten, mä och vu senge Familljemberen. An et hätt ee sech missen d'Fro stellen, ob hei net och elementar - elementar! - Rechter, wéi se an internationale Konventionen an och an der Verfassung iwwert d'Privatliewen an de Schutz vum Privatliewe stinn, violéiert wäre ginn. Wa mer gesinn, wat elo eenzel Arrêtée vum Europäische Gericht bréngen, mengen ech, war dat do eng Décisioun, déi richteg war.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen net brauchen op déi eenzel Dispositiounen méi anzegoen. Ech géif just mengen, wat de Conflit d'intérêts ugeet, wou sech vili Situationskéinne stellen, do, mengen ech, muss een am Laf vun der Zäit gesinn, wat fir Fall dass sech presentéieren. An da muss ee kucken, fir dee Comité consultatif ze befaassen, fir dass mer och an där doter Fro, wann ech esou ka soen, eng gewësse Jurisprudenz oder Beispiller kréien, no deene mer eis kënnen orientéieren.

Dann eng Fro, déi émmer erém gestallt gëtt, dat ass déi: Kénnen dann - an där sinn der jo vill hei an deem Gremium - Buergermeeschteren u Sitzungen deelhuelen, wou et iwwer hir Gemeng geet, zum Beispill bei der Fusioun? An och fir Rapporteur ze ginn? Ech mengen, do ass kee Problem. Well do geet et net ém de Privatintérêt, esou wéi en definéiert gëtt, mä et geet ém den allgemengen Intérêt entweder vum Stat oder vun der Gemeng.

Do gesinn ech kee Problem, dass en Députéierten un deene Sitzungen deelhëlt, well e kritt jo kee perséinlechen Avantage do derbäi. Or, hei geet et ém de perséinlechen Avantage. A

moins dass an engem Text géif stoen, de Buergermeeschter hätt nach en extrae Privileeg. Dat wär natierlech eng aner Fro. Bis elo hunn ech keen esou en Text gesinn. Dofir, mengen ech, kann een déi Fro ganz kloer beantwerten, dass de Buergermeeschter un deene Sitzungen, un deenen Débâte kann deelhuelen an dass och náisch dergéint schwätz, fir dass hie Rapporteur vun esou engem Projet ka ginn.

Bei de Kaddoe si mer der Recommandatioun vum GRECO suivéiert, fir ze soen, am Prinzip si se net erlaabt. Ech géif och mengen - de Bureau kritt zwar d'Méglechkeeten, fir dat ze preziséieren -, et sollt ee bei där allgemenger Décision bleiwen an net ze vill Ausnahmebestëmmungen do virgesinn, fir net herno deen allgemeine Prinzip dann och nach ofzeschwächien.

Eng kleng Remarque zum Artikel 4 iwwert d'Déclaration d'intérêts financiers. Do hunn ech mer d'Fro gestallt: Déi Revenuen, déi een ugétt, déi si jo net beim Index 100. Si si beim jéztzegen Indéx, huelen ech un. Dat do ass eng Fro, déi huet sech beim Europaparlament net gestallt, mengen ech, well net all Länner och den Index hunn. Dat sinn d'Revenue vun deem Moment. An dann ass d'Fro: Sinn dat Revenuen bruts imposables oder net? Ech mengen, do wär et gutt, wann de Bureau géif eng allgemeng Direktiv erausginn, fir ze soen, dass all Députéierten do seng Deklaratioun nom selwechte Modell mécht - wat da wierklech do gemengt ass. Ech mengen, dat ass eng Aufgabe, déi de Bureau kéint iwwerhuelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Code de conduite, iwwert dee mer haut ofstëmmen, ass keen Definitivum. Mir musse kucken, wéi dee sech entwéckelt. Mir müssen och haapsächlich gesinn am Laf vun der Zäit, wat fir eng Froen dass sech stellen. An ech géif mengen, d'Chamber géif gutt drun doen, fir all Joer vläicht e klenge Rapport ze maachen iwwert d'Situatioun, wéi se sech am Laf vun deem Joer entwéckelt huet.

Dat kann utile si fir all Députéierten. Dat kann och erméiglen, dass een eenzel Situationskoun Explikatioun, vu Beispiller kann zesummenstellen, esou wéi dat iwwregens an anere Parlementer geschitt. Ech verweiseen do op de Rapport, deen all Joer den Deontolog vun der Assemblée nationale mécht. Mir hunn dee Rapport vun 2013 kritt vun der Madame Noëlle Leinoir. An deen aufseierlecher Rapport iwwer vill Säite bréngt ganz vill Beispiller. An un deene Beispiller kann ee sech och, mengen ech, orientéieren, wa mir eis Décisionen hei iwwer eise Code de conduite huelen. An da kann een natierlech och eventuell an esou engem Rapport...

► **M. le Président.-** Jo?

► **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.-** Jo, ech wollt just soen, dass de Rapport virgesinn ass. An eisem Text ass virgesinn, dass de Comité consultatif all Joers e Rapport mécht.

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV).-** Jo, okay. Da muss en natierlech och veréffentlecht ginn an e muss natierlech jiddwerengem zougänglech gemaach ginn. Entschélllegt, Här Rapporteur. Dir kennt den Text nach besser wéi ech.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).-** An dat wéllt epes heeschen.

(*Hilarité*)

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV).-** Här President, den Text, esou wéi mer en haut ofstëmmen, dréit enger ganzer Rei vu Recommandatiounen, notamment deene vum GRECO, enger ganzer Rei vu Fuerderungen, och Erwaardunge vu ville Rechnung, déi am Laf vun deene leschte Méint an deene leschte Joren émmer erém dee Code de conduite gefuerdert hinn.

Den Text kann awer och, mengen ech, ugehol gi vun all deenen, déi skeptesch waren, well d'Erweiderung vun deene Regelen, déi mer bis elo hunn, dréit derzou bái, dass am Intérêt vum Parlament méi Transparency erakennét. An et ass besser, et huet ee kloer Regelen, un déi ee sech kann halen, wéi dass een à tout moment erém muss froen: Leien ech richteg oder leien ech falsch? Wa kloer Regelen do sinn, sinn et déiselwecht fir jiddwereen, a jiddweree weess och, u wat e sech ze halen huet.

An deem Senn fannen ech deen ausgeglachten Text, deen haut virläit, korrekt. An ech géif och soen, dass d'CSV deen Text wäert stëmmen.

► **Plusieurs voix.-** Très bien!

► **M. le Président.-** Merci och dem Paul-Henri Meyers. Den nächste Riedner ass den Här Eugène Berger.

► **M. Eugène Berger (DP).-** Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech mer géschter Owend Noté geholl hu fir haut fir meng Interventioun, dunn hunn ech geduecht: "Wat kéints de eigentlech fir deng Interventioun do als Titel driwwerschreiwen?" An dunn ass mer op eemol agefall, ech kéint dat eigentlech mat deem Wuert „Vertrauen“ iwwerschreiwen.

An och mat dem Constat, datt op där anerer Säit d'Vertrauen an d'Politik, an d'Politiker, an eis Institutiounen déi lescht Joren déi eng oder aner Kéier staark an d'Wackele komm ass.

Dat huet seng Ursachen. Ech denken do u verschidden Dossieren, déi sécherlech derzou baiagedroen hunn, datt d'Vertrauen an d'Politik an de leschte Jore respектив d'Perception vun der Politik geliddien hunn. Ech denken do zum Beispill un den Dossier Wickreng/Léiweng, dee jo och den Ausléiser praktesch war vun där Debatt, déi mer och haut hei hunn, well deemools eng Resolutioun geholl ginn ass.

Well deemools an deem Dossier konnt ee sech Froe stellen zum Beispill iwwer politesch Engagemerter, déi geholl gi waren. Wéinstens vun der Prozedur hier konnt een déi a Fro stellen. Et si sech och deemools Froe gestallt ginn iwwer Relatiounen téشت Politiker an zum Beispill Promoteuren.

Ech denken un eng SREL-Affär, wou d'Kontroll iwwert de Geheimdéngsch zäitweis abhande komm war a wou och Politiker sech net wollten hirer Verantwortung stellen. Ech denken un d'Bommelleéraffär, wou och déi eng oder aner Kéier net émmer e gutt Liicht op d'Politik an d'Politiker dobäi erauskomm ass. Ech kéint och nach aner Dossieren nennen. Mä dat waren eng Rei Virfäll hei zu Lëtzebuerg, wou eigentlech d'Vertrauen an d'Grondfeste vun den Institutiounen, an d'Politik, an déi eiszel Politiker ganz staark geliddien huet.

Mir kennen natierlech och d'Konsequenzen. Mir haten an der Zwéischenzäit dann och Neiwahlen. Mä et ass eigentlech duerfir un eis all, fir déi néideg Konklusiounen ze zéien, a virun allem och un de Politiker, an dat si mir jo heibannen, datt mir kucken, datt mer all Dag dru schaffen, fir dat Vertraue bei de Leit eréimzegevannen a fir datt mer och am Bléck, an den Ae vun de Leit propper do stinn.

Eng vun deen Äntwerten op dee Vertrauensverloscht, dat ass deen Deontologiekodex, dee mer haut hei wäerte stëmmen. Et dierf awer net eleng dat sinn. Et müssen och natierlech eng ganz Rei aner Saache sinn, aner Elementer, fir dat Vertrauen eréimzegevannen: Dat müssen déi si vun der Transparency vun eiser Aarbecht, déi mer maachen, vun där politischer Aarbecht.

An ech mengen, dat ass jo och dat, wat sech d'Koalitioun op de Fändel geschriwwen huet: fir datt déi politesch Aarbecht ganz transparent ass. Ech mengen, dat ass dat, wat wichtig ass, wa mer eis en Deontologiekodex haut ginn, datt mer e kloert Zeechen no bausse setzen. Mir hunn náischt ze verstoppen an eiser Aarbecht, wat vu Relevant ass an eiser politescher Aarbecht, an ebe besonnesch mat dem Bléck op déi Froen, ob mer am Déngsch vum Intérêt général sinn, oder, wat d'Leit sech dann heiansdo froen, ob mer námmen eis Aarbecht maachen am Intérêt vu Lobbyen oder am Intérêt vu soss engem.

Ech mengen, dat ass eigentlech och déi Notioun vum Conflit d'intérêts, déi hei am Vierdergrond steet. Mir müssen also kucken, alles ze maachen, fir dat ze évitéieren, datt ee sech ka Froe stellen, ob do e Conflit d'intérêts virläit oder net.

Wat eis awer och wichtig war bei deem Deontologiekodex fir d'Députéiert, dat ass, datt mer en Équilibre fannen tésts der Transparency an op där anerer Säit awer och dem Schutz vun der Privatsphär vun den Députéierten. Et muss een awer och soen, datt den Députéierten natierlech e gliesene Politiker soll sinn, datt en awer och iergendwou a sengem Liewen heiansdo och nach Privatmënsch ass an datt een dat awer och muss respektéieren.

Mir hunn eis bei där Aarbecht vill inspiriert am Ausland a gekuckt: Wéi ass et an der Belsch, wéi ass et an Däitschland, wéi ass et a Frankräich? Mir hu beim Europäische Parlament dee Kodex gekuckt. Mir hunn och Recommandatiounen vum GRECO gekuckt, nogelauscht. A mir hunn eis da schlussendlech op dee Modell vum Europäische Parlament géeenegt.

Dat ass och gutt esou, dat ass richteg esou. Deen ass ganz komplett. En ass och streng a mengen Aen. A virun allem och, fir datt awer eng Kohärenz do ass tésts den - ech soen emol - Lëtzebuerguer Députéierten: Mir hunn Députéiert hei am nationale Parlament, mir hunn awer och Députéiert, déi am Europaparlament sinn. An et wier sécherlech och kee gutt Zeechen no bausse gewiescht, wann eis lëtzebuergesch Europadeputéiert engem anere Kodex géifen énnerleie wéi mir hei an eisem nationale Parlament. Et ass also gutt, datt dée zwee Régime also praktesch identesch sinn.

Ech ginn elo net an d'Detailer vun deen Artikelen an. Dat huet de Rapporteur, den Alex Bodry, gemaach. Ech wéilt him och hei nach eng Kéier e Merci soe fir sain aufseierleche mëndlechen an och schrifteche Bericht respektiv sain Engagement an all deenen Aarbechten, en Engagement, dat also och scho vu ganz laang hier hierriert, ouni elo müssen an d'Archive kucken ze goen.

Ech mengen, e puer Akzenter kann een hei ervirsträiche bei deem Code de déontologie. Dat ass eigentlech och d'Preventioun, déi hei am Vierdergrond steet. Mir kréien e Comité consultatif, deen eigentlech kann héllefam am Virfeld, Interessekonflikter ze vermeiden. Dat heescht, wou ee sech also kann e Rotschlo gi loessen, fir ze wéssen: Ass dat do eppes, wat awer kann duerchgoe respektiv wat am Aklang ass mat deen Aufgaben, mat deene Flichten, déi den Députéierten huet?

En anert Element vun deem Code ass dat, datt den Émang mat Lobbyiste muss effentlech an transparent sinn. Dat heescht also net, datt dat komplett verbueden ass. Mir hunn all Dag domat ze dinn, och wa mer u Gesetzesprojete schaffen, wou Interessegruppen de Rapporteur oder aner Députéiert uschwätzen. An dat muss awer och nach an Zukunft méiglech sinn, well dat och en Deel vun der Aarbecht ass, wou een en Échange d'idées huet, ouni direkt müssen awer dann e Lobbyist ze sinn. Dat ass och am Text kloer geregelt, datt dat also och weiderhi méiglech ass, mä eben, datt do einfach muss Transparenz gällen.

Dann hu mer natierlech d'Deklaratioun vun deen eiszelnen Akomes vum Députéierten, datt dat also och elo ausgebaut gëtt, wou all Indemnitéité muss uginn, déi mat senger Aarbecht, awer och dorriwwer eraus, ze dinn hunn.

Och hei vläicht eng Remarque: Mir hunn do och, mengen ech, e gudde Komproméss fonnt, dee sech eben uehlt un dee vum Europaparlament. An an eisen Ae wier et och net gutt gewiescht, mä wäit ze goe wéi dat, wat elo an dem Text steet. Ech denken do zum Beispill un e franséische Modell fir déi franséisch Ministeren. Do fannen ech, datt dat wierklech vläicht ze wäit geet, datt dat wierklech an d'Privatsphär vun de Leit erageet. Déi müssen dann uginn an hirer Deklaratioun, wéi vill Véloen, wéi vill Wäschmaschinen an ech stoen hunn, wat fir eng Schold se hunn, an esou weider.

Do kann ee sech wierklech froen, wéi wäit dat soll goen. An do ass wierklech och de Risiko vum Voyeurismus, deen een huet, datt d'Leit herno virun allem dat interesséiert, net méi déi politesch Aarbecht, mä datt se nach just mam Fanger op ee weisen a soen: En huet awer dohem och nach vläicht en Oldsmobile am Keller stoen. An dat dierf dann eigentlech net méi erlaabt sinn. Dat gëtt da schlecht ugesinn.

Et war jo och déi Iddi - an ech hu gesinn, et ass och eng Motioun, déi scho verdeelt ginn ass, vun deen Lénen -, fir datt dat eigentlech och soll op d'Familijememberen ausgedehnt ginn. Do si mir strikt dergéint aus deen Ursachen, déi ech elo scho genannt hunn.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).-** Ech mengen, Dir hutt eis Motioun awer da falsch gelies, Här Berger.

► **M. le Président.-** Ech mengen, esou eng Motioun hunn ech net kritt.

► **M. Eugène Berger (DP).-** Et ass eng Motioun verdeelt ginn, wou op alle Fall Rieds ass, wou och vun de Familljemembere Rieds geet.

► **Une voix.-** „Membres du Gouvernement“.

► **M. le Président.-** Neen, d' „Membres du Gouvernement“.

► **M. Eugène Berger (DP).-** Neen, ech schwätzen elo net vun de Regierungsmembere. Ech schwätzen vun där Motioun, wou hei awer dovunner Rieds gaangen ass, datt een op alle Fall dat och soll... Dir kënn dann herno Prezisioune ginn, mä dann, egal...

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).-** Dat



do net considéréert ginn. Dat heesch, do wier och dann eng Inégalité de traitement. Einfach fir eng Kéier kloer ze énnersträichen, datt mir domadder Problemer hätten an dat net kéinten akzeptéieren, wann dat géif dohinner ausgekehrt ginn.

Wéi gesot, do ass einfach de Risiko vum Voyeurismus. Ech ka mer och virstellen, datt dat d'Leit wäert interesséieren, wann dat bis um Site vun der Chamber wäert stoen, datt et do virun allem d'Leit wäert interesséieren, wat deen een an deen anre verdéngt, a se vlächtet mächer wäert interesséieren, datt d'Leit da gesinn, datt dat eigentlech en Zeeche vun Transparenz a Kloerheit ass.

An deem Kodex sinn och Sanktioune virgesinn. Dat ass dann, wann den Deputéierte géint de Code géif verstoussen. Dat geet vum Avertissement, Blâme, bis datt e kéint ausgeschloss ginn aus Kommissiounssitzungen. Ech mengen, do huet einen dann alles komplett: vu Berodung iwwer kloer Kritäre bis, wann ee sech net drun hält, eben dann zu Sanktiounen. Dat ergétt also e Ganzt.

Ech mengen, hei kann een énnert dem Stréch soen, d'est Regelwierk gétt dem Deputéierte kloer Richtlinnen, wat deontologesch korrekt ass, gétt em och eng Héllefstellung, wann en net sécher ass. An e kann also doduerer och vermeiden, datt en an Interessekonflikt kénnt. Dat kann een am Virfeld maachen. Et ass also e wichtige Schrëtt a Richtung Transparenz an éffentlech Kontroll.

Mä ech hat ugefaange mam Vertrauen an d'Institutionen, an d'Politiker, an d'Politik. Da muss een och drun denken, datt net némme eleng d'Deputéiert Politiker sinn oder politesch aktiv sinn. Dat heesch, et muss een also och nicht deem Kodex, dee mer eis - den Deputéierten - ginn, natierlich und déi aner Saach, déi aner Politiker am Bléck behalen. Och d'Regierung huet elo annoncéiert, datt se en neie Kodex fir d'Ministere wëllt, datt se wäert dee vun der viregter Regierung iwwerschaffen. Och dat, mengen ech, ass wichteg.

Mir hu jo gesinn elo, bei der Annonce vum Départ vum Finanzminister op d'Finanzplatz London, wat dat erém fir Diskussionen ausgelést huet. Ech wëll dat net kommentéieren. Ech wëll just soen, datt ech iwwerzeugt sinn, wéi ech de Luc Frieden kennen, datt hien dat dohanne wäert mat Loyalitéit par rapport zur Lëtzebuerg Finanzplatz maachen.

Mä einfach fir ze évitéieren an Zukunft, datt een esou Diskussionen huet, ass et wichteg, datt och fir d'Regierungsmemberen e klore Kodex do ass, un deen ee sech kann halen. Dat sinn dann och d'Leitplanken, kínt ee soen, fir déi Regierungsmemberen, fir datt si och do selwer geschützt ginn an datt se och kloer kénnen dann dobausse soen, datt se en ordre sinn. Dat ass also e Kodex fir d'Regierungsmemberen.

Zu engem gewëssenen Deel kann een och soen, d'Statsbeamte gehéieren och zu den Acteure vun der Regierung, an och do wier et gutt, wann ee sech géif an Zukunft kloer Regele ginn. Och do, fir an déi rezent Vergaangenheet ze kucken, hate mer eng Rei Diskussionen hei am Land iwwert den Départ vun zwee Fonctionnaires aus dem Finanzministère, déi eng Rei Froen opgeworf hunn, déi nach net all gelést sinn. Also do ass d'Noutwendegkeet och, fir kenne Solutiounen ze fannen.

Mir brauchen deen Triptyque: en Deontologie-kodex fir d'Deputéiert, d'Ministeren, d'Statsbeamten.

Mä ech hu gesot virdrun, d'Vertrauen an d'Politik oder Leit, déi politesch Décideure sinn, muss hiergestallt ginn. Et ginn nach aner Leit, déi och op eng gewëssen Aart a Weis hei zu Lëtzebuerg Politik maachen oder Décideure sinn.

D'Fro ass zum Beispill opkomm: Wéi ass et mat de Gewerkschaftler? Et wier natierlich och vlächtet interessant ze wëssen, vu wiem, firwat se bezuelt ginn, wéi héich hir Paie vlächtet sinn. Do kann een op d'r anerer Sait awer soen, do ass kee Conflit d'intérêts. Mir wëssen, datt dat Lobbyiste sinn, datt déi fir déi eng oder fir déi aner Intérête stinn, datt also do sech d'Fro vlächtet mächer stellt.

Awer d'Fro kínt sech och beim Statsrot stellen. De Statsrot ass och an deem ganze politeschen Décisiounsprozess mat implizéiert. E gétt Avisen of, an och do stellt sech déi berechtegt Fro, ob een net och do misst en Deontologie-kodex hu respektiv eng gewëssen Transparenz an eng Informatioune iwwert déi Leit, déi am Statsrot do Avisen ofginn.

Voilà, Här President, als Konklusioun kann ech soen: Den Deontologie-kodex fir d'Deputéiert schaft Transparenz a kloer Regelen. Dat ass op d'r enger Sait gutt fir den Image vun der Politik. Dat wäert doduerjer dozou báidroen, datt

d'Vertraue bei de Leit hoffentlech erém méi grouss gétt an d'Politik an an d'Politiker. An op d'r anerer Sait schützt och dee Kodex deen eenzelne Politiker, well deen also elo kloer Regelen huet a ka soen: Voilà, ech hunn náscht Schlechtes an der Ofsicht gehat an ech hu mech genau och un dee gehalen.

Ech fannen, dat ass och elo, ier mer an d'Sumperpaus ginn, e gudden Ofschloss, datt mer eis also net némme da gutt Virsätz an der Theorie huelen, mä datt mer hei och wierklich Neel mat Käpp gemaach hunn an och déi gutt Virsätz kennen dann direkt bei der Rentrée ém-setzen. An deem Senn ass et also e gudden Ofschloss, an natierlich ginn ech och hei den Accord vu menger Fraktioune.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Berger. D'Wuet huet den Här Claude Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Am „Lëtzebuerger Wort“ vun haut si mer gelueft ginn, déi gréng géife sech scho jorelaang fir d'Transparenz an der Politik assetzen. Dat si mer eigentlech och net gewinnt, a mir ginn normalerweis och net némme gelueft am „Wort“, an duerfir kénnt dann och direkt de Saz hannendrun, ee gréng Deputéierte misst dann haut en „Drahtselakt“ maachen, well mer eis en Deontologiecode fir d'Deputéiert ginn.

déi gréng gesinn dat awer anesch. De Fait, datt mer eis haut endlech e Kodex ginn, ass eppes, wat déi gréng frou mécht an ass énnér anerem och d'Resultat vun der Aarbecht vum Deputéierte Félix Braz, deem ech hei och wëll. Merci soe fir seng vill a gutt Aarbecht. An ech hänke gär direkt en zweete Merci drun: e grosse Merci un den Alex Bodry, dee roueg a souverän déi Aarbecht, déi eng laang Virgeschicht huet, déi och am Exposé des motifs steet, zu engem gudden Enn bruecht huet. Et war dem Alex Bodry och wichteg, Konsens do ze sichen an ze fannen, wou et némme méiglech war.

Bis haut ware mir virun allem un dee schéinen a wichtige Saz an eiser Verfassung gebonnen: «Les députés votent sans en référer à leurs commettants et ne peuvent avoir en vue que les intérêts (...) du Grand-Duché.»

Déi eenzeg Verflichtung a puncto Transparenz war den Artikel 167 aus eisem Chambersreglement, an deem mer 2003 e Regéster agefouert haten, an deen eng Rei Informatioune iwwert d'berufflech Aktivitéit vun allen Deputéierten ageschriwwen ginn. An dése Regéster gouf 2011 iwwerschafft.

Mir hunn als Gréng oft bedauert, datt d'Relationen téchant der Politik an dem Business als niewesächlech betruecht gi sinn an datt net genuch Interessi op méiglech Interessekonflikt gericht wier. Mir haten an de leschte Joren eng ganz Rei Verbindunge vu Politiker mat Investisseur, Promoteuren oder grosse Konzerner festgestallt. Mir haten awer ni e klore Verhalenskodex a keng transparent Regelen. Domat hate mer náscht an der Hand, fir dem Risiko vu Verontreitung virzebeugen oder dem méigleche perséinleche Profit vun Eenzelen eppes entgéintzeseten.

Mir haten e gewëssene Flou artistique, an dat ass schlecht. Duerfir si mer frou, datt mer haut endlech e verbindleche Schrëtt a Richtung Transparenz maachen. Mir sinn eis bewosst, datt d'Politik Verbindungen zu der Wirtschaft brauch. Et geet also net drëm, fir Verbindungen téchant Politik a Wirtschaft ze verhénneren, mä fir fir kloer Verhältnisser ze suergen an Transparenz ze schafen.

Schonn de 6. Mäerz 2013, wéi déi gréng nach net an der Regierung waren, hate mir an engem Pressecommuniqué matgedeelt, datt mir den Entwurf vun désem parlamentareschen Deontologiekodex géife begréissen, datt mer géifen zu deem Text, dee sech wäitméiglechst un deem vum Europaparlament orientéiert, stoen.

Eisen Avant-projet vum Deontologiekodex - den Här Bodry huet et gesot, an net némme hien - fir d'Parlament ass vun den Experte vum GRECO gecheckt ginn a mir hunn déi verschidde Recommandatiounen vum GRECO an der Kommissioun vun den Institutionen diskutéiert an esou wäit, wéi et eis sénnvoll geschéngt huet, och an eist Reglement iwwerholl.

Wat steet dann elo an deem Code de déontologie fir Deputéiert? Ech wëll et vlächtet net ganz soen, mä eng Rei Punkte si mer awer trotzdem esou wichtig, datt ech se nach eng Kéier wëll hei soen, obschonn et eventuell eng Widderhuelung ass vun deem, wat meng Virriedner gesot hunn.

Fir d'Éischt geet et, an dat huet de Paul-Henri Meyers och opgeworf, ém d'Definitioun vum Conflit d'intérêts. Hei mer logescherweis déi Definitioun vum Europaparlament zréckbehäu-

len. Logescherweis, well mer eis eben um Europaparlament orientéiert hunn, an och, an dat gesinn ech grad wéi den Här Meyers, well et eng gutt Definitioun ass.

Mir schwätze vun engem Interessekonflikt, wa Privatinteresse sech den Interesse vun der Allgemengheet opposéieren a riskéieren, dem Interesse vun der Allgemengheet am Wee ze stoen. Mir schwätzen net vun engem Conflit d'intérêts, wann den Deputéierten en Avantage huet, just well en eben och e Bierger vun désem Land ass oder zu enger bestémmter Grupp gehéiert. Dat ass och gutt esou. D'Beispill vun de Gemengenaffären ass zitéiert ginn. Et kann een och nach aner Beispiller bréngen. Wann all Statsbeamten heibannen net dierft matschwätzen, wa mer eng Reform vum Statsbeamtestatut maachen, dann hätte mer jo net méi ge-nuch Leit, fir esou e Gesetz ze stémmen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat géif awer eng gutt Reform ginn.

(Hilarité)

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Ech hoffen, dat kénnt dann och an de Rapport.

Bei eis ass et üblech, datt e Politiker, deen zum Beispill aus dem Educationärsberäich kénnt, och an der Chamber énnér anerem den Dossier Education betreit. Dat ass net némme gutt, an ech hunn och alt schonn emol Parlamentarier am Ausland, notamment am schwedesche Parlament, begéint, déi gesot hunn, bei hinne wier et éischter d'Regel, datt e gewielte Vertrieber net géif an deem Beräich weiderschaffen, an deem e virdrun am Beruffsliewe stoung. Déi Regelung huet bestémmmt hire Charme, ass awer op Lëtzebuerg kaum ze applizéieren. Mir missten dann nach vill méi kompetent Mataarbechter hunn. Ech mengen, mir kénnen eis et net leeschten, datt all Deputéierten emol fir d'Éischt eng Kéier déi Dossieren ofgeholl kritt, wou en eppes dovu kennt.

Wann en Deputéierte feststellt, datt e perséinlechen Intérêt d'Ausübe vum Mandat ka beaflossen, da muss hien alles maachen, fir dee Conflit d'intérêts ze behiewen. Ass dat net méiglech, informéiert en de President vun der Chamber. E kann och den Avis vum Comité consultatif froen. Den Deputéierte mécht sái Conflit d'intérêts public, mëndlech oder schrëftlech un de President, ier e sech an der Plénière oder a soss engem Chambersorgan äussert. E Conflit d'intérêts heesch also net automatesch, datt een net um Vote däerf deelhuelen. Déi Méiglechkeet bleift awer och bestoен.

Spéitstens 30 Deeg no der Vereedegung respektiv 30 Deeg no all Changement vun der finanzieller Situations mécht all Deputéierten eng Deklaratioun vun senge finanziellen Interessen. Dat ass dat, wat mer bis haut am Artikel 167 vum Chambersreglement stoen haten, just maa-che mer dat elo méi komplett an ausféierlech.

Wat kénnt do drastoen? Ma all professionell Aktivitéit bis dräi Joer virun der Vereedegung, Memberschaften a Conseils d'administration vun Entreprises, Organisations, Associationen oder allen aneren Organismé mat engem juristesche Statut, also och net bezuelt Memberschaften - och dat ass eng nei an euge Kategorie -, all Indemnitéit am Kader vun engem anere politesche Mandat, all regelméisseg rémunéréiert Aktivitéit, déi parallel zum Deputéiertemandat gemaach gétt, sief se indépendant oder salarié, spezial Pensiounen, Traitemant d'attente, okkasional bezuelten Aktivitéiten, déi méi wéi 5.000 Euro am Joer abréngen, Participatiounen an enger Entreprise oder Partenariat, insofern se kénnen d'Politik beaflossen, oder wann den Deputéierten e signifikante Afloss op d'Affäre vun désem Organismus huet, all finanzielle Soutien, personnel oder matériel, deen en Deputéierten en plus zu deene vun der Chamber zur Verfügung gestellte Moyene kritt.

Fir all Kategorie ginn d'Revenuen uginn an Tranché vu 5.000 bis 10.000 Euro an esou weider, bis iwwer 100.000 Euro d'Joer. Dat ass alles um Chamberssite éffentlech an dat kann een do consultéieren, an dat ass an eisen Aen net náscht! Dem Deputéierte seng Revenue gi public gemaach, dat kenne mer énnér enger ähnlecher Form bei der Fonction publique. Ám Privatektur gétt et dat net.

Dozou ass dann och ze soen, datt d'Deputéiertemandat kee Vollzäitmandat ass. Déi meescht vun eis heibannen hunn nach eng aner Beschäftigung. Et gétt ganz vill Gemengopolitiker heibannen, et gétt awer och nach eng Rei Fräibe-ruffler. Doranner énnerscheet sech zum Beispill den Deputéierte vum Regierungsmember. De Regierungsmember huet e Vollzäitmandat. Vill Kollegien heibanne gi gutt mat hire verschidene Mandater eens. Ech denken un déi vill Députés-maires, déi zwar heiansdo liicht gehetzt sinn, awer am Allgemengen zefridde sinn.

(Interruption)

Den aktuelle Wahlsystem begénschtegt d'Bäi-behale vum Duebelmandat. Do sinn nach eng Rei Diskussionen ze féieren, bis mer op e Konsens kommen, fir dat ze ännern.

Net iwwerholl hu mer d'Recommandatioun vum GRECO, datt d'Informationen iwwert de finanzielle Volet missten nach méi ausgedehnt ginn, datt zum Beispill Donnéeën iwwert den Actif financier oder iwwert d'Scholde vun engem Deputéierte missten ugefouert ginn. Dat soll et jo och ginn.

An de GRECO huet souguer gemengt, dat kínt dann och op dee ganze Patrimoine an op d'Familljemberen an de Conjoint ausgedehnt ginn. Mir sinn der Meenung, datt de Patrimoine an engem seng Famill énnér anerem och privat sinn an datt d'Privatsphär vun all Mensch schützenswäert ass, och wann de Mensch Deputéierte ass. Och eis Familljemberen hu Rechter. Mäi Brudder kann net derfir, datt ech Politik maachen; meng Fra, déi am Private schafft, wëllt net, datt hir Pai public gemaach gétt. Wann et Verdachtsmomenter gétt géint e Politiker, da muss de Procureur aktiv ginn.

De GRECO mengt, déi Donnéeën iwwert de Patrimoine vun engem Politiker a senger Famill kínte jo hannerluecht ginn, missten awer net onbedéngt public gemaach ginn. Mir mengen, datt mer dat zuräit net solle maachen. Mir mengen, datt de Risque, datt esou Donnéeëe mëssbraucht ginn, méi grouss ass wéi de Gewënn, dee mer hunn, wa mer dës Donnéeën hannerleeën.

Mir kénnen eis natierlich virstellen - an ech sinn och frou, datt meng Virriedner dat gesot hunn -, datt dat net éwig esou bleiwe muss. Esou een Deontologiekodex gétt jo net a Stee gemeesselt. Mir wäerten do am Laf vun der Zäit schonn nach müssen Upassunge maachen.

Wa mer eng Kéier riskéieren - wat ech eis net wënschen -, Zoustänn ze kréie wéi a verschiedenen osteuropäische Männer, wou e System vun Oligarchie mat hire Familljemeclanen d'Politik dominéieren, da musste mer op d'Recommandatioun vum GRECO zréckkommen. Mä hoffentlech énnert e Gesellschaft éischter an eng aner Richtung, an eng positiv: A Schweden kann een all Steiererkklärung vun all Bierger akucken; an da brauche mer keng speziell Regele méi an deem Beräich fir Parlamentarier. Ám Moment kénne mer dat däer Regelung, wéi se am Code stéet, zefridde sinn.

Et steet dann och iwwert de Lobbying an eisem Reglement: Kontakter mat Représentanten aus dem éffentlechen oder private Lieuen däerfe just am Kader vun der Chamberskommission stattfannen. Falls dës Kontakter kénnen e Projet de loi oder lafend Diskussionen beaflossen, da muss den Deputéierten dat an der Kommissioun soe respektiv am Rapport écrit festhalten.

Et steet náscht dran iwwer Kontakter mat Lobbyisten ausserhalb vun der Chamber. Wat ass da mat Entrevues ausserhalb? Misst een déi net och systematesch public maachen?

Mir maachen dat jo och heiansdo. Wann et eis an de Krom passt, da maache mer e Communiqué de presse. Perséinlech hunn ech och nach émmer némme emol éischter op d'r anerer Sait Bedenke gehat, fir Communiqués de presse ze maachen, awer net bei eis. Esou transparent funktionéiere mer.

Mir haten och an der Kommissioun dorriwwer diskutéiert, waren dunn awer der Meenung, datt et ongesond wier, wa mer géife probéieren, déi Kontakter, déi mer mat der Bausse Welt huet, nach méi staark ze regléieren. Et muss méiglech bleiwen, mat Leit ze schwätzen, ouvirgeworf zu kréien, datt ee mat Leit schwätzt. Kontakter mat de Vertrieber vun alle Gesellschaftspartei si fir de Politiker iwwerliewen-wichteg. Dat soll an aller Transparenz an no Regele geschéien. Dat soll awer net onméiglech gemaach ginn.

Iwwert d'Kaddoen ass schnell gesot: Méi wéi 150 Euro däerf e Kaddo net wäert sinn, an dat gëllt dann och fir Reesen a fir Séjouren.

De Comité consultatif ass och erwähnt ginn: dräi Memberen, déi vum Bureau genannt ginn. Dat si keng Chambersmemberen. De Comité kann Deputéierten Avisen a Rotschléi ginn. Op Demande kann e mam Accord vum President extern Experten ém Rot froen an e mécht e Rapport annuel, dee selbstverständliche dann och publizierte gétt. Strofe sinn och virgesinn, déi zielen ech elo net méi op.

Erlaabt mer just zum Schluss nach e puer allgemeng Bemerkungen. Mir hate mat der Resolution, déi d'Chamber 2011 ugeholl huet, eigentlech, an de Paul-Henri



Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

an där e 17 joer geschafft huet, wisselen, well e wollt sech gemengopolitesch engagéieren.

A well dee Fall mech interessiert huet, hat ech eng Question parlementaire gestallt, nodeems mer 2009 d'Schoulgesetz geännert hunn, woumat jo d'Gemeng eigentlech vill manner Afloss huet op d'Schoulorganisationen a virun allem op d'Léierpersonal. An dat ass awer nach émmer gültig: E Schoulmeeschter därf net an där Gemeng, an där e schafft, e Gemengemandat iwwerhuelen. Jo, de Schoulmeeschter an d'Léierin kéint d'Schoulpolitik mat beaflossen. Si oder hie kéinte soen, datt missten nei Bänke kaft ginn, d'Klasse méi kleng misste sinn oder et Zäit géif ginn, fir en neit Schoulgebai ze plangen.

Ech kennen awer och Leit, deenen hire Beruff et ass, fir Haiser ze kafen an ze verkafen, fir Terrainen ze kafen an ze verkafen, fir Lotissementer ze plangen an ze realiséieren. Déi Aarbechte sinn net contraire zu engem Gemengemandat. Dat schéngt kee Problem ze sinn, datt déi eventuell en Interessi hätten, d'Gemengopolitik ze beaflossen. Si können hient Fachwéissen an den Intérêt vun enger gudder Bauteapolitik an hirer Gemeng abréngent. Si können hellefen, de PAG vun enger Gemeng nei ze definéieren.

Et wier also och gutt, wa mer e Verhalenskodex fir Gemengopolitiker géife kréien.

Domat wéll ech lech den Accord vun der grénger Fraktiouen zu désem Reglement bréngen an ech soen lech Merci fir År Opnierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Adam. D'Wuert huet den Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, wann ech gelift.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kolleegen, ech wéll vun eiser Sait aus dem Kolleg Alex Bodry Merci soe fir sái gudde Rapport, deen e gemaach huet.

Mir hunn als Reglementscommission dee Rapport iwwert deen Text haut hei proposéiert, mä fairerweis muss een awer soen, datt et net d'Reglementscommission war, déi deen Text ausgeschafft huet, mä datt et d'Kommission vun den Institutione war, vun där de Kolleg Bodry och President ass, déi deen Text hei, dee gudden Text, ausgeschafft huet an dunn an d'Reglementscommission weiderginn huet, an där en dann am Fong elo an eist Reglement agebaut ginn ass. D'Reglementscommission huet am Fong just gekuckt, datt et konform zu deenen aneren Artikelen ass, déi am Reglement sinn, an datt mer keng Kontradiktionen dran hunn oder Saachen, déi sech iwwerschneiden.

De Kolleg Bodry, ech wéll dat och hei express ervirhiewen, huet versicht, de Konsens ze si-chen, ouni datt dat awer op d'Käschte vun der Substanz vum Text gaangen ass, an ech mengen, dat ass och gutt esou.

Datt d'Institutionskommission festgehalen huet, datt mer eis sollten un d'Reglementer an de Code de déontologie vum Europaparlament ulehen, ech mengen, dat war eng gutt Déci-siou; meng Virriedner hunn dat scho gesot. Eischtens ass dat en Text, deen op engem breede Konsens, op enger breeder Basis berout, an et bréngt da mat sech, datt mer do-duerch och dëiselvewcht Regele kréie souwuel fir eis national Parlamentarier wéi fir d'Europaparlamentarier vu Lëtzebuerg.

Dat Ganzt basiert, déi Diskussion, déi mer haut hei feieren, op enger Resolution, déi d'Chamber hei den 13. Oktober 2011 geholl huet, wou mer am Fong gesot hunn, datt mer mussen en Deontologiekodex kréien, souwuel fir d'Chamber wéi fir d'Regierung wéi fir d'Gemenge wéi fir d'Fonctionnaires, an ech mengen, datt d'Chamber mat dem Vote haut vun dësem Projet hir Aarbecht domaddet gemaach huet.

Et huet kee Wäert, datt ech elo nach op eng ganz Rei vu Bestëmmungen aus deem Code de déontologie hei aginn. Dat hu meng Virriedner gemaach. Ech wéll duerfir vläicht nach déi eng oder aner méi princiell Iwwerleeung hei era-bréngen.

Wa mer vu Lobbyismus schwätzen, da solle mer net némme vu Lobbyismus schwätze vun den Deputéierten, mä, ech mengen, et misst een automatesch dann och d'Regierung, d'Gemengen an d'Fonctionnaire matabézien - wann ech „Fonctionnaire“ soen, mengen ech hei a priori déi héich Fonctionnaires, déi un der Ausaarbechtung vun de Gesetzer bedeelegt sinn an och un der Exekutioun vun de Gesetzer hei. Ech mengen, do gétt et vläicht och e gewësse Lobbyismus. An duerfir huet d'Resolutiou jo och vun der Chamber deemools déi verschidde Kategorië festgehalen.

(**Mme Simone Beissel prend la présidence.**)

De Kolleg Berger huet virdrun hei vun de Lobbyiste geschwät, wou e vu Gewerkschaftler geschwät huet; dat ass richteg. Ech mengen, wa mer kucken, wa mer de Lobbyismus esou breet definéieren, dann ass jiddwéieren heibannen e Lobbyist. Ech mengen, mir sinn un éischter Stell scho Lobbyisten da vun eise Parteien, well mer vertriebe jo d'Interesse vun eise Parteien.

Datt e Gewerkschaftler, deen an d'Chamber kénnt, datt dee gewielt ginn ass vu Leit, déi d'Gewerkschaft oder d'Gewerkschafe wëllen énnerstëtzen, schéngt mer dat Normaalt ze sinn, an datt déi och da vun deem verlaangen, datt e vläicht déi Interessen hei verträsst.

E Bauer, deen an d'Chamber kénnt, do ass et normal, datt d'Bauer voun ausginn, datt en d'Interesse vun de Baueren heibanne verträsst. An, Här Berger, e Fonctionnaire, deen an d'Chamber kénnt, oder e Schoulmeeschter, deen hei an d'Chamber kénnt, ass och e Lobbyist, an där hu mer der vläicht méi heibanne sétze wéi mer Gewerkschaftler heibanne sétzen hunn.

Duerfir, mengen ech, soll ee wéissen, datt, wa mer de Lobbyismus esou breet spreeën, dann ass jiddwéieren e Lobbyist heibannen, deen op dëser Plaz schwätz oder heibannen agéiert.

Mä et ass jo awer net dat, wat hei gemengt ass. An ech mengen, déi Definitiou vum Lobbyismus, wéi en am Europaparlament ofgegrenzt ginn ass, dat beweist jo och, datt et eng Differenz gétt vum Intérêt général oder vum Interesse vun dem Eenzelnen. Ech mengen, et ass dorobber, wou et ukénn, a wou mer sécherlech elo net bei all deene Froen, déi wäerten an Zukunft kommen, scho genau wéissen, wou d'Grenz vun deem engen a vun deem anere läit.

Mä dat wäert d'Praxis erginn. An ech mengen, mir hu jo och dee Comité consultatif, an d'Erfahrung wäert eis da soen, wou mer déi eng Kéier en Interesse hunn a wou mer keen hunn, a wéi mer deen och sollen ze spille hunn, souwuel an de Kommissionsaarbechte wéi och hei an den Debatten a bei de Voten am Parlament. Woubäi ech émmer der Meenung sinn, datt en Deputéierten, deen hei ass, émmer muss d'Recht hunn, kénnen se schwätzen, an och émmer d'Recht hunn, fir kénnen ofzestëmmen, quitte datt e muss eng Deklaratioun maachen iwwer seng Situatioun.

Da muss een och den Afloss kucken, de politeschen Afloss: Hu mir als Deputéiert, déi jo wuel d'Gesetz stëmmen, da méi e groussen Afloss wéi aner Leit am Land zu der Gestaltung vun engem Gesetz? Och doriwwer kann een diskutéieren. Ech mengen, e Member, deen an der Regierung ass, e Minister, dee mat héije Fonctionnaires e Gesetz ausschafft, deen huet jo och e gewësse Afloss. Deen huet vläicht souguer méi e groussen Afloss wéi den Deputéierten, well en och weess, wat hennert den Texter vläicht méi am Detail stéet, a well e se herno exekutiert, wat den Deputéierten net

mécht. Den Deputéierte stëmmt se.

Wann also en Deputéierte wéll e gewësse Lobbyismus fir eng bestëmmt Organisatioun oder e Betrib maachen, dann ass en an enger éischter Stell emol eleng. An e muss seng Partei, seng Fraktioun, e muss eng Kommissioun, e muss e Parlament an e muss eng Regierung iwwerzeugt kréien, fir datt seng Iddi Afloss an d'Texter fénnt. Dat heesch, den Deputéierten huet menger Meenung no net dee grousse Pouvoir, fir de Lobbyismus émzeseten, wéi aner Leit am Land awer e Pouvoir hunn, fir kénnen dat émzeseten.

An dann ass et och esou, datt en Deputéierte fir fénnef joer gewielt ass - och eng Regierung -, dat heesch, dee kann och erém ofgewielt ginn. Par contre, en héije Fonctionnaire, deen och Pouvoiren huet op deem Niveau, deen ass am Fong agestallt op Liewenszäit.

Duerfir, mengen ech, ass et wichteg, datt, no-deems d'Chamber haut hir Aarbecht héi gemaach huet, déi Aarbecht awer muss züeged weidergoen. An d'Regierung huet dat an hirem Regierungsprogramm stoen, a si ass jo och dorun amgaangen ze schaffen, datt mer dee-selwechte Code kréie souwuel fir d'Regierung wéi fir héich Fonctionnaires.

An do stellt dann d'Fro sech vun der Valeur juridique vun deene Codé fir d'Regierung respektiv fir de Fonctionnaire. Eiser Meenung no - als ADR - kann dat némme iwwert de Wee vun engem Gesetz goen. Esou wéi mir dat hei maachen, eise Code éffentlech debattéieren, éffent-lech ofstëmmen, muss dat och eiser Meenung no fir d'Regierung sinn, och fir déi héich Fonctionnaires - a wa mer ee fir d'Gemengen maachen, och fir d'Gemengen -, datt dat eng Valeur kritt vun engem Gesetz, wat hei duerch d'Chamber geet, wat hei diskutéiert gétt a wat hei ofgestëmmt gétt. Dat schéngt eiser Meenung no wichteg ze sinn.

Genausou gutt wéi et dann och do muss ém d'Sanktiounen goen. Mir hunn hei an der Chamber eng Rei vu Sanktiounen an deem Code hei defineiert. Mir haten der schonn eng Partie an eisem Reglement definéiert, dat och éffentlech gemaach ginn ass. An d'Effentlechmaache vun enger Sanktioun vun engem Politiker ass heiansdo méi eng grouss Sanktioun wéi d'Sanktioun u sech selwer, eleng duerch d'Tat-saach, datt se éffentlech gemaach gétt.

An ech mengen, déi Spillregel, déi mir eis als Deputéiert ginn, solle mer och soen, déi-selwechte Spillregele müssen och fir d'Regierung a se mussen och fir déi héich Fonctionnaire spille. Well et virun allem jo och d'Chamber ass, déi d'Regierung kontrolléiert. A wann d'Chamber hirer Missiou no geet, datt se d'Regierung kontrolléiert, da kann et net sinn, datt eng Regierung sech e Code gétt, wou d'Parlament net matschwätz a wou d'Parlament net a senger Fonctioun als Kontrollorgan vis-à-vis vun enger Regierung och d'lescht Wuert huet an d'Décisiounen hält.

An ech mengen, et wier och fir eng Regierung selwer méi eng héich Valeur, wa se ka soen, dat doten ass e Code, dee mir eis ginn hunn an dee vun dem Parlament ofgesetzt ginn ass iwwert de Wee vun engem Gesetz, wéi wann eng Regierung sech selwer e Code gétt, deen hausgemaach ass, intern gemaach gétt an dee keng gesetzlech Basis huet, wou eventuell och keng Sanktiounen dra virgesi sinn a wou och kee weess, wien dann d'Recht huet, fir do ze kontrolléieren, a wann eppes do geschitt, fir dat dann och esou un d'Rullen ze bréngen.

Dat soll alles kloer definéiert ginn. An deem Senn hunn d'Kollege vun déi Lénk eng Motiou eraginn, wou se soen, datt d'Regierung invitieret gétt, e Projet de loi ze déposéieren, deen eben d'Rechter an d'Flichte vun hire Regierungsmembere festleet - dat ass dat, Här Berger, wat am Fong an dëser Motiou stéet - datt se dat a Form vun engem Projet de loi soll hei déposéieren. Dat ass eng Motiou, déi mir kenne mat zwou Hänn énnerschreiwen, an duerfir wäerte mer se och et matstëmmen. Ech mengen, dat géif zur allgemenger Transparenz vun der Aarbecht vun der Lëtzebuerger Politik hei bädroen.

Bei der Motiou hätten natierlich och kenne déi aner zwee - d'Gemenge respektiv d'Fonctionnaires - derbäi sinn, mä dat hei ass awer schonn e wichtegen Deel.

Här President, zum Schluss wéll ech soen, mir wéissen, datt mer esou eppes musse maachen, a mir wéissen och, datt mer international do énner Kontroll stinn. De GRECO ass virdru genannt ginn, deen dat systematesch mécht. Mir kommen also net derlaanscht.

Mä am Prinzip ass et am Fong schued, datt mer mussen esou e Code de déontologie maachen, datt net deen eizelle Politiker vu sech selwer dee Code a sech huet. Well et ass dat, wat ech mengen - wann ee politesch aktiv ass an et hält een Décisiounen an esou virun, muss ee sech jo émmer a Fro stelle selwer: ob esou e Code de déontologie, ob een deen net a sech misst hunn an am Fong am Senn vun deem all seng Aktivitéiten a seng Décisiounen huelen.

Ee Member, wéi mer kierzlech de Fall haten, mat engem Regierungauto, dee gesot huet: „Ech war kucken an de Code de déontologie vun der Regierung an ech däarf dat!“, eleng, datt ee sech déi Fro stellt, hätt scho missen zur Konklusioun bréngen: Ech maachen et net, well et sech net passt! An deen CD, deen um Auto ass, wann e Minister an d'Ausland fier, dee stéet jo och net fir „Code de déontologie“ énnen um Auto drop.

(Hilarité)

Duerfir géif ech ganz kloer soen: Et soll jidd-wéere sech selwer sái Code a sech uleeén a praktiséieren, an da fueren ech net mat engem Regierungauto an d'Vakanz. Ob et erlaabt ass oder net, dat passt sech net.

Duerfir, wat mer haut hei stëmmen, ass gutt, mä vill méi wichteg ass, datt jiddwéere sain eogene Code de déontologie huet a sech och do-runner hält.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci dem Här Gibéryen. Als nächsten ageschriwwene Riedner ruffen ech op d'Tribün: den Här Serge Urbany.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, d'Verfassung stellt en héijen Usproch un d'Deputéiert. An hirem Artikel 50 seet se: «La Chambre des Députés représente le pays. Les députés votent sans en référer à leurs commettants», dat heesch, hir Wieler, «et ne peuvent avoir en vue que les intérêts généraux du Grand-Duché.»

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

Dat heesch, et gétt am Fong geholl eng konstitutionell Fiktoun hei opgebaut, déi seet, dass d'Deputéiert eleng dat ganzt Land vertrieben, dass se kengen eigentlech Rechenschaft schéllég si während hirem Mandat, a si seet, dass vun hinnen erwartet gétt, dass se dat am allgemengen Interesse maachen. An a Wier-lechkeet hu se och am Prinzip keng aner gesetzlech Limitatioun, déi se dorun erénnert, dass se dat musse maachen. Si hu keng aner Limitatiounen, déi all Bierger am Land huet.

Ech mengen awer, dass d'Situatioun vun den Deputéierten eben duerch hir Roll, déi se spille an enger Demokratie, eng aner ass an dass se net ze vergläiche si mat ezelne Bierger, och iwwregens, wat d'Veröffentlechung vun hirem Akommes ugeet. Den Här Adam huet virdru gesot, souläng net d'Akommes fir all Bierger op wier, bräichten och d'Deputéiert hiert Akommes net opzeleeën. Ech mengen, dass dat esou net stëmmt.

Ech mengen,...

(Interruption)

D'accord, d'accord. Dat ass, wat ech och elo just wollt soen. Mir feieren hei natierlich eng Rei vun esou Limitatiounen an. Et sinn nei Limitatiounen, déi d'Deputéiert hei kréien. Ob se duerginn, do ginn eis Meenungen auserneen. Mä ech mengen, dass et wichtig ass, besonnesch an eiser Zäit, dass déi Limitatiounen kommen. Aus zwee Grénn iwwregens, mengen ech, an do rejoignéieren ech erém dat, wat den Här Adam virdrun awer gesot huet.

Et ass émmer eng Begrenzung gi fir eng Kategorie vu Leit, wat d'Ausübung vum Mandat vum Deputéierten ugeet: Et kann een net Deputéierte sinn a gläichzäiteg aktive Funktionär, Beamten, Aarbechter, Schoulmeeschter, wann een iergendwéi vum Stat, am wäiteste Senn vum Wuert némme, bezuelt gétt. Et muss een dann déi Aarbecht niddereéé fir d'Dauer vum Mandat an et kritt een dofir eng finanziell Kompensatioun.

Dat ass jo eigentlech e Verbuet vu Beruffsausübung, wat et do scho laang gétt. Dat Verbuet vu Beruffsausübung betrifft haut ganz Wirtschaftssektoren. Et ass iwwregens e Beweis dofir, dass berufflech Aschränkungen, wat d'Funktions vum Deputéierten ugeet, méiglech sinn. Et ass awer och e bëssen e Beweis dofir, dass et och émmer nach Begrenzung gétt, awer berufflech Begrenzungen, déi net an alle Fäll berechtegt sinn, mä dat ass elo net dat, wat ech hei wollt développéieren.

An der Verfassung iwwregens, do sinn némme puer begrenzte Situatioun



SÉANCE 33

MERCREDI, 16 JUILLET 2014

ëffentleche Secteur, weiderhi vun där Fiktioun, vun där ech virdru geschwat hunn, dass se d'Gesamtinteresse vun der Gesellschaft vertrieben, kënne profitéiere ganz allgemeng.

Ech mengen, dass dat iwwregens och gëllt fir verschidde Verméigenssituatiounen, déi kënnen en Afloss op d'Ausübung vun engem Mandat vum Députéierten hunn.

Et solle selbstverständlich hei keng Generalverdächtegung ginn. Et muss ee sech bewosst sinn einfach, ém wat et geet a wat dee gesellschaftlechen Intérêt ass fir esou Limitatiounen, wéi mer se hei begrenzt iwwregens och aféieren, wat se bedeuten.

Am Artikel 3 vum Code, dee mer hei votéiere sollen, stéet eppes ganz Richteges: «Il n'y a pas de conflit d'intérêts lorsque le député tire un avantage du seul fait d'appartenir à la population dans son ensemble ou à une large catégorie de personnes.»

Eleng dat weist, dass déi Notioun vum Conflit d'intérêts, dee kann entstoer bei der Ausübung vum Députéiertemandat, eng aner Notioun ass wéi Lobbyismus a Kontakter zu Organisationen a Veräiner oder och souguer Gesellschaften am Allgemengen. Ech mengen, dass et spezifesch ém den Afloss vu gewéssene groussen ekonomischen Interessen oder op d'mannst wichtegen ekonomeschen Interesse fir d'Ausübung vun der Funktioun geet.

Den Hannergrond vun der aktueller Deontologiediskussioun ass nämlech deen - a mir schwätzte jo iwwer Deontologie souwuel wat d'Ministeren ueget wéi och d'Députéiert oder héich Beamten -, an an allen entwéckelte Länner ass et déiselwecht Fro, déi sech stellt: Et gëllt, fir ze vermeiden, dass eng Vermëschung vu privaten ekonomeschen Interesse geschitt mat politeschen Décisiounen op héijem Niveau.

Den Hannergrond ass natierlech och deen, dass d'Politik an Europa an an deenen eenzelne Länner esou eng Entwécklung fèrdert vun émmer méi Amëschung, vun émmer méi Implikatioun vun deene verschiddenen Intérêts ennerteen, doduerch dass gemëschte Gesellschaften émmer méi geschafe ginn, doduerch dass gemeinsam wirtschaftlech Unternehmunge kommen, zum Beispill a Form vun engem Public-Private Partnership.

A grad an deene Situationen hate mer et jo ze dinn, reell, konkret mat Interessevermëschungen. Mir hate vill ze di mat der Affär Wickreng/Léiweng, wou et ém Versprechunge gaangen ass fir eng Kategorie vun Entrepreneuren, fir en neie Fussballstadion oder eng nei Industriezon opzerrichten.

An engem Avis juridique, deen deemools iwwregens vun der DP-Fraktioune commandéiert ginn ass, e juristeschen Avis, ass iwwert d'Gefor vun der Verdonkelung a vun der Personaliséierung geschwat ginn, déi grad evident ass bei esou ekonomesche Relatiounen zwësche Stat a Privatheit, deene sougenannten „Public-Private Partnerships“.

D'Affär Cargolux, déi kuerz drop komm ass, huet och gewisen, op engem aneren Niveau, op engem méi héijen Niveau mat internationalen Implikatiounen, wéi esou eng Interessevermëschung méiglech ass, déi keng demokratesch Kontroll zougelooß huet vun der Chamber deemools. Dat ass kritiséiert gi vu Leit, déi haut an der Regierung sätzen. Déi implizéiert Ministere si vun der Oppositioun deemools ganz schaarf kritiséiert ginn.

D'Fro stellt sech natierlech: Wäert dat elo an Zukunft net méi méiglech sinn? Do musse mer natierlech waarden op dee Projet vun deem neie Code, wat d'Regierungsmemberen ueget.

Mä bezitt sech d'Fro vun engem Interessekonflikt just op Regierungsmemberen? Sinn net och d'Députéiert heiansdo an exponierte Beruffer, Wirtschaftsberoder, Geschäftsaaffekoten an esou weider, déi enk mat engem Deel vun der Geschäftswelt verbonne sinn - dat ass eng Realitéit, mat wichtegen Deeler vun der Wirtschaft an eisem Land verbonne sinn?

Gëtt do déi Kloerheet geschafen heimat, déi noutwendeg wier? Ech mengen net!

De GRECO, de Groupe anticorruption vum Conseil de l'Europe, deen hei schonn dacks genannt ginn ass, vun deem iwwregens Lëtzebuerg d'Presidentschaft huet an der Persoun vun der Madame Brasseur, warnt awer däitlech viru méigleche berufflechen Interessekonflikter, déi iwwert dee Wee kënnen entstoer, iwwert d'Porte dérobée vun der Chamber zum Beispill, duerch Leit, déi an der Chamber selwer vertrueden sinn.

Dat soe se ganz däitlech. Si schwätzte vun Affekoten, déi gewësse berufflech Interessen hei zu Lëtzebuerg vertrieben. Si schwätzte vun enger besonnescher Situation zu Lëtzebuerg, déi doraner besteet, dass hei ekonomesch Interesse

konzentriert sinn, dass hei juristesch Konstruktioun gebaut ginn, fir gewëssen Interessen ze vertrieden. An ech mengen, dass deen heite Code net genuch d'r Situations Rechnung dréit.

Interessekonflikter gi wuel definéiert hei, et bleift awer den Députéierten iwwerlooss, sech selwer ze mellen. Et feelt eng Obligation, preventiv och d'Existenz vun Interessekonflikter unzeginn, ier iwwerhaapt eng konkret Situations an engem bestëmmte Gesetz sech stellt. «Obligation de déclarer les activités et intérêts représentés», fuerert de GRECO.

Ass dat dann, wat hei geschitt?

Et gëtt och zum Beispill guer keng «interdiction de fonder des structures et sociétés de conseil après la prise de fonction de parlementaire». Dat ass e weidere Vorschlag vum GRECO.

Schonn eleng eng Formuléierung, déi elo drastee, wat d'Participation à titre personnel u Gesellschaften ugeet, déi ass an der Kommission heftest diskutéiert ginn: wat dat heescht, wat fir Type vu Gesellschaften do beträff sinn. Doropshi sinn d'Sociétés civiles immobilières ausgeschloss gi vun deene Gesellschaften, déi vun esou Deklaratiounen beträff sinn.

A puncto Deklaratioun vun Beruffsinteresse bleibt just eng vag Formuléierung: «tout autre intérêt financier» misst deklariert ginn, «qui pourrait influencer l'exercice des fonctions de députés.» Dat ass awer eng Formuléierung, déi riskéiert, inapplicable ze bleiwen, well se esou vag ass an och well gläichzäiteg, dat muss een awer och soen, kloer an der Kommission gesot ginn ass, d'Beruffsgeheimnis géif do driwwerstoer.

Ech respektierte ganz gären d'Berufsgeheimnis vun engem Affekot, vun engem Dokter an esou weider, mat wat fir Clienten en et ze dinn huet. Mä wann et sech ém Clienten handelt, déi eng eminent Roll am Wirtschaftsliewen zu Lëtzebuerg spiller, mengen ech, muss do eng Deklaratiounsflicht bestoen.

Ech mengen och, dass d'Steiergeheimnis net dierf do driwwerstoer. Kommt, mir ginn emol a Frankräich kucken: Am franséische Gesetz vun 2013 gëtt däitlech d'Steiergeheimnis opgehewe vis-à-vis vun den Députéierten. Ass dat hei de Fall?

Ech wëll och en aneren Artikel aus dem franséische Wahlgesetz zitiéieren, an deem stéet: «Le Bureau de l'Assemblée nationale examine si les activités professionnelles (...) mentionnées par les députés dans la déclaration d'intérêts et d'activités (...) sont compatibles avec le mandat parlementaire.» Dat heescht, et gëtt souguer d'Méiglechkeet hei theoretisch énnert der Kontroll vum Conseil constitutionnel geschafet, fir engem ze soen: Du kanns däi Mandat, wann s du esou e Beruff ausüb, net méi ausüb als Députéierten. Dat ass a Frankräich haut méiglech.

Ech wëll net soen, dass mer esou wäit solle kommen, mä ech hätt awer op d'mannst gär eng Deklaratioun vun Interessen, déi méi wäit geet.

Et ass iwwregens eng Bestëmmung, déi a Frankräich vum Conseil constitutionnel ofgeseent ginn ass. En huet gesot, si wir kompatibel mat der Verfassung. Ech sinn och der Meenung, dass se kompatibel mat einer Verfassung wier, well och an einer Verfassung stéet kloer dran, dass d'Inkompatibilitéiten, déi an der Verfassung stinn, nach kënnen duerch Gesetz weider ausgedehnt ginn. Dat huet näischt mam Recht op Aarbecht ze dinn, vun deem heiansdo geschwat gëtt.

Mir kritiséiere weider Saachen un deem Code. Et sinn zum Beispill keng Verflichtunge virgesinn. Wann en Députéierte seet: „Jo, ech si befaangen“, da muss en dat zwar deklaréieren, dann deklaréiert en et, mä dat heescht awer net, dass en net um Vote kann deelhuelen.

Ech ka mech erënneren, den Här Henkes ass hei eng Kéier op d'Tribün komm an en huet gesot: „Ech sinn Affekot an enger Affär“, an dat war den Dossier Cargolux, „Ech si befaangen, ech kann net um Vote deelhuelen.“ En ass erausgaangen.

Wat seet de Rapport vun der Kommission? «Cette non-participation à un ou à des votes n'est pas la conséquence souhaitée par les auteurs du code de conduite»...

► **M. le Président.**- Ech wëll lech just soen, Här Urbany, d'Zäit ass lech fortgelaft.

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- Ech weess dat, Här President.

(*Interruption*)

► **M. le Président.**- Dir misst zur Konklusioun kommen.

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- Ech weess dat, Här President, ech hat dofir och gefrot eigentlech, e Modell 2 ze kréien...

► **M. le Président.**- Jo, mä...

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- ...an der Conférence des Présidents.

► **M. le Président.**- D'Conférence des Présidents huet kloer tranchéiert, Här Urbany.

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- Dat hei ass eng wichteg...

► **M. le Président.**- An hei hält jiddweree sech un d'Riedezäit. Wann ech gelift,...

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- Ech fannen, dass dat hei eng...

► **M. le Président.**- ...kommt elo zur Konklusioun.

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- ...wichteg Diskussioun ass. Ech vertrieden deen eenzege Geige...

► **M. le Président.**- Jo, also elo, Här Urbany...

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- Bis elo hunn ech just d'Pensée unique héieren.

► **M. le Président.**- Hei ass eng kloer Décision geholl ginn, wann ech gelift, kommt zur Konklusioun, soss muss ech lech d'Wuert ewechhuelen.

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- Jo.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- Gutt. Jo, „Très bien!“, seet d'DP, dat ass kloer! D'DP ass déi Partei, déi hei an der Kommission...

(*Brouaha général*)

(*Coups de cloche de la présidence*)

...verhennert huet,...

► **M. le Président.**- Wann ech gelift! Wann ech gelift, Här Urbany,...

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- ...dass dat an de Code kënnt, wat eigentlech misst draustoer!

► **M. le Président.**- ...notzt Är Riedezäit, fir zur Konklusioun ze kommen.

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- Dat betréfft och déi Saach mat den Tranches de revenus, déi müssen deklariert ginn, déi grad déi héich Revenuen, zum Beispill, favoriséiert. Et ass vum GRECO kritiséiert ginn. De GRECO huet och kritiséiert, dass d'mobilt an d'immobilt...

(*Brouaha général*)

...dass dat mobilt an immobilt Verméigen...

► **M. le Président.**- Här Urbany!

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- ...net misst deklariert ginn.

► **M. le Président.**- Här Urbany, wa mer d'Verwarnung schonn hätten, géif ech se gebrauchen!

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- Gutt. Da kommen ech zum Schluss, Här President. Ech wëll lech awer soen, ech hinn awer och eng Motioun, déi geet jo eigentlech och op meng Riedezäit.

► **M. le Président.**- Dat ass net cumulabel.

(*Interruption*)

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- Gutt.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- saluant la volonté du Gouvernement de se doter d'une législation sur les droits et devoirs de ses membres, comme cela fut retenu dans son programme gouvernemental: «Le Gouvernement présentera un projet de loi sur les droits et les devoirs des membres du Gouvernement.» (p. 7, voir sous «Renouveau démocratique - Institutions - Gouvernement»);

- considérant que l'une des missions fondamentales de la Chambre de Députés réside dans le contrôle du Gouvernement et qu'elle dispose notamment d'un droit d'accusation envers les membres du Gouvernement (chapitre V, article 82 de la Constitution);

- estimant qu'il en résulte que la Chambre des Députés doit être étroitement impliquée dans l'élaboration d'un code de conduite concernant les membres du Gouvernement qui aura force de loi et qui doit par conséquent parcourir la voie parlementaire prévue à cet effet;

invite le Gouvernement

- à déposer un projet de loi relatif fixant les droits et devoirs de ses membres dans les meilleurs délais.

(s.) Serge Urbany, Justin Turpel.

Déi Motioun, déi betréfft de sougenannten „Kodex fir Ministeren“, dee soll dës Woch virgestallt ginn. Am Regierungsprogramm -an dat steet an d'r Motioun do dran - steet ganz däitlech, dass dat soll e Projet de loi ginn, wat ech ganz normal fannen. D'Kontrollrechte vum

Parlament vis-à-vis vun der Regierung bestinn. An ech mengen, dofir muss och d'Parlament dee Code, deen d'Regierung sech wëllt ginn - fir esou Saache wéi déi vu Wickreng/Léiweng ze verhennern, am Laf vun där hei déi fréier Opisition, d'DP an déi gréng, Enquêtekommissioune verlaangt hunn an esou weider - , da fanne ech, misst hei d'Prioritéit vum Parlament sinn, fir iwwert déi Saachen do ze diskutéieren, wat d'Regierung sech do selwer wëllt fir e Code de déontologie ginn. An net, dass mer deen an der Press mussen um Enn vun der Woch liesen! Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Oh me, oh me, oh me!

► **M. le Président.**- Voilà, da wiere mer um Enn, bal um Enn vun der Diskussioun ukomm. Den Här Rapporteur freet d'Wuert nach eng Kéier.

Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Ech wollt am Fong meng Riedezäit huele fir d'LSAP-Fraktioune, déi ech nach net entaméiert hunn an deem Ganzen. Et konnt ee vläicht net alles am Detail esou virstellen an d'r Vérelstonn, déi dem Rapporteur zur Verfügung stoung.

Ech wëll nach op eppes hiwisein, wat mer agebaut hunn, wat wéineg Parlamente hinn a wat mer de notre propre initiative eigentlech nach agebaut hunn. Dat ass, eng Regel virzegesinn, wann d'Députéiert intervenéiere fir Dréttpersonen. Dat gëtt diskutéiert an anere Parlamente, mä am Fong déi wéineg Parlamente hu sech do eng Regel ginn, während mir bei de Principes directeurs festgehalten hunn, dass, wann esou Interventionen vun Députéierte gemaach gi fir aner Persounen, dass dat némme ka sinn opgrond vun de Rechter, opgrond vum Mérite vun esou enger Persoun. Dat schéngt mer och wesentlech ze sinn an engem klengen Land, dass esch esou eng Verhalensregel gëtt.

Dat Zweet, wat ech wollt soen: Déi Interventionen vum Här Urbany huet den Androck ginn, wéi wa mer an deem Rapport do vum GRECO zerrappt gi wären. Dat ass net wouer. Dee Rapport vum GRECO huet fënnef Recommandatiounen hu mer zréckbehalen.

Et ass just effektiv déi Fro vum Patrimoine, bei däi mer eis net eens konnte setzen a mer schlussendlech zur Konklusioun komm sinn, dass mer déi Fro vum Patrimoine, aktiv a passiv, „fir de Moment“ - steet souguer am Rapport dran - net géif zréckbehalen. Mä an all deenen anere Froen, deene Recommandatiounen, déi gemaach gi sinn, hu mer Stellung bezunn a si mer op dee Wee gaangen, wéi de GRECO dat propoziert huet.

An ech



SÉANCE 33

MERCREDI, 16 JUILLET 2014

An ech menge ganz einfach, dass ee sech do näisch soll virmaachen, och dobaussen de Leit soll een näisch virmaachen: Wann hei een Deputierte wierklich déi Energie criminelle huet, fir ze fuddelen a Schmu ze maachen, da kenne mir hei déi bescht Regele festleeeën, da schiebe mir deem am Endeffekt kee Rigel vir. Däers musse mer eis bewosst sinn! Wat mir regelen, ass émmer den Normalfall.

Wat een, mengen ech, sollt erreechen duerch deen heiten Text, ass, dass vill Saachen, déi mer vlächt als normal ugesinn, well et se gëtt, dass mer déi vlächt méi a Fro stellen a méi Virsicht eigentlech hunn, wéi mer an eenzeline Situationsen eis verhalen.

Ech hoffen, dass mer dat duerch deen heiten Text erreechen. A wa mer dat erreicht hunn, mengen ech, dass mer schonn en déckt Stéck weiderkomm sinn.

▶ **Plusieurs voix.** - Très bien!

Motion 1

▶ **M. Alex Bodry** (LSAP).- Wat d'Motioun vun deene Lénken ugeet, wéll ech och kuerz Stellung bezíeien. Dat betréfft jo d'Aarbechten, déi d'Regierung ze maachen huet a wou jo och viru Kuerzem eng Pressekonferenz war; oder am Kader vum Pressebriefing vun der Regierung huet och de Justizminister do Indicatione ginn iwwert deen neien Entworf, deen d'Regierung festgehalten huet, deen, souwáit ech weess, soll iwwer Règlement grand-ducal en vigueur gesat ginn.

Dat ass effektiv net konform zu deem, wat am Regierungsprogramm stéet. An ech géif einfach proposéieren, dass mer deen heiten Text géifen an d'Institutionskommission verweisen an dass mer an enger nächster Sitzung, dat kann ufanks September sinn, dass mer do den zoustännege Minister ruffen, fir dass en eis soll Explikatiounen ginn, wat se virhunn, an natierlech och Explikatiounen ginn, firwat se elo net wéllen, schéngt et, op de Wee goe vun engem Gesetz, esou wéi et am Koalitionsaccord feststoung.

▶ **Plusieurs voix.** - Très bien!

▶ **M. le Président.**- Merci dem Alex Bodry. Vlächt ugefaange mat der Proposition: Ass dat eng Proposition, déi d'Auteure vun der Motioun kéinten unhuelen?

▶ **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- Also et bleift eng Tatsaach, dass dee ganze Code de déontologie, deen e Règlement grand-ducal soll sinn - kee Gesetz, wéi versprach -, Enn vun der Woch virgestallt gëtt. Ech huele gären och Explikatiounen entgéint dann an der Commission des Institutions am September doriwwer, dat ass jo dat Eenzegte och, wat eis iwwreg bleift, wann eis Motioun net ugeholl gëtt.

▶ **M. le Président.**- Dat heescht, mir ginn zu engem, géifen zu...

(Brouhaha)

Här Bodry.

▶ **M. Alex Bodry** (LSAP).- Ech deelen eigentlech fundamental d'Aschätzung, dass et der Chamber och net kann egal sinn, wat fir e Code de déontologie se sech an de Regierungsmembere gëtt. Dat ass schonn eng Affaire publique an déi muss och d'Chamber interesséieren.

Ech deelen do eigentlech d'Grondaschätzung vun där doter Fro. Dofir mengen ech, dass d'Regierung awer gutt berode wär - dee Message kritt se dann och hei iwwert déi heiten Debatt, si kann natierlech hir Texter virstellen, dat ass hiert gutt Recht -, d'Mise en vigueur eréischt ze maachen, nodeem en Échange de vues och an der Chamber stattfonnt huet, notamment dann iwwert d'Institutionskommission.

▶ **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- D'accord! Da si mer d'accord, dass se un d'Kommissionen verwise gëtt, a mir wäerten awer och an der Kommission drop drängen, dass dat d'Form vun engem Gesetz kritt, net vun engem Règlement grand-ducal, wou een iwwregens...

▶ **M. Alex Bodry** (LSAP).- Do muss jiddweree seng Positioun da festleeeën, dat ass...

▶ **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- ...nach émmer net weess, op wat fir ee Gesetz dee Règlement grand-ducal sech schlussendlech wäert beruffen. Dat wësse mer jo och iwwregens nach net. Dat ass och eng spannend Fro.

▶ **Une voix.**- D'Accord.

▶ **M. le Président.**- Merci. Dat ass kloer. Ech wollt déi Fro just stellen, ob mer ee Vote ze maachen hunn oder zwee. Da kenne mer eis deen ee Vote spueren, a mir géifen der Proposition vum Rapporteur nokommen an déi Diskussion an engem anere Kader féieren.

(La motion 1 est renvoyée à la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle.)

An elo géife mer dann iwwer eisen Deontologiekodex a sengen Ensemble ofstémmen.

Vote sur l'ensemble de la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 6691

D'Ofstémmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. D'Ofstémmung ass ofgeschloss.

De Code de déontologie ass mat 58 Jo-Stëmmen, bei 2 Nee-Stëmme ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaesch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Viviane Loschetter), Henri Cox, Mmes José Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

An déi traditionell Fro brauch ech hei net ze stellen.

11. Discours de M. le Président

Leif Kolleginnen a Kollegen, ech géif lech nach ém zwou Minuten oder ém e puer Minutte Gedold bidden. Mir sinn um Enn vun déser Sitzung, déi lescht vun déser aussergewéinlecher Session, an ech wollt lech bei dér Geleeënheet, leif Kolleginnen a Kollegen, eisem Personal alleguer, mengem Noper, dem Claude Friesen, dem Generalsekretär a sengen Adjointen, eise Leit, déi eis émmer bei eise Sitzungen hei begleeden am schwaarze Kostüm, dem Personal an de Fraktiouen an an de politesche Sensibilitéiten an der Press Merci soe fir hir Aarbecht.

An deene leschte Méint ass vill geschafft ginn an ech mengen, datt no de Spannungen, déi dat lescht Jör gekennzeichent hunn, an der Téschenzäit jiddweree seng Plaz fonnt huet.

D'Klima heibannen ass kolleegial, an och an de Kommissiouen, am Bureau, an der Conférence des Présidents schaffe mer konstruktiv zesummen. Dés extraordinar Session ass eng Zort Iwwergangssession, an där mer keng Rekorder gebrach hunn. Mir haten 33 Sitzungen, mir hu 74 Projets de loi verofschit. Mä Rekorder waren och net onbedéngt eist Zil.

Et ass vill an intensiv a gutt an de Kommisoune geschafft ginn an dat wäert am Hierscht nach e bësse méi intensiv ginn. D'Erausfuerunge si grouss an et stinn eng ganz Rei vu wichtegen Diskussionsen um Programm.

An deene leschte Méint huet d'Parlament méi Demokratie gewot an nei Initiative lancéiert: Esou ass d'Pétitionrecht via Internet e wichtige Schrëtt gewiescht. An de Succès ass méi grouss wéi erwart, wann een dat esou däerf soen. Mir hunn also eis éischt Experiencen gemaach an déi sinn duerchweegs positiv. Mä et ass nach net alles perfekt an dofir wäerte mer am Laf vun der Zäit de Bilan zéien an déi noutwendeg Adaptatiounen maachen.

Ech wollt bei déser Geleeënheit och d'Dignitéit, mat där esou e sensibelen Débat wéi deen iwwert de Mariage pour tous hei an der Chamber gefouert ginn ass, ervirsträichen an op d'Wichtegkeet vun deem rezenten Débat iwwert d'Reform vun der Fleegeversécherung hiwiesen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn an deene leschte Joren duerch déi schlëmmste Kris zénter der Stolkris gaangen an och wann een an der Téschenzäit erém méi optimistesch däerf sinn, sinn och an Zukunft weider couragéiert Décisionen ze huelen, fir d'Finanzen an d'Rei ze kréien an domat de sozialen Engagement ofzécheren. Dat gëllt fir eisen Asaz hei, mä och an Europa.

12. Hommage à M. Luc Frieden

Leif Kolleginnen a Kollegen, ech hunn de Moien e Bréif kritt, deen dat offiziell mécht, wat mer zénter leschter Woch woussten. Haut ass déi lescht öffentlech Sitzung fir eise Kolleg, de Luc Frieden, deen am Hierscht net méi als Deputiéierten op der CSV-Bank wäert sétzen. Hien huet eng aner Missionen iwwerholl.

De Luc Frieden - an dat hat e mer eng Kéier gesot -, dee sech a jonke Joren als Student en

Sommaire des séances publiques n°32 et 33

32^e séance

Ouverture de la séance publique

p. 376

6400 - Projet de loi portant:

- mise en œuvre de certaines dispositions du règlement (UE) n°1214/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2011 sur le transport transfrontalier professionnel d'euros en espèces par la route entre États membres dans la zone euro, et
- modification de la loi du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance

p. 376-378

6629 - Projet de loi modifiant la loi du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2^e Chance

p. 378-380

6670 - Projet de loi concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

p. 380-396

33^e séance

Ouverture de la séance publique

p. 396

Dépôt d'un projet de loi par M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative

p. 396

Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser

p. 397

Discours à l'attention de M. Jean-Claude Juncker à l'occasion de son élection à la présidence de la Commission européenne

p. 397

Communication

p. 397

Ordre du jour

p. 397

6625 - Projet de loi relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur et portant modification 1) de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et 2) de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière

p. 397-399

6535 - Projet de loi relative au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle et modifiant

1) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État
2) la loi modifiée du 13 décembre 1988 instaurant un régime fiscal temporaire spécial pour les certificats d'investissement audiovisuel

p. 399-403

6703 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective

p. 403-405

6691 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés portant introduction d'un Code de conduite des députés luxembourgeois en matière d'intérêts financiers et de conflits d'intérêts

p. 405-411

Discours de M. le Président

p. 411

Hommage à M. Luc Frieden

p. 411

näisch eleng: Als Minister huet een eng féierend Roll a villen Dossieren, mä ouni d'Ennerstëtzung vun de Beamten, de Kollegen, de Ministeren, den Deputiéierten erreecht ee ganz wéineg.

An dofir wollt ech och soen: Wann ech esou de Film zréckkucke vun deem, wat mer zesumme gemaach hunn, sief et ganz am Ufank d'Institution vun engem Verfassungsgeriicht, den Ausbau vun der Finanzplaz iwwert déi 20 Joer, den Ausbau vun der europäischer Polizei- a Justizkooperatioun, d'Rettung vun zwou grousse Banken a villes aneschteres, dat war émmer e kollektiven Effort. Eleng wier dat net méiglech gewiescht an dofir sinn ech frau, datt heibannen esou vill Leit mech all déi Joren énnerstëtzzt hunn.

Politik ass Inhalt, mä Politik sinn och virun allem Menschen. An ech muss soen, dat koum vlächt all déi Joren net émmer esou eriwwer, och an deene Momenter, déi emol méi "tough" waren - an där goufen et och an désem Haus, och fir mech -, dann huet een émmer och gespuert, datt der eng Rei do waren, déi engem awer e léift Wuert gesot hunn. An dofir sinn ech och dankbar fir all déi Fréindeschaften, déi iwwert d'Parteidgrenzen eraus hei an deem Haus émmer bestinn.

Här President, Dir hutt drop higewisen, an do-bausse gëtt vlächt oft vergiess, datt mer allegerue Mënsche sinn, déi een Zil hunn: ze kucken, datt dat Land, mat verschidde Weeër, awer virukennnt.

Ech hu fonnt, datt no 20 Joer aktiver Politik ech Loscht hätt, nach eppes aneschteres ze maachen, international Erfahrung och am Ausland ze sammelen. Mä och wann ech elo vill zu London an zu Frankfurt wäert schaffen, da bleiwen ech och do Lëtzebuerg an ech wäert och gradesou oft a gradesou gären hei op Lëtzebuerg kommen.

Merci alles! Äddi. Mir gesinn eis erém!

(Applaudissements)

▶ **M. le Président.**- Merci dem Luc fir seng lescht Intervention hei an der Chamber.

Domat ass d'Setzung um Enn. Villmoos Merci.

(Fin de la séance publique à 18.28 heures)

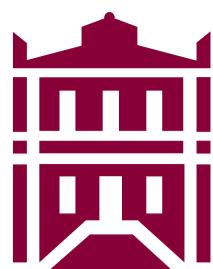


TABLE ANALYTIQUE DES SÉANCES PUBLIQUES

2013-2014

Compte rendu n°1

1^{re} séance (session extraordinaire 2013)

Ouverture de la session extraordinaire 2013 p. 1

Allocution de Mme Anne Brasseur, Doyen p. 1

Hommage à la mémoire de M. Mathias Greisch, Député honoraire p. 1

Vérification des pouvoirs p. 1-2

Procédure d'assermentation p. 2-3

Félicitations et remerciements de Mme Anne Brasseur, Doyen p. 3

Élection du Bureau et renouvellement de la nomination du Secrétaire général p. 3

Institution de la Conférence des Présidents p. 3

1^{re} séance (session extraordinaire 2013-2014)

Clôture de la session extraordinaire 2013 et ouverture de la session extraordinaire 2013-2014 p. 4

Prestation de serment d'élus p. 4

Vérification des pouvoirs et prestation de serment des suppléants p. 4-5

Élection du Bureau et élection du Secrétaire général p. 5

Allocution du Président élu p. 5-6

Constitution des groupes politiques p. 6

Institution de la Conférence des Présidents p. 6

Constitution des Commissions parlementaires réglementaires et permanentes p. 6-7

Constitution des délégations dans les Assemblées parlementaires internationales p. 7-8

Nomination du Comité de discipline p. 8

Déclaration de recevabilité de trois propositions de loi et d'une proposition de modification de la Constitution p. 8

2^e séance

Hommage à la mémoire de M. Nelson Mandela, ancien Président de la République d'Afrique du Sud p. 8

Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, concernant le programme gouvernemental p. 8-14

3^e séance

Communications p. 14-15

Débat sur le programme gouvernemental p. 15-24

Ordre du jour p. 24

Débat sur le programme gouvernemental (suite) p. 24-26

4^e séance

Débat sur le programme gouvernemental (suite) p. 26-36

Compte rendu n°2

5^e séance

Communication p. 37

Composition des commissions parlementaires p. 37

Ordre du jour p. 37

6571 - Projet de loi portant modification de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 p. 37-40

6630 - Projet de loi ayant pour objet

a) d'autoriser le Gouvernement à effectuer, au cours des mois de janvier à avril 2014, les dépenses figurant aux tableaux annexés à la présente loi;

2. d'autoriser le Gouvernement à recouvrer les impôts directs et indirects existant au 31 décembre 2013 d'après les lois et tarifs qui en régulent l'assiette et la perception;

3. de proroger certaines dispositions de la loi du 21 décembre 2012 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2013

b) portant modification de:

1. la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;

2. la loi modifiée du 15 juillet 2008 relative au développement économique régional;

3. la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;

4. la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles p. 40-44

6580 - Projet de loi autorisant l'Etat à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Nordstad/Bleesbruck p. 44-47

6594 - Projet de loi portant modification

1. de l'article L. 122-10 du Code du Travail;

2. de l'article 1^{er} de la loi modifiée du 3 août 2010

1) portant introduction de diverses mesures temporaires visant à promouvoir l'emploi et à adapter les modalités d'indemnisation de chômage et complétant ou dérogeant à certaines dispositions du Code du Travail;

2) modifiant les articles L. 513-3, L. 521-7 et L. 523-1 du Code du Travail;

3) modifiant la loi modifiée du 17 février 2009 portant:

1. modification de l'article L. 511-12 du Code du Travail;

2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du Travail p. 47-49

6606 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural p. 49-50

Désignation d'un président et de quatre membres du Centre pour l'égalité de traitement p. 50

Discours de fin d'année de M. le Président p. 50-51

6^e séance

Octroi du titre honorifique à d'anciens députés p. 51

Communications p. 51-52

Changements de composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales p. 52

Ordre du jour p. 52

Heure de questions au Gouvernement

Question n°1 du 17 janvier 2014 de Mme Anne Brasseur relative au conventionnement du culte musulman, adressée à M. le Ministre des Cultes p. 52-53

Question n°2 du 21 janvier 2014 de M. Claude Wiseler relative aux récentes déclarations du Président américain Barack Obama au sujet des programmes de surveillance des services secrets américains, adressée à M. le Premier Ministre p. 53

Question n°3 du 20 janvier 2014 de M. Marc Argel relative au site du château Mansfeld à Luxembourg-Clausen, adressée à Mme la Ministre de la Culture p. 53-54

Question n°4 du 21 janvier 2014 de M. Fernand Kartheiser relative au forfait d'éducation, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration p. 54

Question n°5 du 21 janvier 2014 de M. Claude Adam relative à l'avenir de la station de radio «ARA», adressée à M. le Premier Ministre et à M. le Ministre des Communications et des Médias p. 54

Question n°6 du 21 janvier 2014 de M. Gilles Roth relative aux hausses annoncées des différents taux de TVA, adressée à M. le Ministre des Finances p. 54-55

Question n°7 du 20 janvier 2014 de M. Alexander Krieps relative à l'éventuelle fermeture de bureaux de la Poste, adressée à M. le Ministre de l'Économie p. 55

Question n°8 du 21 janvier 2014 de M. Serge Urbany relative à la récente étude de l'ONG Greenpeace en relation avec des substances toxiques relevées dans les vêtements d'enfants, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs p. 55

Question n°9 du 21 janvier 2014 de M. Franz Fayot relative au début de construction de la nouvelle Bibliothèque Nationale au Bricherhoff à Luxembourg-Kirchberg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 55

Question n°10 du 21 janvier 2014 de M. Marc Spautz relative aux changements éventuels qui pourraient toucher le système d'allocations familiales au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration p. 55-56

Question n°11 du 21 janvier 2014 de Mme Martine Hansen relative au projet de construction du Lycée technique agricole à Gilsdorf, à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 56

5974 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales en vue de mettre en œuvre le Règlement (CE) n°1435/2003 du Conseil du 22 juillet 2003 relatif au statut de la société coopérative européenne (SEC) p. 56-58

6559 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à subventionner un dixième programme quinquennal d'équipement sportif p. 58-64

6590 - Projet de loi portant approbation de la Convention relative à l'assistance alimentaire, faite à Londres, le 25 avril 2012 p. 64-66

Compte rendu n°3

7^e séance

Hommage à la mémoire de M. Henri Ackermann, Député honoraire p. 67

Communications p. 67-68

Changements de composition des commissions parlementaires p. 68

Ordre du jour p. 68

6544 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 mars 1966 portant institution d'un Conseil Économique et Social p. 68-70

6589A - Proposition de loi modifiant l'article 14 de la loi modifiée du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'Etat et

6650 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à la composition de la Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'Etat p. 70-75

6644 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux droits des sensibilités politiques et des députés p. 75-78

6596 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à octroyer au Fonds Monétaire International des prêts remboursables pour un montant maximum équivalent à 2,06 milliards d'euros p. 78-80

6615 - Projet de loi portant approbation des Accords entre le Grand-Duché de Luxembourg et certains pays tiers concernant les transports aériens p. 80-81

8^e séance

Hommage à la mémoire de M. Nic Bock, fonctionnaire de l'Administration parlementaire p. 82

Hommage à la mémoire de M. Fred Sunnen, Député honoraire p. 82

Communications p. 82

Changements de composition de commissions parlementaires p. 82

Ordre du jour p. 83

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°12 du 10 mars 2014 de M. Gustav Graas relative à la commémoration d'un certain nombre d'événements historiques en 2014, adressée à M. le Premier Ministre

et

- Question n°13 du 11 mars 2014 de M. Fernand Kartheiser relative à la commémoration du 70^e anniversaire de la Libération, adressée à M. le Premier Ministre p. 83

Question n°14 du 11 mars 2014 de M. Aly Kaez relative au retard des travaux de rénovation du Pont Grand-Duc Adolphe, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 83

Question n°15 du 11 mars 2014 de M. Roger Neigri relative à la position du Gouvernement luxembourgeois face au «quatrième paquet ferroviaire», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 83-84

Question n°16 du 11 mars 2014 de M. Justin Turpel relative à la possibilité d'accorder à M. Edward Snowden, whistleblower, l'asile politique, adressée à M. le Ministre de l'Immigration et de l'Asile p. 84

Question n°17 du 10 mars 2014 de Mme Joëlle Elvinger relative à la campagne de sensibilisation «Je peux voter», adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration p. 84

Question n°18 du 11 mars 2014 de Mme Martine Hansen relative à la réforme de la formation professionnelle, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 84-85

Question n°19 du 11 mars 2014 de M. Franz Fayot relative à la place de l'enseignement de l'informatique et des technologies nouvelles dans l'enseignement secondaire luxembourgeois, adressée à M. le Ministre de l'Éducation, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 85

Question n°20 du 10 mars 2014 de M. Marc Hansen relative au récent rapport du GAIFI (Groupe d'action financière), adressée à M. le Ministre de la Justice p. 85-86

Déclaration de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, sur les récentes évolutions politiques en Ukraine, suivie d'un débat p. 86-89

Heure d'actualité de la sensibilité politique dédiée au Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) et ses conséquences p. 89-93

6502 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création de deux établissements publics dénommés

- Centres, foyers et services pour personnes âgées,

- Centres de gériatrie p. 93

6478 - Projet de loi portant

1. modification du Code de la consommation;

* de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique;

* de la loi modifiée du 30 mai 2005 relative aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques et portant modification des articles 88-2 et 88-4 du Code d'Instruction criminelle;

* de la loi modifiée du 8 avril 2011 portant introduction d'un Code de la consommation;



TABLE ANALYTIQUE DES SÉANCES PUBLIQUES 2013-2014

2. l'Accord portant création du Fonds africain de développement, signé à Abidjan le 29 novembre 1972 tel qu'amendé p. 101-102

6551 - Projet de loi visant l'adaptation de certaines dispositions en matière d'impôts indirects et portant modification:

- de la loi modifiée du 28 janvier 1948 tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession;

- de la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement;

- de la loi organique de l'enregistrement du 22 frimaire an VII;

- de la loi organique du timbre du 13 brumaire an VII;

- de la loi modifiée du 23 décembre 1913 concernant la révision de la législation qui régit les impôts dont le recouvrement est attribué à l'administration de l'enregistrement et des domaines p. 102-103

6632 - Projet de loi portant transposition de l'article 8 de la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et portant modification 1. de la loi du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal; 2. de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu p. 104

6649 - Projet de loi portant modification de l'article 4 de la loi modifiée du 19 mars 1988 sur la publicité foncière en matière de copropriété p. 104-105

6562 - Projet de loi renforçant le droit des victimes de la traite des êtres humains et portant modification

(1) du Code pénal;
(2) de la loi modifiée du 12 mars 1984 relative à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction et à la répression de l'insolvenabilité frauduleuse;
(3) de la loi du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains et modifiant le Nouveau Code de procédure civile;
(4) de la loi du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration p. 106-108

6563A - Projet de loi portant modification
1) de la loi du 7 juin 2012 sur les attachés de justice;
2) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif p. 108-110

6609 - Projet de loi modifiant l'ordonnance royale grand-ducale modifiée du 1^{er} juin 1840 concernant l'organisation de la partie forestière p. 110-111

6620 - Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif au Service International de Recherches, signé à Berlin, le 9 décembre 2011 p. 111-112

10^e séance

Discours de M. le Président p. 112-113

Déclaration de M. Martin Schulz, Président du Parlement européen p. 113

Séance de questions et de réponses

1) Question posée par le groupe politique LSAP p. 113-114

2) Question posée par le groupe politique CSV p. 114

3) Question posée par le groupe politique DP p. 114

4) Question posée par la sensibilité politique ADR p. 114

5) Question posée par le groupe politique déi gréng p. 114-115

6) Question posée par la sensibilité politique déi Lénk p. 115

11^e séance

Dépôt d'un projet de loi p. 116

Dépôt d'une motion par M. Henri Kox p. 116-117

Dépôt d'une motion par M. Justin Turpel p. 117

Communications p. 117

Changements de composition de commissions parlementaires p. 117

Ordre du jour p. 117

6394 - Projet de loi portant approbation

- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République française, concernant la mise en place et l'exploitation d'un

centre commun de coopération policière et douanière dans la zone frontalière commune, signé à Luxembourg le 24 octobre 2008;

- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relativ à la coopération dans leurs zones frontalières entre les autorités de police et les autorités douanières, signé à Luxembourg le 15 octobre 2001 p. 117-119

Motion de M. Henri Kox concernant le document COM (2014) 15: Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Un cadre d'action en matière de climat et d'énergie pour la période comprise entre 2020 et 2030 et

Motion de M. Justin Turpel concernant le soutien par le Gouvernement d'un plan d'action du Conseil européen en vue de réduire les émissions internes de l'UE d'au moins 55%, d'atteindre un objectif contraignant de 45% d'énergies renouvelables et d'atteindre 40% d'économie d'énergie d'ici 2030 p. 119-121

6599 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 16 juillet 1984 relative aux laboratoires d'analyses médicales p. 121-123

Question urgente n°152 de M. Michel Wolter relative aux décharges pour déchets inertes p. 123-124

6616 - Projet de loi portant transposition

- de la directive 2009/133/CE du Conseil du 19 octobre 2009 concernant le régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions, scissions partielles, apports d'actifs et échanges d'actions intéressant des sociétés d'Etats membres différents, ainsi qu'au transfert du siège statutaire d'une SE ou d'une SCE d'un Etat membre à un autre;

- de la directive 2011/96/UE du Conseil du 30 novembre 2011 concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'Etats membres différents;

- de la directive 2013/13/UE du Conseil du 13 mai 2013 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la fiscalité, du fait de l'adhésion de la République de Croatie; portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

- de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934 p. 124-125

Ordre du jour (suite) p. 125

6652 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'Etat (suite) p. 125-130

6579 - Projet de loi

1) portant approbation du protocole modifiant l'accord du 9 février 1994 relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes pour des véhicules utilitaires lourds, aux fins

a) de satisfaire à la directive 2006/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 modifiant la directive 1999/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures et

b) de convenir, entre les Gouvernements du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, de la République fédérale d'Allemagne, du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume des Pays-Bas et du Royaume de Suède, de l'introduction d'un système de «paperless vignette» dans leur système commun pour la perception d'un droit d'usage, fait à Bruxelles, le 21 octobre 2010;

2) transposant la directive 2011/76/UE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2011 modifiant la directive 1999/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures;

3) modifiant la loi modifiée du 24 février 1995 portant approbation et application de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes pour des véhicules utilitaires lourds, fait à Bruxelles, le 9 février 1994 p. 130-131

6601 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire (Ligne de Luxembourg à Kleinbettingen. Modernisation de la ligne. Phase II: Réélectrification de la ligne) p. 131-132

12^e séance

Hommage à la mémoire de M. Ernest Muhlen, Député honoraire p. 133

Communications p. 133-134

6665 - Proposition de loi relative à l'organisation d'un référendum national sur la participation du budget de l'Etat dans le financement d'une ligne de tramway à Luxembourg p. 134

Ordre du jour p. 134

Vérification des pouvoirs et assermentation de M. André Bauler p. 134-135

Changements de composition de commissions parlementaires et de délégations aux assemblées parlementaires internationales p. 135

Heure de questions au Gouvernement

- *Question n°21 du 31 mars 2014 de M. Max Hahn relative à l'organisation interne de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre de la Sécurité intérieure* p. 135

- *Question n°22 du 1^{er} avril 2014 de M. Jean-Marie Halsdorf relative aux bourses pour médecins assistants en voie de spécialisation en Allemagne, adressée à Mme la Ministre de la Santé* p. 135

- *Question n°23 du 1^{er} avril 2014 de Mme Taina Bofferding relative à l'existence d'un bilan des projets pilotes pour jeunes, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire* p. 135-136

- *Question n°24 du 31 mars 2014 de M. Fernand Kartheiser relative au «devoir de mémoire», adressée à M. le Premier Ministre* p. 136

- *Question n°25 du 1^{er} avril 2014 de M. Michel Wolter relative au glissement de terrain à la décharge pour déchets inertes à Mondorf*, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement p. 136-137

Changement de composition de commissions parlementaires et de délégations aux assemblées parlementaires internationales (suite) p. 137

6541 - Projet de loi

a) relative aux émissions industrielles
b) modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

c) modifiant la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux p. 137-139

6617 - Projet de loi portant approbation de l'Accord établissant une association entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Amérique centrale, d'autre part signé à Tegucigalpa (Honduras), le 29 juin 2012 et

6618 - Projet de loi portant approbation de l'Accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part, signé à Bruxelles, le 26 juin 2012 p. 139-142

6638 - Projet de loi portant approbation de l'Accord interne entre les représentants des Gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 conformément à l'Accord de partenariat ACP-UE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, fait à Luxembourg et à Bruxelles, respectivement les 24 et 26 juin 2013 p. 142-143

6577 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2012 p. 183

6674 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2012 p. 183-184

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2012 de la Cour des Comptes p. 184

Résolution concernant les comptes de l'exercice 2012 du Médiateur p. 184

Compte rendu n°5

13^e séance

Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'Etat p. 145-151

Dépôt d'un projet de loi p. 151

14^e séance

Changement de composition d'une commission parlementaire p. 152

Débat sur l'état de la nation p. 152-160

15^e séance

Débat sur l'état de la nation (suite) p. 161-175

16^e séance

Communications p. 175-176

6611 - Proposition de loi relative à l'égalité salariale entre hommes et femmes p. 176

Ordre du jour p. 176

6666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2014 et modifiant

1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

2) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;

3) la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1988;

4) la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1999;

5) la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;

6) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'Etat et l'enseignement privé;

7) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;

8) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles;

9) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques

p.



TABLE ANALYTIQUE DES SÉANCES PUBLIQUES 2013-2014

19^e séance

6666 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2014 et modifiant

- 1) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
2) la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement;
3) la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1988;
4) la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1999;
5) la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police;
6) la loi modifiée du 13 juin 2003 concernant les relations entre l'Etat et l'enseignement privé;
7) la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation;
8) la loi modifiée du 18 février 2010 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources naturelles;
9) la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilées des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques (suite) p. 194-208

20^e séance

- Communications p. 209

6605 - Proposition de loi relative au changement du nom de la commune de Erpeldange en celui de Erpeldange-sur-Sûre

p. 209

- Ordre du jour p. 209-212

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°26 du 6 mai 2014 de M. Guy Arendt relative à la prolongation du permis de conduire, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 212-213

- Question n°27 du 6 mai 2014 de Mme Martine Hansen relative à la formation professionnelle, adressée à M. le Secrétaire d'Etat à l'Education nationale, à l'Enfance et à la Jeunesse p. 213

- Question n°28 du 6 mai 2014 de M. Roger Negri relative aux nuisances sonores provoquées par la circulation automobile sur le pont provisoire dit «blo Bréck», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 213

- Question n°29 du 6 mai 2014 de M. Fernand Kartheiser relative aux aides pour les écrivains et traducteurs luxembourgeois, adressée à Mme la Ministre de la Culture p. 214

- Question n°30 du 4 mai 2014 de M. Claude Adam relative à la gare de Mersch, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 214

- Question n°31 du 6 mai 2014 de Mme Nancy Arendt relative à l'organisation des cours de natation dans l'enseignement fondamental, adressée à M. le Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse p. 214-215

- Question n°32 du 5 mai 2014 de M. Justin Turpel relative aux bourses d'études et aides financières de l'Etat pour les étudiants, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche p. 215

- Question n°33 du 6 mai 2014 de M. Serge Wilmes relative à la mise en œuvre de la garantie pour la jeunesse, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire p. 215-216

- Question n°34 du 6 mai 2014 de M. Fernand Kartheiser relative au droit d'exclusivité et de priorité des volontaires de l'armée dans la Fonction publique, adressée à Mme la Secrétaire d'Etat à la Défense p. 216

- Question écrite n°163 du 21 mars 2014 de M. Claude Wiseler relative à la conduite transfrontalière du motocycle léger (A1) avec le permis de conduire de la catégorie B p. 216

- Question écrite n°176 du 26 mars 2014 de M. Félix Eischen relative aux importations de gaz russe p. 216-217

- Question écrite n°179 du 27 mars 2014 de M. Marc Spautz relative à la société Enovos p. 217

- Question écrite n°157 du 19 mars 2014 de M. Marc Spautz relative à la mauvaise transposition d'une directive européenne p. 217

- Question écrite n°190 du 1er avril 2014 de M. Marc Spautz relative à l'installation de panneaux

solaires photovoltaïques sur les toits des immeubles et objets classés monuments nationaux p. 217

6415 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie p. 217-219

Ordre du jour (suite) p. 219-220

6651 - Projet de loi relative au financement du Réseau national intégré de radiocommunication pour les services de sécurité et de secours luxembourgeois p. 220-222

6647 - Projet de loi modifiant les articles 15 (2) et 16 (2) de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat p. 222-224

6572 - Projet de loi
a. concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (UE) n°649/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux
b. abrogeant la loi du 28 mai 2009 concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) n°689/2008 du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 concernant les exportations et importations de produits chimiques dangereux p. 224-225

6636 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à l'adoption d'un signe distinctif additionnel (Protocole III), fait à Genève, le 8 décembre 2005, et modifiant la loi du 18 décembre 1914 concernant la protection des emblèmes de la Croix-Rouge p. 225-227

Compte rendu n°7

21^e séance

- Communications p. 228

- Ordre du jour p. 228-229

- Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar p. 229-230

- Mots de bienvenue aux membres du Comité des Présidents de l'APCE p. 230

Motion de M. Laurent Mosar relative au soutien au Gouvernement nigérien dans la résolution de crimes détestables et dans la poursuite de ses efforts de respect des obligations découlant du droit international, du droit international des droits de l'Homme, du droit des réfugiés et du droit humanitaire pour protéger ses citoyens et venir à bout de l'insurrection de l'organisation terroriste «Boko Haram» p. 230-231

Ordre du jour (suite) p. 231

Question écrite n°261 du 7 mai 2014 de M. Laurent Mosar relative à l'accord de coopération conclu par l'aéroport de Zhengzhou et celui de Francfort-Hahn, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 231-233

6608 - Projet de loi portant approbation du Traité sur le commerce des armes, fait à New York le 2 avril 2013 p. 233-235

6556 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung») p. 235-237

6642 - Projet de loi

- portant transposition de l'article 5 de la directive 2008/8/CE du Conseil du 12 février 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le lieu des prestations de services;
- modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée p. 237-242

6643 - Projet de loi portant approbation de la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale et de son protocole d'amendement, signés à Paris, le 29 mai 2013 et portant modification de la loi générale des impôts p. 242-243

Question élargie n°1 de M. Marc Lies sur le nombre de logements achevés dans le cadre du Pacte Logement p. 243

22^e séance

- Communications p. 244

- Changements de composition de commissions parlementaires p. 244

Ordre du jour p. 244-245

Dépôt d'une motion par M. Justin Turpel p. 245

Ordre du jour (suite) p. 245

6514 - Projet de loi portant:

1) approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité ouverte à la signature à Budapest le 23 novembre 2001,
2) approbation du Protocole additionnel à la Convention sur la cybercriminalité, relatif à l'incrimination d'actes de nature raciste et xénophobe commis par le biais de systèmes informatiques, fait à Strasbourg le 28 janvier 2003,
3) modification du Code pénal,
4) modification du Code d'instruction criminelle,
5) modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques p. 245-250

6626 - Projet de loi portant sur la construction d'une ligne de tramway à Luxembourg entre la Gare centrale et le Circuit de la Foire Internationale au Kirchberg et

6684 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire p. 250-266

Ordre du jour (suite) p. 266

23^e séance

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°37 du 3 juin 2014 de M. Eugène Berger relative au renouvellement des contrats avec l'Université du Luxembourg et les centres de recherche publics, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche p. 267

- Question n°38 du 5 juin 2014 de Mme Martine Hansen relative au projet de construction du Lycée technique agricole à Gilsdorf, adressée à M. le Secrétaire d'Etat au Développement durable et aux Infrastructures p. 267

- Question n°39 du 5 juin 2014 de M. Marc Angel relative à la stratégie gouvernementale en matière de développement et de diversification économiques en relation avec la lutte contre le chômage au Luxembourg, adressée à Mme la Secrétaire d'Etat à l'Économie p. 267-268

- Question n°40 du 4 juin 2014 de M. Fernand Kartheiser relative à la loi électorale, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur p. 268

- Question n°41 du 4 juin 2014 de M. Henri Kok relative au programme de recherche BeefFirst, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs p. 268-269

- Question n°42 du 5 juin 2014 de M. Marco Schank relative à la propagation de la peste porcine africaine en Europe, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs p. 269

- Question n°43 du 4 juin 2014 de M. Alexander Kriesp relative à l'actualisation des tests néonataux, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 269

- Question n°44 du 5 juin 2014 de M. Justin Turpel relative aux incidences sur le budget de l'Etat du report en mars 2015 de la tranche indiciaire prévue en octobre 2014, adressée à M. le Ministre des Finances p. 269-270

- Question n°45 du 4 juin 2014 de M. Max Hahn relative au modèle de financement retenu pour la construction d'une nouvelle caserne pour les services de secours au Ban de Gasperich, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur p. 270

- Question n°46 du 5 juin 2014 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la stratégie de prévention du Gouvernement dans la lutte contre les phénomènes de la société, adressée à Mme la Ministre de la Santé p. 270

Nomination d'un réviseur d'entreprises pour l'Entreprise des Postes et Télécommunications p. 270-271

6567 - Projet de loi portant approbation de la Convention de Strasbourg de 2012 sur la limitation de la responsabilité en navigation intérieure faite à Strasbourg, le 27 septembre 2012 p. 271-272

6607 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Norvège concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, signé à Bruxelles, le 21 février 2013 p. 272-273

6635 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif à la protection des informations classifiées échangées dans l'intérêt de l'Union européenne, signé à Bruxelles, le 25 mai 2011 p. 273-274

6633 - Projet de loi portant

1. approbation du Protocole, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2013 modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Danemark tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune;

2. approbation du Protocole, signé à Luxembourg, le 20 juin 2013, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Slovénie tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Ljubljana, le 2 avril 2001;

3. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de l'Arabie saoudite tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signé à Riyad, le 7 mai 2013;

4. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Guernesey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signé à Londres, le 10 mai 2013;

5. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'île de Man tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signé à Londres, le 8 avril 2013;

6. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Jersey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que le Protocole et l'échange de lettres y relatifs, signé à Londres, le 17 avril 2013;

7. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République tchèque tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signé à Bruxelles, le 5 mars 2013;

et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande p. 274-276

6658 - Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 2010 portant organisation de la formation à la profession réglementée de l'infirmier responsable de soins généraux et de la formation de sage-femme et portant reconnaissance des titres de certaines professions réglementées p. 276-277

Compte rendu n°8

24^e séance

- Communications

p. 278

- Ordre du jour

p. 278-279

- Dépôt de deux propositions de loi par M. Fernand Kartheiser

p. 279



TABLE ANALYTIQUE DES SÉANCES PUBLIQUES 2013-2014

25^e séance

Ordre du jour	p. 291
6687 - Projet de loi portant modification de la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques	p. 291-293
6172A - Projet de loi portant	
a) réforme du Titre II.- du Livre I ^{er} du Code civil «Des actes de l'état civil» et modifiant les articles 34, 47, 57, 63, 70, 71, 73, 75, 76, 79, 79-1 et 95;	
b) réforme du Titre V.- du Livre I ^{er} du Code civil «Du mariage», rétablissant l'article 143, modifiant les articles 144, 145, 147, 148, 161 à 164, 165 à 171, 173 à 175, 176, 177, 179, 180 à 192, 194 à 199, 201, 202, 203 à 206, 212 à 224, 226, 227, introduisant les articles 146-1, 146-2, 175-1, 175-2 nouveaux et abrogeant les articles 149 à 154, 158 à 160bis, 178, le Chapitre VIII et l'article 228;	
c) modification des articles 295, 351, 379, 380, 383, 390, 412, 496 alinéa 1 ^{er} , 509-1 alinéa 2, 730, 737, 791, 847 à 849, 852 alinéa 3, 980 alinéa 2, 1405, 1409 et 1676 alinéa 2 et abrogation des articles 296, 297 et 1595 du Code civil;	
d) modification de l'article 66 du Code de commerce;	
e) modification des articles 265 alinéa 1 ^{er} , 278 et 521 du Nouveau Code de procédure civile;	
f) introduction d'un Titre VI.bis nouveau dans la Deuxième Partie du Nouveau Code de procédure civile;	
g) introduction d'un Chapitre VII.-I nouveau au Titre VII du Livre I ^{er} du Code pénal;	
h) abrogation de la loi du 23 avril 1827 concernant la dispense des prohibitions du mariage prévues par les articles 162 à 164 du Code civil; et	
i) abrogation de la loi du 19 décembre 1972 portant introduction d'un examen médical avant mariage	p. 293-306

26^e séance

6655 - Projet de loi relatif à la construction du centre pénitentiaire d'Uerschterhaff	p. 306-312
Retrait du rôle des affaires	p. 312
Question élargie n°2 de M. Claude Adam sur la promotion du secteur du jeu vidéo	p. 312-313
6315 - Projet de loi portant réorganisation de l'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services et portant organisation du cadre général pour la surveillance du marché dans le contexte de la commercialisation des produits, - modifiant	
* la loi modifiée du 17 mai 1882 sur les poids et mesures,	
* la loi modifiée du 31 juillet 2006 relative à la sécurité générale des produits,	
* la loi modifiée du 19 décembre 2008 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits consommateurs d'énergie,	
* la loi du 25 mars 2009 relative à la compatibilité électromagnétique,	
* la loi modifiée du 27 mai 2010 relative aux machines,	
* la loi modifiée du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets, et	
* la loi du 21 décembre 2012 concernant les équipements sous pression transportables,	
- abrogeant la loi modifiée du 20 mai 2008 relative à la création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services	p. 313-315
6673 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration	p. 315-316

27^e séance

Discours à l'attention de M. Jean-Claude Juncker à l'occasion de sa proposition en tant que candidat pour la présidence de la Commission européenne	p. 317
Communications du Gouvernement	
	p. 317

Octroi du titre honorifique à un fonctionnaire de l'Administration parlementaire	p. 317
Communications	p. 318
6698 - Proposition de loi	
1. modifiant la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;	
2. autorisant la création par les communes de classes spécialisées d'accueil pour enfants nouvellement installés au pays	p. 318

6699 - Proposition de loi relative à l'organisation d'un référendum national sur l'ouverture du mariage et de l'adoption aux couples de même sexe	p. 318
--	--------

Ordre du jour

p. 318

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°50 du 30 juin 2014 de M. Edy Mertens relative au permis de conduire spécifique pour les agents des services de secours, les autorisant à conduire, sans être titulaire du permis de conduire «poids lourds», un véhicule automoteur d'une masse maximale autorisée excédant 3.500 kg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	p. 318
- Question n°51 du 2 juillet 2014 de M. Marc Spautz relative aux futures orientations au niveau du système d'allocations familiales au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration	p. 318-319

- Question n°52 du 2 juillet 2014 de M. Franz Fayot relative à la forte diminution de l'intensité de R&D des entreprises en 2012 constatée par la Commission européenne dans le cadre de son évaluation du Programme national de réforme 2014 (cf. document COM(2014) 417), adressée à M. le Ministre de l'Économie	p. 319
---	--------

- Question n°53 du 2 juillet 2014 de M. Fernand Kartheiser relative à l'indépendance du pouvoir judiciaire, adressée à M. le Ministre de la Justice	p. 319
---	--------

- Question n°54 du 1 ^{er} juillet 2014 de M. Henri Kox relative à la biodiversité et le cadastre des biotopes, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement	p. 319-320
---	------------

- Question n°55 du 2 juillet 2014 de Mme Nancy Arendt relative aux qualifications requises pour la surveillance des activités balnéaires pendant les vacances scolaires adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse	p. 320
--	--------

- Question n°56 du 1 ^{er} juillet 2014 de M. André Bauer relative à l'évolution des réserves nationales en eau potable suite à la sécheresse des dernières semaines, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement	p. 320
---	--------

- Question n°57 du 2 juillet 2014 de M. Justin Turpel relative à la suppression du taux super-réduit de 3% sur les résidences secondaires, adressée à Mme la Ministre du Logement	p. 320-321
- Question n°58 du 2 juillet 2014 de M. Roger Negri relative à l'allumage permanent des feux de croisement des voitures comme il est le cas déjà dans de nombreux autres pays européens, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	p. 321

- Question n°59 du 2 juillet 2014 de M. Gilles Roth relative aux problèmes de circulation sur les autoroutes causés par les chantiers en cours ou à venir, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	p. 321
--	--------

- Question n°60 du 2 juillet 2014 de Mme Claudia Dall'Agnol relative à la création d'un organe consultatif d'étudiants, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche	p. 321-322
--	------------

6637 - Projet de loi portant approbation - des amendements portés par les Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 signés à Antalya et du 22 octobre 2010 signés à Guadalajara à la Constitution et à la Convention de l'Union internationale des télécommunications telles qu'amendées par la suite;	
- des réserves formulées par le Luxembourg lors des Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 à Antalya et du 22 octobre 2010 à Guadalajara	p. 322-323

6640 - Projet de loi portant approbation - du Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle,	
- du Premier Protocole additionnel au Règlement général de l'Union postale universelle,	
- des amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole final, signés au Congrès postal universel de Genève, le 12 août 2008	p. 323-324

6420 - Projet de loi	
- modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un Fonds National de la Recherche dans le secteur public;	
- modifiant la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg	p. 324-329

Compte rendu n°9

28^e séance

6529 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de la Médiateure (2011-2012)	
et	

6634 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de la Médiateure 2013	p. 331-338
--	------------

29^e séance

Communication	p. 339
---------------	--------

Ordre du jour

p. 339-340

Débat de consultation sur la réforme de l'assurance dépendance	p. 340-350
--	------------

6592 - Projet de loi relatif aux règles spécifiques s'appliquant aux accords verticaux de distribution dans le secteur automobile	p. 350-352
--	------------

6685 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets	p. 352-353
---	------------

Compte rendu n°10

30^e séance

6597 - Projet de loi relatif à la coordination et à la gouvernance des finances publiques et modifiant:	
--	--

a) la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat	
---	--

b) la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances	
---	--

p. 354-360

6631 - Projet de loi portant autorisation d'aliénation de trois immeubles administratifs en vue de leur location et de leur rachat	p. 360-363
---	------------

6552 - Projet de loi portant des dispositions fiscales diverses en vue de l'application de l'Accord entre l'Administration des contributions directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taiwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 19 décembre 2011	p. 363
---	--------

Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Gérard Anzia	p. 364-365
--	------------

6625 - Projet de loi relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur et portant modification	
---	--

1) de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et 2) de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière	p. 397-399
6535 - Projet de loi relative au Fonds national de soutien à la production audiovisuelle et modifiant	
1) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat	
2) la loi modifiée du 13 décembre 1988 instaurant un régime fiscal temporaire spécial pour les certificats d'investissement audiovisuel	p. 399-403

6703 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective	p. 403-405
6691 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés portant introduction d'un Code de conduite des députés luxembourgeois en matière d'intérêts financiers et de conflits d'intérêts	p. 405-411
Discours de M. le Président	p. 411
Hommage à M. Luc Frieden	p. 411

certains bâtiments de la Cité des Sciences à Belval

p. 372-375

Compte rendu n°11

32^e séance

6400 - Projet de loi portant:

- mise en œuvre de certaines dispositions du règlement (UE) n°1214/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2011 sur le transport transfrontalier professionnel d'euros en espèces par la route entre États membres dans la zone euro, et	
- modification de la loi du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance	p. 376-378

6629 - Projet de loi modifiant la loi du 12 mai 2009 portant création d'une École de la 2 ^e Chance	p. 378-380
--	------------

6670 - Projet de loi concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures	p. 380-396
--	------------

33^e séance

Dépôt d'un projet de loi par M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative	p. 396-397
--	------------

Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser	p. 397
--	--------

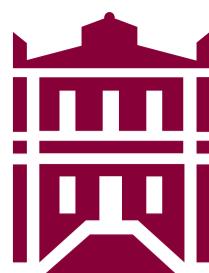
Discours à l'attention de M. Jean-Claude Juncker à l'occasion de son élection à la présidence de la Commission européenne	p. 397
---	--------

Communication	p. 397
---------------	--------

Ordre du jour	p. 397
---------------	--------

6625 - Projet de loi relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur et portant modification	
---	--

1) de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et 2) de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière	p. 397-399
--	------------



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N°11 • SESSION EXTRAORDINAIRE 2013 - 2014

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
0374	Claudia Dall'Agnol	Limitations de la circulation des poids lourds les dimanches et jours fériés
0399	Fernand Kartheiser	Accusations envers l'ITM
0411	André Bauler	Décentralisation administrative
0431	Marc Spautz	Décision d'arrêt des activités sidérurgiques sur le site de Schifflange
0433	Laurent Mosar	Répercussions sur l'économie luxembourgeoise des sanctions économiques de l'Union européenne vis-à-vis de la Russie
0435	Joëlle Elvinger	Plan d'action PME
0436	Martine Hansen, Marco Schank, Aly Kae, Emile Eicher	Infrastructure scolaire de la Nordstad
0439	Gusty Graas	Permis de pêche
0440	Marco Schank	Entretien des alentours des routes nationales dans les villages
0442	Joëlle Elvinger	Maintien dans l'emploi
0443	Léon Gloden	TVA sur la collecte et le transport de déchets
0448	Gilles Roth	Dépénalisation du cannabis
0449	Nancy Arendt	Pays touchés par le virus Ebola
0450	Taina Bofferding	Chaires de recherche de l'Université du Luxembourg

0451	Taina Bofferding	Bourses pour projets de recherche postdoctoraux
0452	André Bauler	Zone d'activités économiques dans le domaine de l'audiovisuel et des télécommunications à Marnach
0453	Gilles Roth, Diane Adehm	Taxe sur la valeur ajoutée pour les logements locatifs
0454	Laurent Mosar	Dégénération de la situation humanitaire en Irak
0455	Marc Spautz	Factures impayées
0457	Marc Lies	Régime d'imposition des plans d'option sur acquisition d'actions
0459	Gusty Graas	Transport de substances nucléaires à travers le Luxembourg
0460	Félix Eischen	Exode de la population civile irakienne devant la menace de l'«État islamique»
0461	Roberto Traversini	Accès au congé parental
0462	Max Hahn	Transposition de la directive 2012/13/UE relative au droit d'information dans le cadre des procédures pénales
0465	Octavie Modert	Construction des Archives nationales
0468	Diane Adehm	Système LuxTrust
0470	Laurent Modar	Règles de l'OCDE en matière de lutte contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices des multinationales (BEPS)
0484	Gusty Graas	Conducteurs circulant à contresens
0485	Marc Spautz	Compagnie aérienne Cargolux
0486	Laurent Mosar	Propos récents du Ministre de l'Économie
0492	Georges Engel	Centrale TGV Twinerg à Esch-sur-Alzette

Question 0374 (26.6.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant les **limitations de la circulation des poids lourds les dimanches et jours fériés**:

D'après le règlement grand-ducal du 19 juillet 1997 relatif aux limitations de la circulation des poids lourds les dimanches et jours fériés, il est interdit aux conducteurs des véhicules automoteurs dont la masse maximale autorisée, avec ou sans remorque, dépasse 7.500 kg et qui sont destinés au transport de marchandises en provenance de la Belgique ou de l'Allemagne et en direction de la France de circuler sur les voies publiques du Grand-Duché de Luxembourg les samedis et veilles de certains jours fériés à partir de 21.30 heures jusqu'à 21.45 heures les dimanches et jours fériés.

La même interdiction est d'application pour ces véhicules en provenance de la Belgique ou de la France en direction de l'Allemagne les samedis et veilles de certains jours fériés de 23.30 heures jusqu'à 21.45 heures les dimanches et jours fériés.

Or, il me revient que cette réglementation pose certains problèmes, notamment lorsqu'un jour est férié uniquement soit en France, soit en Allemagne. La Police grand-ducale, en charge de veiller au respect du règlement susmentionné, est alors tenue de contrôler individuellement chaque poids lourd afin de vérifier sa destination et, le cas échéant, de faire retourner le poids lourd dans son pays de provenance. Outre le fait que ces contrôles nécessitent un dispositif policier important, ils posent un problème de trafic et de sécurité routière. En effet, faute d'un nombre suffisant d'emplacements de stationnement et de parage pour poids lourds sur le réseau autoroutier, ces mesures nécessitent régulièrement la fermeture d'une voie de circulation sur autoroute à proximité des points frontières, ce qui provoque des bouchons pour les autres usagers de la route.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre des Finances:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer les problèmes cités ci-dessus? Dans l'affirmative, quelles sont les mesures envisagées par le Gouvernement afin de remédier à ces problèmes au niveau national? Une solution au niveau européen (qui engloberait par exemple la fixation de jours fériés «harmonisés» quant à l'interdiction de circulation pour poids lourds) est-elle envisageable?

- Est-ce que le règlement grand-ducal du 19 juillet 1997 correspond toujours à la réalité? Une mise à jour du texte en question s'impose-t-elle?

- Est-ce que l'aménagement d'emplacements de stationnement pour poids lourds supplé-

mentaires est prévu aux points frontières respectivement aux aires de services?

- Est-ce que, pour des raisons d'organisation et d'effectifs, il ne serait pas opportun d'attribuer les compétences nécessaires à l'Administration des Douanes afin que cette dernière puisse également procéder aux contrôles susmentionnés? En effet, l'Administration des Douanes jouit de toutes les compétences dans le domaine du transport routier à l'exception de celles-ci.

Réponse commune (4.9.2014) de **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, et de M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure**:

Lorsqu'une interdiction de circulation est en vigueur dans un seul pays voisin, la Police grand-ducale se voit obligée de contrôler tous les poids lourds circulant sur le territoire du Grand-Duché. S'il est évident que cette mesure est contraignante tant pour la police que pour les usagers de l'autoroute, il importe toutefois de souligner que la Police grand-ducale et l'Administration des Ponts et Chaussées déploient des moyens importants pour assurer la sécurité et la fluidité de la circulation routière.

Jusqu'en 2006 la police procéda à des contrôles uniquement sur l'axe autoroutier en direction du pays où il était interdit de circuler, ce qui entraînait des bouchons importants à l'intérieur de notre pays gênant les axes de transit qui n'étaient pas directement concernés par l'interdiction et perturbant le trafic aux heures auxquelles les travailleurs frontaliers allemands ou français rentraient chez eux. Par ailleurs, les conducteurs de poids lourds en infraction avaient pris l'habitude d'immobiliser leurs véhicules en amont du point de contrôle pour éviter une verbalisation, de sorte que les aires de repos se sont trouvées surchargées et les accès et sorties d'autoroute bloqués.

Les contrôles sont aujourd'hui réalisés à l'entrée de notre territoire.

Il reste à préciser qu'actuellement un projet est en cours de réalisation pour agrandir la surface de stationnement des poids lourds sur l'aire de Berchem en direction de la France.

Une harmonisation de l'interdiction de circulation des poids lourds, y compris la fixation des jours fériés, n'est actuellement pas envisagée au niveau européen et semble d'ailleurs difficilement réalisable alors que, bien que certaines dates se recoupent, celles-ci restent très variées tant en quantité qu'en répartition sur le calendrier.

D'autre part, une modification du règlement grand-ducal du 19 juillet 1997 relatif aux limitations de la circulation des poids lourds les dimanches et jours fériés n'est pas envisagée à l'heure actuelle.

Il y a lieu de souligner que la réglementation visée concerne non pas le contrôle de trans-

ports routiers mais la réglementation de la circulation, laquelle relève de la compétence exclusive de la Police grand-ducale. Ajouter ces attributions, qui ne constituent pas un simple complément, aux attributions existantes de l'Administration des Douanes et Accises engendrerait la mise à disposition et la formation d'effectifs douaniers non disponibles à l'heure actuelle.

Question 0399 (14.7.2014) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **accusations envers l'ITM**:

An enger Sëtzung vun der American Chamber of Commerce in Luxembourg, AMCHAM, hätt e Vertriebler vun der Inspection du travail et des mines, ITM, viru Manager Rotschleï ginn, wéi ee kéint Personaldelegatioun schwächen, z. B. wéi een hinnen Informatione virenhält oder wéi een Deléguierte kéint entloossen, obschonns dès e besonnesche Schutz genéissen. Dowéinst wéilt ech dem Aarbechtsminister dès Froe stellen:

1. Stëmmen déi Virwërf géint e Member vun der ITM?
2. A wéi enger Qualitéit huet e Member vun der ITM un enger Sëtzung vun der AMCHAM deelgeholl?
3. Wann d'Virwërf begrënnt sinn, wéi eng Konsequenze sinn dor aus zu ginn?

Réponse (11.9.2014) de **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire**:

Déjà Informatioun, op déi den honorablen Deputierte sech berift, ass mir och zougedroe ginn. Ech hunn doropshin den Direkter vun der ITM chargéiert, eng Enquête administrative ze énnerhuelen. Déi Enquête ass vun engem Jurist vun der ITM duerchgefouert ginn. Eng Rei Zeie si gehéiert ginn, deenen hir Aussoen net komplett iwwereneestëmmen. Och de concer-niérite Beamten ass gehéiert ginn. Hie contestéiert iwwregens, esou Aussoe gemaach ze hunn, mä sech op d'Presentatioun vum Gesetz beschränkt ze hunn. Et stet fest, dass de Beamte keng Autorisatioun gefrot hat, fir un enger Sëtzung vun der AMCHAM deelzuhuelen, a senger Direktioun och den Inhalt vu senger Presentatioun net virgeluecht hat.

Fest stet och, datt gewëssen Aussoen zumindes orientéiert waren an net d'Objektivitéit an d'Impartialitéit vun der ITM respektéiert hunn. Si goufen op eng Manéier gemaach, déi vläicht wollt witzeg an humoristesches sinn, mä hunn haaptsächlich eng zweedeiteg Interpretatioun zougelooss. Dat ass fir e Beamten, deen enger Obligation de réserve énnerläit, net akzeptabel. Hie soll Gesetzestexter an d'Praxis dovun objektiv presentéieren an dat net mat senge per-

séinleche Vuen oder États d'âme vermischen. Dat tréfft och besonnesch fir esou e wichtegt a komplex Théma wéi de Sozialdialog an den Entreprises zou. Vu datt et sech hei zumindes ém eng seriö Négligence gehandelt huet, huet de betreffende Beamten e Rappel à l'ordre vu sengem Direkter kritt.

Am Rahme vun der Reorganisatioun vun der ITM an en vue vun engem neiem Gesetz iwwert den Dialogue social wäert de Service, dee sech mat de Wählen an dem Dialogue social (Rechter vun den Deléguierten an den Delegatiounen) beschäftegt, nei opgestallt ginn an énner d'Responsabilitéit vun engem Jurist bei der ITM gestallt ginn.

Question 0411 (18.7.2014) de **M. André Bauler** (DP) concernant la **décentralisation administrative**:

Depuis les années 1990, la décentralisation administrative et scolaire, appelée encore «déconcentration concentrée», a figuré à l'ordre du jour des Gouvernements successifs. En effet, assurer des services publics proches des citoyens dans les différents centres d'attraction et de développement du pays est une condition indispensable pour garantir une évolution sociale et économique équilibrée dans toutes les régions du Grand-Duché. L'implantation de la Direction générale de l'Administration de la nature et des forêts à Diekirch et l'ouverture d'un lycée à Clervaux d'ici l'an 2018 en constituent sans doute de bons exemples.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quels sont d'autres projets que l'actuel Gouvernement se propose de mettre en œuvre afin de promouvoir la décentralisation administrative?
- Monsieur le Ministre peut-il indiquer les services publics que le Gouvernement veut maintenir, voire développer, le cas échéant, dans les régions rurales et, plus particulièrement, dans la partie septentrionale du pays?

Réponse (16.9.2014) de **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures**:

L'honorabile Député souhaite avoir des informations concernant la décentralisation administrative.

La décentralisation administrative fait partie de la politique d'aménagement du territoire et est incluse en tant qu'objectif politique V «promou-



voir le polycentrisme et la déconcentration concentrée» dans le programme directeur d'aménagement du territoire.

Le Gouvernement actuel entend poursuivre, comme les Gouvernements précédents, cet objectif politique majeur de l'aménagement du territoire en focalisant ses efforts de décentralisation sur les centres de développement et d'attraction d'ordre moyen que sont, d'un côté, Esch-sur-Alzette avec Belval et, de l'autre, la Nordstad.

Il est un fait que la Nordstad, en tant que pôle urbain majeur de toute la partie septentrionale du pays, accuse un certain retard, toutes proportions gardées, sur Esch-sur-Alzette avec Belval, dont le Gouvernement est pleinement conscient. Toutefois, le rattrapage de ce retard sur le plan de la décentralisation administrative ne pourra se faire qu'en concordance avec un développement global de la Nordstad qui, quant à lui, suppose une démarche de développement cohérente, pleinement portée par l'ensemble des communes concernées, dans le cadre, notamment, de la convention Nordstad.

Question 0431 (30.7.2014) de M. Marc Spautz (CSV) concernant la décision d'arrêt des activités sidérurgiques sur le site de Schifflange:

En réponse à ma question parlementaire du 7 février 2014, Monsieur le Ministre de l'Économie a confirmé l'arrêt du site de production d'ArcelorMittal à Schifflange, sans pour autant annoncer de date quant à sa fermeture.

Il semble pourtant que l'autorisation d'exploitation dont dispose ArcelorMittal sur le site de Schifflange expirera - en l'absence d'activités d'ArcelorMittal in situ - fin 2014.

Prenant note de ces informations avec regret, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de l'Économie et du Développement durable et des Infrastructures:

- À quel stade se trouvent les discussions actuellement menées par le Gouvernement avec ArcelorMittal sur l'avenir du site? La société ArcelorMittal entend-elle revaloriser le site autrement?

- Existe-t-il d'autres entreprises intéressées à s'y implanter?

- Qu'en est-il de l'assainissement des terrains y exploités par ArcelorMittal?

- La société ArcelorMittal a-t-elle déjà procédé à la restitution des certificats d'émission non utilisés du site de Schifflange? À défaut, quelles sont les mesures envisagées par le Gouvernement pour se les voir restituer?

Réponse commune (5.9.2014) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, et de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Il appartient au conseil d'administration d'ArcelorMittal Rodange & Schifflange SA de prendre une décision formelle quant à la fermeture officielle du site de production à Schifflange. Il est cependant un fait que depuis fin 2011 le four électrique et la coulée continue sont à l'arrêt, faute de perspectives de marché satisfaisantes.

Le Gouvernement a eu un premier échange au niveau hauts fonctionnaires avec notamment le président d'ArcelorMittal Luxembourg SA, Monsieur Michel Wurth, sur l'avenir du site.

À l'heure actuelle, ArcelorMittal conduit des études poussées quant au besoin d'assainissement du site et quant à de futures possibilités de revalorisation.

En dû temps, une procédure de cessation d'activités devra être entamée en accord avec la législation en vigueur relative aux établissements classés. Les mesures d'assainissement seront définies par le Ministre de l'Environnement après déclaration ou constatation de la cessation d'activité définitive sur base d'investigations concernant la nature et l'envergure des contaminations. Le denier exploitant est en charge des coûts d'investigation et d'assainissement.

Le Gouvernement n'a pas connaissance d'entreprises désireuses de s'implanter sur le site en question. De toute façon, il serait prématuré de faire des ouvertures dans ce sens alors qu'aucune décision n'est encore prise par qui de droit quant à la future affectation du site de Schifflange.

En juin 2013, un arrêté ministériel demandant la restitution des quotas perçus au titre de l'an-

née 2012 pour le site de Schifflange a été envoyé à ArcelorMittal.

Un recours a ensuite été introduit par ArcelorMittal en juillet 2013 et la procédure est actuellement en cours au tribunal administratif.

Question 0433 (31.7.2014) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant les répercussions sur l'économie luxembourgeoise des sanctions économiques de l'Union européenne vis-à-vis de la Russie:

Troisième investisseur mondial en Russie, le Luxembourg a développé au fil des dernières années des relations étroites avec celle-ci. La collaboration avec la Russie dans différents domaines, tels le secteur financier, l'industrie et l'énergie, avait été renforcée. Il paraît que ce sont justement ces domaines qui sont visés par les sanctions européennes.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres d'État, de l'Économie, des Finances et des Affaires étrangères:

- Quel est l'impact des sanctions économiques décidées par l'Union européenne sur l'économie luxembourgeoise en général, sur le secteur financier et l'approvisionnement énergétique en particulier?

- Quid des conséquences sur les filiales/succursales d'établissements financiers russes établis au Luxembourg? Par ailleurs, existe-t-il des stratégies de sortie pour les véhicules d'investissement principalement actifs en Russie? Qu'en est-il des véhicules d'investissement dont les fonds à investir proviennent de sources principalement russes?

- Les Ministres ne craignent-ils pas d'éventuelles représailles russes?

Réponse commune (4.9.2014) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, et de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:

Le 22 juillet 2014, le Conseil de l'Union européenne a retenu que si la Russie ne répondait pas aux demandes formulées dans les conclusions du Conseil européen du 27 juin 2014 et dans ses propres conclusions du 22 juillet, il serait résolu à introduire sans délai un ensemble de nouvelles mesures restrictives substantielles. Le 31 juillet, le Conseil a jugé approprié d'appliquer des mesures restrictives supplémentaires dans le but d'accroître le coût pour la Russie de ses actions visant à compromettre l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine tout en continuant de promouvoir un règlement pacifique de la crise.

Ces mesures sont régulièrement réexaminées et peuvent être suspendues ou retirées, ou complétées par d'autres mesures restrictives, à la lumière de l'évolution de la situation sur le terrain. Ce principe vient d'être rappelé lors de la réunion extraordinaire du Conseil européen du 30 août 2014 au cours de laquelle la Commission européenne a été chargée de préparer rapidement des propositions allant dans le sens d'une possible accentuation des sanctions à l'endroit de la Russie.

En ce qui concerne l'impact des mesures déjà prises sur l'économie luxembourgeoise en général, des données statistiques ne sont pas disponibles à ce stade. Il convient cependant de noter que les mesures touchant au secteur financier, dont l'interdiction d'achat, de vente, de courtage, d'aide à l'émission, directe ou indirecte, ou toute autre transaction portant sur des valeurs mobilières et instruments du marché monétaire, ne concernent que des actions, obligations et instruments financiers similaires dont l'échéance est supérieure à 90 jours et qui ont été émis après le 1^{er} août 2014 par des personnes morales, entités ou organismes détenus ou contrôlés par l'Etat russe à plus de 50% à cette date. Les actions, obligations et instruments financiers similaires émis avant cette date ne sont donc pas concernés.

Le Gouvernement n'a pas connaissance, à l'heure actuelle, de nouvelles émissions d'actions ou d'obligations par les personnes, entités et organismes visés et considère que la récession déjà existante, amplifiée par la crise ukrainienne, a - même en dehors des sanctions déjà sérieusement impacté la capacité de la Russie à lever des capitaux et à attirer des investissements directs étrangers.

En ce qui concerne l'impact des mesures restrictives de l'Union européenne sur l'approvisionnement énergétique, les analyses récentes du Ministère de l'Économie, effectuées en concertation avec les fournisseurs importants de gaz naturel au Luxembourg, ont montré qu'une in-

terruption hypothétique de fournitures provenant de Russie devrait pouvoir être compensée par le recours aux flexibilités des fournisseurs en amont, notamment au niveau des sources d'approvisionnement et du stockage.

Pour ce qui est des conséquences éventuelles des mesures restrictives de l'Union européenne sur les filiales/succursales d'établissements financiers russes établies au Luxembourg, il y a lieu de noter que, mis à part les restrictions décrites ci-dessus, celles-ci peuvent continuer leurs affaires au Luxembourg.

Étant donné que les mesures restrictives en question ne visent que des actions, obligations et instruments financiers émis par les personnes visées après le 1^{er} août 2014, des stratégies de sortie pour les véhicules d'investissement principalement actifs en Russie ne sont pas exigées.

Les véhicules d'investissement dont les fonds proviennent de sources principalement russes sont concernés dans la mesure où ils auraient investi dans des titres émis après le 1^{er} août 2014 par des personnes morales, entités ou organismes détenus ou contrôlés par l'Etat russe à plus de 50% à cette date.

La Russie a réagi à ces mesures en décidant, en date du 7 août dernier, une série de mesures visant l'interdiction d'importations de produits agroalimentaires en provenance de l'Union européenne. Pour ce qui est de l'impact de ces mesures sur le secteur agroalimentaire du Grand-Duché de Luxembourg, Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs fournira les informations y relatives dans le cadre de sa réponse à la question parlementaire n°0467 posée par Monsieur le Député Laurent Mosar.

Monsieur le Député demande dans ce contexte si le Gouvernement craint les représailles russes. Le Gouvernement estime que la question ne se pose pas dans ces termes, alors qu'il s'agit en l'occurrence en tout premier lieu d'éviter la perte de vies humaines et les souffrances infligées à la population des territoires concernés par la crise et de faire respecter le droit international.

Question 0435 (1.8.2014) de Mme Joëlle Elvinger (DP) concernant le Plan d'action PME:

En avril 2013, l'ancienne Ministre des Classes moyennes et du Tourisme a annoncé le 4^e Plan d'action PME alors que la dernière édition de ce plan avait été présentée en mai 2008 par son prédécesseur.

Lors d'une réunion de la Commission de l'Économie du 9 janvier 2014, le Ministre de l'Économie a annoncé lors de la présentation du programme gouvernemental que le Plan d'action PME élaboré par l'ancienne Ministre des Classes moyennes et du Tourisme serait examiné en détail dans les quatre semaines à venir.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Est-ce que le Plan d'action PME a entre-temps été analysé? Si tel est le cas, quelles sont les conclusions qui en ont été tirées?

2. Est-ce que d'éventuels changements ont été opérés sur le projet initial du 4^e Plan d'action qui date du 1^{er} semestre 2013, notamment pour tenir compte de l'environnement économique actuel? Le 4^e Plan d'action prévoit-il des mesures spécifiques dans le secteur de l'ICT destinées à améliorer l'efficacité des PME?

3. Endéans quel délai le Gouvernement entend-t-il finaliser et présenter le nouveau Plan d'action PME?

Réponse commune (4.9.2014) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie:

Ad 1. Sur base de propositions des organisations patronales (chambres et fédérations) et de plusieurs entrepreneurs, le Ministère de l'Économie a compilé un document de travail pour la mise en œuvre du 4^e Plan d'action en faveur des PME qui reprend intégralement les propositions des représentants des PME luxembourgeoises. L'analyse de ce document se fera à la rentrée par des groupes de travail thématiques mis en place dans le cadre du Haut Comité pour le soutien des PME et de l'entrepreneuriat.

Ad 2. Les propositions sont de nature très variée: sensibilisation du grand public et plan de communication, simplification administrative, accompagnement des entreprises dans divers domaines, stratégies de développement sectoriel ou encore modifications législatives. Bien que l'objet de la démarche ne soit pas d'élaborer des mesures pour remédier à la situation conjoncturelle actuelle, les propositions tiennent compte de l'environnement économique de notre pays ainsi que de son potentiel

de développement. Lors de l'examen de ces propositions, il faudra évidemment tenir compte de la situation économique actuelle, ainsi que de la situation des finances de l'Etat. En ce qui concerne des mesures spécifiques dans le secteur des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), le document de travail contient des propositions qui vont dans le sens d'un renforcement de l'utilisation des TIC par les PME dans l'ensemble des secteurs, tel qu'un déploiement accéléré de services gouvernementaux interactifs et le maintien des investissements dans les infrastructures de communication modernes. Vu l'importance de la sécurité informatique pour promouvoir l'utilisation des TIC, le Gouvernement continuera à renforcer ses services de gestion d'incidents et de veille des menaces et vulnérabilités, ce qui bénéficiera à l'ensemble des acteurs économiques. Ces mesures seront accompagnées d'une sensibilisation des PME en la matière. La mise en place d'instruments de financement alternatifs pourrait également bénéficier aux «start-ups» technologiques.

Ad 3. Sur base du travail d'analyse à mener par les groupes de travail thématiques dans le cadre du Haut Comité pour le soutien des PME et de l'entrepreneuriat, le Gouvernement prévoit de finaliser le Plan d'action début 2015.

Question 0436 (1.8.2014) de Mme Martine Hansen, MM. Marco Schank, Aly Kaez et Emile Eicher (CSV) concernant l'infrastructure scolaire de la Nordstad:

Kürzlich hat die Regierung angekündigt, dass die neue Ackerbauschule, wie bereits im Gesetz von 2012 festgehalten, in Gilsdorf gebaut werde.

Zudem soll das neue „Nordstad“-Lyzeum in Erpeldingen beheimatet werden.

In diesem Zusammenhang möchten wir folgende Fragen an die betroffenen Minister stellen:

1. Welcher konkrete Standort ist für das Internat der Ackerbauschule, für die Ackerbauverwaltung (ASTA) sowie für die Landwirtschaftskammer vorgesehen? Wann kann mit den Bauarbeiten begonnen werden und wann ist davon auszugehen, dass die Infrastrukturen für ASTA, Internat und Landwirtschaftskammer bezugsfertig sein werden?

2. Ist der Staat bereits im Besitz der Grundstücke in Erpeldingen, die für den Bau des „Nordstad“-Lyzeums vorgesehen sind? Welche Prozeduren sind noch zu durchlaufen? Wie viel Fläche wird benötigt? Wann wird mit dem Beginn der Bauarbeiten gerechnet?

3. Zu der gesamten Planung der Lyzeen in der Nordstadt gehört ebenfalls das sogenannte „Militärlycée“. Wo soll dieses implantiert werden?

Réponse commune (11.9.2014) de M. Ferdinand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs, de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Nachdem im Juli 2014 der definitive Standort für die Ackerbauschule von der Regierung festgelegt wurde, hat die Bautenverwaltung nun den Auftrag, verschiedene Standorte sowohl für das Internat als auch für die Gebäude der Ackerbauverwaltung (ASTA) und der Landwirtschaftskammer in der Stadt Diekirch sowie in deren unmittelbaren Umgebung zu prüfen.

Die diesbezüglichen Grundstücksflächen und somit Standorte sind abhängig von den jeweiligen Bauprogrammen sowie den individuellen Bedürfnissen der zukünftigen Nutzer.

Vorrangig werden Grundstücke analysiert, die bereits im Besitz des Staates sind, um somit die Kosten zu reduzieren und Ankaufsprozeduren zu vermeiden. Erst anschließend kann ein konkreter Zeitplan aufgestellt werden.

2. Der Staat ist zurzeit noch nicht im Besitz der einzelnen Grundstücke in Erpeldange; die Verhandlungen mit den jeweiligen Eigentümern wurden jedoch bereits aufgenommen.

Zusätzlich zu den an die Ankäufe gebundenen Prozeduren müssen die Grundstücke seitens der Gemeinde in eine Zone für öffentliche Gebäude umklassiert werden.

Für den Bau des „Nordstad“-Lyzeums wird eine Fläche von etwa fünf Hektar benötigt.

In Anbetracht der oben genannten Informationen und unter Berücksichtigung der Dauer für die Projektplanung, die Genehmigung, den Gesetzesentwurf sowie die Ausschreibungen kann voraussichtlich Ende 2018 mit den Arbei-



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2013-2014

ten des „Nordstad“-Lyzeums begonnen werden.
3. Aufgrund der kürzlich gefallenen Entscheidung, die Ackerbauschule in Gilsdorf zu bauen, können nach deren Auszug die Räumlichkeiten in Ettelbrück umgebaut und gegebenenfalls sowohl dem technischen Lyzeum Ettelbrück als auch dem „Militärlycée“ zur Verfügung gestellt werden, wobei zurzeit noch keine definitive Entscheidung seitens der Regierung bezüglich letzterer Infrastruktur getroffen wurde.

Question 0439 (4.8.2014) de M. Gusty Graas (DP) concernant le permis de pêche:

Selon la législation en vigueur, les permis de pêche pour les eaux frontalières et les eaux intérieures sont délivrés par les commissaires de district ou les bourgmestres délégués de leur district. Suite à l'annonce de Monsieur le Ministre de l'Intérieur de vouloir abolir les fonctions de commissaires de district, il est nécessaire de prévoir les futures modalités de délivrance des permis de pêche. En outre, il serait opportun de profiter de l'occasion pour moderniser et simplifier la procédure d'obtention d'un permis de pêche.

À ce sujet, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Est-ce que Madame la Ministre peut à ce stade m'informer sur la procédure future à mettre en place pour les délivrances des permis de pêche?

- Vu que dans certains pays (entre autres la France) il est possible d'introduire une demande pour l'obtention d'un permis de pêche via Internet, ne serait-il pas opportun, dans un but de simplification administrative et de meilleur service au citoyen, de prévoir également au Luxembourg un tel système de commande et délivrance en ligne?

- Quelle est l'opinion de Madame la Ministre par rapport à l'idée de créer, à l'instar de la chasse et dans le but de renforcer l'attractivité de la pêche au Luxembourg, sur le portail Internet de l'environnement une rubrique spéciale dédiée à l'exercice de la pêche dans notre pays contenant toutes les informations utiles y relatives et d'introduire également les actuelles respectivement les futures modalités d'obtention d'un permis de pêche au guichet virtuel de ce même portail?

Réponse (8.9.2014) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:

La question parlementaire de l'honorable Député Gusty Graas a pour objet les permis de pêche.

L'honorable Député relève la question des futures modalités de délivrance des permis de pêche suite à l'abolition des districts telle que prévu par le projet de loi 6711. Jusqu'à l'adoption du projet de loi précité les permis de pêche sont délivrés respectivement par les commissariats de district respectivement via les guichets de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines. Suite à l'adoption du projet de loi précité, le service «Pêche» de la division Hydrologie de l'Administration de la Gestion de l'Eau sera responsable de la délivrance des permis de pêche. En ce qui concerne les démarches à engager par les intéressés de la pêche de loisir, une procédure est en cours d'élaboration au sein de l'Administration de la Gestion de l'Eau qui reprendra le volet administratif de la procédure suite à l'abolition des districts. Le volet financier de la délivrance des permis de pêche, en l'occurrence l'acquittement de la taxe de délivrance, continuera d'être effectuée auprès de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, étant donné que la loi du 28 mai 2004 portant création d'une Administration de la Gestion de l'Eau ne prévoit pas les compétences d'encaisser une telle taxe à ladite administration.

Une procédure de délivrance via Internet nécessiterait une authentification par signature électronique et ne serait disponible uniquement aux citoyens disposant d'un certificat LuxTrust. Considérant que la procédure d'obtention d'un permis de pêche selon les modalités actuelles est assez facile, le développement d'une nouvelle procédure via guichet.lu qui ne s'adresserait qu'aux détenteurs d'un produit LuxTrust (nouvelle carte d'identité, Smartcard, «signing stick» ou «signing token») semble actuellement peu avantageux. S'y ajoute qu'une telle procédure n'est accessible aux seuls touristes disposant d'un certificat LuxTrust. Il est néanmoins tout à fait envisageable de mettre en place une telle procédure électronique suite aux adaptations techniques et législatives prévues.

La suggestion de l'honorable Député de prévoir une rubrique dédiée à la pêche sur le por-

tail Internet du Département de l'environnement est très positivement reçue. Il est effectivement envisagé de créer un tel espace informatif sur la pêche de loisir au Luxembourg, reprenant entre autres les modalités d'obtention d'un permis de pêche. Ceci se fera dans le cadre de la mise à jour du portail «emwelt.lu» qui est actuellement en cours d'élaboration.

Question 0440 (4.8.2014) de M. Marco Schank (CSV) concernant l'entretien des alentours des routes nationales dans les villages:

L'entretien des abords des routes nationales (entretien des plantations, fauchage des accotements, etc.) dans les villages, c'est-à-dire entre les panneaux d'entrée et de sortie des localités, incombe à l'Etat respectivement aux services de l'Administration des Ponts et Chaussées.

Or, il me revient que cet entretien des abords des routes nationales ne serait plus du tout assuré de la part de l'Etat.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?
- Dans l'affirmative pour quelles raisons l'Etat envisage de ne plus exécuter ces travaux?
- Quelles sont les routes concernées par ce changement?
- Cette décision fait-elle partie des mesures de consolidation budgétaire?
- Est-ce que le Gouvernement envisage de déléguer ces travaux d'entretien à des entreprises privées respectivement et contre indemnisation aux communes?
- Est-ce que le Gouvernement envisage de conclure des contrats d'entretien avec les communes?

Réponse (8.9.2014) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Depuis de longues années déjà la plupart des communes s'occupent elles-mêmes de l'entretien des abords de routes nationales et chemins repris dans les villages entre les panneaux de localisation indiquant le début et la fin d'une agglomération.

En effet, en raison d'une urbanisation continue avec une densification constante des divers aménagements et constructions (trottoirs, édifices, places publiques, passage pour piétons, arrêts-bus, mobilier urbain, bacs à fleurs etc.) dans les agglomérations, il ne reste guère d'accotements traditionnels à couverture végétale nécessitant un entretien (notamment travaux de fauchage) de la part de l'Administration des Ponts et Chaussées.

Si par contre les communes essayent d'embellir les villages à leur convenance moyennant mise en place de plates-bandes de fleurs, de plantes décoratives, de haies façonnées, voire de parcs entiers, il est évident que l'entretien (surtout manuel) de ces plantations ornementales soit assuré par les communes moyennant leurs propres services spécialisés ou des firmes de jardinage mandatées.

En ce qui concerne les travaux d'entretien effectués par l'Administration des Ponts et Chaussées aux abords des routes nationales et chemins repris, il n'y a eu ces dernières années pas de changements majeurs, ne serait-ce que la promotion du fauchage tardif aux endroits qui s'y prêtent bien.

Dans ce contexte, je renvoie également aux «Recommandations pour l'aménagement écologique et l'entretien extensif des espaces verts le long des routes et en milieu urbain», guide publié par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures en juin 2013.

Question 0442 (5.8.2014) de Mme Joëlle Elvinger (DP) concernant le maintien dans l'emploi:

Selon des interventions médiatiques récentes de la part de représentants de la Fédération des Installateurs d'équipements sanitaires et des syndicats concernés, une société du secteur en question, se voyant confrontée à des difficultés financières, et sa délégation du personnel n'auraient pas convenu d'un plan de maintien dans l'emploi au motif que les 50 salariés concernés perdraient 10% de leur dernier salaire si un repreneur faisait usage de l'aide au réemploi.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes

à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les faits relatifs ci-dessus?
- Quelle est la position de Monsieur le Ministre face à des agissements de ce genre?
- Existe-t-il, selon Monsieur le Ministre, des mesures envisageables afin de promouvoir davantage le maintien dans l'emploi respectivement le réemploi?

Réponse (16.9.2014) de M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

Selon les informations qui m'étaient parvenues dans le dossier qui est à la base de la question parlementaire, une autre société du secteur avait proposé, dans le cadre d'un plan de maintien dans l'emploi, de rependre au minimum 50 salariés de la société confrontée à des difficultés financières et ce moyennant contrat de travail à durée indéterminée et sans période d'essai.

Par ailleurs, la société repreneuse avait précisé dans le projet de plan de maintien dans l'emploi de reconnaître l'intégralité de l'ancienneté des salariés acquise dans la société d'origine et de surplus il avait été proposé de payer à chaque salarié concerné, au moment du changement d'employeur, une indemnité forfaitaire variant, selon l'ancienneté de service, entre 2.500 et 3.500 €.

En même temps j'avais déclaré éligible le personnel de l'entreprise d'origine à l'aide au réemploi ce qui en tout état de cause aurait garanti aux salariés concernés que le Fonds pour l'Emploi leur aurait garanti 90% de leur ancien salaire pendant une durée de 48 mois.

Or, la délégation, ensemble avec les syndicats impliqués, ont refusé de signer le plan de maintien dans l'emploi, ce qui m'a pour le moins surpris, sinon indigné.

Il se dégage de cette situation qu'il ne s'agit pas d'envisager des mesures pour promouvoir davantage le maintien dans l'emploi, mais de sensibiliser toutes les parties concernées en vue d'une approche plus constructive et pragmatique de l'instrument en question, afin de le rendre plus efficace, et ce dans l'intérêt tant des salariés concernés que de l'économie luxembourgeoise.

Question 0443 (5.8.2014) de M. Léon Golden (CSV) concernant la TVA sur la collecte et le transport de déchets:

Le taux de la TVA applicable sur la collecte et le transport de déchets s'élève actuellement à 3%.

- Suite à l'annonce d'une hausse de la TVA à partir du 1^{er} janvier 2015 j'aimerais savoir si la collecte et le transport seront aussi concernés par cette mesure.

Réponse commune (5.9.2014) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, et de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:

Lors de son discours sur l'état de la nation début avril, Monsieur le Premier Ministre a annoncé que rien ne sera changé dans l'application du taux super-réduit de TVA de 3%, à l'exception des boissons alcoolisées vendues dans le secteur Horesca qui vont passer du taux super-réduit au taux normal.

L'enlèvement des ordures ménagères et le traitement des déchets tel qu'énoncés au point 14^e de l'annexe B de l'article 40 de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ne sont donc pas touchés par la hausse annoncée de la TVA et resteront à 3%.

Question 0448 (7.8.2014) de M. Gilles Roth (CSV) concernant la dépénalisation du cannabis:

Alors que les jeunes des partis déi gréng et DP revendent la légalisation de la consommation du cannabis, voire sa mise en culture et commercialisation par l'Etat, j'aimerais connaître la position du Gouvernement à ce sujet:

- Est-ce que le Gouvernement entend dé penaliser la consommation de cannabis, voire d'autres stupéfiants?

- La culture du cannabis et sa mise en vente sous réglementation constituent-elles des pistes envisagées par le Gouvernement?

Réponse commune (15.9.2014) de M. Félix Braz, Ministre de la Justice, et de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé:

L'accord de coalition encadre la démarche du Gouvernement en matière de prévention de la toxicomanie et de lutte contre le trafic de

drogues.

Il y est clairement constaté que «la lutte contre le trafic et la consommation de drogues n'a pas connu le succès escompté, alors que la consommation reste élevée». Partant, une «nouvelle stratégie de prévention de la consommation, d'information et de responsabilisation sera au centre de la politique gouvernementale».

La tâche du Gouvernement dans les mois à venir consistera à réaliser l'accord de coalition et donc de définir cette nouvelle stratégie. Il est aujourd'hui prématûr d'avancer des pistes. Mais, quelles que soient les pistes finalement retenues, le but en sera d'améliorer les résultats par rapport au passé et de prévenir plus efficacement la toxicomanie et de mieux lutter contre toutes les formes de trafic de drogues. La stratégie à définir va privilégier des mesures intégrées et équilibrées qui tiendront dûment compte de l'aspect santé publique de la consommation de drogues.

Les pistes évoquées par l'honorable Député ne sont pas inscrites à l'accord de coalition.

Si les buts sont clairs, les pistes, quant à elles, devront encore faire l'objet d'un travail de réflexion approfondi.

La réflexion et le débat seront entamés dans les prochains mois.

Question 0449 (7.8.2014) de Mme Nancy Arendt (CSV) concernant les pays touchés par le virus Ebola:

L'épidémie mortelle sévissant actuellement en Afrique de l'Ouest, à savoir en Guinée, au Libéria, en Sierra Leone et plus récemment au Nigéria, a déjà infecté plusieurs centaines de personnes dont la majorité sont décédées. Il s'agit d'un virus extrêmement virulent et pour lequel aucun vaccin n'est disponible à l'heure actuelle.

En date du 6 août 2014, le Ministère des Affaires étrangères et européennes a émis un avis de voyage concernant le virus Ebola, dans lequel il conseille aux voyageurs désirant se rendre dans la région concernée de suspendre leur projet de voyage dans la mesure du possible.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

1. Monsieur le Ministre est-il en mesure de recenser le nombre de citoyens luxembourgeois se trouvant actuellement dans un des pays concernés par l'épidémie Ebola?

2. Monsieur le Ministre peut-il affirmer que des citoyens luxembourgeois sont actuellement engagés dans des ONG dans les pays concernés par ce virus?

3. Le cas échéant, quelles mesures Monsieur le Ministre envisage-t-il d'entreprendre afin d'assurer un maximum de protection aux citoyens luxembourgeois se trouvant dans la zone touchée par l'épidémie?

Réponse (4.9.2014) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes:

Ad 1. Il convient de noter que le Luxembourg n'a pas d'ambassade résidente ou coaccréditée dans les pays d'Afrique de l'Ouest actuellement concernés par l'épidémie du virus Ebola, à savoir la Guinée, la Sierra Leone, le Libéria et le Nigéria. Conformément à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique relative à la coopération dans le domaine consulaire, les services consulaires pour les ressortissants luxembourgeois dans ces pays sont fournis par les ambassades de Belgique compétentes. Dans le cas présent, il s'agit de l'ambassade de Belgique à Abidjan, en Côte d'Ivoire, pour la Sierra Leone et le Libéria, l'ambassade de Belgique à Dakar, au Sénégal, pour la Guinée et l'ambassade de Belgique à Abuja pour le Nigéria. Il convient de noter que bien que le Luxembourg ait une ambassade à Dakar, celle-ci n'est pas accréditée en Guinée, raison pour laquelle le point de contact pour les ressortissants luxembourgeois présents en Guinée est l'ambassade de Belgique.

Selon les informations de nos services, huit (8) personnes de nationalité luxembourgeoise se trouvent actuellement dans les pays concernés en Afrique de l'Ouest, dont sept (7) personnes au Nigéria et une (1) personne au Libéria. Il convient de rappeler qu'aucune disposition législative n'oblige les ressortissants luxembourgeois à s'inscrire auprès d'une mission diplo-



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2013-2014

matique luxembourgeoise ou belge, que ce soit pour un déplacement provisoire à l'étranger ou un déménagement définitif.

Ad 2. À la connaissance du Ministère, une infirmière luxembourgeoise est déployée par le centre opérationnel de Genève de Médecins sans Frontières à Freetown au Sierra Leone jusqu'à la fin du mois d'août. Une deuxième infirmière ressortissante luxembourgeoise vient d'être déployée par le centre opérationnel de Bruxelles de Médecins sans Frontières en Guinée-Conakry. Pour ce qui est des ONG luxembourgeoises agréées, actives dans le développement à long terme, le Ministère n'est pas au courant d'éventuels déploiements dans la région. Il faut souligner qu'aucune réglementation n'oblige les ONG partenaires à tenir informée la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire. En ce qui concerne les personnes ayant le statut de coopérant ou celles participant à des programmes de jeunes professionnels, le Ministère peut confirmer, qu'à sa connaissance, une ressortissante luxembourgeoise travaillant pour OCHA, le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, se rendra prochainement au Libéria pour rejoindre l'équipe du coordinateur humanitaire résident des Nations Unies.

Ad 3. Outre les contacts qui existent entre le MAEE et les ambassades belges accréditées dans les pays concernés, les ambassades du Luxembourg dans la région, au Cap Vert, au Sénégal et au Burkina Faso, suivent de près les évolutions aussi bien dans leurs pays d'accréditation (Cap Vert, Sénégal, Mali, Burkina Faso, Niger) que dans la sous-région ouest-africaine. Au niveau national, des échanges réguliers ont lieu entre nos services, le Haut commissariat à la protection nationale et la Division de l'inspection sanitaire de la Direction de la Santé qui est le point focal national pour la surveillance épidémiologique dans le cadre du Règlement sanitaire international et qui représente le Luxembourg au «Health Security Committee» de l'Union européenne.

Il n'existe à l'instant aucun précédent pour le rapatriement systématique de ressortissants européens infectés bien que des cas aient été rapatriés aux États-Unis et en Espagne. Pour le Luxembourg, il convient de noter que la Luxembourg Air Rescue ne dispose pas de capacités qui lui permettraient d'effectuer un éventuel rapatriement. Au niveau européen, certains opérateurs ont été identifiés qui seraient en mesure d'effectuer une telle mission, mais leurs capacités sont limitées. La Commission européenne continue de sonder des opérateurs privés d'ambulances aériennes. Des mesures de veille sont en place à l'Aéroport de Luxembourg, en étroite coordination avec la Division de l'inspection sanitaire, pour prendre en charge des cas confirmés ou suspects qui arriveraient à ou transiteraient par le Luxembourg.

Comme mesure préventive, un avis de voyage a été émis par le MAEE en date du 6 août 2014, signalant que tout déplacement non essentiel dans les pays affectés est déconseillé. Si la situation sur le terrain a évolué depuis, cet avis reste d'actualité. Il sera mis à jour le moment venu et en fonction de l'évolution de l'épidémie. Par rapport aux consignes sanitaires liées aux avis de voyage, le MAEE s'en tient aux consignes émises par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) qui est l'instance de coordination mondiale dans la réponse à l'épidémie Ebola ainsi qu'à celles du «European Centre for Disease Prevention and Control» (ECDC) et du Ministère de la Santé.

Question 0450 (7.8.2014) de Mme Taina Bofferding (LSAP) concernant les chaires de recherche de l'Université du Luxembourg:

Certaines chaires de recherche à l'Université du Luxembourg, dont une liste figure sur le site Internet de l'établissement (wwwfr.uni.lu/research/endowed_chairs), sont financées par des fournisseurs de capitaux externes, tels que des entreprises, et non pas, ou pas entièrement, par l'Université elle-même. En général, elles sont limitées à un contrat de cinq ans et permettent au donateur d'établir une collaboration avec des scientifiques spécialisés dans la recherche et le développement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Est-ce que la création de chaires s'inscrit dans une stratégie de développement, de recrutement ou autre de l'Université du Luxembourg?

Dans l'affirmative, quelle est précisément cette stratégie?

- Quels sont les critères (thématisques, scientifiques, moraux,...) qui doivent être remplis par un «fournisseur de capitaux externes» afin qu'une offre de chaire soit acceptée par l'Université?

- Est-ce que de nouvelles chaires de recherche sont «en attente»? Dans l'affirmative, lesquelles?

Réponse (29.8.2014) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

L'Université du Luxembourg (UL) a pu bénéficier du soutien d'organismes ou d'entreprises pour la création de chaires. Plus précisément, l'UL a bénéficié du soutien:

- d'entreprises: TDK, ATOZ, SES, ArcelorMittal, Deutsche Bank Luxembourg;
- de villes: Luxembourg et Esch-sur-Alzette;
- d'institutions: Unesco et Chaire Jean Monnet.

En outre, deux chaires sont soutenues via le programme PEARL du Fonds national de la recherche (FNR) et l'UL a pu bénéficier également du soutien de la Chambre de Commerce dans le cadre des activités liées à la LBA (Luxembourg Business Academy) au sein de la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance.

La création de chaires obéit à une stratégie et à des critères multipolaires:

- diversification des sources de financement de l'UL et augmentation des sources de financement externe; c'est notamment le cas pour les chaires soutenues par les entreprises, les villes et le FNR dont les financements vont d'environ un à cinq millions d'euros sur une durée de cinq ans;

- adéquation des activités scientifiques conduites dans le cadre de ces chaires avec la stratégie globale et les objectifs de développement de l'UL tels qu'établis dans son plan quadriennal et dans le contrat d'établissement signé avec l'Etat, et des «best practices» en vigueur;

- rapprochement de l'UL et des préoccupations économiques et sociétales du Luxembourg dans l'objectif d'apporter des réponses appropriées à des problèmes contemporains.

Chaque proposition de chaire, lorsqu'elle est mûre et que ces contours, souvent complexes, sont stables, passe par les instances internes appropriées de l'UL: conseil facultaire, rectorat, conseil universitaire et conseil de gouvernance. À chacun de ces stades est notamment évalué si la proposition est compatible avec les critères ci-dessus et si elle est en ligne avec les aspects moraux et éthiques en vigueur au sein de l'UL.

Sur le volet des nouvelles chaires «en attente», un certain nombre de projets sont à l'étude. Cependant l'expérience montre que la phase «d'incubation» de tels projets est longue et que des projets prometteurs peuvent ne pas se réaliser pour tout un ensemble de raisons. La politique de l'UL est de ne communiquer que sur les projets arrivés à un degré de maturité permettant leur examen par le conseil universitaire et le conseil de gouvernance.

Sur le plan du financement, les chaires sont en général dotées par un financement externe pour une période de cinq ans, l'UL contribuant en nature sous diverses formes dès la création de la chaire: mise à disposition de locaux, achat de matériel, répartition de la propriété intellectuelle, ajout de ressources humaines complémentaires, etc.

En outre, les chaires font l'objet d'une évaluation. Sous réserve d'une évaluation positive, l'UL s'engage à reprendre sur son financement propre la chaire à l'issue des cinq ans. Ainsi, le volet financier correspondant à la reprise des chaires est intégré au plan quadriennal respectif développé par l'UL.

Question 0451 (7.8.2014) de Mme Taina Bofferding (LSAP) concernant les bourses pour projets de recherche postdoctoraux:

Le Fonds national de la recherche (FNR) attribue sous certaines conditions des bourses pour des projets de recherche postdoctoraux au Luxembourg et à l'étranger pour une durée pouvant aller jusqu'à deux ans («aides à la formation-recherche»).

Or, il me revient que depuis peu une de ces conditions serait que le projet de recherche se fasse soit en collaboration avec un acteur économique, soit dans le cadre d'un partenariat public-privé.

Dès lors, j'aimerais poser les questions sui-

vantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelle est la position de Monsieur le Ministre par rapport à la condition d'octroi susmentionnée?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas que cette mesure risque de pénaliser voire d'exclure tous les projets dits de «recherche fondamentale» respectivement tous les projets dans le domaine des sciences humaines au détriment des seuls projets économiquement (plus) porteurs?

Réponse (29.8.2014) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

Je ne puis confirmer les informations selon lesquelles les aides à la formation-recherche du Fonds national de la recherche (FNR) attribuées à des projets au niveau postdoctoral seraient limitées exclusivement à des projets, soit en collaboration avec un acteur économique, soit faisant partie d'un partenariat public-privé.

Il est vrai qu'avec le contrat de performance 2014-2017, le FNR s'est donné une nouvelle stratégie plus cohérente au niveau du support aux jeunes chercheurs.

À partir de 2015, le FNR financera les postdoctorants prioritairement à travers ses programmes pluriannuels CORE, INTER, ATTRACT et PEARL. Ces programmes couvrent le spectre entier des thématiques prioritaires définies par le Gouvernement, allant de la recherche fondamentale à la recherche appliquée et accordant une large part aux domaines des sciences humaines et sociales.

Dans un souci de mieux cibler ses différents instruments de financement et de supprimer des redondances entre les différents programmes, il a été décidé de réserver les bourses individuelles «AFR postdoc» au soutien des projets à fléchage spécifique, dont notamment les partenariats public-privé (AFR-PPP) et les collaborations établies avec des institutions étrangères (NASA Ames Research Center, École française de Rome).

Il y a lieu de noter l'importance attribuée à la valorisation des résultats de la recherche et au soutien de la coopération entre la recherche publique et le secteur privé dans le contexte du programme gouvernemental. Ces objectifs stratégiques se reflètent dans la convention pluriannuelle 2014-2017 conclue entre le FNR et le Gouvernement. Ainsi, pour la période 2014 à '17, le FNR a prévu un peu plus de 20 MEUR en faveur des actions prioritaires en matière de valorisation et de partenariats avec le secteur privé (y compris les bourses AFR-PPP). Ces montants sont à mettre en relation avec le budget alloué aux programmes pluriannuels (plus de 180 millions d'euros) couvrant tout le spectre de la recherche fondamentale à la recherche appliquée.

Les opportunités de financement des postdoctorants dans le cadre des programmes pluriannuels du FNR restent donc nombreuses, y compris en sciences sociales et humaines. Comparé aux bourses individuelles, l'encadrement des postdoctorants dans ces programmes offre un cadre de formation et de développement de carrière plus structuré au sein d'un projet pluriannuel et d'une équipe de recherche plus large. De plus, le ciblage de ces programmes sur les domaines prioritaires au Luxembourg offrira à long terme aux postdoctorants financés par le FNR des perspectives de carrière plus intéressantes dans le pays.

Rappelons également qu'en raison de la convention pluriannuelle le FNR est obligé de prioriser et de cibler ses programmes de manière stratégique et que les institutions bénéficiaires de l'intervention du FNR disposent chacune de moyens de financement propres avec lesquels elles sont à même de financer des projets au niveau postdoctoral.

Question 0452 (8.8.2014) de M. André Bauler (DP) concernant la zone d'activités économiques dans le domaine de l'audiovisuel et des télécommunications à Marnach:

La création d'une zone d'activités économiques dans le domaine de l'audiovisuel et des télécommunications à Marnach dans le canton de Clervaux est une initiative très louable dans la mesure où elle offre des perspectives d'emploi prometteuses dans le secteur ICT tout en diversifiant le tissu industriel de la région nord.

Voilà pourquoi je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance d'entreprises qui auraient d'ores et déjà manifesté leur intérêt à s'implanter sur le site en ques-

tion? Dans l'affirmative, pour quand projettent-elles de s'y établir?

- La superficie prévue de 5 ha est-elle suffisante pour répondre aux besoins actuels et futurs dans ce domaine d'activités?

Réponse (4.9.2014) de **M. Etienne Schneider**, Ministre de l'Économie:

La question parlementaire n°0452 appelle la réponse suivante de la part du Ministre de l'Économie:

Le plan directeur sectoriel «zones d'activités économiques» (PSZAE) réserve une surface de 5 ha aux activités «audiovisuelles et de télécommunications» à Marnach. L'affectation future de ces terrains s'inscrit dans le contexte du développement du secteur de l'ICT comme un des axes prioritaires de la politique économique multi-spécialisation du Gouvernement.

Le secteur de l'ICT a connu une évolution très positive au cours de la dernière décennie se traduisant par l'attrait de nombreuses activités économiques vers le Luxembourg. Il va sans dire que le Gouvernement continuera à mettre un accent particulier sur le secteur de l'ICT en positionnant le Luxembourg notamment comme site de premier choix dans le domaine de la distribution et le stockage sécurisé de contenu électronique en Europe.

À côté d'un encadrement légal, réglementaire et financier favorable, le Gouvernement veillera à disposer de surfaces d'implantation suffisantes pour pouvoir héberger les sociétés désireuses de se développer à partir du Luxembourg. Dans ce contexte, la mise en vigueur du PSZAE facilite considérablement l'accès des activités issues du secteur des TIC aux zones d'activités économiques. Ceci vaut en particulier pour les sociétés qui ont besoin d'une infrastructure lourde, telles que les centres de stockage de données.

Le site de Marnach a été identifié comme particulièrement approprié pour accueillir les activités des technologies de l'information et des communications dans la mesure où le site remplit tous les critères techniques pour y héberger ce type de sociétés et ceci sans coût financier exorbitant. C'est pourquoi le site a été pris en considération lors de l'élaboration PSZAE.

Pour répondre de manière concrète aux deux questions soulevées par l'honorable Député André Bauler:

- Actuellement, le Ministère de l'Économie n'est pas confronté à une demande concrète de la part d'un investisseur potentiel, même s'il y a eu diverses manifestations d'intérêt pour le site en question.

- À première vue, une superficie de 5 ha peut sembler peu ambitieuse. Il faut toutefois mettre l'aménagement du site de Marnach en tant que zone audiovisuelle et de télécommunications dans un contexte national. En effet, à côté du site de Marnach, le Ministère de l'Économie a identifié plusieurs autres sites se prêtant parfaitement à une implantation de sociétés issues du secteur des TIC nécessitant des infrastructures lourdes.

Question 0453 (8.8.2014) de M. Gilles Roth et Mme Diane Adehm (CSV) concernant la taxe sur la valeur ajoutée pour les logements locatifs:

Dans le cadre de la hausse annoncée de la TVA de 3% à 17% pour les logements locatifs, la Secrétaire d'Etat à l'Économie vient d'annoncer dans un quotidien luxembourgeois: «Ebenso möchte ich den Haushalten sagen, dass wir Übergangslösungen ausarbeiten für jene Personen, die zurzeit investieren oder Renovierungsarbeiten an einer Zweitwohnung vornehmen.»

Dans ce contexte, nous aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelles sont ces solutions intérimaires qui seraient envisagées par le Gouvernement?

- Existe-t-il des études d'impact de cette hausse annoncée de TVA sur les logements locatifs sur l'économie en général, sur le marché de travail et sur la construction de logements?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement entend-il les publier dans un esprit de pleine transparence?

Réponse (9.9.2014) de **M. Pierre Grammaudi**, Ministre des Finances:

Comme indiqué par Madame la Secrétaire d'Etat, le Gouvernement est en train d'examiner des mesures de transition pour certains cas de figure concernant les travaux en relation avec des logements destinés à la location. Or, les différents éléments étant encore sous analyse, il n'est actuellement pas possible de ré-



pondre de manière plus précise à la première question des honorables Députés.

En ce qui concerne les questions suivantes, aucune étude d'impact spécifique n'a été réalisée en la matière.

Les prix des logements au Luxembourg ne cessent de croître depuis de nombreuses années. Les Gouvernements successifs ont tenté de contrecarrer cette tendance par l'introduction de mesures successives et diverses ayant connu un impact budgétaire très important, dont l'application, dès 1991, du taux de TVA super-réduit. Force est de constater que ces mesures n'ont pas produit les résultats escomptés.

Le Gouvernement actuel a pris la décision de repenser l'ensemble des mesures de soutien au secteur du logement et de mettre en place une politique cohérente en la matière. Dans ce contexte, l'augmentation de l'offre de logements locatifs reste une priorité du Gouvernement. Or, l'application du taux de TVA super-réduit aux logements locatifs a été identifiée comme une mesure inefficace. Son maintien ne serait donc pas justifié.

Le Luxembourg continuera d'appliquer au logement des taux de TVA parmi les plus bas de l'Union européenne. Le Gouvernement continue de promouvoir l'accès à la propriété en maintenant le taux de TVA de 3% pour l'acquisition de la résidence principale. Par ailleurs, le marché immobilier restera intéressant pour les investisseurs, qui continueront de bénéficier notamment de l'amortissement accéléré en matière d'impôt sur le revenu.

Enfin, le Gouvernement travaille activement à la dynamisation de la création de logements sociaux et à prix abordables, y compris pour la location.

de Sinjar, l'appel de l'ONU devra à nouveau être révisé à la hausse au cours du mois de septembre.

La réponse luxembourgeoise au conflit irakien s'inscrit également dans le Plan de réponse stratégique des Nations Unies. Depuis juin 2014, le Luxembourg a contribué 150.000 euros aux opérations du «Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés» (HCR) en faveur des personnes déplacées suite aux exactions commises par EIIL. Une deuxième contribution d'un montant de 150.000 euros a été allouée au «Programme Alimentaire Mondial» (PAM) qui distribue actuellement de la nourriture dans dix gouvernorats à travers l'Irak. Ainsi, le montant global de la réponse luxembourgeoise à la crise irakienne se chiffre à 300.000 euros.

Ad 2. En réaction aux développements dramatiques des dernières semaines, le Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) a adopté, le 15 août 2014, à l'unanimité, la résolution 2170 (2014), qui met l'accent sur la menace persistante que représentent, pour la région et l'ensemble de la communauté internationale, les organisations terroristes de l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL), du Front el-Nosra, et les autres individus, groupes, entreprises et entités associés à Al-Qaïda, qui opèrent en Irak et en Syrie.

La résolution, adoptée en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, appelle tous les Etats au respect de leurs obligations en matière de lutte contre le terrorisme et le financement du terrorisme, et préconise la mise en place de mesures nécessaires et appropriées, y compris en vue de lutter contre le flux de combattants terroristes étrangers.

Le CSNU condamne fermement la violence exercée par ces organisations et par d'autres groupes terroristes, et les souffrances indescriptibles affligées à la population des territoires où ils sévissent. Le CSNU appelle à la cessation des actes de violence, au désarmement et à la dissolution immédiate de ces groupes terroristes. Il met en garde les auteurs des atteintes aux droits de l'Homme et des violations du droit international humanitaire qu'ils auront à répondre de leurs actes.

Le texte de la résolution 2170 (2014) peut être consulté dans son intégralité sous le lien suivant: http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/2170%20%282014%29

Ad 3. Les efforts de coordination en matière d'aide humanitaire au niveau européen sont en cours depuis début juin. Une première réunion extraordinaire sur la crise irakienne s'est tenue au Centre européen de coordination de la réaction d'urgence (ERCC) à Bruxelles le 2 juin. Depuis, le tableau des contributions humanitaires européennes, circulé par la Commission, a été mis à jour régulièrement. Une nouvelle réunion de coordination a été convoquée par la suite par la Commission (ECHO/ECCR). La représentation permanente du Luxembourg à Bruxelles et la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire (par téléconférence) ont participé à ces réunions et y ont fait état des contributions luxembourgeoises.

Le groupe de travail du Conseil en charge de l'aide humanitaire (COHAFA) a traité de la crise irakienne lors de ses deux dernières réunions (26 juin et 15 juillet). La crise irakienne figurera également à l'ordre du jour de la prochaine réunion du groupe COHAFA en date du 25 septembre. L'objectif de ce groupe est d'échanger des informations sur les crises humanitaires et de coordonner les efforts des Etats membres.

En date du 12 août, le Président de la République d'Irak a adressé une lettre au Président de la Commission européenne José Manuel Barroso pour solliciter l'aide de l'UE et activer le mécanisme européen de la protection civile (UCPM). Plusieurs Etats membres ont fait des contributions en nature en réponse à cet appel.

Enfin en date du 19 septembre le Secrétaire d'Etat John Kerry organisera un débat à haut du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la situation en Irak auquel participera également le Ministre Jean Asselborn.

Le Conseil des Ministres des Affaires étrangères du 15 août a également traité de la situation humanitaire en Irak. Dans les conclusions du Conseil, «les ministres ont rappelé les efforts considérables de solidarité actuellement accomplis par l'UE et ses Etats membres pour fournir une aide humanitaire et ils ont salué l'engagement de fonds européens supplémentaires, ainsi que la mobilisation du Centre européen de coordination de la réaction d'urgence et l'activation du mécanisme de protection civile de l'Union européenne à la demande du Gouvernement irakien, afin de fournir une aide en nature, notamment par la mise en place d'un pont aérien humanitaire vers le nord de l'Irak adapté aux besoins sur place».

La Direction de la Commission européenne en charge de l'aide humanitaire (ECHO) dispose

d'un bureau à Irbil au Kurdistan qui surveille la situation et qui est en relation avec les acteurs humanitaires sur le terrain. ECHO a publié dix rapports de situation sur les mouvements de déplacés internes en Irak depuis mars dernier qui ont été distribués aux Etats membres.

Des efforts de coordination ont également lieu à Genève. Le bureau pour la coordination de l'aide humanitaire des Nations Unies a invité les Etats membres de l'ONU à un briefing sur la situation en Irak le 24 juin, en présence de l'Amphibadeur irakien et de Madame Badcock, Coordinatrice résidente de l'ONU en Irak. Le 3 juillet se tenait une réunion au CICR sur la situation en Irak avec une évaluation très détaillée de la situation sur le terrain, présentée par Patrick Youssef, chef de délégation CICR en Irak. La Représentation permanente du Luxembourg à Genève a participé à ces réunions.

tamment en prévoyant un droit automatique aux intérêts de retard pour le créancier et une majoration du taux applicable aux intérêts de retard. Néanmoins, il est à mon sens encore trop tôt pour évaluer les effets de ces nouvelles règles. Dans ce contexte, je rappelle également que la Commission européenne devra préparer un premier rapport sur l'application de cette directive pour mars 2016. Pour ce qui concerne la seconde partie de la question concernant le nombre de faillites d'entreprises résultant de factures impayées par leurs créanciers, comme indiqué ci-dessus, les curateurs n'évoquent dans le cadre de leur rapport que sommairement les causes de la faillite de sorte qu'il n'existe pas de données utiles permettant de quantifier les faillites qui résultent du fait que le failli n'a pas été payé par ses débiteurs.

En réponse à la troisième question, il est rappelé que le projet de loi 6539 concernant la préservation des entreprises et portant modernisation du droit de la faillite prévoit que le secrétariat du Comité de conjoncture aura désormais un rôle important à jouer dans la surveillance de la situation des entreprises en difficulté et pourra rassembler davantage de données à ce sujet. Le secrétariat établira ainsi un dossier qui, le cas échéant, pourra en cas de procédure judiciaire être mis à disposition du tribunal. En outre, il est prévu que le Ministère de l'Économie sera représenté au comité inter-administratif actuel qui sera institutionnalisé sous le nom de Comité d'évaluation des Entreprises en Difficultés (CEvED) ce qui devrait me permettre de suivre au plus près l'évolution des entreprises en difficulté. Par ailleurs une cellule permettant d'établir des statistiques judiciaires est en cours de mise en place au niveau de l'administration judiciaire. Dans le futur et dans le cadre des travaux d'informatisation en cours il sera évalué dans quelle mesure il est possible de recueillir et d'agrger des données plus nombreuses et variées relatives aux faillites.

Question 0454 (8.8.2014) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant la dégradation de la situation humanitaire en Irak:

Après la prise de Qaraqosh, la plus grande ville chrétienne d'Irak, et d'autres zones près de Mossoul (nord) par des combattants de l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL), les attaques généralisées ou systématiques dirigées contre des populations civiles de l'Irak du fait de leur appartenance ethnique ou de leurs convictions politiques ou religieuses poussent des milliers d'Irakiens à prendre la fuite.

Le Secrétaire général des Nations Unies a appelé la communauté internationale à soutenir le Gouvernement et le peuple d'Irak et à faire tout son possible pour aider à soulager les souffrances de la population touchée par le conflit actuel en Irak.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Quelles sont les mesures récemment décidées ou envisagées par les Nations Unies pour venir en aide aux populations déplacées?

2. Est-ce que des actions conformément au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies sont-elles envisagées?

3. Le Ministre entend-il prendre des initiatives au niveau européen pour coordonner l'aide humanitaire destinée à être mise à profit des populations concernées? Comment les décisions prises au niveau européen sont-elles coordonnées?

Réponse (10.9.2014) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes:

Ad 1. En date du 13 août 2014, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Irak a déclaré une urgence de niveau trois, le niveau le plus élevé prévu par le système onusien, pour l'ensemble du pays. La réponse des Nations Unies s'inscrit dans le Plan de réponse stratégique pour 2014 qui englobe et coordonne l'ensemble des opérations des agences onusiennes, à savoir le HCR, le PAM, la FAO, l'OMS, l'Unicef et l'OIM, ainsi que celles des organisations de la société civile.

Ce plan de réponse a été élaboré début 2014 en réponse aux vagues de déplacements intervenues depuis la fin de 2013, mais a dû être révisé à maintes reprises, notamment suite aux exactions commises par l'EIIL depuis le 9 juin 2014 ayant provoqué de nouveaux déplacements massifs de populations. L'appel des Nations Unies se chiffre actuellement à 312 millions de dollars et vise au total un million de déplacés internes. Les quatre priorités opérationnelles des agences onusiennes concernent notamment la distribution d'abris et d'articles de première nécessité, la protection contre la violence, l'accès aux soins de santé et à des produits alimentaires. Il faut noter toutefois qu'au vu des évolutions récentes dans la région

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Spautz concernant la problématique des factures impayées, je souhaite communiquer les informations fournies par mes services que par ceux du Ministère de la Justice:

Concernant la première question relative à l'existence de statistiques et d'analyses sur les impayés ainsi que leur impact sur l'économie du pays, mes services me confirment suivant les renseignements obtenus que ni le Statec ni le Ministère de la Justice ne sont actuellement en mesure d'établir de telles statistiques, faute de source d'information. Il est à noter qu'en dehors des situations de faillites ou de procédures analogues, il n'existe aucune obligation pour les entreprises de donner des informations quant au montant des impayés.

Les données actuellement disponibles ne concernent que le nombre de jugements de faillite prononcés par les tribunaux d'arrondissement siégeant en matière commerciale et ne renseignent pas sur les causes profondes de l'ébranlement du crédit des commerçants faillis. Ainsi, les statistiques disponibles et publiées par le Statec ne font que ventiler les faillites prononcées par branche d'activité sur base du code NACE. Par ailleurs, certains acteurs privés suivent également de près l'évolution des faillites au Luxembourg et en proposent leur propre analyse en rapprochant éventuellement ces chiffres de leurs propres enquêtes ou expériences. Actuellement, seuls les curateurs désignés par le tribunal lors de l'ouverture de la faillite seraient éventuellement en mesure de fournir des indications sur le montant des impayés à l'origine du déclenchement de la procédure de faillite en se fondant sur les déclarations de créances soumises dans le cadre de la procédure. À cet égard, il échappe de rappeler que les rapports qu'ils transmettent actuellement au tribunal peu après leur désignation comme curateur d'une faillite ne contiennent qu'une information sommaire sur les causes qui, au final, ont conduit à la faillite.

En ce qui concerne la première partie de la seconde question relative à l'envergure du problème des factures impayées, tant la Commission européenne que les Etats membres ont reconnu l'urgence du problème. Pour y faire face, nous avons répondu ensemble avec nos partenaires européens aux préoccupations des professionnels en révisant et renforçant le régime de la directive 2000/35/CE dans la directive 2011/7/UE du 16 février 2011 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales, directive transposée par une loi du 29 mars 2013. Cette loi contient une série de mécanismes incitant les commerçants à respecter le délai de paiement, no-

Question 0457 (12.8.2014) de M. Marc Lies (CSV) concernant le régime d'imposition des plans d'option sur acquisition d'actions:

L'attribution d'options sur actions et d'autres formes de participation des salariés au capital de l'entreprise qui les emploie constitue un mode de rémunération fréquemment utilisé en faveur de cadres exerçant une activité internationale. Au Luxembourg, le régime fiscal des «stock options» ne fait pas l'objet d'une disposition légale particulière, mais les avantages en nature/espèces résultant des plans d'option sur acquisition de parts sont imposés selon les articles 104 et 108 L.I.R. En effet, le régime d'imposition des plans de «stock option» était régi au Luxembourg par la circulaire L.I.R. n°104/2 du 11 janvier 2002, remplacée avec effet au 1^{er} janvier 2013 par la circulaire L.I.R. n°104/2 du 20 décembre 2012. Cette dernière précise entre autres que la valeur d'une option librement cessible sur le marché est présumée s'établir à 17,5% de la valeur sous-jacente du titre de participation (action) au moment de l'octroi de l'option, alors qu'auparavant celle-ci était évaluée à 7,5%.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-il prévu d'évaluer la mesure susmentionnée?

- Quel est le déchet fiscal (moins-values de recettes fiscales) pour l'année 2013?

- Combien de contribuables (employés/employeurs) profitent actuellement du régime fiscal des «stock options»?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que le régime actuellement en vigueur a conduit à des dérives et le cas échéant Monsieur le Ministre envisage-t-il un réaménagement fiscal du régime des «stock options»?

Réponse (11.9.2014) de M. Pierre Gramagna, Ministre des Finances:

L'honorables Député Marc Lies se réfère au régime d'imposition des plans d'option sur acquisition d'actions, et plus particulièrement à l'évaluation forfaitaire de l'avantage en nature pouvant en résulter.

Au Luxembourg, l'encadrement fiscal du mécanisme des «stock options» ne fait pas l'objet d'une disposition fiscale particulière et continue à se faire conformément aux dispositions existantes de droit commun des articles 104 et 108 L.I.R.



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2013-2014

Selon la circulaire L.I.R. n°104/2 du 20 décembre 2012, la valeur d'une option librement cessible est présumée s'établir à 17,5% de la valeur sous-jacente du titre de participation au moment de l'octroi de l'option. Cette évaluation à 17,5% doit être conforme à des conditions raisonnables. La note de service du directeur des contributions L.I.R./N.S. n°104/3 du 21 mai 2013 précise que les conditions raisonnables sont remplies au cas où les trois critères suivants sont respectés:

1. La quote-part des options ne doit pas dépasser 50% de la rémunération brute annuelle totale (options étant comprises). Ce pourcentage doit s'apprécier sur une base individuelle pour chacun des participants du plan.

2. Le plan d'option ne peut s'appliquer qu'aux personnes définies à l'article L.211-27 (5) du Code du Travail.

3. Le plan d'option sur acquisition doit être conçu de telle sorte que le prix de l'option ne doit pas dépasser 60% de la valeur sous-jacente du titre.

Dans ce contexte il convient de mentionner qu'à l'instar du Luxembourg, de nombreux pays proposent un cadre juridique et fiscal attractif pour la mise en place de mécanismes d'intérêsser.

En ce qui concerne les trois premières questions posées par l'honorable Député, il y a lieu de relever qu'il est extrêmement difficile, voire impossible d'évaluer le déchet fiscal que représente la possibilité d'évaluer forfaitairement les «stock options» pour les besoins de l'imposition. En effet, la perte ou le gain de recettes fiscales liées à ces plans options dépend en premier lieu de l'évolution de la valeur de l'instrument attribué au bénéficiaire. De même, les contribuables ne sont pas obligés de demander l'accord de l'administration compétente avant d'appliquer la circulaire.

Pour ce qui est de la quatrième question, il importe de relever que le Gouvernement, convaincu de la nécessité de mettre à disposition des entreprises un outil favorisant leur installation et le développement au Luxembourg et de leur fournir les moyens d'attirer et de retenir dans notre pays les collaborateurs hautement qualifiés indispensables, veillera au maintien d'un mécanisme compétitif et non sujet à dérives.

Question 0459 (13.8.2014) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant le **transport de substances nucléaires à travers le Luxembourg**:

Selon des informations diffusées par la presse écrite, plusieurs transports de substances nucléaires de Lingen (Allemagne) à Cattenom (France) auraient pu transiter par le Luxembourg.

À ce sujet, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer que des camions transportant des substances nucléaires ont transité par le Luxembourg?

- Dans l'affirmative, quelle est la procédure d'autorisation pour de tels transports?

- Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle m'informer des caractéristiques physiques et chimiques des substances concernées ayant transité par le Luxembourg et du danger potentiel pour la population émanant de ces substances en cas d'accident?

- Dans l'affirmative, quel a été le trajet emprunté et y a-t-il eu des dispositifs de sécurité spécifiques relatifs à ce transport?

- Est-ce que d'autres transports de substances nucléaires sont prévus dans un futur proche?

Réponse (28.8.2014) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Je tiens d'emblée à rassurer l'honorable Député qu'aucun transport de substances nucléaires dont il est fait allusion n'a transité par le Luxembourg.

Les opérations de transport et de transit de matières radioactives, que ce soit par voie routière, ferroviaire ou par avion, ne peuvent être réalisées qu'à condition que le transporteur soit autorisé préalablement à cet effet par la Ministre de la Santé. De telles autorisations de transport sont en règle générale délivrées pour une durée de cinq années et se limitent essentielle-

ment au transport de produits radioactifs avec indication d'une activité prédefinie. Il s'agit en l'occurrence principalement de substances radioactives utilisées en médecine et de sources radioactives scellées qui servent à réaliser différentes mesures en industrie.

Toujours est-il que les autorisations délivrées excluent de façon systématique le transport de matières fissiles.

Les règles régissant les prédits transports sont déterminées par le règlement grand-ducal modifié du 14 décembre 2000 concernant la protection de la population contre les dangers résultant des rayonnements ionisants, règlement qui met en œuvre en droit luxembourgeois la directive 96/29 Euratom du Conseil du 13 mai 1996.

Question 0460 (13.8.2014) de **M. Félix Eischen** (CSV) concernant l'**exode de la population civile irakienne devant la menace de l'«État islamique»**:

La mouvance extrémiste sunnite, anciennement nommée «État islamique en Irak et au Levant» (EIL) et rebaptisée «État islamique», progresse dans l'occupation et le contrôle d'un territoire de plus en plus vaste en persécutant et en exécutant une partie de la population civile, dont les minorités chrétiennes.

Les États-Unis ont décidé de fournir des armes au Gouvernement du Kurdistan irakien et de procéder par des attaques aériennes afin de déstabiliser les djihadistes de l'«État islamique».

Alors que les opinions au sein de l'Union européenne concernant l'envoi d'armes divergent notamment entre la France et l'Allemagne, la communauté internationale est appelée d'urgence à venir en aide aux populations menacées par l'avancée du groupe extrémiste en Irak et en Syrie.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

- De quelle manière le Gouvernement envisage-t-il d'apporter son soutien humanitaire à la population menacée par les djihadistes?

- Le Gouvernement serait-il prêt à accueillir des réfugiés contraints de fuir leur pays devant la menace des extrémistes?

- Dans l'affirmative, combien de réfugiés pourraient être accueillis au Grand-Duché et dans quels délais?

Réponse (12.9.2014) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

Aux différents aspects de la question parlementaire, il est répondu comme suit:

En réponse à la crise qui sévit actuellement en Irak, le Luxembourg a contribué avec 150.000 € aux opérations du «Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés» (UNHCR) en faveur des personnes déplacées suite aux exactions commises par ISIS. Une deuxième contribution d'un montant à hauteur de 150.000 € a été allouée au «Programme Alimentaire Mondial» (PAM) qui distribue actuellement de la nourriture dans dix gouvernorats à travers l'Irak. Ainsi, le montant global de la réponse luxembourgeoise en réponse à la crise irakienne se chiffre à 300.000 €.

Par contre, le Gouvernement, à ce stade, n'a pas pris de décision quant à un éventuel accueil de réfugiés irakiens.

Question 0461 (13.8.2014) de **M. Roberto Traversini** (délégué) concernant l'**accès au congé parental**:

Les conditions d'accès au congé parental sont actuellement définies de la manière suivante:

- le demandeur doit avoir son domicile et résider de manière continue au Luxembourg. Les ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne résidant sur le territoire de l'Union et travaillant au Luxembourg peuvent aussi jouir d'un congé parental.

- le demandeur doit être occupé sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg en qualité de salarié, apprenti, fonctionnaire, employé ou ouvrier de l'Etat, d'une commune, d'un établissement public ou en qualité d'agent de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois ou bien exercer une profession indépendante ou libérale.

Cependant, les résidents travaillant sur le territoire national pour le compte d'une entreprise ayant son siège social dans un autre pays de l'Union européenne se voient refuser l'accès au

congé parental, alors que ces personnes payent leur impôts au Luxembourg, y sont soumis au régime de la sécurité sociale et peuvent bénéficier, dans le cas des femmes, du congé de maternité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Combien de cas de refus tombant sous les critères susmentionnés sont répertoriés chaque année à la CNPF?

- Madame le Ministre entend-elle corriger la situation afin de garantir l'égalité de traitement de tous les salariés actifs sur le territoire national?

Réponse (26.8.2014) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

D'abord, il y a lieu de souligner qu'à côté des conditions d'octroi citées par l'honorable Député dans sa question parlementaire, l'article 234-43 (1) du Code du Travail dispose clairement que pour prétendre au congé parental, le parent doit être occupé auprès d'un «employeur légalement établi au Grand-Duché de Luxembourg». Ainsi, il est exact que le congé parental et, parallèlement, l'indemnité de congé parental, ont été refusés sur base de cette disposition.

Malheureusement, il n'est pas possible de déterminer le nombre exact de refus basés sur cette condition, mais les cas dans lesquels un salarié est affilié à la sécurité sociale luxembourgeoise, alors que le siège de son employeur est situé à l'étranger, sont très rares étant donné qu'une affiliation auprès de la sécurité sociale luxembourgeoise n'est possible dans ces cas particuliers que sous des conditions très restrictives. Ainsi, la Caisse Nationale des Prestations Familiales estime le nombre de refus reposant sur cette seule condition à cinq par année.

Or, la situation pour ces salariés a changé en pratique, malgré les dispositions contraires du Code du Travail et ceci suite à une jurisprudence du Conseil supérieur de la sécurité sociale du 26 mai 2014, arguant entre autres que le refus d'accorder les indemnités de congé parental était conforme à l'application stricto sensu de l'article du Code du Travail précité, mais se heurtait aux dispositions du règlement CE n°883/2004 et notamment à son article 11 qui prescrit l'unicité de la loi applicable.

Ainsi, dans le respect de la hiérarchie des normes législatives et pour éliminer l'inégalité de traitement développée par Monsieur le Député, les demandes de congé parental d'un salarié affilié à la sécurité sociale luxembourgeoise, ayant son lieu de travail au Luxembourg, alors que le siège de l'employeur se situe à l'étranger, sont dorénavant accordées.

Les adaptations nécessaires à la législation nationale suivront dans le cadre plus général de la révision du congé parental.

Question 0462 (13.8.2014) de **M. Max Hahn** (DP) concernant la **transposition de la directive 2012/13/UE relative au droit d'information dans le cadre des procédures pénales**:

La directive du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales, ayant comme objet le droit des suspects ou des personnes poursuivies d'être informés de leurs droits dans le cadre des procédures pénales et de l'accusation portée contre eux, prévoit une transposition en droit national au plus tard avant le 2 juin 2014.

Tandis que parmi nos pays voisins, la France s'est conformée par une loi en mai 2014 et l'Allemagne en juillet 2013, le Luxembourg n'a à ce jour toujours pas transposé la directive 2012/013.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les raisons du retard que la transposition de la directive a pris? Quand est-ce que Monsieur le Ministre estime pouvoir déposer un projet de loi prévoyant la transposition de la directive?

- La Cour de justice de l'Union européenne considère qu'une directive non transposée peut être d'effet direct. Aussi, la directive en question n'a pas encore été transposée. Au vu de ce qui précède, Monsieur le Ministre considère-t-il la possibilité d'informer la Police grand-ducale afin qu'elle puisse anticiper les nouvelles procédures et éviter ainsi que le Luxembourg ne manque aux obligations prévues dans la directive et ne risque d'être épingle par la Cour de justice de l'Union européenne?

Réponse (5.9.2014) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

La directive 2012/13/UE relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales, ensemble avec la directive 2010/64/UE du 20 octobre 2010 relative au droit à l'interprétation et à la traduction dans le cadre des procédures pénales et la directive 2013/48/UE du 22 octobre 2013 relative au droit d'accès à un avocat dans le cadre des procédures pénales et des procédures relatives au mandat d'arrêt européen, au droit d'informer un tiers dès la privation de liberté et au droit des personnes privées de liberté de communiquer avec des tiers et avec les autorités consulaires fait l'objet d'un seul et unique avant-projet de loi élaboré par un groupe de travail constitué d'acteurs concernés par la matière (Parquet général, Cabinet d'Instruction, police judiciaire, Barreaux).

Il est prévu de soumettre cet avant-projet de loi au Conseil de Gouvernement dans les prochaines semaines.

Le projet englobe les trois directives qui sont étroitement liées. À titre d'exemple, le droit à l'information et l'accès au dossier par exemple ne peuvent être garantis que si la personne, si elle ne maîtrise pas une des langues de procédure, dispose parallèlement d'un accès à un interprète respectivement traducteur.

De ce fait les travaux préparatoires se sont avérés particulièrement exigeants dans la mesure où il fallait prendre en compte la particularité du Grand-Duché de Luxembourg qui connaît l'application de trois langues officielles en matière judiciaire.

Tel que déjà exposé, la Police grand-ducale a été impliquée dès la première heure dans l'élaboration du prédit projet qui tient compte des difficultés pratiques qui peuvent surgir lors de la mise en œuvre de ces directives.

Par ailleurs la Police grand-ducale utilise déjà actuellement une sorte de «déclaration» de droits (formulaire «infodroit») dans le cadre de trois procédures différentes. Il s'agit de la procédure en cas de flagrance (article 39 du Code d'instruction criminelle), de celle en cas de vérification d'identité (article 45 du Code d'instruction criminelle) et de celle dans la cadre de ce qui est appelé «mini-instruction» (article 52 du Code d'instruction criminelle).

Ces formulaires «infodroit» existent en 17 langues différentes, notamment celles utilisées le plus fréquemment par des personnes étrangères au Luxembourg.

En général il y a lieu de préciser que la législation luxembourgeoise, complétée par des circulaires du Parquet général, est largement conforme aux dispositions des prédictes directives.

Question 0465 (14.8.2014) de **Mme Octavie Modert** (CSV) concernant la **construction des Archives nationales**:

Les plans existants prévoient la construction des nouvelles Archives nationales en plusieurs phases sur un seul site à Esch/Belval, ce qui présentait entre autres l'avantage de ménager le budget, tout en gardant l'espace d'extension nécessaire et disponible pour les besoins des Archives nationales.

Madame la Ministre de la Culture vient cependant d'annoncer maintenant dans la presse que le projet de construction de nouvelles Archives sur le site de Belval ne serait plus d'actualité parce que la taille du site envisagé ne correspondait plus aux besoins de ce projet d'envergure. Le nouveau bâtiment pour les Archives nationales devrait par contre être réalisé sur un site localisé dans les alentours de la capitale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Pour quelles raisons le terrain à Belval n'est-il plus adapté à la construction d'un nouveau bâtiment pour les Archives nationales?

- Quelle devrait être la nouvelle affectation du terrain actuellement réservé à la construction des nouvelles Archives nationales à Belval? Quels autres projets y sont envisagés?

- Quelle serait alors la nouvelle surface envisagée pour la construction des Archives à un autre endroit?

- Quel serait le coût du nouveau projet de construction par rapport à celui projeté sur le site Belval? Quel est le coût supplémentaire dû à la réalisation de nouveaux plans d'architecte?

- Madame la Ministre peut-elle me fournir des précisions sur le calendrier des travaux du nouveau projet? Quel serait le début projeté de ces travaux?



- La Ministre a déclaré que le nouveau terrain se situerait assurément non pas dans la ville de Luxembourg, mais aux alentours de la capitale. Qu'en est-il de la décentralisation administrative et quelle est la position du Gouvernement en la matière?

Réponse commune (16.9.2014) de **Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture, et de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:**

Par la question parlementaire n°0465 du 14 août 2014, l'honorable Députée voudrait avoir plus d'informations concernant le projet des Archives nationales.

En guise de rappel, nous nous permettons de reprendre tout d'abord quelques dates clés de l'évolution dans ce dossier:

- En 2002 le Gouvernement prend la décision de construire un nouveau bâtiment pour les Archives nationales à Esch/Belval. Un concours international est lancé en janvier 2003.

- En avril 2003 le Conseil de Gouvernement approuve le texte du projet de loi relatif à la construction d'un nouveau bâtiment pour les Archives nationales «pour lequel la procédure législative pourra être entamée». Le coût du projet de loi relatif à la construction des nouvelles Archives nationales, déposé le 7.6.2004 à la Chambre des Députés, s'élèvait initialement à 84.200.000 € (ind. construction 575.85). Le prix adapté à ce jour s'élève à quelque 108 millions €. Le programme de construction initial prévoyait +/- 180 km linéaires d'archives sur 28.000 m² de surfaces nettes.

- L'accord de coalition du 29 juillet 2004 prévoit: «Un réseau performant d'infrastructures culturelles est en train d'être mis en place, dans la capitale mais aussi à travers tout le pays. Dans ce contexte, le Gouvernement poursuivra les travaux de construction ou de réhabilitation du Musée de la Forteresse, (...) ainsi que des Archives nationales à Esch/Belval.»

- En 2006 le Gouvernement de l'époque décide de revoir le premier projet et de faire construire un bâtiment d'Archives en plusieurs phases afin de ne pas engendrer directement la charge financière totale d'un grand bâtiment, destiné à rester à moitié vide pendant un laps de temps considérable. Un groupe de travail est mis en place en 2006 pour élaborer un nouveau projet de construction tenant compte à la fois de la situation financière de l'Etat et des besoins immédiats des Archives nationales.

- En 2009 les conclusions du groupe d'experts mis en place en 2006 sont déposées au Gouvernement sans qu'il y ait eu des suites au niveau politique.

Cette situation a engendré des coûts non négligeables en études, en honoraires, en plusieurs baux nécessaires pour stocker les archives dans des dépôts provisoires, etc., coûts qui auraient pu être évités si le dossier avait été exécuté comme planifié.

Au vu de ce qui précède, force est de constater que tous les éléments semblaient bien avoir été réunis dès 2004 pour la construction d'un nouveau bâtiment pour les Archives nationales. Cependant, le dossier semble n'avoir plus avancé depuis avec comme résultat que nos Archives nationales, donc notre mémoire collective, se trouvent aujourd'hui dans une situation difficile et inacceptable et il est décidé d'avancer dans ce dossier dans les meilleurs délais possibles.

À ce sujet, il échet de se référer au programme gouvernemental qui prévoit que les Archives doivent déménager dans de nouveaux locaux modernes pour assumer pleinement leur rôle d'acteur national dans ce domaine.

Le Ministère du Développement durable et des Infrastructures précise que quant à la surface et la situation géographique du terrain d'implantation des Archives nationales à Belval, aucune nouvelle affectation du terrain en question n'a été ou n'est discutée.

Par conséquent et au vu de tout ce qui précède, il semble tout à fait évident qu'après tant d'années d'inertie, le projet devra être réévalué de fond en comble. Il en résulte que les questions quant à la surface envisagée, au coût et au calendrier de construction ainsi que, le cas échéant, au lieu précis, devront être entièrement reconsidérées.

Question 0468 (18.8.2014) de **Mme Diane Adehm (CSV)** concernant le **système LuxTrust**:

Un annuaire des utilisateurs LuxTrust est librement accessible sur Internet (<https://directory.luxtrust.lu>). En introduisant soit le prénom et le nom ou l'adresse e-mail d'une personne, l'on peut voir si cette personne est utilisateur LuxTrust à titre de personne privée ou non, le

numéro de série du «token» LuxTrust, la durée de la validité du «token» LuxTrust ainsi que l'adresse e-mail de la personne en question.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de l'existence de cet annuaire sur Internet?
- Quelles sont les raisons d'existence de cet annuaire?

- Selon quels critères certains utilisateurs LuxTrust sont repris dans ce fichier, alors que d'autres, p. ex. les enseignants ayant reçu leur «token» LuxTrust de la part du Ministère de l'Éducation nationale, ne le sont pas?

- Monsieur le Ministre est-il conscient du fait que ces informations peuvent être utilisées par des malfaiteurs pour faire du «phishing», voire accéder aux comptes bancaires des utilisateurs LuxTrust?

- Est-ce que Monsieur le Ministre entend réagir et, le cas échéant, intervenir afin de retirer cet annuaire d'Internet? En cas de réponse négative, Monsieur le Ministre entend-il informer les utilisateurs LuxTrust de la publication des données les concernant, et si oui, par quels moyens?

- Est-ce que la publication des informations sur Internet des utilisateurs LuxTrust est conforme à la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel?

Réponse (18.9.2014) de **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie:**

La question parlementaire n°0468 appelle la réponse suivante de la part du Ministre de l'Économie:

L'annuaire des utilisateurs LuxTrust est public et accessible sur Internet tel que prévu dans l'article 24 (2) de la loi relative au commerce électronique: «Le prestataire de service de certification conserve un annuaire électronique comprenant les certificats qu'il délivre et le moment de leur expiration. Dès son acceptation par le candidat titulaire, le prestataire de service de certification inscrit le certificat dans l'annuaire électronique visé par règlement grand-ducal sous réserve que le titulaire du certificat ait donné son consentement à cette inscription.»

LuxTrust est certifié d'après des normes internationales (ETSI: «Electrical and Telecommunication Standardization Institute»), et en particulier la norme WTSI TS 101 456. Celles-ci exigent que le demandeur d'un certificat ait la possibilité lors de la commande de publier celui-ci dans un annuaire public.

En ce qui concerne l'inscription des utilisateurs dans cet annuaire, la loi luxembourgeoise du 14 août 2000 transposant la directive 1999/93/CE prévoit dans son article 22 (2) que: «Le prestataire de service de certification fournit un exemplaire du certificat au candidat titulaire. Dès son acceptation par le candidat titulaire, le prestataire de service de certification inscrit le certificat dans l'annuaire électronique visé par règlement grand-ducal sous réserve que le titulaire du certificat ait donné son consentement à cette inscription.»

Sont uniquement repris dans l'annuaire les utilisateurs qui en font la demande explicite lors de la commande de leur certificat LuxTrust que ce soit un «token», une carte à puce ou un «signing stick». Les utilisateurs ne faisant pas ce choix, ne sont, par défaut, pas inclus dans l'annuaire.

Seuls 2% des utilisateurs de LuxTrust figurent aujourd'hui dans l'annuaire.

En ce qui concerne les enseignants, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse gère les demandes de dispositifs LuxTrust. Par défaut, leurs certificats n'ont pas été inclus dans l'annuaire.

Finalement, d'un point de vue opérationnel, il y a, pour un abonné, des avantages à faire publier les données de son certificat dans l'annuaire public pour, à titre d'exemple, des raisons de confidentialité et d'intégrité. L'abonné peut alors demander à ses correspondants de chiffrer les documents et les courriels qui lui sont envoyés et il sera le seul à pouvoir les déchiffrer.

Un certificat électronique est une attestation électronique qui lie des données afférentes à la vérification de signature à une personne et confirme l'identité de cette personne. De ce fait, un certificat ne peut jamais être utilisé pour s'authentifier auprès d'une application. Il est donc impossible d'accéder aux comptes bancaires de l'utilisateur. Le certificat est uniquement utilisé pour s'assurer que la personne qui détient la clef privée (d'authentification et de signature) est la personne légitime.

Concernant le «phishing», un malfaiteur pourrait tenter de contacter l'abonné en utilisant

l'adresse e-mail contenue dans le certificat et l'induire en erreur tel qu'il peut le faire en utilisant toute autre information disponible sur Internet concernant l'abonné.

LuxTrust a mis en œuvre des mesures pour pondérer ce risque. Ainsi, toute demande doit être validée par la saisie d'un «captcha» (mot unique composé de chiffres et de lettres aléatoires, non lisible pour un robot) afin d'éviter les scans de robot. Par ailleurs, si le résultat d'une recherche retourne trop d'éléments, un message stipule que les critères de recherche doivent être plus précis.

Les utilisateurs de LuxTrust inscrits dans l'annuaire LuxTrust sont au courant de leur inscription pour en avoir fait la demande explicite lors de la commande de leur produit. Cet annuaire étant prévu par la loi et la réglementation européenne relative à la signature électronique, il est obligatoire et ne pourra pas être retiré.

LuxTrust dispose de l'autorisation de la CNPD pour la gestion et la publication de ces informations sur Internet.

- Les pratiques fiscales dommageables, prenant en compte les critères de transparence et de substance;

- Une étude de faisabilité concernant un instrument multilatéral, tel que proposé dans l'action 15 du Plan d'action BEPS, qui pourrait voir le jour après 2015 pour la mise en œuvre au niveau international d'une partie des résultats BEPS.

Les recommandations de l'OCDE devront être mises en œuvre par les différents États membres de l'OCDE et/ou du G20 au niveau national et/ou international. Certaines de ces recommandations seront intégrées dans la convention-modèle de l'OCDE qui sert de base aux conventions fiscales bilatérales. Pour expédier la mise à niveau des +/- 3.000 conventions fiscales existantes avec ledit modèle, l'OCDE a proposé que les États intéressés essaient de les modifier par le biais d'un instrument multilatéral, dont la négociation pourrait débuter au courant de 2015. D'autres recommandations demanderont une adaptation du cadre fiscal national, par exemple en ce qui concerne la substance ou présence matérielle et opérationnelle des entreprises basées au Grand-Duché, déjà prévu dans le programme gouvernemental. À noter encore que les discussions continuent sur les autres actions du Plan d'action BEPS d'ici la fin de l'année 2015 et qu'il n'est donc pas exclu que certaines recommandations initiales seront adaptées d'ici là.

Le Luxembourg soutient pleinement les travaux BEPS en cours et participe activement aux plus de 15 groupes et sous-groupes de travail qui ont été mis en place pour analyser et discuter les recommandations à mettre en place. Dans ce contexte, le Luxembourg insiste régulièrement sur le «level playing field», c.-à-d. le besoin de normes homogènes applicables par toutes les économies développées et sur toutes les grandes places financières, afin d'éviter une délocalisation d'entreprises qui voudraient échapper à l'application des nouvelles règles issues des recommandations BEPS, ce qui entraînerait des inefficacités et des distorsions de concurrence.

Le Gouvernement est aussi très attentif à l'impact de ces futures règles sur l'économie luxembourgeoise et mène des consultations avec l'industrie pour étudier les modalités de la mise en œuvre des recommandations BEPS au niveau national. Certaines pratiques du monde des affaires en matière d'optimisation fiscale devront être revues. Par contre, les nouvelles règles auront des conséquences positives pour l'économie et la place financière luxembourgeoise. À titre d'exemple, l'exigence d'une substance encore plus significative amènera des entreprises qui voudront faire valoir certains avantages fiscaux, à augmenter leurs activités et/ou effectifs sur notre territoire, ce qui aura un effet positif sur l'emploi.

En ce qui concerne la mesure fiscale dite du «patent box», ce sujet est en discussion au sein du Forum sur les pratiques fiscales dommageables de l'OCDE; une discussion similaire a aussi lieu dans le cadre du code de conduite de l'UE. Plusieurs pays ont des régimes fiscaux en matière de propriété intellectuelle, qui sont maintenant analysés notamment sous l'angle de la substance des activités de recherche et de développement menées dans ledit pays. Il est encore trop tôt pour spéculer sur les résultats de ces travaux, que le Gouvernement suit activement.

Question 0484 (25.8.2014) de **M. Gusty Graas (DP)** concernant les **conducteurs circulant à contresens**:

Ces jours, la presse luxembourgeoise s'est fait l'écho de l'élaboration de la part du Gouvernement allemand d'un système prévenant le phénomène des conducteurs circulant à contresens. Au vu de la maturité des technologies de sécurisation des autoroutes, un projet-pilote serait envisagé qui permettrait d'avertir le conducteur au moment d'accéder à une voie routière à contresens.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus?
- Dispose-t-il de statistiques concernant le nombre d'accidents sur le réseau routier national résultant de conducteurs circulant à contresens?
- Monsieur le Ministre juge-t-il nécessaire la mise en place de mesures spécifiques face à la situation des accidents produits de ladite façon?

1 http://www.oecd-ilibrary.org/fr/taxation/lutter-contre-l-erosion-de-la-base-d-imposition-et-le-transfert-de-benefices_9789264192904.fr



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2013-2014

Réponse (8.9.2014) de **M. François Bausch**,
Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

La question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Gusty Graas, concerne les conducteurs circulant à contresens sur le réseau autoroutier.

Entre 2008 et 2014, six accidents en contresens sur le réseau autoroutier ont été enregistrés avec cinq morts et sept blessés graves.

Depuis 2005, mes services ne constatent pas d'améliorations notables dans les systèmes d'alertes. Jusqu'à présent, aucun système de détection ne peut déterminer combien d'accidents de ce type ont été évités grâce à ce système.

Parlant d'une certaine maturité d'une technologie dans le contexte d'un projet-pilote me semble donc précoce.

Avant de lancer un projet-pilote onéreux au Luxembourg en parallèle avec le projet allemand, je préfère observer de près les évolutions dans ce domaine. J'en profiterai de m'échanger sur les résultats des tests allemands lors d'une prochaine rencontre avec Monsieur le Ministre Dobrindt.

Il reste à noter que depuis plus d'une dizaine d'années, mes services ont renforcé la signalisation réglementaire prévue par le Code de la Route par une signalisation verticale supplémentaire avec un contraste de jaune éclatant, à savoir le panneau «STOP autoroute». Cette signalisation est renforcée par un marquage horizontal. Également, le réseau autoroutier est vidéo surveillé 24 heures sur 24 par Contrôle et information du trafic sur les autoroutes (CITA).

Question 0485 (26.8.2014) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la compagnie aérienne Cargolux:

Selon mes informations, le conseil d'administration de Cargolux envisagerait de renforcer sa filiale Cargolux Italia par l'affectation d'un second Boeing de sa flotte à la filiale italienne.

Sachant que Cargolux Italia dispose de droits de trafic aérien dans des pays asiatiques et que les conditions de travail et les salaires de base sont moins favorables en Italie qu'au Luxembourg, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Économie.

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer l'information susmentionnée?

- Dans l'affirmative, pour quelles raisons la société Cargolux envisage-t-elle d'affecter un second avion de sa flotte à la filiale italienne?

- Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas qu'un tel renforcement de Cargolux Italia ait des conséquences négatives pour le Cargo Center et se ferait au détriment de la société mère?

- Une telle décision aurait-elle des incidences sur le développement de la «dual hub strategy» entre Cargolux et HNCA?

- Est-il prévu que des vols de Cargolux Italia soient opérés entre Zhengzhou et Milan, au détriment du Cargo Center à Luxembourg?

Réponse commune (3.9.2014) de **M. François Bausch**, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, et de **M. Etienne Schneider**, Ministre de l'Économie:

Par sa question parlementaire l'honorable Député souhaite avoir des informations relatives à la compagnie aérienne Cargolux.

Il n'appartient pas au Gouvernement de s'impliquer dans la gestion interne d'une société commerciale de droit privé, gérée par un comité de direction et surveillée par un conseil d'administration.

Dans ce contexte, le Gouvernement entend préciser que cette prise de position a également été communiquée aux syndicats concernés lors de deux réunions en mai.

En effet, la législation en la matière fournit - par le biais de différents organes spécifiques (e. g. comité mixte) ou encore par la représentation du personnel au sein du conseil d'administration de la société en question - un cadre approprié aux syndicats afin de discuter toutes les questions en relation avec l'entreprise.

Question 0486 (27.8.2014) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant les propos récents du Ministre de l'Économie:

Dans un article paru dans le journal «Le Quotidien», Monsieur le Ministre de l'Économie Etienne Schneider vient d'apporter son soutien à l'ancien Ministre français de l'Économie Arnaud Montebourg dont les récents propos semblent être à la base de la démission du Gouvernement français. Ce dernier a en effet estimé devoir critiquer la politique de rigueur budgétaire menée par le Gouvernement français. Il visait en même temps l'Allemagne comme étant responsable de la politique d'austérité menée en Europe et à fortiori en France. Monsieur le Ministre de l'Économie semble partager tous ces propos et donc souscrire à la critique du Gouvernement français.

Dans le même article, Monsieur le Ministre de l'Économie défend la politique d'industrialisation telle que la conçoit l'ancien Ministre de l'Économie français, en critiquant cependant les écologistes: «Il s'agit de protéger l'industrie européenne et d'avoir une politique horizontale en matière de réindustrialisation. Mais si les écologistes mettent des freins partout, ça va coincer.»

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres d'Etat, des Affaires étrangères et européennes et de l'Économie:

- Est-ce que le Gouvernement juge opportun que le Ministre de l'Économie, en prenant position dans le débat opposant Monsieur Montebourg à Messieurs Hollande et Valls, s'immisce directement dans des affaires de politique intérieure d'un autre pays européen?

- Est-ce que le Gouvernement partage les critiques de Monsieur le Ministre de l'Économie à l'encontre du pacte de croissance et de stabilité? Dans cette hypothèse, le Gouvernement entend-il intervenir auprès de la Commission européenne afin que des modifications soient apportées au pacte de croissance et de stabilité?

- Le Ministre de l'Économie, si critique vis-à-vis des écologistes, entend-il faire baisser les niveaux de protection de l'environnement, là où ceux-ci sont un frein à la politique d'industrialisation au Luxembourg? Quelles sont les dispositions légales ou réglementaires visées par Monsieur le Ministre de l'Économie? Les critiques sont-elles partagées par le Gouvernement luxembourgeois?

Réponse commune (28.8.2014) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'Etat, de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes, et de **M. Etienne Schneider**, Ministre de l'Économie:

- La prise de position du Ministre de l'Économie sur l'opinion de Monsieur Arnaud Montebourg

au sujet de la politique d'austérité économique ne peut pas être considérée comme une ingérence dans la politique intérieure de la France. Il s'agit de l'avis du Ministre de l'Économie, avis qu'il a toujours partagé avec Monsieur Montebourg.

- Le Ministre de l'Économie n'a aucunement mis en doute le pacte de stabilité et de croissance, mais estime qu'il faut prévoir une certaine flexibilité dans le rythme de la mise en œuvre de l'objectif de réduction des déficits, notamment pour les pays qui ont besoin de cette flexibilité pour redémarrer leur économie.

- Le Ministre de l'Économie ne s'est pas exprimé de manière critique vis à vis les écologistes. Au contraire, estime-t-il qu'il faut soumettre les produits importés dans l'Union européenne à des standards environnementaux et sociaux minimaux. Il plaide ainsi en faveur d'une politique horizontale en matière de réindustrialisation.

Question 0492 (29.8.2014) de **M. Georges Engel** (LSAP) concernant la centrale TGV Twinerg à Esch-sur-Alzette:

Dans une interview diffusée sur la radio 100,7, un porte-parole de la société Electrabel a indiqué que le conseil d'administration de la société Twinerg SA aurait informé les autorités luxembourgeoises de son intention de fermer la centrale TGV Twinerg d'Esch-sur-Alzette. Cette fermeture, prévue à partir d'octobre 2015, serait due aux problèmes de rentabilité auxquels sont confrontés la plupart des centrales de ce type en Europe.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quel est l'avis de Monsieur le Ministre en ce qui concerne le futur développement de la centrale TGV d'Esch-sur-Alzette? Monsieur le Ministre estime-t-il que la fermeture de la centrale peut être évitée? S'agit-il d'une mesure provisoire ou définitive? Quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il prendre face à cette situation?

- Quelles sont les conséquences de la fermeture de la centrale pour le personnel de Twinerg SA?

- Dans quelle mesure les difficultés de la centrale Twinerg peuvent-elles impacter les activités et le futur de SUDCAL, dont le réseau de chaleur est alimenté par la centrale en question?

Réponse (15.9.2014) de **M. Etienne Schneider**, Ministre de l'Économie:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Georges Engel concernant le futur développement de la centrale TGV Twinerg à Esch-sur-Alzette, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Je confirme que les responsables de Twinerg SA m'ont informé au début de l'année 2014 de leur intention de mettre à l'arrêt leur centrale à partir d'octobre 2015 suite à des difficultés économiques auxquelles la centrale serait confrontée. La centrale Twinerg serait ainsi confrontée à une situation similaire à celle de bon nombre de centrales du même type en Europe. Ce sont en effet surtout les prix de l'énergie électrique négociés aux bourses européennes se trouvant à la baisse depuis quelques années qui ont forcé notamment les centrales TGV (Turbine Gaz-Vapeur) à réduire leur production depuis un certain temps déjà. Si la centrale Twinerg était encore opérée pendant près de 7.000 heures par an jusqu'en 2010, il y a lieu de constater que le temps d'opération est

en baisse depuis 2011 pour atteindre quelque 3.000 heures en 2013. Actuellement, la centrale Twinerg n'est démarrée que lorsque le prix de l'électricité offert sur les marchés permet de couvrir les coûts de production engendrés. Elle était à l'arrêt pendant pratiquement toute la période estivale.

La décision de mettre à l'arrêt la centrale Twinerg est donc prise dans une logique économique, alors que les responsables de Twinerg continuent néanmoins à suivre de très près l'évolution des prix aux marchés de l'énergie pour, le cas échéant, réviser leur décision au cas où l'environnement économique leur permettrait de poursuivre la production au-delà de 2015. En tout état de cause, les responsables de Twinerg précisent que, même si leur centrale était mise à l'arrêt à la date prévue, elle serait mise sous cocon de façon à pouvoir redémarrer rapidement en cas de besoin. En outre, les responsables de Twinerg nous ont informés sur demande qu'il n'est pas prévu de licencier du personnel de prime abord, mais qu'il est prévu de réaliser des travaux de maintenance et de révision assez importants avec le personnel actuellement en place. Ces travaux auraient été effectués en temps normaux par des entreprises externes.

Comme la centrale de Twinerg est directement connectée au réseau électrique belge, elle injecte toute la production électrique dans le réseau belge et presté donc tous ses services pour le marché belge et ne contribue qu'indirectement à la sécurité énergétique du Luxembourg. Les responsables de Twinerg, ensemble avec les autorités et le gestionnaire de réseau belges, sont en train d'évaluer les possibilités pour la prestation de services de secours au marché belge par Twinerg sous forme de capacité de réserve pour la période après 2015 et ainsi éviter la mise sous cocon de la centrale.

Au-delà de ces considérations et dans le cadre de l'établissement du rapport bisannuel sur la sécurité de l'électricité au Luxembourg, mes services sont actuellement en train d'évaluer les répercussions à moyen et long terme d'une mise hors service de la centrale Twinerg sur la sécurité de l'approvisionnement national. Le rapport, qui est établi dans un contexte européen évoluant à une vitesse impressionnante, tiendra compte des éléments fournis par les gestionnaires de réseau et les fournisseurs d'électricité actifs sur le territoire du Luxembourg. Sa publication est prévue dans les prochaines semaines.

Pour ce qui concerne la fourniture de chaleur par le réseau opéré par SUDCAL SA, les responsables de SUDCAL m'ont affirmé qu'une chaudière à gaz opérée par SUDCAL fait partie intégrante de la topographie du réseau de chaleur pour fournir l'appoint par exemple en cas de puissance thermique insuffisante mise à disposition par Twinerg respectivement lors d'un arrêt pour des raisons de maintenance de la centrale. Cette chaudière est encore secouée par une autre chaudière à gaz opérée par Twinerg au cas où la chaudière SUDCAL tomberait en panne. Suivant les informations reçues sur demande de la part des responsables de SUDCAL, des pourparlers sont actuellement en cours en vue de continuer d'assurer un service de dépannage au niveau de la fourniture de chaleur pour SUDCAL avec la chaudière à gaz de Twinerg, même après un arrêt potentiel de la centrale en 2015. Suivant les informations actuellement disponibles, il y a donc lieu de préciser qu'aucun impact n'est à attendre quant à la fourniture de chaleur pour les clients connectés au réseau de chaleur de SUDCAL.

□ L'actualité parlementaire sur www.chd.lu

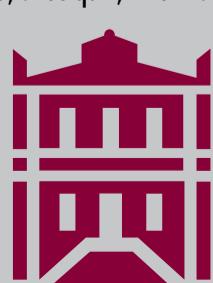
□ Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.

□ La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.

□ L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.

□ Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.

□ De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.



d'Chamber online op
www.chd.lu